HISTOIRE
DE LA COLOMBIE
ET DU VÉNÉZUÉLA
DES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

BIBLIOTHÈQUE FRANCE-AMÉRIQUE

HISTOIRE DES NATIONS AMÉRICAINES

Histoire du Canada, par F.-X. Garneau. Sixième édition, revue, annotée et publiée avec une Introduction et des appendices par son petit-fils, Hector Garneau. Préface de M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, président du Comité France-Amérique. 2 forts volumes in-8°.

Tome I (1534-1744). 1 vol. in-8° av. portrait de l'auteur, 1913 . 30 fr. »

Tome II. 1 vol. in-8°, 1920 . . . . 30 fr. »

La France et la Guerre de l'Indépendance américaine (1776-1783), par J. Merlant, professeur à l'Université de Montpellier. 1 vol. in-8°, avec 6 planches et 1 carte hors texte, 1918 . . . . 3 fr. 50

Histoire des États-Unis (1787-1917), par G. Weill, professeur à l'Université de Caen. 1 vol. in-8°, avec 7 pl. et 1 carte hors texte, 1919 . 5 fr. »

Histoire de la Colombie et du Vénézuéla, par J. Humbert, agrégé de l'Université, docteur ès lettres. 1 vol. in-8°, avec un portrait et une carte hors texte, 1920.

Histoire du Paraguay, par le Dr Cecilio Baez, ministre plénipotentiaire du Paraguay. 1 vol. in-8°, avec 8 gravures et planches (*sous presse*).

Histoire de la Bolivie, par Alcides Arguedas. 1 volume in-8°, avec planches (*sous presse*).

Histoire de l'Uruguay, par Hugo D. Barbagelata. 1 vol. in-8°, avec planches (*en préparation*).

PAYS D'AMÉRIQUE

La République de Costa Rica. *Son avenir économique et le Canal de Panama*, par le comte Maurice de Périgny. Préface de M. Martinenche, professeur à l'Université de Paris. 1 vol. in-8° avec 10 planches et une carte hors texte, 1918 . . . . 5 fr. »

LITTÉRATURE ET ARTS D'AMÉRIQUE

Les Etats-Unis et la France, par E. Boutroux, P.-W. Bartlett, J. M. Baldwin, L. Bénédite, W. V. R. Berry, d'Estournelles de Constant, L. Gillet, D. J. Hill, J. H. Hyde, Morton Fullerton. 1 vol. in-8°, avec 18 planches hors texte, 1914 . . . . 5 fr. »

Pages choisies de José Enrique Rodó, choix et introduction de M. Hugo D. Barbagelata. 1 vol. in-8°, avec un portrait hors texte, 1918 . . 3 fr. 50

Pages choisies de Rubén Darío, choix et introduction de M. Ventura Garcia Calderón. 1 vol. in-8°, avec un portrait hors texte, 1918. 3 fr. 50

QUESTIONS AMÉRICAINES

Les Promesses de la Vie américaine, par H. Croly. Traduit de l'anglais par Firmin Roz et Fenard, introduction par Firmin Roz. 1 vol. in-8°, 1913 . . . . 3 fr. 50

L'Allemagne et l'Amérique latine. *Souvenirs d'un voyageur naturaliste*, par Emile-R. Wagner. Préface de M. Edmond Perrier, Membre de l'Institut, Directeur du Muséum. 1 vol. in-8° avec carte, 1918 . . . 3 fr. 50

A travers la forêt brésilienne. *De l'Amazone aux Andes*, par le même. 1 vol. in-8° avec 8 planches, 1919 . . . . 5 fr. »

De la sympathie à la fraternité d'armes. *Les États-Unis dans la guerre*, par Maurice Barrès, de l'Académie française. In-8°, 1919. . . . 1 fr. 70

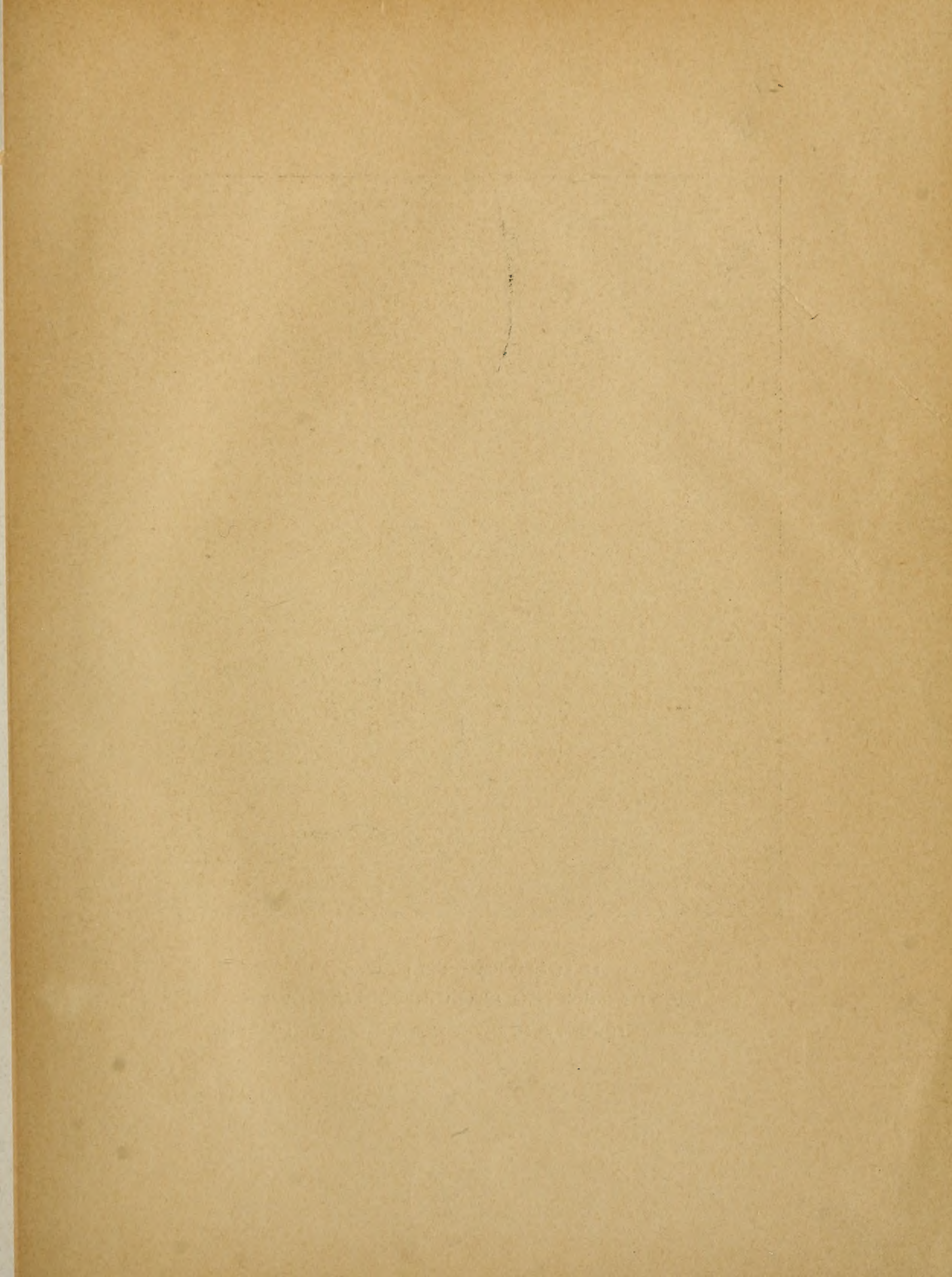
Le Devoir des Neutres, par Ruy Barbosa. Avant-propos : *La Sentence du Juge*, par Graça Aranha. Traduit du portugais par Cardozo de Bethencourt. Une broch. in-8°, avec une planche hors texte. 2e édit., 1917. 2 fr. »

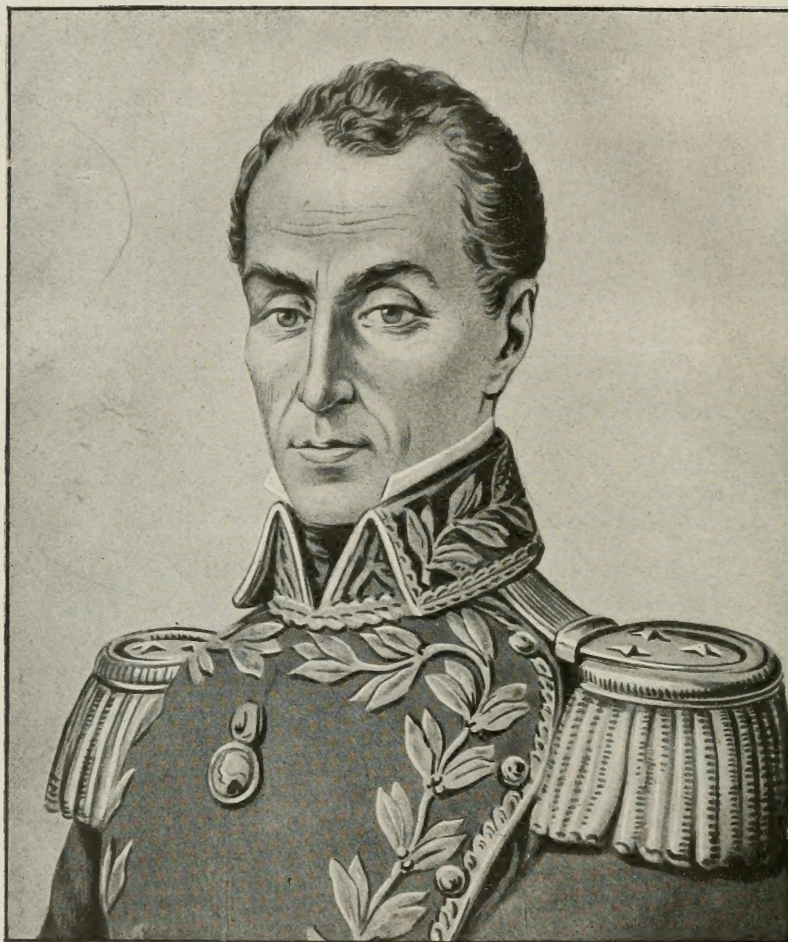
Le Chili et la Guerre, par C. Silva Vildósola, ancien directeur du *Mercurio* de Santiago du Chili. Traduit de l'espagnol par Cardozo de Bethencourt. Une brochure in-8°, 1917 . . . . 1 fr. 80

Le secours américain en France (*American Aid in France*), par William G. Sharp et Gabriel Hanotaux. Une brochure in-8°, 1915 . . . 1 fr. »

La France et la Guerre. *Opinions d'un Américain*, par James Mark Baldwin. Une brochure in-8°, 1915 . . . . 1 fr. »

L'Union des États-Unis et de la France, par G. Hanotaux, de l'Académie française, président du Comité France-Amérique (texte français et texte anglais, traduit par W. Morton-Fullerton). 1 brochure in-8°, 1918. 0 fr. 90





LE LIBÉRATEUR SIMON BOLIVAR

D'après le portrait de Bolivar fait en 1828, par José María Espinosa.

(Iconografía del Libertador de M. Segundo Sánchez, Caracas, 1916 ; lámina 10).

HISTOIRE

DE LA COLOMBIE

ET DU VÉNÉZUÉLA

DES ORIGINES JUSQU'À NOS JOURS

PAR

JULES HUMBERT
Docteur ès Lettres,
Professeur agrégé au Lycée de Bordeaux,
Membre Correspondant des Académies nationales d'Histoire
de Caracas et de Bogota.

AVEC UN PORTRAIT ET UNE CARTE HORS TEXTE

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1921

AVANT-PROPOS

Colombie, Vénézuéla! Les noms de ces deux pays évoquent de glorieux souvenirs. C'est là que Christophe Colomb aborda la Terre-Ferme d'Amérique; c'est là que débarquèrent aussi les premiers *conquistadores* et que furent fondés les plus anciens établissements espagnols; c'est là enfin que s'accomplit l'œuvre des Nariño, des Miranda, des Bolivar, et que se déroulèrent les principaux actes de la grande épopée que fut la guerre de l'Indépendance sud-américaine.

Nous n'avons point la prétention dans ce simple volume d'avoir dit tout ce qui concerne l'histoire de la Colombie et du Vénézuéla, tant dans ses débuts qu'à l'époque coloniale et dans la période moderne. Mais si nous avons dû omettre bien des faits que l'on trouvera dans les ouvrages spéciaux, nous nous sommes efforcé de ne rien oublier de ce qui intéresse l'évolution politique et sociale de ces deux nations sœurs.

Puisse ce livre donner une juste idée des efforts accomplis par le Vénézuéla et la Colombie dans leur apprentissage de la vie démocratique, et contribuer à faire mieux connaître parmi nous ces deux pays chez qui l'influence des idées françaises a toujours été si grande.

HISTOIRE

DE LA

COLOMBIE ET DU VÉNÉZUELA

INTRODUCTION

ASPECT PHYSIQUE DE LA COLOMBIE ET DU VÉNÉZUÉLA

La Colombie et le Vénézuéla occupent au nord-ouest de l'Amérique du Sud une superficie de plus de deux millions de kilomètres carrés (avec environ six millions d'habitants), depuis le golfe d'Ancon, sur l'océan Pacifique, qui marque la limite entre la Colombie et l'Equateur, jusqu'au delta de l'Orénoque, sur l'océan Atlantique, limite entre le Vénézuéla et la Guyane anglaise [1]. Le golfe de Vénézuéla marque la limite entre les deux républiques sœurs [2]. A l'Ouest, la Colombie est bornée par la république de Panama ; au Sud, elle touche à l'Equateur, au Pérou et aux immenses territoires de la Guyane brésilienne, qui forment aussi la limite méridionale du Vénézuéla.

Les deux pays sont des plus favorisés de la nature, par le climat d'abord, qui, chaud dans les basses terres, passe par toutes les gradations à mesure qu'on s'élève, jusqu'à devenir d'une extrême fraîcheur sur les plateaux et

1. La question de frontières entre les deux Guyanes vénézuélienne et britannique a donné naissance à un long conflit qui fut réglé en 1899 par un tribunal d'arbitrage réuni à Paris. (V. G. Pariset : *Historique sommaire du conflit anglo-vénézuélien en Guyane*, 1898 ; et le supplément : *Arbitrage anglo-vénézuélien*).

2. La question de frontières entre la Colombie et le Vénézuéla, pendante depuis la séparation des deux républiques en 1831, n'est pas encore réglée. Soumise d'abord à l'arbitrage de l'Espagne, elle l'est maintenant à celui de la Suisse, dont on attend la décision.

dans les hautes vallées, puis par les richesses du sol. Tous deux possèdent les productions végétales les plus variées, et leur sol est apte à toutes les cultures. On y récolte le café, le coton, le tabac, le cacao, le sucre, etc., sans compter les céréales d'Europe. Les forêts abondent en bois de construction, d'ébénisterie, de teinture, en plantes médicinales ; les montagnes recèlent, surtout en Colombie, de l'or, de l'argent, du platine, du fer, du cuivre, du plomb, de la houille, des émeraudes ; enfin des espaces immenses sont ouverts à l'élevage du bétail.

I. — COLOMBIE

L'aspect physique de la Colombie est un des plus pittoresques du monde. La grande Cordillère des Andes sillonne le pays, formant des bassins capricieux, des plateaux élevés et des vallées étendues. En certains endroits les montagnes s'élèvent jusqu'à la région des neiges. « Rocs immenses et escarpés où séjournent le condor et l'aigle, forêts bruyantes ou paisibles, vallées basses où murit le platane sous la chaleur ardente ; bois, prairies et vastes pâturages ; vers l'Est, le désert équatorial avec tous ses mystères et sa puissante végétation ; vers le centre, les ramifications des Cordillères, parfois capricieuses comme les glaciers suisses, d'autres fois majestueuses comme les hautes cimes de l'Himalaya ; ici la forêt impénétrable, aux arbres géants ; là le plateau (*paramo*) nu et froid. Vers la mer, des régions sablonneuses, des plages brûlantes, des dunes ou des plaines couvertes de pâturages [1]. »

Ajoutez à cela de nombreux cours d'eau parmi lesquels de grands fleuves, des chutes d'eau, des cascades, de gigantesques rochers creusés par les eaux, des lagunes enchanteresses, en un mot « partout des merveilles, partout la nature douce ou superbe, prodigue ou avare, et encore couverte de la robe virginale des premiers âges [2] ».

Cotes. — La Colombie compte sur les deux océans plus de trente golfes ou baies. Les plus importants sont : sur l'Atlantique, en partant du golfe de Vénézuéla qui borde à l'Est la vaste péninsule de *Goajira*, la baie de *Honda*, au nord de la péninsule même, abritée contre les vents de l'Est

1. Felipe Perez, *Geografía general fisica y politica de los Estados Unidos de Colombia*, 1883.
2. *Id.*

et du Nord, la rade de *Rio Hacha,* centre important d'exportation, la baie de *Santa Marta,* très belle et très profonde, la rade de *Sabanilla,* sur la rive gauche du Magdalena, qui doit à sa position près de l'embouchure de ce fleuve d'être l'entrepôt du commerce intérieur du pays, la baie de *Cartagena*, une des meilleures de l'Atlantique et la plus belle de la Colombie, le golfe de Morosquillo et celui du Darien où débouche l'Atrato, à l'est de la république de Panama.

Sur la côte du Pacifique les échancrures sont moins nombreuses. Les principales baies qu'on y rencontre sont celles de Solano, de Coqui, et surtout celle de Choco, à côté du port de Buenaventura, centre des exportations et des importations vers l'Amérique du Nord, et débouché des produits de la riche province du Choco.

TOPOGRAPHIE. — Sous le rapport topographique, la Colombie est partagée en deux régions distinctes, la partie montagneuse à l'Ouest, et la région des *Llanos* à l'Est.

La grande chaîne des Andes, qui part du détroit de Behring et finit au détroit de Magellan, en suivant une direction généralement parallèle à l'océan Pacifique, détache en Colombie trois grands rameaux qui font de ce pays un des plus accidentés du continent.

La Cordillère occidentale, longue d'environ 1.000 kilomètres, suit une direction nord-est, séparant la vallée du Cauca du Pacifique. La Cordillère centrale, d'une même longueur à peu près, s'étend entre les bassins du Cauca et du Magdalena. C'est elle qui possède les pics les plus élevés : le *Quindio* (5.280 km.) et le *Tolima* (6.460 km.). La Cordillère orientale, longue de 1.250 km., se détache de la Cordillère centrale au massif colombien sud où naissent le Magdalena, le Cauca, la Caqueta, se dirige vers le Nord-Est, traverse la région de Bogota, et se divise, dans le département de Bucaramanga, en deux branches dont l'une continue au Nord vers Cucuta et dans la direction de Santa Marta ; l'autre entre au Nord-Est dans le Vénézuéla. La branche colombienne, *Sierra de Perija,* se prolonge jusqu'à l'extrémité de la péninsule de Goajira, laissant à gauche la *Sierra Nevada* de *Santa Marta,* qui est un des massifs les plus curieux du globe. Elle forme une véritable île de montagnes, complètement entourée par les eaux et les terrains d'alluvions. Aucun autre groupe montagneux ne s'élève, vu l'étendue de sa base, de forme triangulaire, à une aussi grande hauteur que la Sierra Nevada de Santa Marta ; elle couvre une surface de

16.000 kilomètres carrés et dresse ses pics chargés de neige et de glace à près de 6.000 mètres, formant par sa grandeur un des plus admirables tableaux du Nouveau Monde [1] ».

Il faut enfin faire mention d'un dernier massif qui semble indépendant du système andin, la *Sierra de Baudo ;* elle longe, dans le département de Quibdo, le littoral du Pacifique et pénètre dans la république de Panama où elle se développe en éventail. Elle est relativement peu élevée ; son point culminant ne dépasse pas 1.800 mètres.

A l'Est, c'est la région des *Llanos*, qui embrasse le vaste territoire du Meta, plaines immenses arrosées par le Meta et ses affluents. Issus des pentes de la Cordillère orientale, région éminemment pittoresque par les gorges d'où s'échappent les rivières, tous ces cours d'eau sont bordés de forêts épaisses où la végétation équatoriale se déploie dans son exubérante variété.

HYDROGRAPHIE. — Outre de nombreux cours d'eau, tributaires de l'Orénoque et de l'Amazone, parmi les premiers le Meta, l'Arauca, le Guaviare, parmi les seconds le Rio Negro, le Yapura et surtout le Putumayo, grande artère commerciale du sud, la Colombie est arrosée par deux grands fleuves qui lui appartiennent tout entiers.

L'*Atrato*, né dans la Cordillère occidentale, traverse le département de *Quibdo* et se jette dans la mer des Antilles au golfe d'Uraba ou de Darien par quinze bouches, dont deux accessibles aux goélettes et huit aux canots. La longueur navigable de ce fleuve et de ses affluents est de 1.100 kilomètres ; sa navigation est plus sûre que celle du Magdalena, parce que, grâce à des pluies fréquentes, il conserve toujours le même volume d'eau. La région qu'il arrose est extrêmement riche en mines d'or, d'argent et de houille, et les immenses ressources de ses forêts sont encore inexploitées.

Le Magdalena, la grande voie du commerce intérieur de la République, le quatrième cours d'eau de l'Amérique du Sud par l'abondance de ses eaux, prend sa source à la lagune *del Buey*, au paramo de *Las Papas*, à 3.956 mètres au-dessus du niveau de la mer. Il a un cours de 1.700 kilomètres dont 1.200 sont navigables, et, après avoir arrosé 70 localités, il se jette dans l'Atlantique par deux bras. Son delta a 20 kilomètres d'étendue, et à la branche principale, la *Ceniza*, la violence du courant teinte

1. Henry Jalhay, *La République de Colombie*. Bruxelles, 1909, ch. 1er.

en vert les eaux de la mer sur une étendue de plus de 25 kilomètres. La vallée sud du grand fleuve, riche et prospère, est surtout emplantée de cacao ; ensuite viennent de vastes savanes où prévalent l'élevage des troupeaux et de grandes cultures de tabac ; la partie nord est minière et agricole [1].

Le Magdalena reçoit plus de 500 affluents, dont le principal, le *Cauca*, est presque aussi long que le Magdalena lui-même. Sorti comme lui du Buey, il se jette dans le Magdalena, après avoir parcouru 1.350 kilomètres, dont 500 navigables, et reçu plus de 200 affluents. Les forêts des bords du Cauca abondent en gommes, bananes et bois précieux.

LACS. LE SAUT DE TEQUENDAMA. — La Colombie a dû être un pays de lacs. Aujourd'hui pourtant, bien qu'on y rencontre plus de 300 lagunes, la Colombie n'a plus de lacs véritables dont la profondeur soit considérable en proportion de la surface, si ce n'est dans les hautes vallées des montagnes. C'est là que se trouvent les deux lacs principaux de *Mocoa*, près de Pasto, et de *Tota* dans le département de Santa Rosa. Ailleurs pourtant il est facile de reconnaître l'emplacement d'anciens lacs qui ont dû être considérables.

Le plateau sur lequel est située la haute vallée de Bogota offre plusieurs traits de ressemblance avec celui qui renferme les lacs mexicains. Le plateau de Bogota, élevé de plus de 2.000 mètres au-dessus du niveau de la mer, est entouré de montagnes élevées : le niveau parfait de son sol, sa constitution géologique, la forme des rochers de *Suba* et de *Facatativa* qui s'élèvent comme des îlots au milieu des savanes, tout y semble indiquer l'existence d'un ancien lac. La rivière de *Funzha*, communément appelée *rio de Bogota*, après avoir réuni les eaux de la vallée, s'est frayé un chemin à travers les montagnes du Sud-Ouest, et, près de la ferme de Tequendama, elle sort de la vallée en se précipitant par une étroite ouverture d'une dizaine de mètres dans une crevasse qui descend vers le bassin du Magdalena [2]. L'énorme masse de vapeurs qui s'élèvent journellement de la cascade et qui sont précipitées par le contact de l'air froid contribue beaucoup, pense-t-on, à la grande fertilité de cette partie du plateau de

1. Pour plus de détails, v. *Texto de geografia general de Colombia, de Vergara y Velasco*. Bogota, 1909, p. 49 et sqq.

2. Nous verrons plus loin que les Muyscas attribuaient à leur dieu Bochica l'origine du saut de Tequendama.

Bogota. De la hauteur de Chipa, voisine de la ferme, on jouit d'une vue magnifique qui étonne le voyageur par le contraste qu'elle présente. On vient de quitter des champs cultivés en froment et en orge ; on voit autour de soi des chênes, des aunes et d'autres plantes qui rappellent la végétation de l'Europe, et tout à coup on découvre comme du haut d'une terrasse un pays où croissent les palmiers, les bananiers et la canne à sucre.

On met trois heures pour descendre au pied de la cascade par un sentier étroit (*camino de la Culebra*) qui mène au ravin de la Povassa. Le fond de la crevasse n'est que faiblement éclairé par la lumière du jour. La solitude du lieu, la richesse de la végétation et le bruit épouvantable qui se fait entendre rendent le pied de la cascade de Tequendama un des sites les plus sauvages des Cordillères [1].

II. — VÉNÉZUÉLA

La mer des Antilles découpe sur le littoral du Vénézuéla de vastes échancrures : le golfe de Vénézuéla, rattaché par un détroit à celui de Maracaïbo, la presqu'île de Paraguana, le golfe Triste, la baie de Cumana, le golfe de Cariaco, le golfe de Paria, fermé par l'île aujourd'hui anglaise de La Trinité, enfin l'immense delta de l'Orénoque. Les îles voisines de la côte sont nombreuses ; les principales sont : Oruba, Curaçao, Buen-Aire, les Roques, Orchilla, Tortuga, Cubagua, Margarita, Coche, Testigos, dont les trois premières appartiennent à la Hollande.

Orographie. — Les montagnes du Vénézuéla se rattachent à deux chaînes principales. La première, qui est la continuation de la Cordillère orientale, entre au Vénézuéla près de Pamplona, se dirige vers le Nord et fait au pays une limite de gigantesques remparts. « Partout des rochers aux formes étranges, aux flancs ravinés par les eaux, déchirés par des tremblements de terre ; sur les versants, des masses sombres de forêts et quelques vestiges du terrible sinistre de 1812. Puis cette chaîne va se perdre dans la mer au cap Coquibacoa et paraît se continuer sous les eaux pour ressortir dans les îles d'Oruba, de Curaçao, de Buen-Aire, toujours dans la direction orientale [2]. »

1. V. Humboldt (Alexandre de), *Sites des Cordillères et monuments des peuples indigènes de l'Amérique*. Paris, Guérin, éditeur, 1869.

2. Bénard, *Le Vénézuéla*. Bordeaux, 1897, p. 20.

La seconde chaîne que Siewers considère comme indépendante des Andes et qu'il rattache aux montagnes des Antilles [1], s'élève à Mérida jusqu'aux neiges éternelles ; elle fait une ceinture au lac Maracaïbo, puis, un peu plus haut que Truxillo, se divise en trois bras : l'un qui s'élance vers le Nord et dessine les montagnes de Coro ; le second, qui forme la silla de Caracas, va se perdre sur la côte, après la Guayra, au cap Codera, disparaît sous les eaux, puis émerge aux îles Tortuga et Margarita ; enfin le troisième, qui longe parallèlement la côte, s'abaisse vers Barcelona pour donner libre cours aux eaux de l'Unare, et, se relevant dans le territoire de Cumana, va fermer le golfe de Paria, avant de plonger dans la mer, en face de l'île de La Trinité.

Cette dernière chaîne divise le Vénézuéla septentrional en deux régions bien distinctes : 1° la côte, qui est la zone agricole par excellence, où l'on cultive, jusqu'à une altitude de 550 mètres, le cacao et la canne à sucre, et de 550 à 2.000 mètres le café ; 2° entre la chaîne côtière et l'Orénoque, la zone pastorale, les *llanos* qui, sur une immense superficie d'un demi-million de kilomètres carrés, et à une altitude variant de 40 à 374 mètres, s'étendent depuis la chaîne des Andes jusqu'au delta de l'Orénoque [2]. Ils sont composés d'interminables plaines et de savanes, comme les pampas de la Patagonie. Tour à tour noyés pendant les pluies de l'hivernage et les débordements des cours d'eau qui en sont la conséquence, ou desséchés et transformés en vastes solitudes pendant la saison sèche, les llanos présentent, dans les saisons intermédiaires, l'aspect de prairies sans fin, où dominent les graminées et les cypéracées, magnifiques pacages pour des millions de bœufs et de chevaux.

En dehors de ces deux zones, il faut faire une mention spéciale de la Guyane vénézuélienne, région montagneuse constituée par des massifs absolument indépendants de la chaîne andine et de la chaîne côtière. Ce sont : la sierra Imataca, entre le delta de l'Orénoque et l'Yuruari, la sierra de Rincote qui rejoint la frontière de la Guyane anglaise au mont Roraima ; puis la sierra Pacaraima qui longe la Guyane brésilienne et sépare le bassin de l'Orénoque de celui de l'Amazone, enfin les sierras Maigualida et Parima, entre le Caura et l'Orénoque. Ces massifs, les uns arides, les autres couverts

1. Siewers, *Vénézuéla*, Hamburg, 1888 ; ch. IV, p. 45 et ch. X, p. 154-170.
2. Cf. E. Reclus, *Géographie universelle*, v. 18, p. 121 et Siewers, *Vénézuéla*, ch. XIV, p. 214-226.

de forêts vierges, ne s'élèvent pas à une altitude supérieure à 2.500 mètres, mais ils recèlent dans leur sein les plus riches gisements aurifères du Vénézuéla ; aussi cette région a-t-elle reçu à bon droit le surnom d'*El Dorado* vénézuélien.

HYDROGRAPHIE. — Les llanos vénézuéliens sont limités au Sud par l'Orénoque. Ce fleuve, comme l'a démontré M. Siewers, ne coule plus dans la région pastorale : il y met brusquement fin, et même, dans certaines parties de son cours, son lit semble creusé dans les premiers contreforts des montagnes de la Guyane [1]. L'Orénoque est la grande artère fluviale du Vénézuéla. Il a un cours d'environ 2.500 kilomètres et une surface de bassin de 1.036.000 kilomètres carrés : son débit moyen est de 14.000 mètres cubes.

L'Orénoque coule presque tout entier en territoire vénézuélien. Il prend sa source près de la sierra Mandacaces, sur la frontière du Brésil, à une latitude un peu inférieure à 2° ; il décrit ensuite une immense courbe dont la concavité est dirigée vers l'Est, et vient se jeter dans l'océan Atlantique au nord du 8e parallèle, offrant à son embouchure un vaste delta traversé par de nombreuses branches. Les principales sont la *Boca grande* ou *Boca de navios*, qui semble la continuation directe du fleuve, et les bouches du *Dragon* et du *Serpent*, voies de dérivation assez éloignées que le fleuve s'est creusées vers le Nord et sur sa rive gauche.

L'Orénoque, pour la commodité de la description, peut se diviser en trois tronçons : 1° la partie comprise entre le delta du fleuve et les rapides d'Atures ; 2° la région intermédiaire aux chutes d'Atures et à celles de Maipures ; 3° le haut fleuve, ou le cours du fleuve au-dessus des chutes de Maipures.

La première zone comprend environ 600 kilomètres ; elle s'étend depuis les bouches de l'Orénoque jusqu'au-dessus de Ciudad-Bolivar, port accessible aux navires de haute mer et siège d'un commerce maritime très actif. Dans cette partie du fleuve la navigation est libre de tout obstacle, et, pendant l'hivernage, c'est-à-dire d'avril à septembre, le fleuve subit une crue considérable. Au-dessus de Ciudad-Bolivar se trouvent quelques passages

1. Siewers. *Zweite Reise in Venezuela in den Iahren* 1892-93, dans les *Mitteilungen der geogr. Gesellschaft*, Band XII, 1896, p. 304-307. Siewers compare le cours de l'Orénoque entre Ciudad-Bolivar et l'embouchure du Caroa à celui du Danube entre Regensburg et Vienne. La masse des montagnes de Bohême représente la chaîne de Guyane, et le plateau austro-hongrois les llanos.

difficiles, mais des navires d'un faible tonnage peuvent encore remonter, pendant la saison sèche, jusqu'au pied du cerro Pericho, et, pendant la saison des pluies, jusqu'à la crique de Puerto-Zamuro, située à 4 kilomètres en amont du point précédent, dernière limite de la navigation dans le bas Orénoque, en aval des rapides d'Atures qui sont infranchissables.

Les rapides d'Atures s'étendent sur un espace de 8 kilomètres environ. Ces rapides ou sauts sont formés par une quantité innombrable de petites cascades ou *raudales* qui se suivent d'une façon presque ininterrompue, en tombant de degré en degré, et qui sont entrecoupés d'un grand nombre d'îlots et de rochers sur lesquels s'élèvent des massifs de palmiers qui ajoutent encore à la beauté du tableau et viennent très heureusement compléter le panorama véritablement grandiose que présentent ces rapides [1].

Atures, par sa situation exceptionnelle, est un point très important où viennent affluer tous les produits du haut Orénoque, ainsi que les marchandises venant de l'extérieur et apportées par les navires qui ont remonté le fleuve jusqu'à Ciudad-Bolivar.

Entre Atures et Maipures la navigation est presque impossible pendant la saison sèche ; toutefois pendant l'hivernage et la crue des eaux, certains passages sont franchissables. Mais cette descente exige toujours beaucoup d'habileté et une connaissance parfaite de tous les dangers du fleuve ; elle est, en tout temps d'ailleurs, fort périlleuse à cause de l'étroitesse du chenal qui n'a pas plus de six mètres de largeur sur une longueur de deux à trois kilomètres.

Les chutes ou cataractes de Maipures présentent un coup d'œil assez imposant, bien que la chute en elle-même ne soit pas considérable et ne dépasse pas neuf mètres. Maipures n'offre pas, comme les Niagara-Falls de l'Amérique du Nord, ou comme le saut de Tequendama en Colombie, la chute d'un énorme volume d'eau se précipitant d'une grande hauteur, tout entier à la fois ; mais ce qui frappe surtout le regard ici, c'est cette nappe d'écume, de plus d'un mille de longueur, sur laquelle se profilent une foule de roches noirâtres, aux formes les plus diverses et les plus bizarres. Les unes ressemblent à des colonnes basaltiques ; d'autres ont l'apparence de tours, de châteaux-forts, de donjons, d'édifices en ruines ; ces îlots, qui

1. Cf. J. Chaffanjon, *L'Orénoque et le Caura*. Hachette, 1889, ch. XIII, pp. 179 et sqq.

revêtent les contours les plus fantastiques, sont souvent couverts d'arbres touffus et de palmiers.

Au-dessus des chutes de Maipures, l'Orénoque redevient navigable et continue à l'être ensuite dans presque toute l'étendue de son cours supérieur. En amont de Maipures, le fleuve est bordé par de vastes savanes où vivent, à l'état sauvage, d'immenses troupeaux de bœufs ; plus loin, on voit la montagne du Singe (*cerro del Mono*), qui n'est composée presque en totalité que de rochers granitiques dont les sommets sont à peu près inaccessibles.

San Fernando de Atabapo, l'un des principaux comptoirs du haut Orénoque, semble destiné, par sa situation au confluent de l'Orénoque, du Guaviare et de l'Atabapo, à acquérir une grande importance commerciale dans un avenir peu éloigné.

Les affluents de l'Orénoque sont très nombreux ; ils s'élèvent à plus de 400 rivières et près de 2.000 cours d'eau *(riachuelos)* qui forment à travers le pays un lacis des plus compliqués. Les quatre plus importants de ces affluents vénézuéliens sont l'Apure, le Caura, le Caroni et l'Yuruari. Le Caroni, obligé de couper la sierra Piacoa, présente des chutes remarquables dont Humboldt[1] et, de nos jours, Siewers[2], ont fait de saisissants tableaux.

Le Cassiquiare enfin mérite une mention spéciale parce qu'il unit les bassins de l'Orénoque et de l'Amazone en reliant directement le premier de ces fleuves au Rio Negro, tributaire du second. Comment a pu s'établir cette communication ? Immédiatement en amont de l'embouchure du Cassiquiare, l'Orénoque traverse une gorge assez resserrée, n'ayant pas plus de 80 mètres de largeur, entre le cerro Tamatama, à droite, et le cerro Deromoni, à gauche. Les eaux, au moment des grandes crues, s'échappent de cette gorge avec une violence extrême, envahissent leurs berges et les inondent. La rive droite, celle qui fait suite au cerro Tamatama, étant de nature rocheuse, résiste, dans une certaine mesure, aux efforts du courant et s'encombre de dépôts sablonneux ; la rive gauche, de nature argilo-siliceuse, a plus facilement cédé ; il s'est formé tout d'abord, sur cette rive, une tranchée qui peu à peu s'est approfondie, et cette communication qui,

1. Humboldt, *Unter den Troppen*, II, 435.
2. Siewers, *Zweite Reise in Venezuela*, p. 400.

très probablement, n'existait à une certaine époque qu'au moment des grandes crues, est devenue définitive [1].

Lacs. — En dehors d'une infinité de lagunes sans grande importance, le Vénézuéla possède deux grands lacs : 1º celui de Maracaïbo, qui couvre une superficie de 2.173.000 hectares, est formé par les torrents qui descendent des Andes, et reçoit les eaux de plus de 100 rivières. Il est bordé à l'Ouest par la chaîne andine, à l'Est par les savanes de Taratara et les montagnes de Coro, et déverse ses eaux dans la mer des Antilles par le lac qui lui fait suite ; 2º le lac de Valencia ou de Tacarigua, très pittoresque, est entouré de tous côtés par des massifs montagneux appartenant à la chaîne côtière. Situé à une altitude de 431 mètres au-dessus du niveau de la mer, il a une superficie de 68.321 hectares, une largeur de 12 milles et une longueur de 32 milles. Il est semé d'un grand nombre d'îlots, les uns verdoyants, les autres arides, et reçoit les eaux d'une vingtaine de rivières.

1. Cf. Chaffanjon, *op. cit.*, ch. XX.

LIVRE PREMIER

LES INDIGÈNES

CHAPITRE PREMIER

TRIBUS CARAÏBES

La race caraïbe. — Les indigènes des bassins de l'Orénoque et du Caroni. Les Guaraunos. — Traditions des Tamanacos.

Des nombreuses tribus indigènes qui, à l'arrivée des Espagnols, peuplaient le Vénézuéla et la Colombie, il en est qui, grâce à leur naturel farouche et indomptable, résistèrent à la conquête et continuèrent à vivre, comme par le passé, dans les lieux les moins accessibles aux Européens. D'autres (et ces dernières toutes en Colombie), constituées en nations, étaient arrivées à un degré de civilisation assez avancé ; elles furent vite, et nous verrons pourquoi, absorbées par les conquérants.

Les premières appartiennent presque exclusivement à la race caraïbe : l'ethnologie et la linguistique ne laissent aucun doute à cet égard. On sait d'ailleurs maintenant que le berceau des Caraïbes est le continent sud-américain ; c'est de là qu'ils partirent pour conquérir les îles, où ils se substituèrent à une autre race plus faible, celle des Araucas. C'est donc sur le continent que les Caraïbes sont les plus intéressants à étudier.

Au moment de la conquête ils occupaient presque en entier les bassins de l'Orénoque et du Caroni, ainsi que le nord du Vénézuéla. On ignore depuis combien de temps ils étaient établis dans ces contrées ; ce qu'il y a de certain c'est qu'ils avaient eu autrefois une civilisation, rudimentaire peut-être, mais attestée par les ruines encore visibles de gigantesques

constructions retrouvées non loin de l'embouchure de l'Orénoque, ainsi que par les figures gravées et sur les tombeaux caraïbes et sur les rochers élevés qui bordent l'Orénoque, l'Atabapo, le Cassiquiare. Parmi ces figures, qui ne sont pas autre chose que des hiéroglyphes, on reconnaît des crocodiles, des tigres, et les images vénérées de la lune et du soleil. Humboldt même fait mention d'un temple du soleil qu'il visita sur les bords du Caroni.

Pendant deux siècles les Espagnols cherchèrent à soumettre les Caraïbes sans pouvoir y parvenir. Cependant les Caraïbes se retirèrent peu à peu devant les établissements espagnols. Un certain nombre, il est vrai, se groupèrent autour des missions, et, abandonnant la vie nomade de leurs ancêtres, formèrent des villages. Les voyageurs, entre autres M. Chaffanjon, signalent l'existence de villages caraïbes aux environs de Ciudad-Bolivar, de San Fernando de Apure. M. Chaffanjon en a visité plusieurs : il a vu les familles caraïbes venant attendre avec leurs chariots et leurs bœufs le bateau qui leur apportait les provisions et les marchandises[1].

Mais ce ne sont là que les Caraïbes isolés et même civilisés, puisqu'ils portent au cou croix et médailles. Beaucoup plus intéressantes pour nous sont les peuplades d'origine caraïbe, restées groupées à l'écart des civilisés et gardant jalousement leur indépendance, les Piaroas, les Banivas, les Piapocos, les Mariquitares, les Guahibos, et, les plus importants de tous, les Guaraunos.

Les Guaraunos, répandus dans le delta de l'Orénoque, depuis la côte de Paria jusque sur les bords de l'Essequibo, se divisent en de nombreuses familles ou tribus, les unes nomades, les autres installées dans des hameaux. Les nomades ne reconnaissent d'autre autorité que celle de leur chef ou *Idamo ;* les sédentaires reconnaissent l'autorité d'un capitan qui s'est mis en relations avec l'autorité régionale ; c'est une espèce de maire reconnu par le gouvernement vénézuélien.

Certaines statistiques portent le nombre des Guaraunos à 14 ou 15.000 ; d'autres l'élèvent jusqu'à 40.000.

Le Guarauno est petit de taille, gros et trapu ; il a les bras robustes, les mains fines, les jambes grêles, les pieds courts et légèrement tournés en dedans. Sa physionomie est sympathique, très douce chez les enfants

1. Chaffanjon, *L'Orénoque et le Caura*, passim.

et les femmes ; l'adolescent a un air timide, peut-être un peu sournois. La couleur de la peau est cuivre foncé ; les cheveux noirs et abondants sont coupés en arrière à la hauteur de la nuque et retombent sur le front à un doigt des sourcils. Les yeux sont brun foncé, un peu bridés, le nez droit et aquilin, les dents blanches, régulières et bien plantées [1]. Peu ou point de barbe ; d'ailleurs le Guarauno, comme tous les Indiens, a la manie de s'épiler. Le vêtement est des plus simples : c'est le *buja* ou *guayuco*, fait avec des fibres de palme ou d'un morceau d'étoffe large de 12 à 15 centimètres. Celui d'étoffe est attaché en arrière par une ceinture de fibres ou de cheveux ; à la hauteur des reins, il passe entre les jambes et retombe devant en forme de tablier. Le buja des femmes est triangulaire, souvent orné de plumes ou de perles, et se noue à l'arrière. Les Guaraunos portent un collier de perles voyantes, rouge, bleu et blanc, et des bracelets de liane ou de cheveux serrés aux bras et aux jambes. Quelques-uns se percent les oreilles, le nez et la lèvre inférieure ; les jours de fête ils y introduisent de petits roseaux ou des plumes. Enfin ils se recouvrent le corps d'une peinture rouge sombre qu'ils obtiennent en faisant bouillir du roucou dans la graisse de tortue ou de caïman.

Les Guaraunos se marient de bonne heure, les hommes à quatorze ou quinze ans, les femmes à dix ou douze. Ils admettent la polygamie, mais la première épousée ou celle qui a eu le premier enfant est toujours la plus respectée et prend le commandement lorsque le mari vaque à la chasse ou à la pêche. Toutes soignent les enfants indistinctement, et, si deux mères allaitent en même temps, elles donnent le sein indifféremment à l'un ou à l'autre nourrisson.

La case du Guarauno, généralement construite avec soin, est située ordinairement près de la rivière, à l'ombre de quelques arbres. Fixée à deux piquets assez hauts, une traverse supporte deux carrés en feuilles du palmier *timiche*, préparées pour le toit ; pas de parois extérieures, si ce n'est une légère cloison de palmes. Les hamacs, paniers et autres bibelots sont suspendus aux traverses, les arcs et les flèches fichés dans le toit. Quelques ustensiles de cuisine la plupart du temps obtenus par échange avec les blancs, plusieurs calebasses, dont une grande qui sert de cruche

1. Cf. Chaffanjon, *op. cit.*, ch. II. Tous ces caractères sont communs aux Guaraunos et aux Caraïbes des îles.

et de petites façonnées en cuillères et en gobelets, voilà tout le mobilier.

Le Guarauno *nomade* n'a pas d'autre demeure que son canot ; il y entasse pêle-mêle sa batterie de cuisine, ses engins de pêche, son arc, ses flèches, ainsi que ses provisions de bouche. Toute la famille y doit trouver place ; à l'arrière le père avec sa pagaie, au milieu, la femme avec ses enfants, et le chien sur l'avant. Chez les tribus nombreuses, plusieurs canots s'avancent silencieusement à la file, celui du chef toujours en tête.

Leur alimentation consiste en pains de manioc ou de sagou ; c'est ce dernier qui est connu sous le nom de cassave. On fait ramollir le cœur du sagoutier en le laissant pendant quelques jours en terre, puis on en extrait par lavage une farine que l'on passe au feu. Ce palmier est d'une grande ressource pour les indigènes ; de ses feuilles ils recouvrent leurs cases, avec les fibres ils se tressent des hamacs ; le cœur fournit du pain et la sève un vin agréable ; avec le fruit ils fabriquent une boisson légèrement acidulée et rafraîchissante.

La pêche leur procure en abondance d'excellent poisson. Ils flèchent le tapir, le pécari, l'agouti et l'iguane, quelquefois même le canard, mais ils n'aiment guère le gibier à plume, dont la préparation leur coûte trop de peine. Ils chassent aussi les singes, mais il paraît qu'ils ne les mangent pas.

Ayant peu de goût pour l'agriculture, ils cultivent, mais sur une petite échelle, le manioc ou yuca, l'iguane, la patate, la canne à sucre et le bananier.

Ils préparent plusieurs liqueurs, entre autres un vin de palmier très enivrant. La liqueur extraite des dattes, d'abord douce et rafraîchissante, s'alcoolise promptement sous l'action de la fermentation. La banane, écrasée dans l'eau, donne une boisson nutritive et agréable. La farine de manioc, qu'on mâche et qu'on additionne d'eau, se transforme en *chicha*, breuvage fort estimé, mais d'un goût très désagréable.

Comme tous les Caraïbes, les Guaraunos croient aux bons et aux mauvais esprits ; leur seule cérémonie religieuse est l'exorcisme pratiqué par le devin. Mais à côté de cela, ils ont gardé, comme toutes les peuplades caraïbes, le souvenir d'anciennes traditions qui prouvent l'existence chez elles d'un ancien culte solaire. Les Guaraunos, ainsi que toutes les tribus du bas et du haut Orénoque, connaissent le nom d'*Amalivaca*, le père du genre humain, dont le père Gilli a recueilli la légende chez les Tamanacos

de l'Apure et du Guarico [1]. Ces indigènes racontèrent à ce missionnaire qu'Amalivaca, le père des Tamanacos, c'est-à-dire, selon eux, le créateur des hommes, arriva dans leur pays, un certain jour, sur un canot, dans les moments de la grande inondation qui s'appelle « l'âge des eaux », quand les vagues de l'océan venaient se heurter, dans l'intérieur des terres, contre les montagnes de la Encaramada. Et comme le missionnaire demandait aux Tamanacos comment le genre humain put survivre à une semblable catastrophe, les Indiens lui répondirent aussitôt : que tous les Tamanacos périrent, à l'exception d'un homme et d'une femme qui se réfugièrent sur la cime d'une haute montagne, le *Tamacú*, près des bords de la rivière *Asiverú*, appelée par les Espagnols Cuchivero, que de là tous deux se mirent, sur le conseil d'Amalivaca, à lancer au loin, par-dessus leurs têtes, les fruits du palmier moriche, et que des semences de ces fruits sortirent les hommes et les femmes qui peuplent actuellement la terre.

Amalivaca, voyageant dans son embarcation, grava les figures du soleil et de la lune sur la roche peinte (Tepumereme) qui se rencontre auprès de la Encaramada.

Dans son voyage à l'Orénoque, Humboldt vit une grande pierre que lui montrèrent les Indiens dans les plaines de Maita ; les indigènes lui dire que c'était un instrument de musique, le tambour d'Amalivaca.

La légende ne s'en tient pas là, à ce que rapporte Gilli. Amalivaca avait un frère, Vochi, qui l'aida à donner à la surface de la terre sa forme actuelle, et les Tamanacos racontent que les deux frères, dans leur pensée bienfaitrice, voulurent régler le cours de l'Orénoque de telle manière que l'on pût toujours suivre son courant, soit en descendant, soit en remontant le fleuve. Ils espéraient épargner aux hommes la peine de se servir de rames, en donnant ainsi une double pente à l'Orénoque [2]. Amalivaca avait en outre deux filles d'un goût prononcé pour les voyages, et la tradition rapporte que le père leur brisa les jambes pour les affranchir de cette passion, et afin qu'elles pussent contribuer à peupler la terre des Tamanacos.

Après avoir réglé pour le mieux les choses dans la région inondée de

1. Le P. Gilli, *Saggio de historia americana*. Cité par A. Rojas, *Leyendas históricas*. Caracas, 1890, I, p. 4.

2. Humboldt, *Voyage aux régions équinoxiales de l'Amérique*. (Voyage aux sources de l'Orénoque.) Cf. A. Rojas, *Ley. hist.*, I, p. 5.

l'Orénoque, Amalivaca se rembarqua et retourna à la rive opposée, au lieu même d'où il était parti. Les Indiens n'avaient vu, depuis lors, arriver dans leurs terres aucun homme qui pût leur donner des nouvelles de leur régénérateur, et, s'imaginant que l'autre rive était l'Europe, un des caciques Tamanacos demanda innocemment au père Gilli « s'il avait vu là-bas le grand Amalivaca, le père des Tamanacos, qui avait couvert les roches de figures symboliques ».

Cette curieuse légende semble témoigner, chez les tribus caraïbes du Vénézuéla, d'un état de culture disparu, œuvre d'un antique législateur qui aurait arrêté les migrations et enseigné aux peuples le culte du soleil, avec lequel sa personnalité même se serait confondue plus tard [1]. Amalivaca rappelle en plus d'un point le Manco-Capac des Incas, le Quetzalcoatl des Mexicains et le Bochica que nous allons trouver chez les Muyscas de Bogotà.

1. V. notre essai d'interprétation de la légende d'Amalivaca dans nos *Origines vénézuéliennes*. Paris, Fontemoing, édit., 1905, p. 22 et sqq.

CHAPITRE II

LES GOAJIRES

La péninsule goajire, qui borde à l'Ouest le golfe de Vénézuéla, et dont la plus grande partie appartient, nominalement du moins, à la Colombie, est habitée par une des races les plus curieuses de la Terre-Ferme. D'origine évidemment caraïbe, comme l'indiquent leur type physique, leur caractère et leur langue [1], les Goajires ont résisté à toutes les tentatives faites depuis des siècles pour les dompter soit par la force soit par la persuasion ; ils ont lutté avec la dernière énergie contre la civilisation qu'on a voulu leur imposer ; dans le sein même d'une nation civilisée, ils forment une nation à part et ont conservé intactes leurs lois, leurs mœurs, leurs coutumes primitives. La ville de Rio Hacha, porte d'entrée de la presqu'île et chef-lieu officiel de la province, n'est pas autre chose que le débouché naturel des produits goajires. Il s'y tient chaque semaine un marché important où les Indiens amènent leurs bœufs, leurs vaches, leurs chevaux, leurs mulets, leurs ânes, ainsi que leur lait, leurs œufs et leur charbon de bois. Ils s'y approvisionnent des choses qui leur manquent, soit pour leur nourriture, soit pour leurs vêtements. Enfin par Rio Hacha ils exportent à l'étranger le dividivi, le caoutchouc, les peaux de bœufs, l'ivoire végétal et les bois.

Les Goajires, qui sont au nombre d'une trentaine de mille, forment des familles indépendantes les unes des autres et souvent en guerre entre elles : les familles les plus puissantes sont, non les plus riches, mais les plus nombreuses ; elles portent un nom d'animal, mammifère, oiseau, serpent : il y a la famille du Tigre, celle du Chevreuil léger, du Vautour, du Roi des

1. V. la *Gramàtica de la engua goajira* du P. Rafaël Celedon: Paris, Maisonneuve, t. V de la Biblioth. de linguistique américaine.

Éperviers, de la Perdrix, du Serpent à sonnettes, etc. Les autres familles vivent sous leur dépendance.

Le Goajire est très fier et se croit de beaucoup supérieur au Colombien. Très méfiant à l'égard des civilisés en général, il déteste principalement le Rio-Hachère, *Arijuna*, comme il l'appelle ; mais il accueille volontiers l'Européen, l'étranger, le *Parainski*, surtout s'il le croit riche. L'intérêt, en effet, comme aussi la vengeance, sont, en dehors de l'instinct, la base des lois des Goajires.

La plus inique, la plus barbare de leurs lois peut se résumer en ces mots : « Le civilisé l'a fait, le civilisé le paiera. » Expliquons-nous.

Supposons qu'un mauvais sujet Rio-Hachère ou Colombien ait tué un Indien par querelle, vengeance ou tout autre motif, il n'est plus prudent dès lors à tout civilisé, quel qu'il soit, de pénétrer sur le territoire goajire. Le premier qui y mettra le pied, quoique absolument innocent, ne connaissant même pas l'assassin, paiera pour le coupable ; il sera infailliblement assassiné par la famille du défunt. C'est leur loi « le civilisé l'a fait, le civilisé le paie ».

Ce n'est pas tout ; le bétail que le civilisé pourra posséder dans la Goajire sera pris et confisqué par les parents de la victime, et si le coupable a de la famille parmi les Indiens, cette famille devra encore payer en outre aux parents de la victime le *prix du sang ou de la réparation.*

Cette loi du prix du sang, qui est la loi fondamentale goajire, peut se résumer en cet axiome moderne : « Quiconque cause un dommage à autrui est tenu de le réparer, » avec cette aggravation qu'étant donnés la nature sauvage, le tempérament intéressé, âpre aux richesses de l'Indien Goajire, tout lui est prétexte, bon ou mauvais, pour demander une réparation ou le prix du sang.

S'il y a mort d'homme, volontaire ou accidentelle, vous êtes tenu de payer à la famille du défunt le prix du sang, selon sa qualité et sa fortune. Ce sera 5, 10, 15 et même 20 têtes de gros bétail, selon que le défunt sera plus ou moins riche ; ce sera seulement 1, 2 ou 3 têtes de petit bétail, chèvres, moutons ou poules, si c'est un Indien pauvre.

S'il y a blessures, il y aura aussi à payer une indemnité, toujours proportionnellement à la situation, au rang de la victime et à la gravité de la blessure.

Quand les coupables ne veulent pas payer, c'est une guerre à mort

entre les deux familles ennemies. Mais souvent les affaires se règlent à l'amiable : l'une des deux familles a peur d'être la plus faible et ne veut pas risquer une guerre : la famille offensée, toujours poussée et guidée par l'intérêt, ne demande pas mieux que de l'éviter et au besoin elle fait des concessions. Voici comment les choses se passent d'habitude. La famille offensée envoie deux messagers chargés de recevoir le prix du délit. Si le coupable refuse tout d'abord de payer le dommage, les parents de la victime se rendent à l'endroit où paissent les animaux du dit coupable, et en enlèvent une partie pour l'obliger à entrer en arrangement en venant réclamer ses animaux. C'est ce qu'ils appellent comme les Colombiens *apartar,* partager. On finit généralement par tomber d'accord : le nombre des têtes de bétail fixé pour l'indemnité est conservé, et le coupable peut emmener l'excédent [1].

La religion des Goajires est des plus rudimentaires. Ils croient vaguement en un être supérieur, *Mareigua,* qui a fait le ciel et la terre et tout ce que l'on voit, mais il y a dans l'idée qu'ils se font de ce Dieu un étrange mélange de naïf, de profane et de fantaisiste. Ils croient par exemple que leur dieu a une femme, qu'elle est enfermée dans un *rancho,* sans porte ni fenêtre, qu'ils appellent *purashi* (saint), et que personne d'autre que lui ne peut la voir. Un jour, pendant l'absence du dieu, son esclave tenta de regarder la femme par un tout petit trou qui se trouvait dans la paroi du rancho ; mais la femme s'en aperçut et tua l'esclave. A son retour, le dieu frotta la tête et les épaules de l'esclave avec une certaine poudre ; il le ressuscita, le gronda sévèrement, et, en maître généreux, lui pardonna.

Les Goajires ont pour l'esprit du bien un nom : *Amariva.* Peut-être est-ce une corruption du nom de l'Amalivaca des races caraïbes de l'Orénoque. Mais surtout ils craignent l'esprit du mal, *Yorua,* et ont une peur exagérée et ridicule de leurs ennemis morts. Cette peur se traduit par les grands feux que chaque famille indienne allume le soir pour la nuit, devant chaque rancho : le feu, disent-ils, a le don d'éloigner les morts. C'est la seule manifestation extérieure de leur culte, si on peut ainsi parler, de même que les feux allumés pendant neuf jours sur la tombe d'un parent sont l'expression de leur respect pour les morts de leur famille.

1. Pour plus de détails sur les mœurs et les coutumes des Goajires, v. l'étude de H. Candelier : *La péninsule goajire* (dans le Bulletin de géographie historique et descriptive, 1893), et le volume du même auteur : *Rio Hacha et les Indiens goajires*, Paris, 1893.

Quand plusieurs personnes meurent dans une rancheria, ils croient que c'est le diable qui est venu les visiter, et alors ils suspendent aux arbres et aux toits des ranchos des ficelles munies de hameçons pour que le diable vienne s'y prendre. Quelquefois aussi ils brûlent le rancho du mort et abandonnent la rancheria.

Comme les Caraïbes des îles, les Goajires ont une confiance illimitée dans leurs sorciers ou *piaches*. Ils ont des amulettes pour se préserver des maladies et pour les guérir : l'une est une pierre de jaspe rouge, *tuma*, de forme allongée ; l'autre une espèce de marbre vert en forme d'anneau assez étroit, appelé *kasushi ;* l'une et l'autre sont percées d'un trou, et il les enfilent dans leurs colliers. Enfin ils possèdent des fétiches ou *guaras*, espèces de poupées en or qui sont la propriété exclusive de certaines familles. Ces guaras ont le don de porter bonheur à ceux qui peuvent les voir ; aussi les Goajires comblent-ils de cadeaux les heureux détenteurs de ces fétiches, pour avoir la chance de les contempler.

En un mot, crainte et pratiques superstitieuses, voilà toute la religion des Goajires. Aucun souvenir d'anciennes traditions, telles que celles dont nous avons parlé à propos d'Amalivaca ; le Goajire n'a rien qui ressemble, même de loin, à de l'idéalisme ; il est exclusivement pratique, attaché à son intérêt et à la terre ; c'est en grande partie pour cela qu'il a été rebelle à toute tentative de domination et d'assimilation de la part des civilisés.

CHAPITRE III

TRIBUS DE LA COLOMBIE

Les tribus de la Colombie. — Les Quimbayas. — Les Muyscas.

La Colombie est habitée encore aujourd'hui par plus d'une centaine de tribus ou familles indigènes. Les seules qui, outre les Goajires, vivent en groupements importants et acceptent une vie sociale rudimentaire sont les *Aruacas* de la Sierra Nevada de Santa Marta et les *Motilones* des vallées de Cucuta. Les autres vivent à peu près à l'état sauvage. Les principales de ces tribus sont : dans la région du Pacifique, les *Chocoes*, les *Bujas*, les *Pijaos ;* dans la vallée du Magdalena, les *Panches*, les *Opones*, les *Apiramas*, les *Colimas*, les *Muzos*, etc. ; dans les plateaux de la Cordillère orientale les *Guaneros*, les *Pascas*, les *Caquecios ;* dans les llanos, les *Otomacos*, les *Salivas*, etc. [1]. C'est dans les plaines du Meta que se trouvent les plus sauvages, les *Churoyes* au corps musculeux, aux cheveux noirs, épais et lisses, aux yeux petits et perçants. On estime à environ 300.000 le nombre total des aborigènes de la Colombie.

A l'est du département du Cauca, dans le quadrilatère formé par le rio Chincha, le rio de la Paila et la Cordillère centrale, vivait autrefois la tribu civilisée des *Quimbayas*. Ils furent, avec les Zemues, les seuls aborigènes qui ne s'opposèrent pas à l'invasion des Espagnols, dont ils devinrent au contraire les alliés fidèles. Ils se distinguaient entre toutes les peuplades du continent par leur habileté en bijouterie et en orfèvrerie ; ils savaient ondre, modeler, allier, dorer, battre et souder les métaux, faisaient usage

1. V. la liste à peu près complète dans : Vergara y Velasco, *Historia de Colombia*, p. 88.

de moules de cire, d'argile, etc. Les deux métaux qu'ils travaillaient étaient l'or et le cuivre natifs. L'or était pour eux le métal noble par excellence ; ils le travaillaient parfois pur, d'autres fois allié au cuivre pour en confectionner une quantité de bijoux qui formaient leur seul luxe, leur seule richesse. Dans les fêtes l'or brillait soit sur leurs vêtements soit sur leur peau nue ; leurs femmes étaient ornées de bijoux aux oreilles, au cou, à la poitrine, aux bras et aux jambes. A la guerre les chefs avaient des casques, des pectoraux et des brassards d'or ; les étendards, chargés d'ornements variés, de délicates lamelles et de clochettes d'or atteignant parfois le poids de 15 livres, brillaient superbes au soleil. En or aussi étaient les vases dans lesquels ils buvaient leur liqueur favorite, la *chicha*. A leur mort, tous les bijoux rappelant leurs dignités et leur opulence étaient déposés avec eux dans la tombe. Enfin, l'or leur servait à conserver l'image de leurs caciques dont les cendres étaient déposées dans des urnes superbes du même métal [1].

Les cours d'eau du pays des Quimbayas charriaient tous de l'or, mais pas assez pour suffire à la fabrication des bijoux que chaque Indien possédait à profusion ; les Quimbayas obtenaient le précieux métal des tribus voisines, en échange du sel qui abondait chez eux.

« Bien qu'ils n'eussent que des outils et des procédés très primitifs, les produits de l'industrie de ces Indiens, tels que : anneaux d'oreilles, bracelets, colliers, ceintures, pectoraux, casques, statuettes, vases, urnes, etc., ont un cachet artistique, une élégance et une correction de formes qui confondent l'observateur et font au premier abord douter de leur authenticité. Ils fabriquaient le bijou filigrané, travaillaient, polissaient le cristal de roche, dont ils faisaient des perles pour colliers ; ils exécutaient les pièces les plus lourdes et les plus petites, ainsi que l'attestent une plaque d'or de 30 kilogrammes et une de 13 kilogrammes trouvées dans la tombe d'un cacique, et des perles de collier si petites qu'il en faut 35 pour atteindre le poids d'un gramme [2]. »

Mous, efféminés, adonnés aux plaisirs, inférieurs à leurs voisins en force et en courage, les Quimbayas furent presque entièrement exterminés par

1. E. Restrepo. *Ensayo etnográfico y arqueológico de la Provincia de los Quimbayas*. Bogota, 1892.
Cf. H. Jalhay, *République de Colombie*, p. 39.
2. H. Jalhay, *op. cit.*, p. 40.

les *Pijaos* et les *Putimaes*, descendus de la Cordillère. Les travaux des mines et les épidémies firent périr le reste de cette intéressante tribu dont les vieilles chroniques et les objets nombreux découverts dans les tombes rappellent seuls l'existence.

Il nous reste à parler du peuple qui fut, avant la conquête espagnole, le plus grand de la Colombie, et dont la civilisation rappelle en plus d'un point celle des anciens Mexicains. Les *Muyscas* ou *Chibchas* occupaient sur les hauts plateaux de la Cordillère orientale une ellipse d'une superficie de 2.500 kilomètres carrés, avec une population probable d'un million d'habitants. Leurs traditions remontaient à une haute antiquité, et les chroniques espagnoles nous les ont rapportées telles qu'elles ont été recueillies par les premiers *conquistadores* [1].

Dans les temps les plus reculés, dit la mythologie des Muyscas, avant que la lune accompagnât la terre, les habitants du plateau de Bogota vivaient comme des barbares, nus, sans agriculture, sans lois, sans culte. Tout à coup parut chez eux un vieillard qui venait des plaines situées à l'est de la Cordillère de Chingasa ; il paraissait d'une race différente de celle des indigènes, car il avait la barbe longue et touffue, et il répondait à trois noms différents : *Bochica*, *Nemquetheba* et *Zuhé*. Ce vieillard apprit aux hommes à se vêtir, à construire des cabanes, à labourer la terre et à se réunir en société. Il amena avec lui une femme à laquelle la tradition donne également trois noms, ceux de *Chia*, *Yubecayguaya* et *Huythaca*. Cette femme, d'une rare beauté, mais d'une méchanceté excessive, contraria son époux dans tout ce qu'il entreprenait pour le bonheur des hommes. Par son art magique elle fit enfler la rivière de Funzha, dont les eaux inondèrent toute la vallée de Bogota. Ce déluge fit périr la plupart des habitants, et quelques-uns seulement s'échappèrent sur la cime des montagnes voisines. Le vieillard irrité chassa la belle Huythaca loin de la terre ; elle devint la lune qui, depuis cette époque, commença à éclairer notre planète pendant la nuit. Ensuite Bochica, ayant pitié des hommes dispersés

1. V. surtout : *Historia general de las Conquistas del Nuevo Reyno de Granada*, por el Doctor D. Lucas Fernandez Piedrahita. — L'auteur, qui mourut évêque de Panama, avait rédigé cette histoire d'après les manuscrits de Quesada le Conquérant, de Juan de Castellanos, curé de Tunja, et des moines franciscains Fray Antonio Medrano et Fr. Pedro Aguada.

V. aussi sur les Muyscas : Joaquin Acosta, *Compendio de la historia de Colombia*. Bogota, 1848. Humboldt, *Sites des Cordillères*, surtout Vicente Restrepo : *Los Chibchas antés de la conquista española*. Bogota, 1895, et comme bon résumé : Beuchat, *Manuel d'archéologie américaine*. Paris, 1912, liv. II et les ouvrages cités par lui.

sur les montagnes, brisa d'une main puissante les rochers qui fermaient la vallée du côté de Tequendama. Il fit écouler par cette ouverture les eaux du lac de Funsha, puis il réunit de nouveau les peuples dans la vallée de Bogota, construisit des villes, et, voyant les chefs des différentes tribus indiennes se disputer l'autorité suprême, il leur conseilla de choisir pour *zaque* ou souverain l'un d'entre eux, appelé Huncahua, et révéré à cause de sa justice et de sa haute sagesse. Le conseil de Bochica fut universellement adopté, et Huncahua, qui régna pendant deux cent cinquante ans, parvint à soumettre tout le pays qui s'étend depuis les savanes de San Juan de los Llanos jusqu'aux montagnes d'Opon. Bochica, livré à des pénitences austères, vécut cent cycles muyscas, puis il disparut mystérieusement à Iraca, à l'ouest de Tunja. Cette dernière ville, qui était alors la plus populeuse de toutes les villes muyscas, fut fondée par Hincahua, le premier de la dynastie des zaques. C'est du nom de son fondateur qu'elle prit celui de Hunca, que les Espagnols changèrent en Tunca ou Tunja. Malheureusement le *zaque* de *Tunja* ne put garder longtemps l'autorité sur tout le pays ; d'autres caciques ne tardèrent pas à paraître sur les différents points du territoire muysca ; le plus puissant, à l'époque de la conquête, était le *zipa* de Cundinamarca (Bogota)[1].

La forme du gouvernement des Muyscas est très remarquable par l'analogie qu'elle présente avec les gouvernements du Japon et du Thibet. Tandis qu'au Pérou les Incas réunissaient dans leurs personnes les deux pouvoirs séculier et ecclésiastique (les fils du soleil étaient pour ainsi dire souverains et prêtres à la fois), chez les Muyscas ces deux pouvoirs étaient séparés. Les chefs des tribus muyscas se réunissaient pour élire un grand prêtre, *jeque*, qui résidait à Iraca. Ce que, au temps de Montezuma, Cholula était pour les Aztèques, Iraca le devint pour les Muyscas. Le peuple s'y portait en foule pour offrir les présents au grand prêtre. On visitait les lieux devenus célèbres par les miracles de Bochica, et, au milieu des guerres les plus sanglantes, les pèlerins jouissaient de la protection des princes par le territoire desquels ils devaient passer pour se rendre au sanctuaire (*chunsua*) et aux pieds du pontife qui y résidait.

1. V. Ternaux-Compans, *Essai sur l'ancienne Cundinamarca*. Paris, 1842.

La religion des Muyscas était le culte du soleil que Bochica avait enseigné aux hommes. Leurs cérémonies avaient un caractère sanguinaire semblable à celui des cérémonies aztèques ; la principale n'était autre qu'un sacrifice humain qui avait lieu au début de chaque *indiction* ou cycle de quinze années [1]. Voici d'après Humboldt et Duquesne [2] le récit de ce sacrifice :

La victime était appelée *Guesa*, errant, et *Quihica*, porte [3], parce que sa mort annonçait l'ouverture d'un cycle. Le guesa était un enfant que l'on arrachait à la maison paternelle ; il devait nécessairement être tiré d'un village situé dans les *Llanos de san Juan*, qui s'étendent depuis les pentes orientales de la Cordillère jusque vers les rives du Guaviare. C'est de cette même contrée de l'Orient qu'était apparu Bochica dont la personnalité était devenue le symbole même du soleil. Le guesa était élevé avec beaucoup de soin dans le temple du soleil à Sogamozo, jusqu'à l'âge de dix ans ; alors on le faisait sortir pour le promener par des chemins que Bochica avait suivis à l'époque où, parcourant les mêmes lieux pour instruire le peuple, il les avait rendus célèbres par ses miracles. A l'âge de quinze ans, lorsque la victime avait atteint un nombre de *sunas* égal à celui que renferme l'indiction du cycle muysca, elle était immolée dans une de ces places circulaires dont le centre était occupé par une colonne élevée [4].

Lors de la célébration du sacrifice, le guesa était conduit autour de la place, puis, vers la colonne. Les prêtres suivaient la victime ; ils étaient masqués, portant les emblèmes, les uns de *Bochica*, les autres de *Chia*, sa femme. Quelques-uns représentaient des grenouilles, pour faire allusion au premier signe de l'année, *ata ;* d'autres enfin figuraient le monstre *Fomagata*, symbole du mal, figuré avec un œil, quatre oreilles et une longue queue. Ce *Fomagata*, dont le nom en langue chibcha signifie *feu*, ou *masse fondue qui bouillonne*, voyageait par

1. L'année muysca ou *zocam* comprenait 20 lunes ou *sunas*.

2. *Disertación sobre el Kalendario de los Muyscas, Indios naturales del Nuevo Reyno de Granada*, par José Domingo Duquesne de Madrid. (Duquesne qui était curé d'un village indien s'était procuré une pierre hiéroglyphique représentant un calendrier. Son livre fut communiqué à Humboldt en 1801). — Humboldt, *Sites des Cordillères*, p. 244.

3. Sur la langue chibcha v. *Gramática de la lengua general del Nuevo Reyno, llamada Mosca*, por el Padre Fray Bernardo de Lugo. Madrid, 1619.

4. Les Muyscas avaient, comme les Péruviens, une grande vénération pour ces colonnes qui leur servaient à observer la longueur des ombres équinoxiales ou solsticiales.

les airs entre Tunja et Somagozo, et transformait les hommes en serpents, en lézards et en tigres.

On liait la victime à la colonne ; une nuée de flèches la couvrait, et on lui arrachait le cœur pour en faire offrande au roi soleil, à Bochica.

Nous connaissons par les chroniqueurs les principales lois civiles des Muyscas [1]. Ces lois, très anciennes, se transmettaient par la tradition. Les *Chibchas* en effet n'avaient pas d'écriture, car on ne peut pas appeler écriture les signes tracés sur les roches et que Humboldt considère simplement comme des signes de calendrier. Il n'y a rien là d'ailleurs de comparable aux beaux hiéroglyphes mexicains (Katunes), et encore moins aux hiéroglyphes égyptiens.

Voici quelques-unes de ces lois :

L'homicide, le rapt, l'inceste, l'adultère et la désertion étaient punis de mort ; le vol et la tromperie du fouet la première fois, d'un châtiment plus sévère ensuite, et la troisième fois d'une peine infamante qui frappait toute la famille du délinquant. Le lâche à la guerre était condamné à porter des vêtements de femme et à s'occuper des travaux réservés à ce sexe.

Les Chibchas étaient polygames, et les femmes héritaient des biens de leur mari. Les bijoux et les objets personnels étaient enterrés avec les morts, ce qui explique les richesses considérables que les Espagnols retirèrent des tombes (*guacas*), richesses qui, dans la région de Sinu, atteignirent jusqu'à 300.000 piastres en un seul jour. Aujourd'hui encore la recherche des guacas, à l'effet de les fouiller et d'en retirer les bijoux, a donné naissance à une singulière industrie, celle des *guaqueros*. Ils se recrutent parmi les habitants de Manizales, Antioquia, Neira, Aranzazu, Remedios et Andes, parce que ces localités renferment un grand nombre de tombes indiennes.

Les instruments de travail des guaqueros se composent d'une barre de fer, d'un pic, d'une pelle, d'une pioche et d'une poulie pour les tombes profondes. Lorsqu'il a examiné la terre et donné quelques coups de pic, le travailleur expérimenté sait si le sol recouvre une tombe ou non ; quelques coups de pioche encore et il peut affirmer avec certitude à quelle sorte de tombe il a affaire. Il reconnaît à l'examen de la terre si la tombe a été

1. V. surtout Restrepo. *Los chibchas*, t. II et Piedrabila, *Historia general.*

fouillée précédemment, et par qui, c'est-à-dire si elle l'a été par des Indiens ou par les Espagnols, car le guaquero sait par expérience que les Indiens, en remuant la terre, en séparaient soigneusement les différentes couches, suivant leur couleur, sans jamais les mélanger. Enfin il reconnaît le rang et la richesse du personnage enterré à la construction de la tombe, à la régularité de ses parois, à ses dimensions et à la disposition des objets qu'il rencontre [1].

Les fouilles des guacas nous ont révélé que les Muyscas étaient d'excellents métallurgistes. Leurs productions consistent en figurines « de petites dimensions et faites d'un alliage contenant de l'or, de l'argent et du cuivre en proportions diverses... Ce mélange était fondu dans des creusets, puis coulé dans des moules et travaillé ensuite à l'aide de petits outils de cuivre » [2].

Les Muyscas étaient aussi de très bons agriculteurs et surtout d'habiles commerçants. Ils faisaient avec les tribus voisines le commerce de sel, de tissus de coton, de bijoux d'or, d'émeraudes, de poteries et de figurines, et de produits du sol ; ils avaient des marchés et des foires à jours fixes. Enfin ils étaient avec les habitants du Chimu, au Pérou, les deux seuls peuples du nouveau continent qui se servaient de monnaie dans leurs échanges ; elle consistait en disques d'or de différentes dimensions, mais sans empreinte extérieure [3].

Il est certain que les Muyscas avaient construit, au point de vue de la décoration extérieure, de pompeuses habitations, puisque les Espagnols enlevèrent des murs de la demeure du cacique Sugamuji des joyaux d'or pour une valeur de 80.000 ducats, soit 432.000 francs. On peut donc s'étonner que ce peuple n'ait laissé, à part quelques ruines sans caractère, aucun monument d'architecture.

Nous avons dit que le zaque de Tunja n'avait jamais pu étendre son autorité sur tout le pays muysca. Des caciques indépendants (il y en avait encore cinq au moment de la conquête, mais ils étaient bien plus nombreux quelque temps auparavant), régnaient sur des territoires d'inégale étendue et se disputaient l'hégémonie. Les chroniques font mention de

1. Vicente Restrepo, *Etude sur les mines d'or et d'argent de la Colombie*, traduct. de Henry Jalhay. Bruxelles, 1908.

2. Beuchat. *Archéologie américaine*, p. 561.

3. V. Restrepo, *Los Chibchas*, et H. Jalhay, *La République de Colombie*, p. 38.

guerres intestines continuelles et de luttes sans cesse renouvelées entre les *zipas* et le *zaque* de Tunja. C'est ce qui explique la facilité avec laquelle le dernier des zaques, *Tisquesuscha* (1524), se laissa déposer par les Espagnols, et la rapidité de l'absorption de la nation chibcha dans la race hispano-colombienne.

LIVRE II

LA CONQUÊTE

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCOUVERTE

La découverte et les premières expéditions sur les côtes de Terre-ferme. — Troisième voyage de Colón. — A. de Ojeda. — Niño. — Bastidas. — Nicuesa. — Juan de la Cosa.

Ce fut dans son troisième voyage, en 1498, que Christophe Colón[1], toucha pour la première fois à la Terre-Ferme d'Amérique, dans le golfe de Paria, près des bouches de l'Orénoque. Les noms de *Tierra de Gracia*, de *Golfo de las Perlas*, comme aussi ceux de *Boca del Drago*, *Boca de la Sierpe*, résument les impressions du grand navigateur en abordant à ce continent qu'il ne croyait point être celui d'un nouveau monde, mais qu'il prenait simplement pour le rivage occidental de l'Inde et le vestibule du paradis terrestre[2].

D'après la tradition généralement suivie par les chroniqueurs espagnols et reprise par Irving[3], Colón aurait longé au Sud la côte de Margarita, et,

1. Orthographe adoptée par Colón et par ses fils.

2. Sur le troisième voyage de Colón, v. la relation qu'il en a faite lui-même et publiée dans la collection Navarrete. Madrid, 1825, t. I, sous ce titre : *Tercer viaje de Cristobal Colón.* La historia del viaje quel Almirante D. Cristóbal Colón hizó la tercera vez que vinó á las Indias, cuando descubrió la tierra firme, como lo envió á los Reyes desde la Isla Española.

Herrera (Antonio de), *Historia general de los hechos de los Castellanos en las Islas y tierra Firme del mar Oceano.* Madrid, 1601-1615. Decade I, l. III, c. x et sqq. — Las Casas, *Historia general de las Indias*, c. cxxxviii. — Robertson, *Histoire de l'Amérique*, t. I, p. 193 et sqq. — Irving, *Histoire de Christophe Colomb*, II, p. 305 et sqq. et III, p. 165 et sqq., etc.

3. Irving, *op. cit.*, t. II, l. X, c. iii, p. 324.

passant entre cette île et l'île Coche, aurait abordé à celle de Cubagua, située entre Margarita et la péninsule d'Araya. Là il aurait vu des Indiens plonger dans les eaux et revenir à la surface, chargés d'huîtres ; il aurait échangé des colliers et des bracelets de perles contre des assiettes de Valence, puis, étant tombé malade et devenu presque aveugle par suite des fatigues qu'il s'imposait, il cingla au Nord-Ouest vers l'île Española qu'il avait déjà colonisée et où l'attendaient des peines d'un autre genre.

L'année suivante, 1499, la partie de la Terre-Ferme qui devint plus tard la Grande-Colombie recevait la visite d'Amerigo Vespucci. Ce riche Florentin faisait les frais d'une expédition dont le véritable chef était Alonso de Ojeda. C'est une singulière figure que ce personnage qui avait été le compagnon de Colón dans son second voyage. Né à Cuenca, page, puis écuyer de Luis de la Cerda, duc de Medina-Celi, il avait fait très jeune la guerre de Grenade et s'était distingué contre les Maures. Petit de taille, mais bien fait et d'une constitution vigoureuse, il était très brun, avec de beaux traits, des regards pleins de feu, une force et une agilité incroyables. A pied, à cheval, il maniait également bien toutes les armes. Par son caractère aventureux et impétueux il s'était attiré bien des querelles, mais jamais il n'avait reçu la moindre blessure. Superstitieux autant que courageux, il attribuait son invulnérabilité à la protection spéciale de la Vierge Marie. Il portait en effet toujours avec lui une petite peinture flamande représentant la Vierge, et il lui adressait souvent de ferventes prières. En campagne l'image était dans son havresac ; au bivouac elle en sortait pour être suspendue à un arbre, et, jusque dans les querelles les moins honorables, elle était l'objet de ses invocations.

Le 2 mai 1499, Alonso de Ojeda, accompagné de son bailleur de fonds, Amerigo Vespucci, et de l'ancien pilote de Colón, le fameux Juan de la Cosa, quittait le port de Santa Maria près de Cadiz [1]. Après avoir d'abord suivi le même chemin que Colón, les navigateurs abordèrent à la Trinidad, côtoyèrent la région des perles, Margarita et Cubagua, et prêtèrent main-forte aux naturels de la côte de Cubagua contre une bande de cannibales

1. Sur le premier voyage d'Ojeda, v. Herrera, *Decad.* I, l. IV, ch. I, II. — Pierre Martyr d'Anghiera, *De rebus oceanicis decades*. Basileae, 1538, I, IX. — Oviedo y Valdez, *Historia general de las Indias*. Séville, 1535, l. III. — Oviedo y Baños, *Conquista y Población de Venezuela*. Madrid, 1723, l. I, ch. II. — Irving, *Compagnons de Colomb*. 3 v., Paris, 1833, I, p. 10 et sqq. — Robertson, *Histoire de l'Amérique*, I, p. 210 et sqq.

des petites Antilles. Ils durent attendre vingt jours la guérison de vingt et un de leurs soldats qui avaient été blessés ; puis ils arrivèrent à l'île de Curaçao habitée, au dire de Vespucci, par une race de géants, dont chaque femme était une Penthésilée et chaque homme un Anthée [1]. En continuant à suivre la côte, à l'ouest de Curaçao, ils abordèrent bientôt sur la rive orientale de la mer intérieure ou « lagune de Coquibacoa », dite aujourd'hui de Maracaïbo. Sur ses bords s'élevait un village, ou plutôt un groupe de huttes construites sur un échafaudage de pieux entourés de pirogues et communiquant entre elles par des ponts-levis tremblants. La petite cité lacustre se mirait dans les eaux tranquilles du lac, et le Florentin n'en dut pas être le moins frappé. Ce fut lui sans doute qui compara cette nouvelle Venise, si humble et si modeste, à la grande reine de l'Adriatique, et les deux voyageurs se plurent à baptiser la bourgade indienne du nom de *Vénézuéla, Petite Venise,* ou plutôt *pauvre petite Venise.* On peut penser en effet que cette dénomination ne leur vint pas à l'esprit sans une légère pointe d'ironie, car, en espagnol, les diminutifs *zuelo, zuela,* indiquent une idée de mesquinerie, et même de dérision et de mépris.

A l'apparition des vaisseaux espagnols, une partie des Indiens, saisis de terreur, s'enfuirent dans les maisons et en retirèrent les ponts-levis ; d'autres, qui montaient une escadrille de canots, gagnèrent le large et s'enfoncèrent dans la forêt voisine. Ils en revinrent cependant bientôt avec seize jeunes filles ; ils en conduisirent quatre à bord de chacun des navires, où elles furent reçues comme gage de confiance et de paix. La meilleure intelligence parut alors régner et les habitants du village vinrent en foule sur leurs canots autour des vaisseaux, tandis que d'autres en approchaient à la nage.

L'amitié des sauvages fut pourtant trompeuse. Tout à coup, plusieurs vieilles femmes se montrant à la porte des maisons poussèrent de grands cris en s'arrachant les cheveux avec fureur. Ces cris semblèrent le signal des hostilités. Les seize nymphes se jetèrent lestement à la mer et nagèrent vers le rivage. Les Indiens qui étaient dans les canots lancèrent contre les Espagnols une grêle de flèches, et ceux mêmes qui nageaient brandirent leurs lances et leurs dards qu'ils avaient jusque-là cachés sous l'eau. Les armes à feu des Européens eurent vite raison de ces manifestations, et

1. Cité par Chaix, *Histoire de l'Amérique méridionale au XVIe siècle.* Genève, 1853, l. I.

lorsqu'Ojeda débarqua, il trouva le village abandonné. Il ne le pilla point par crainte de représailles et continua son exploration autour du lac. Dans le havre de Saint-Barthélemy, les Espagnols s'arrêtèrent plusieurs jours pour jouir d'une hospitalité moins trompeuse chez des Indiens qui surpassaient en beauté ceux qu'ils avaient vu dans le commencement de leur voyage. Plusieurs jeunes femmes voulurent même s'attacher à eux, et Ojeda en emmena une qui fut nommée Isabelle.

Après s'être avancé à l'Ouest jusqu'au promontoire de la Véla et avoir essayé d'aborder à la Española, d'où il fut repoussé par les colons, Ojeda regagna l'Europe désappointé, et le résultat du voyage fut si mince qu'il ne resta que 500 ducats à partager entre 55 aventuriers.

Ojeda fut d'autant plus sensible à ce fâcheux résultat qu'il était arrivé en Espagne deux mois avant son retour un petit armement parti en même temps que le sien, celui d'*Alonso Niño,* qui était revenu chargé d'une énorme cargaison de perles et de guanin (or pur) recueillis à Margarita et sur les côtes de Paria.

Heureuse aussi fut l'expédition de Rodrigo de Bastidas qui, accompagné de l'infatigable Juan de la Cosa, explora le littoral depuis le cap de la Vela jusqu'au golfe de Darien, découvrit l'embouchure du Magdalena et la baie de Cartagena en mars 1501, et fonda Santa Marta dont il devint le gouverneur.

L'année 1502 vit le quatrième voyage de Christophe Colón. Persuadé que par delà le continent américain il y avait une mer qui s'étendait jusqu'aux Indes orientales, et qu'il pourrait trouver quelque détroit ou quelqu'isthme, par lequel il serait facile d'établir une communication entre cette mer inconnue et l'ancien océan, il parcourut pendant deux mois la partie occidentale du littoral colombien, et s'avança jusqu'au havre de Puerto-Bello auquel, dit-on, il donna ce nom pour sa beauté et sa sûreté. Mais il ne pénétra pas assez à l'intérieur du pays pour trouver le passage qu'il cherchait. Il résolut du moins de mettre à profit son séjour sur ce continent pour trouver de nouvelles sources de richesses. Guidé par les indigènes, il découvrit les mines de Veragua dont il rapporta de l'or en Espagne, et cette découverte lui valut, pour lui et ses descendants, le titre de duc de Veragua.

Cependant le succès des expéditions de Niño et de Bastidas n'avait pas tardé à inspirer à Ojeda le désir de nouvelles aventures. Après s'être

procuré des associés pour équiper quatre vaisseaux, il mit à la voile en 1502. Arrivé sur les côtes colombiennes, il voulut fonder une colonie en empiétant sur le territoire concédé à Bastidas. Pour meubler cette colonie, il enlève aux naturels une grande quantité de hamacs, de coton et d'ustensiles de toute sorte. Cela lui fut de peu de profit, car bientôt ses hommes souffrent de la famine, se querellent ; Ojeda est trahi, enchaîné et transporté à la Española. On le retrouve en 1508 dans cette île, la bourse aussi vide mais l'esprit aussi aventureux que jamais. Le vieux pilote Juan de la Cosa, enrichi par ses travaux, lui offre généreusement sa bourse et part lui-même en Espagne afin de solliciter pour Ojeda une charte semblable à celle qui avait été octroyée à Christophe Colón.

Mais les choses n'allèrent pas toutes seules. *Diego de Nicuesa,* courtisan accompli, de haute naissance, et qui avait été écuyer de l'amiral Enriquez, oncle du roi, sollicita la même faveur. La nature et l'éducation semblaient s'être réunies pour faire de Nicuesa le digne émule d'Ojeda. Il était comme lui de petite taille, bien fait, d'une force et d'une agilité remarquables. Il maniait parfaitement toute espèce d'armes et se distinguait par sa grâce dans les exercices que les cavaliers espagnols avaient empruntés aux Maures. On parle surtout d'une jument favorite qu'il savait faire caracoler au son d'une viole. Il était excellent joueur de guitare et savait par cœur toutes les romances de son pays.

Ferdinand voulut satisfaire les deux rivaux : il érigea sur le nouveau continent deux gouvernements : l'un depuis le cap Gracias a Dios jusqu'au golfe de Darien ; l'autre depuis ce golfe jusqu'au cap de la Vela. Le premier fut donné à Nicuesa, le second à Ojeda.

Ojeda, quoique mécontent de ce choix, équipa un brigantin et deux vaisseaux avec lesquels il fit voile d'abord pour la Española. En même temps que lui, arrivait à Saint-Domingue Nicuesa, avec quatre grands navires et deux brigantins. Ojeda jaloux lui chercha querelle au sujet de la province de Darien que chacun prétendait comprendre dans son gouvernement ; il porta un défi à son rival, et ce ne fut que sur l'intervention de Juan de la Cosa, qui était devenu son alguazil mayor, qu'il consentit à différer ce combat singulier.

Le 10 novembre 1509, Ojeda partit de Saint-Domingue avec 300 hommes et 12 juments poulinières. François Pizarre était avec lui ; Fernand Cortez y aurait été sans un mal d'yeux qui l'empêcha de partir.

Arrivé à Cartagène, Ojeda s'enfonça, avec 70 hommes, dans l'intérieur du pays, pillant selon sa coutume les villages indigènes. Après plusieurs jours, les Espagnols qui étaient restés sur la côte virent revenir un seul homme de tous ceux qui étaient partis avec leur chef. Il leur apprit qu'ils avaient été surpris pendant la nuit dans une bourgade, qu'il avait vu Juan de la Cosa mourir de la blessure d'une flèche empoisonnée, après des prodiges de valeur, et que lui-même n'avait échappé que par miracle.

Quelques Espagnols se hasardèrent alors dans les bois pour y chercher leur général. Ils le trouvèrent dans une espèce de buisson touffu, étendu sur les racines entrelacées des mangliers, son bouclier sur son épaule et son épée à la main, mais tellement épuisé qu'il ne pouvait parler. Toutefois il n'avait reçu aucune blessure. On put le ranimer et à peine l'avait-on ramené à Cartagène que l'on vit arriver les vaisseaux de Nicuesa. Ojeda craignait la vengeance de son ennemi ; mais Nicuesa vint à lui les bras ouverts : « Des hidalgos, lui dit-il, ne doivent pas comme des âmes vulgaires se rappeler leurs différends, quand l'un trouve l'autre dans la détresse. Ne voyez en moi qu'un frère ; mes gens et moi nous sommes à vos ordres, et nous vous suivrons jusqu'à ce que nous ayons vengé la mort de Juan de la Cosa. »

Les deux gouverneurs surprirent les sauvages dans le village de Yurbaco (maintenant Turbaco), incendièrent les huttes et ne firent grâce ni aux femmes ni aux enfants. Ensuite ils se séparèrent en se prodiguant des marques d'amitié. Ojeda se dirigea vers le golfe d'Uraba, choisit pour s'y établir une hauteur sur la côte orientale de ce golfe, y éleva quelques maisons et donna à cette ville naissante le nom de *Saint-Sébastien*. Les Espagnols firent plusieurs incursions dans l'intérieur pour se procurer des vivres ; maintes fois ils tombèrent dans des embuscades ; les flèches des sauvages, la famine et la maladie diminuèrent chaque jour leur nombre. Ojeda lui-même fut un jour enveloppé par quatre Indiens, et une flèche lui perça la cuisse. C'était la première fois que son sang coulait, et la Vierge Marie semblait lui avoir retiré sa protection.

Ojeda découragé laissa à François Pizarre les quelques hommes qui lui restaient, et put s'embarquer sur un vaisseau de pirates pour Cuba d'abord, puis pour Saint-Domingue où il mourut quelques années après. Las Casas termine ainsi l'histoire de sa vie : « Il demanda que son corps fût enterré

sous le seuil de la porte du monastère des Franciscains, pour que tous ceux qui entreraient foulassent aux pieds sa sépulture [1]. »

Quant à Nicuesa, après s'être égaré en parcourant les côtes de son gouvernement, il périt on ne sait où, et la tradition rapporte que l'on aurait retrouvé sur la côte de Cuba cette inscription gravée sur l'écorce d'un arbre :

Aqui falleció el desdichado Nicuesa [2].

Ainsi disparurent ces deux hommes, types parfaits de ces conquistadores du XVIe siècle dont un écrivain allemand trace ainsi le portrait : « Cruels et chevaleresques tout à la fois, ils font de rudes chasses à l'indigène, et, après avoir accompli sans aucun remords les plus atroces forfaits, ils exposent bravement leur vie pour sauver celle d'un camarade ; barbares et superstitieux à l'excès, ils poursuivent comme un gibier les Indiens, ces enfants de Satan, et, sans scrupule aucun, ils élèvent des autels au milieu des régions qu'ils ont dévastées, et rendent grâces à l'Eternel des meurtres qu'ils ont commis [3]. »

Une figure se détache ici pourtant, plus intéressante quoique plus humble, c'est celle du brave Juan de la Cosa. Il mérite plus qu'un souvenir, parce qu'il fut un grand caractère. Il eut la passion du Nouveau-Monde, moins pour les profits qu'il pourrait en tirer que par pur dilettantisme. Il accompagna Christophe Colón, Bastidas, Ojeda, leur servant à tous de génie protecteur. Ami fidèle jusqu'à la mort de l'aventureux Ojeda, il ne cesse de l'avertir, et il meurt parce qu'il ne veut pas abandonner son jeune ami dans le danger. Enfin Juan de la Cosa était un savant, et c'est lui qui est l'auteur de la première carte d'Amérique, qu'il composa en 1500 au Puerto de Santa-Maria.

1. La Casas, *Historia de las Indias*, *Dec.* I. — Cf. Herrera, *Dec.* I, VII. 2. — Pierre Martyr, *Dec.* CXXII. — Irving, *Compagnons de Colomb*, ch. VI.

2. Irving, *Compagnons de Colomb*, ch. VII.

3. Topf (H.), dans la *Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge* de Hamburg, 1893, t. VI.

CHAPITRE II

EXPÉDITIONS DE L'INTÉRIEUR

Les expéditions de l'intérieur. — Nuñez de Balboa. — Fondation de Coro. — Les Gouverneurs allemands du Vénézuéla. — Federmann, Benalcazar et Quesada. — Fondation de Santa-Fé de Bogota.

Après avoir borné pendant quelque temps leurs conquêtes aux côtes de la Colombie, les Espagnols poussèrent leurs explorations à l'intérieur, aiguillonnés surtout par le désir de trouver de l'or. Les plus remarquables de ces expéditions furent : celle de *Vasco Nuñez de Balboa*, qui traversa en vingt-trois jours l'isthme de Panama, et découvrit l'océan auquel il donna le nom de Pacifique à cause de la tranquillité de ses eaux (1513) ; celle de *Juan de Herrera* qui remonta l'Orénoque et découvrit le Meta ; celle de *Pedro de Heredia* qui, avant de fonder Cartagène le 1er juin 1533, avait entrepris dans les régions aurifères du Sinu et de San Jeorje une expédition qui produisit un tel butin que chaque soldat reçut pour sa part 6.000 ducats, somme supérieure à celle qui échut aux conquérants du Mexique et du Pérou (1532) ; celles enfin de *Francisco Cesar*, de *Vadillo* et de *Robledo*, dans les régions d'Antioquia et du Cauca

Dans la contrée de Coquibacoa, aux lieux où Ojeda avait vu les palafittes indiens, Juan de Ampués avait bâti en 1527 la ville de *Santa Ana de Coro*. Le gouvernement de Vénézuéla était fondé, et nous allons voir apparaître dans la conquête colombienne les figures restées fameuses des gouverneurs allemands de Coro, Alfinger, Hohermuth et Federmann.

Comment les Allemands apparurent-ils dans l'histoire américaine ? On a cru longtemps que Charles-Quint, à court d'argent comme il l'était souvent, avait affermé le Vénézuéla à *Alfinger* (ou El Eynguer), représentant des riches banquiers d'Augsbourg, les Welser. Mais la charte royale de 1528, signée par la reine Jeanne, mère de Charles-Quint, est une simple

autorisation de conquête, comme les chartes octroyées à tous les conquistadores. L'Espagne conserva toujours son contrôle sur l'administration des Allemands, et, en 1546, elle reprit le Vénézuéla aux Welser parce qu'ils n'avaient pas rempli les conditions du traité[1].

Les gouverneurs allemands du Vénézuela n'eurent qu'un seul but, se procurer de l'or. Peu après son arrivée à Coro, Ambroise Alfinger s'engageait dans une première expédition le long des rivages de la lagune de Maracaïbo, et, après une marche pénible dans la péninsule de Goajire, à travers un pays stérile et privé d'eau, il dut revenir à Coro, épuisé, malade, mais nullement découragé. L'idée de découvrir l'El Dorado le hantait, et le 1er novembre 1531 il repartait avec 40 cavaliers et 250 hommes à pied dans la direction de l'Ouest. Une centaine d'Indiens que l'on recruta parmi les pacifiques Bubures, disséminés dans la contrée par groupes de cinq ou six huttes chacun, furent contraints de suivre l'expédition et de porter les bagages.

Epargnant les fatigues aux siens, Alfinger faisait subir aux indigènes les traitements les plus cruels. « Ces malheureux étaient nus, liés ensemble par des chaînes, et avaient au cou un collier de fer qui les empêchait de s'enfuir pendant la nuit; un poids de trois ou quatre arrobas[2], la faim, la soif, la fatigue et les coups les mettaient bientôt hors d'état de continuer le voyage. Les conducteurs, pour ne pas perdre de temps à ouvrir les colliers et à désenchaîner ces pauvres esclaves, coupaient la tête à ceux qui succombaient, et répartissaient leur charge entre les autres[3]. » Soumis à un tel régime, les premiers porteurs moururent presque tous en fort peu de temps, et furent remplacés par d'autres naturels que le tyran enlevait, comme des bêtes de somme, dans les campagnes qu'il traversait.

C'est ainsi qu'après avoir parcouru une vingtaine de lieues, Alfinger arriva non loin du cours supérieur du rio Hacha, qui se précipite du haut des cimes neigeuses de la Sierra de Santa Marta. Tournant au Sud, Alfinger pénétra dans de fertiles campagnes, emplantées de maïs, de yucca et de

1. V. les clauses de la charte dans notre ouvrage : *L'Occupation allemande du Vénézuéla au XVIe siècle*. Paris, Fontemoing, 1905, p. 4 et sqq. — C'est dans cette charte qu'est prononcé pour la première fois officiellement le nom de *Vénézuéla*. (Archivo general de Indias, Séville, Est. I, caj. 1. leg. 1/27, ramo 7.)

2. L'arroba valait environ 11 kil. 500.

3. Las Casas, Premier mémoire adressé en 1552 au prince don Philippe, article XV. (Dans les *Œuvres de Las Casas*, par Llorente, Paris, 1822.)

patates ; c'était le commencement de la riche vallée d'Upar. Un peu plus loin, il atteignait les plaines parsemées de lagunes du rio César.

Mais la réputation de cruauté d'Alfinger le précédait ; les Indiens abandonnaient leurs villages devant lui, se réfugiant dans les montagnes, ou bien décimaient de leurs flèches empoisonnées la troupe des étrangers. Les provisions s'épuisaient et la situation des Allemands était des plus critiques, lorsqu'un beau jour, dans une étroite vallée, ils se voient cernés par les Indiens. Alfinger fut atteint d'une flèche empoisonnée qui pénétra profondément dans sa gorge. On rapporta le général dans le camp, où l'épouvante et la consternation se répandirent, car jusque là pas un seul homme n'avait encore survécu aux terribles effets des flèches empoisonnées. En effet, quatre jours après, Alfinger expirait dans d'atroces souffrances [1].

Alfinger était mort sans avoir pu pénétrer dans le pays merveilleux : son successeur Hohermuth [2] ne devait pas mieux réussir. Parti de Coro en 1535 avec 400 hommes et 80 chevaux, il se dirigea vers le Sud, arriva dans les llanos, traversa l'Apure et ses affluents, l'Arauca, et se rapprocha de la Cordillère. Pendant près d'un an Hohermuth et ses hommes errèrent au milieu de difficultés sans nombre, et, décimés par les flèches des Indiens, tantôt essayant de pénétrer dans la montagne pour tenter le passage, tantôt reprenant désespérément la route du Sud et se rapprochant de plus en plus de l'Equateur. Enfin la maladie, les luttes avec les indigènes faisant chaque jour de nouvelles victimes dans sa troupe, Hohermuth dut rebrousser chemin, et, le 27 mai 1538, il rentrait à Coro avec 86 hommes à pied et 24 cavaliers [3].

Son lieutenant Federmann devait être plus heureux, et son nom reste attaché à la lutte épique qui allait se livrer entre trois conquérants : Quesada, Benalcazar et Federmann. Laissé à Coro pour s'occuper de l'administration pendant l'absence d'Hohermuth, ce dernier ne fut pas plus tôt

1. V. notre *Occupation allemande du Vénézuéla*. ch. IV et les ouvrages cités : surtout Oviedo y Valdez, *Hist. general*. 2e partie. — Oviedo y Baños, *Conquista y Población de Venezuela*, I, 7 et 8. — Schumacher, *Die Unternehmungen der Augsburger Welser*, ch. VII.

2. Alfinger mourut à la fin de 1532 ou au commencement de 1533. George Hohermuth ne prit possession du gouvernement qu'en décembre 1534. L'intérim avait été exercé par Rodrigo de Bastidas, premier évêque du Vénézuéla (l'évêché de Coro fut créé le 1er juillet 1532), qui a laissé le souvenir d'un pacificateur et d'un bienfaiteur. Il veilla surtout au bon traitement des Indiens, s'efforçant de « mélanger la famille indigène avec la famille espagnole ». (A. Rojas, *Est. hist.*, p. 117. Cf. notre *Occupation allemande*, pp. 44 et sqq.). — Bastidas fut élevé quelques années plus tard à l'évêché de Saint-Domingue.

3. Oviedo y Baños, *op. cit.*, I, 11. — Schumacher, *op. cit.*, ch. VIII.

parti que Federmann voulut lui aussi se mettre en campagne. Habile connaisseur de la province, il avait entendu dire par les hommes qui avaient suivi Alfinger que plus loin vers l'Ouest, en remontant un grand fleuve (le Magdalena), on rencontrerait un centre de civilisation important, dont on pourrait aisément s'emparer. Il prétexta donc le désir d'exécuter les ordres pressants du gouvernement espagnol qui voulait que l'on construisît une forteresse au cap de la Vela, où d'immenses bancs de perles avaient été découverts. Mais ses préparatifs, autour desquels il eut le tort de mener grand bruit, éveillèrent la méfiance des voisins, et, à peine était-il arrivé au cap de la Vela, qu'il était rejoint par une troupe de colons de Santa Marta, conduits par un certain Juan de Riveiras, qui non seulement surveillait attentivement ses pas, mais qui, par toutes sortes d'intrigues, cherchait à faire déserter ses hommes pour les enrôler dans l'expédition commandée par Gonzalo Jiménez de Quesada, et envoyée par D. Luis de Lugo, gouverneur de Santa Marta [1].

Federmann, voyant ses plans contrariés, prit une décision énergique. Il pensa qu'en rebroussant chemin, pour dépister les gens de Santa Marta, et en se hâtant vers le Sud, il arriverait dans le haut Magdalena avant Quesada. Il revint donc sur Maracaïbo, mais au lieu de regagner Coro, il s'engagea directement dans les llanos, et suivit à peu près la même route qu'Hohermuth dans la direction de Barquisimeto et de Carora.

Federmann avait à sa suite un sûr compagnon, Pedro de Limpias, et des guides expérimentés, tous vieux soldats d'Alfinger. Et pourtant, quand il atteignit le Meta, au commencement de la saison des pluies, ses hommes étaient épuisés par les fatigues et les privations ; on n'avait traversé jusque-là qu'un pays partout désert, car les habitants avaient fui sur le passage d'Hohermuth et s'étaient réfugiés dans les montagnes. Sur les rives du Meta on dut, pour ne pas mourir de faim, se nourrir de racines. Mais le courage du général était au-dessus de toute épreuve, et la mort seule eût été capable de le faire renoncer à la marche en avant.

Nul en effet n'était mieux taillé que Federmann pour mener à bien une entreprise où ses prédécesseurs avaient échoué. Grand et robuste de corps, les étapes les plus pénibles, les épreuves les plus dures semblaient

1. Oviedo y Valdez, part. II. — Oviedo y Baños, l. II, ch. VII et XIII. — Schumacher, ch. X. — Klüpfel, *Nikolaus Federmann und die Welserische Unternehmung* (Bibliotek des litterarischen Vereins, XLVII, p. 199 et sqq. ; et notre *Occupation allemande du Vénézuéla*, ch. VIII.

n'avoir sur lui aucune prise. « Sa conscience était tout à fait large », dit Oviedo, et, ne connaissant aucun scrupule, il était décidé à ne reculer devant aucun moyen pour satisfaire son insatiable cupidité. Avec cela il réussissait merveilleusement à s'attacher les aventuriers qui le suivaient. Ils admiraient cet homme pour qui rien n'était illicite, et qui marchait avec insouciance là où l'attirait l'éclat fascinant de l'or. Les soldats d'ailleurs sentaient que ce général eût partagé avec eux jusqu'à sa dernière goutte d'eau ; ils se pressaient autour de lui pendant la marche ou dans le camp ; rarement ils repartaient sans un bon mot, sans une amicale plaisanterie du chef ; tous comprenaient que leurs intérêts étaient étroitement unis aux siens, aussi peut-on dire que Federmann, s'il fut détesté des colons qui le considéraient comme un fléau pour la province, n'en devint pas moins, et ceci n'exclut pas cela, un des conquistadores les plus aimés de ses troupes.

On ne s'étonnera donc pas que, dans la même extrémité où les soldats d'Hohermuth avaient forcé celui-ci à ordonner le retour, personne n'osa faire à Federmann la même proposition. Le prestige que ce général exerçait sur ses hommes fut la cause de son succès. En effet, malgré l'accablement qui semblait s'appesantir sur eux, au bord du Meta, Federmann les entraîna vers le Sud-Ouest, et, se rapprochant de la sierra, tomba dans un village de Guaypies, dont les habitants s'enfuirent à son approche. Là, on put s'approvisionner avec abondance, et, sans perdre de temps, Federmann résolut à tout prix de franchir la Cordillère.

De la contrée de San Juan de los Llanos, où l'on se trouvait, il envoya Pedro de Limpias en reconnaissance, et celui-ci, après une absence de deux à trois jours, revint annoncer que la montée était possible. Alors, avec allégresse, on grimpa par des sentiers étroits, escarpés, jusqu'à des plateaux stériles que l'on mit vingt-deux jours à traverser. La fatigue et le froid firent de nombreuses victimes en hommes et en chevaux ; mais, enfin, l'on aperçut une haute vallée qui, de loin, semblait couverte d'édifices et richement peuplée. Cette contrée était celle de Bogota.

On apprit alors que, depuis plusieurs jours, le pays était occupé par d'autres chrétiens venus de deux régions différentes. Les premiers étaient les gens de Gonzalo Jiménez de Quesada. Celui-ci, parti de Santa Marta avec 500 hommes, avait traversé péniblement les espaces marécageux où le rio César va rejoindre le Magdalena, et, escaladant les premières mon-

tagnes, après avoir perdu plus du tiers de sa troupe, il s'était établi solidement sur le plateau où devait bientôt s'élever la cité capitale de Santa Fé. C'est alors que Quesada fut avisé de l'arrivée prochaine de deux bandes, l'une de Péruviens, l'autre de Vénézuéliens [1].

Benalcázar (ou Belalcázar) occupait Quito en qualité de lieutenant de Pizarre, lorsqu'il voulut étendre ses conquêtes vers le Nord. Il envoya devant lui, pour lui frayer la route, un lieutenant, Juan de Ampudia, homme féroce qui, suivant l'expression bizarre du chroniqueur, « causait les mêmes effets que la foudre et le mercure. Semblable à celui-ci, il recueillait tous les métaux précieux qu'il trouvait dans les maisons, et, comme celle-là, il brûlait et réduisait en cendres les habitations et les champs cultivés [2]. » S'ouvrant une large voie par le massacre et l'incendie, il atteignit les bords du Cauca. Benalcázar l'y suivit, et, au commencement de 1536, créa en ces lieux une ville qu'il appela de son nom. Il fonda ensuite Cali, aujourd'hui centre politique et commercial de la contrée ; puis, revenant au Sud, il transforma la cité indienne de Popayan en centre de domination espagnole, explora les sources du Cauca, du Magdalena, et gravit enfin les pentes du plateau de Bogota, où il établit son camp, à treize lieues environ de celui de Quesada.

Federmann arriva le dernier. On dit que les trois bandes se composaient exactement du même nombre d'hommes ; chacune comprenait 60 guerriers, un prêtre et un moine. Tous différaient par le costume : les gens venus de Santa Marta portaient des cotonnades tissées par les Indiens ; les Vénézuéliens étaient couverts de peaux de bêtes, tandis que les Péruviens, plus riches, étaient vêtus de soieries et ornés de plumes [3].

Les trois camps, établis en triangle dans la plaine, semblaient se menacer « comme des bêtes féroces, prêtes à s'entre-déchirer [4]. » Il n'en fut rien, et les trois concurrents convinrent de soumettre le cas à l'empereur, qui déciderait à qui appartiendrait le gouvernement du territoire découvert. Ce premier accord fut signé le 17 mars 1539 [5]. Mais il ne faisait que médiocrement

1. Sur ces événements, v. outre les ouvrages cités plus haut : Herrera, *Dec.* VI, l. V, c. v. — J. Acosta, *Compendio histórico del descubrimiento y colonización de la Nueva Granada.* — Elisée Reclus, *Géographie universelle*, t. XVIII, p. 215 et sqq.

2. Acosta, cité par E. Reclus, *Géog. univ.*, loc. cit.

3. E. Reclus, *loc. cit.* d'après Acosta.

4. Topf, *Deutsche Statthalter und Konquistadoren in Venezuela*, p. 46.

5. Häbler dans la *Beilage zur allgemeinen Zeitung de Munich*, 1898, nº 235, p. 2.

l'affaire de Federmann, qui songeait avant tout aux bénéfices personnels qu'il pourrait retirer de l'aventure. Aussi fut-il assez habile pour obtenir de Quesada un second arrangement secret en date du 29 avril 1539, par lequel ce dernier lui accordait cinq parts sur le butin, lui laissait l'or et les pierres précieuses qu'il avait recueillis dans son voyage, et lui abandonnait le domaine du cacique de Tunja [1].

Federmann ne devait pas profiter longtemps de ces avantages. Les Welser le firent arrêter sous l'inculpation de leur avoir dérobé 115.000 ducats en or et en pierres précieuses, et d'avoir ruiné le pays et les gens qui lui étaient confiés. Traduit devant le conseil des Flandres, il tomba malade au cours du procès et mourut au milieu de février 1542.

Benalcazar, après avoir obtenu le gouvernement de Popayan, fut aussi accusé d'abus, et, invité à se rendre en Espagne pour se justifier, il mourut à Cartagène en cours de route.

C'est à Quesada qu'échut la gloire de fonder, le jour de Pâques, 6 avril 1539, la ville de Santa-Fé de Bogota et d'en être le premier gouverneur [2]. Mais il ne jouit pas longtemps de cet honneur. Il tomba en disgrâce dans un voyage qu'il fit en Espagne, pour s'être présenté à la cour richement vêtu, alors qu'elle était en deuil de la reine Isabelle. Rentré en Colombie, il y vécut en simple particulier et mourut à Mariquita, déjà octogénaire, le 16 février 1579.

1. *Id.*

2. Le 6 août 1539, le lieutenant de Quesada. Gonzalo Suárez Rendon, prenait possession de la ville des Zaques, que les Espagnols appelèrent dès lors Tunja.

Furent également fondées, en 1539, Pasto, par le capitaine Lorenzo de Aldana, dans une vaste plaine au pied du volcan du même nom. — Velez, par le capitaine Martin Galeano; — Mompos, par Alonzo de Heredia: — en 1540; Cartago, sur les rives du rio Otun, par Suero de Nava; — en 1541, Málaga, par Jerónimo de Aguado, et Antioquia, par Jorje Robledo, dans la vallée de Frontino. — La même année Jerónimo Luis Tejedo découvrait la jolie vallée occupée alors par la bourgade indienne de Aburrá, qui devait devenir en 1674 la cité de Medellin. — Dans la vallée de la *Neiva*, découverte par Benalcázar, s'éleva en 1550 la ville du même nom, fondée par le capitaine Juan Alonzo.

CHAPITRE III

VÉNÉZUELA OCCIDENTAL

I. Juan de Villegas au Vénézuéla. — Les conquistadores Fajardo et Rodriguez. — II. Le tyran Lope de Aguirre. — III. Conquête des Caraques et des Teques. — Fondation de Caracas. — Les gouverneurs de Coro.

I. — Les aventureuses conquêtes des Alfinger et des Hohermuth avaient en grande partie dépeuplé Coro, et, en 1555, la ville se trouvait exposée presque sans défense à l'invasion des Indiens. C'est alors qu'apparaît sur la scène vénézuélienne un personnage au nom célèbre, *Juân de Villegas,* issu d'une des plus nobles et des plus anciennes familles des montagnes de Burgos, et dont une descendante devait, en s'alliant avec un Bolivar, devenir l'ancêtre du Libérateur [1]. Il fut investi des fonctions de capitaine général et de Justicia mayor, et, grâce à sa prudence, la pacification du pays fut rapide. Il découvrit les vallées de Bocono et de Bocate, et, avec l'aide de *Juan de Guevara,* fonda et peupla au nom de S. M. la ville de *Nuestra Señora de la Concepción,* près de la lagune de Tacarigua, et celle de *Nueva Segovia de Barquisimeto.*

Les efforts de Juan de Villegas furent le signal d'un grand mouvement de colonisation. Le gouverneur Villacinda (1555-1556) confia à *Alonzo Diaz Moreno* le soin de jeter les bases de *Valencia,* près du lac de Tacarigua, dans une situation que lui envient toutes les cités du Vénézuéla. Vers le même temps, Diego Garcia Paredes fonda *Trujillo ;* mais la nouvelle ville à peine élevée était détruite par les Indiens (1557). Elle fut repeuplée

1. Les services rendus par les Villegas et les Bolivar sont énumérés dans un document important rédigé en l'honneur de Juán de Bolivar Villegas qui fonda Cura en 1722. C'est la Relación de los méritos y servícios de D. Juán de Volibar Villegas, Poblador y Fundador de la villa de S. Luis de Cura, en la provincia de Venezuela, en obsequio de su Magestad, y los de su padre y demas ascendientes por ambas lineas (3 juillet 1723). Madrid, *Archivo histórico nacional,* leg. 848.

grâce aux efforts du successeur de Villacinda, le licencié Pablo Collado (1559) [1].

Cependant *Fajardo*, né à Margarita d'un Espagnol et d'une Indienne, avait entrepris plusieurs expéditions dans le pays compris entre Pirítú et Valencia. En 1557, il avait essayé de fonder un établissement, la ville de Rosario, dans le site appelé Panecillo, mais l'hostilité des Indiens l'avait forcé à l'abandonner presque aussitôt. Il revint en 1559, sous le gouvernement de Pablo Collado, amenant de Margarita 150 hommes. Collado lui adjoignit 30 soldats pour l'aider dans ses projets, et Fajardo, après avoir parcouru les terres qui s'étendent depuis la lagune de Tacarigua jusqu'à la vallée de San Francisco, en concluant amitié avec les tribus qu'il rencontrait, fonda dans le port de Caraballeda une ville qu'il appela *Collado*. Ayant appris que le pays des Teques renfermait de précieuses mines d'or, il envoya pour les exploiter Pedro Miranda ; mais le cacique des Teques, Guaicaipuro, voyant d'un mauvais œil ces agissements, se souleva contre les étrangers, et Fajardo expédia contre lui Juan Rodriguez avec 35 hommes, tandis que lui-même prenait le chemin de Margarita pour porter secours aux insulaires contre Lope de Aguirre. Rodriguez vainquit d'abord Guaicaipuro, mais ce succès lui coûta cher, car le cacique, profitant de ce que l'Espagnol, confiant dans son triomphe, s'était avancé dans le pays des Mariches, tua ses fils et tous les ouvriers qui étaient restés dans les mines. Rodriguez n'était pas encore revenu de sa surprise et de la douleur que lui causa ce malheureux événement, quand un autre cacique, Paramaconi, descendit à la vallée de San Francisco où se trouvait le bétail des colons. Il mit à mort les bergers, dispersa les troupeaux et réduisit en cendres les huttes que l'on avait construites. C'est alors que Rodriguez, pour se fortifier contre les attaques des Indiens, fonda, non loin de Collado, dans la vallée de San Francisco, la ville du même nom, qui devait être le berceau de Caracas [2].

II. — L'œuvre de colonisation espagnole n'eut pas seulement à soumettre et à gagner les indigènes ; elle fut menacée aussi par les aventuriers et les corsaires européens qui, à maintes reprises, ruinèrent les premiers

1. Oviedo y Baños, *op. cit.*. l. III, ch. IX et X. Baralt y Diaz, *Resumen de la historia de Venezuela*, ch. X.

2. Oviedo y Baños, l. III, ch. XIII et XIV. Baralt y Diaz, fin du chap. X.

établissements. Un des plus célèbres parmi ces aventuriers est celui que l'histoire désigne sous le nom de *Tyran Aguirre*.

Le vice-roi du Pérou, marquis de Cañete, désireux d'entrer dans le royaume légendaire des Omaguas, entre l'Amazone et l'Orénoque, que l'on considérait comme le véritable El Dorado, avait confié une expédition à Pedro de Ursua qui, le 9 juillet 1560, avec une petite escadre montée par 400 hommes de pied et 60 chevaux, mettait à la voile dans le rio de los Motilones.

L'équipage était composé en grande partie d'aventuriers sans scrupules, restes des conquêtes de Pizarre, mécontents de toutes sortes, prêts à tous les crimes, ne voyant dans l'entreprise qu'une occasion de satisfaire leur cupidité et leurs instincts perfides. A peine la flottille naviguait-elle dans les eaux de l'Amazone que les mutineries commencèrent ; la haine et la discorde grondèrent sourdement et préparèrent leur œuvre en secret « comme des serpents cachés, guettant le moment favorable pour se précipiter sur leur victime [1] ».

Parmi les révoltés se faisait remarquer un homme de petite stature, appelé Lope de Aguirre. Laid, maigre, boiteux et manchot, sa personne avait toujours été méprisée à cause de son physique disgracié. Grand hâbleur et charlatan consommé, personne n'était plus téméraire en compagnie ni plus póltron dans la solitude ; son âme toujours inquiète n'aimait que les séditions et les tumultes. Il disait à ses soldats qu'ils vécussent selon la loi qu'ils voudraient (que robasen, matasen, y fuesen judios, moros y gentiles), pourvu qu'ils lui restassent soumis. Il ajoutait qu'il n'y avait pas d'enfer et que tout le monde irait au ciel. D'ailleurs peu lui importait que son âme brûlât toute l'éternité, « pourvu que le nom d'Aguirre s'élevât jusqu'au neuvième ciel [2] ».

L'expédition d'Ursua avait parcouru à peine 300 lieues, qu'arrivés dans une bourgade appelée Machifaro, Aguirre et ses partisans mettent à mort sans autre forme de procès le commandant Ursua et son lieutenant Vargas. Aguirre fait élire à la place d'Ursua Fernando de Guzman, et lui-même devient son maître de camp. A partir de ce moment, il est le véritable chef de l'escadre, et de nouvelles exécutions ne vont pas tarder à se

1. A. Rojas, *Estudios históricos*. Caracas, 1891, p. 160.

2. *Relation d'un soldat d'Aguirre nommé Zuñiga*. (Docum. inéd. Collection Torres de Mendoza, t. IV, p. 215.)

succéder. Il est probable que les projets du tyran ne rencontraient pas que des partisans, et quelques-uns voulaient se débarrasser de lui. Mais terribles furent ses représailles. « Ils voulurent me tuer [1], et je tuai le nouveau roi (*sic*), le capitaine de sa garde, le lieutenant général et quatre capitaines, son majordome, son chapelain-clerc et une femme de la ligue qui s'était formée contre moi [2], un amiral, deux alferez et cinq autres de leurs alliés... Je nommai de nouveau des capitaines et un sergent major ; ils voulurent me tuer et je les étranglai tous. » Il est bien difficile de rapporter de semblables monstruosités avec plus de cynisme.

Après avoir parcouru 1.500 lieues en cent journées juste, l'expédition atteignit l'embouchure de l'Amazone et la mer. Aguirre fait voile vers le Nord et la tempête le pousse sur les côtes de Margarita. La population est mise à sac ; les habitants s'enfuient ; on brûle leurs maisons, et le tyran, aussi cruel envers les siens qu'envers les colons, fait mettre à mort ceux de ses soldats qui hésitent à piller.

Cependant la nouvelle des cruautés d'Aguirre s'était répandue au Vénézuéla où des déserteurs de sa bande avaient cherché un refuge [3]. Francisco Fajardo qui venait de fonder Collado se hâte avec une petite escadre vers les côtes de Margarita, mais le tyran averti était déjà parti et, à la fin d'août 1561, il débarquait au port de Burburata avec 150 hommes, reste des 400 qui étaient partis sous les ordres d'Ursua. Une coalition se forme, composée de toutes les villes du Vénézuéla, et Diego Garcia de Paredes, le fondateur de Trujillo, est mis à la tête de l'expédition envoyée pour combattre Aguirre. Celui-ci avait donné à sa troupe l'ordre de marcher dans la direction du lac de Tacarigua. Pour la première fois, le sort sembla se déclarer contre les envahisseurs ; ce ne fut qu'au prix de mille peines qu'ils purent avancer dans des chemins où les habitants de la contrée avaient planté des épines aiguës pour arrêter la horde dévastatrice, et les sept lieues qui séparent Burburata de Valencia « furent véritablement, dit M. A. Rojas, le calvaire d'Aguirre [4] ». A un moment donné, le chef lui-même, à bout de forces, perdit connaissance et ses soldats durent le charger sur leurs

1. Lettre du tyran Aguirre au roi d'Espagne. (Madrid, Bibl. nat. mscr. J. 136.)

2. Les relations appellent cette femme Inès. Zuñiga laisse entendre que c'était pour obtenir ses faveurs et par jalousie, qu'Aguirre aurait tué Ursua. Inès loin de céder au tyran s'était mise à la tête du complot ourdi contre lui. (Relat. précitée de Zuñiga.)

3. Parmi eux ce Zuñiga à qui nous devons la relation de ces événements.

4. A. Rojas, *Est. hist.*, p. 168.

épaules. C'est dans cet état qu'il fit son entrée à Valencia, et l'instant eût été propice pour livrer au tyran un assaut décisif. Mais il put sans difficulté prendre possession de la ville, et durant quinze jours il la mit à feu et à sang. Apprenant alors que Paredes s'avançait contre lui, il prit la direction de l'Ouest et, le 22 octobre 1561, il arrivait à Nueva Segovia de Barquisimeto. Malgré tous ses efforts, le Pobladór Juan de Guevara n'avait pu s'opposer à la fuite des habitants, et ce n'est qu'à grand'peine qu'il avait réuni une troupe de 40 hommes armés. Il sortit avec eux à la rencontre d'Aguirre, mais dut lui céder la place. Le tyran s'établit en maître dans la ville ; ce ne devait pas être pour longtemps, et l'heure approchait où il allait être puni de ses crimes.

Guevara, dont les armes étaient impuissantes, eut recours à la ruse : il fit promettre le pardon et de grandes récompenses aux soldats d'Aguirre qui viendraient le rejoindre, et le tyran se vit abandonné de ses derniers partisans. Pendant ce temps, la troupe de secours de Paredes arrivait ; Guevara fit sa jonction avec lui, et Paredes entrait à Barquisimeto cinq jours après Aguirre. L'heure de l'expiation avait sonné pour le traître, et il devait avoir la suprême humiliation de recevoir le coup fatal de la main même d'un de ses soldats. Un autre coupa la tête du cadavre et la présenta aux troupes de Paredes. Les restes du tyran furent conduits dans les villes du Vénézuéla et semés sur les chemins publics [1].

Ainsi disparut cette légendaire figure de l'époque de la conquête. Plus de trois siècles ont passé, et le souvenir de ses crimes n'est pas encore éteint. Durant les nuits obscures, quand on voit apparaître dans les plaines de Barquisimeto et dans les lieux voisins de la côte de Burburata la lumière phosphorescente des feux follets qui s'agitent au caprice du vent, les paysans racontent à leurs enfants que ces lumières sont l'âme errante du tyran Aguirre qui, en aucun lieu sous terre, ne peut trouver de repos [2].

III. — A l'invasion de Lope de Aguirre se rattache la mort de Juan Rodríguez, que nous avons laissé à San Francisco. Quand il apprit qu'Aguirre avait débarqué à Burburata, il se mit en marche vers Valencia avec six hommes seulement ; mais dans la montagne de Lagunetas, il fut surpris par une troupe nombreuse d'Indiens commandés par Terepaima et Guai-

1. Pour plus de détails sur le tyran Aguirre v. nos *Origines vénézuéliennes*, liv. III, ch. II et les ouvrages cités.

2. *Gran recopilación de J. P. Rojas*, I, p. 59.

caipuro, et malgré une défense héroïque, il dut succomber ainsi que ses compagnons. Cette catastrophe ne fut que le commencement des malheurs qui allaient s'abattre sur les Espagnols pendant cette période toute pleine d'atrocités et d'horreurs qu'on nomme la conquête des Caracas et des Teques [1].

Fajardo, de retour de Margarita, trouva Collado et San Francisco menacées d'une ruine prochaine ; il demanda des secours au gouverneur de Coro, et, sur l'ordre de ce dernier, Luis Narvaez sortit de Barquisimeto, en janvier 1562, avec 100 hommes de ceux qui avaient appartenu à Aguirre. Non loin du lieu où était mort Rodriguez, les Espagnols furent assaillis par le cacique Guaracarima, et tous périrent, sauf trois qui purent s'enfuir. L'Audiencia de Saint-Domingue rendit le gouverneur Collado responsable de ces désastres, et envoya le licencié Bernaldez pour lui faire un procès de *residencia;* Collado fut reconnu coupable, destitué de ses fonctions et envoyé comme prisonnier en Espagne. Fajardo perdit en lui un ami et un aide précieux ; pour conserver l'établissement de Collado, il abandonna San Francisco, mais se voyant trahi par les quelques Indiens qui lui étaient restés fidèles, surtout par le cacique Guaimacuare, il quitta Collado, et envoyant une partie de ses gens à Burburata, il gagna avec les autres l'île de Margarita. En 1564, il revint à la Terre-Ferme, mais c'était pour y périr misérablement. Alonso Cobos, justicia mayor de Cumana, avec qui il avait eu quelques difficultés, l'attira à Cumana sous prétexte de réconciliation. Mais à peine Fajardo était-il arrivé qu'il fut jeté en prison, condamné à mort par Cobos, et on dit que ce dernier ajusta même de sa propre main la corde qui devait étrangler son ennemi. Les Margaritains indignés tirèrent une vengeance terrible de la mort de leur compatriote. Une troupe d'insulaires passa sur le continent, entra de nuit à Cumana et s'empara de Cobos, qui fut garrotté et emmené à Margarita. Là il fut à son tour étranglé ; son corps fut traîné par les rues, puis coupé en morceaux.

Cependant le successeur de Collado, *D. Alonso Manzanedo*, était mort à Coro en 1564. Le licencié Bernaldez, chargé par intérim du gouvernement,

1. C'est la période héroïque chantée par la poésie épique vénézuélienne. Un poète de talent, Francisco G. Pardo (1830-1882) s'était proposé de raconter les péripéties les plus dramatiques de ces luttes. Chacun des chants de son poème, intitulé *Indianas*, devait porter le nom d'un cacique célèbre. Le premier chant seul a été publié, *Paramaconi*, dans lequel Pardo raconte la touchante légende du Calvaire de Caracas.
V. aussi Oviedo y Baños, l. IV, V et VI et Baralt y Diaz, ch. II et XIII.

voulut lui-même entreprendre la conquête, et n'étant pas homme de guerre, il se fit accompagner de Gutierrez de la Peña, qui, pour la circonstance, fut gratifié du titre de *Mariscal*. Un avocat et un militaire n'étaient pas faits pour mener à bien une expédition ; ils eurent du moins le bon esprit de s'en rendre compte, et, quand ils arrivèrent dans la vallée du Tuy, intimidés par le nombre d'Indiens qu'ils virent couronnant les hauteurs, ils se retirèrent et reprirent le chemin de Coro.

Sur ces entrefaites, le successeur officiel de Manzanedo arriva ; c'était un homme prudent et habile, *Pedro Ponce de Leon*, et il confia le soin de soumettre les Caracas à un conquistador dont la bravoure était déjà réputée, *Diego de Losada*. Celui-ci partit au commencement de 1567, emmenant avec lui 150 soldats et 800 colons. Le fameux chef des Teques, Guaicaipuro, qui essaya de s'opposer à son passage, fut pour la première fois obligé de reculer (25 mars 1567), et Losada continua sa marche jusqu'à la vallée de Caracas. Dans le lieu même où avait été San Francisco, il fonda une nouvelle ville qu'il appela *Santiago de Leon de Caracas* (1567). Grâce à la vigilance de Losada, une immense conjuration d'Indiens soudoyés par Guaicaipuro fut déjouée ; la plupart des habitants de Burburata, trouvant ce pays malsain, vinrent chercher à Santiago un climat bienfaisant, et la future cité progressa rapidement. Comprenant alors la nécessité de créer un port voisin, Losada fonda dans l'emplacement qu'avait occupé Collado, un établissement auquel il donna le nom de *Nuestra Señora de Caravalleda*.

Le pays semblait pacifié, et Losada voulut procéder à des *repartimientos*. Mais aussitôt que l'on commença à mesurer les terres et à compter les Indiens de chaque tribu, les indigènes s'enfuirent dans la montagne, et des soulèvements en masse eurent lieu dans toute la contrée. Guaicaipuro était l'âme de la révolte ; un ordre de capture fut lancé contre lui, et Sancho Villar prit le commandement de la troupe envoyée pour le prendre. Guaicaipuro avait autour de lui 22 archers, et avec eux il commença la plus héroïque défense. Un téméraire osait-il approcher du seuil de la hutte qui servait de refuge au cacique, sa tête tombait immédiatement. Les Espagnols eurent alors l'idée de mettre le feu à la cabane, et le valeureux cacique aima mieux succomber en luttant contre ses ennemis que de mourir dans les flammes. Il s'élança dehors, et, percé de nombreuses blessures, il tomba expirant à côté de ses 22 compagnons qui déjà n'étaient plus eux-mêmes

que des cadavres. Plusieurs autres caciques furent faits prisonniers et périrent dans d'affreux supplices (1569).

Peu de temps après, Losada était déposé à la suite de plaintes portées contre lui à Ponce de Leon ; mécontent et offensé, il se retira à Tocuyo, où il termina ses jours dans le même temps que le gouverneur mourait lui-même à Barquisimeto.

La soumission des Caracas et des Teques devait encore durer près de dix ans, et cette période est remplie tout entière par les exploits de Garci-Gonzalez. Une première fois, il vainquit le cacique des Caracas, Paramaconi, qui avait hérité de l'influence qu'exerçait sur les Indiens le fameux Guaicaipuro. Appelé de nouveau par le successeur de Ponce de Leon, *Diego de Mazariego*, il prit, avec l'aide de Pèdro Alonzo, le chef des Mariches, le cacique Tamanaco, et acheva la conquête des Teques.

L'administration de Mazariego fut marquée par la fondation de deux nouvelles villes. Alonso Pacheco, envoyé pour coloniser les terres qu'avait visitées l'Allemand Alfinger, créa, le 20 janvier 1571, au bord du lac de Maracaïbo, un établissement qu'il appela *Nueva Zamora*, en souvenir de sa patrie. C'est aujourd'hui Maracaïbo. Il voulut ensuite soumettre toute la contrée voisine, et pendant deux ans parcourut les bords de la lagune de Maracaïbo. Mais il devait lui aussi succomber sous les coups des indigènes, et une lettre du gouverneur, en 1573, annonçait à S. M. que Pacheco, dans une marche contre les Indiens, avait été tué avec les 40 hommes qui l'accompagnaient [1]. En juin 1572, Juan de Salamanca avait fondé, entre Barquisimeto et le lac de Maracaïbo, la ville de *San Juan Bautista del Portillo de Carora*.

D. Juan de Pimentel, nommé pour succéder à Mazariego, arrivait à Coro dans le courant de 1576. Dès le début de son gouvernement, il s'occupa du transfèrement de la capitale à Caracas, et en 1578 Santiago de Leon de Caracas devint la résidence officielle du gouverneur du Vénézuéla.

1. *Arch. gen. de Indias* (Séville). Est. 54, caj. 4, leg. 15 (Cartas y expedientes de los gobernadores de Venezuela).

CHAPITRE IV

VÉNÉZUÉLA ORIENTAL

Le Vénézuéla oriental. — Les missionnaires sur les côtes de Cumana. — Expéditions de Gonzalo de Ocampo et de Jacomé Castellon. — Nueva Cordoba, berceau de Cumana. — Urpin et la fondation de Barcelona. — Ordaz et Hortal en Guyane. — Antonio de Berrio et la fondation de Santo-Tomé de Guayana.

Portons maintenant nos regards vers la partie orientale du Vénézuéla, celle qui reçut d'abord le nom de Nueva Andalucia. Les premiers Européens qui s'établirent dans cette contrée furent des missionnaires chrétiens. On sait quelle influence exerça sur la fondation des colonies espagnoles en Amérique le sentiment religieux. Aussitôt que les conquistadores eurent foulé le sol du nouveau monde, l'ambition et la cupidité ne tardèrent pas, il est vrai, à germer dans leur cœur ; mais l'idée première qui présida à la conquête, le désir d'Isabelle la Catholique, celui de Colón lui-même, c'était de gagner des âmes pour le ciel, de répandre la foi chrétienne parmi des nations inconnues et sauvages. Malheureusement l'œuvre des religieux fut entravée dès le début par celle des conquistadores, et la cruauté de ces derniers rendit trop souvent stérile le zèle apostolique des missionnaires.

En l'année 1513, des dominicains conduits par les Pères Francisco de Cordoba et Juan Garcés abordèrent à l'ouest de la côte de Cumana, en un lieu appelé Manjar, voisin de Pirітú. « Les Indiens, dit Herrera, les reçurent avec de grandes démonstrations d'amitié, et grâce à la mansuétude des religieux, des relations cordiales s'établirent entre eux et les indigènes [1]. » Les naturels consentirent à recevoir des moines les premières leçons de l'alphabet et tout faisait augurer pour l'avenir une paix durable, lorsqu'un incident malheureux vint tout bouleverser.

1. Herrera, *Decad.* II, lib. II.

Quelques mois s'étaient à peine écoulés que l'on vit arriver sur la côte une embarcation chargée d'Espagnols qui venaient à la pêche des perles. Les Indiens qui, dans ces circonstances, prenaient toujours la fuite, restèrent dans leurs habitations, comptant sur la protection des religieux. Le capitaine du navire invita à dîner à son bord le cacique du pays, et, quand celui-ci avec sa femme et 17 autres membres de sa famille eurent mis le pied sur le vaisseau, le capitaine prit le large et gagna la Española, emmenant les Indiens comme esclaves. Alors les indigènes, ne doutant pas que les missionnaires n'eussent été les complices des pirates, assaillirent le couvent et mirent à mort les religieux, martyrisant plus particulièrement Juan Garcés. Ils l'attachèrent à un arbre, lui portèrent toutes sortes d'outrages et prolongèrent longtemps son martyre avant de lui ôter complètement la vie.

Malgré le peu de succès de cette première tentative, de nouveaux religieux, franciscains et dominicains, vinrent à la terre-ferme en 1518. Les franciscains s'établirent dans le bâtiment même qu'avaient élevé les pères Garcés et Cordoba et que n'avaient pas détruit les Indiens ; les dominicains fondèrent leur couvent à cinq lieues plus à l'Ouest, dans le pays de Chichiribichi, et l'appelèrent *Santa Fé*, parce qu'il se trouvait bâti au bord du golfe du même nom.

Dès leur arrivée aux côtes orientales du Vénézuéla, nous disent les chroniqueurs, « les nouveaux missionnaires eurent la preuve de la bonté naturelle des indigènes qui, oubliant leur rancune passée, reçurent avec la plus franche hospitalité ces apôtres de l'évangile [1] ».

De véritables petites colonies agricoles s'étaient fondées autour des monastères ; les Indiens avaient appris à défricher le sol, à faire croître des légumes et les plantes d'Europe, et cette vie patriarcale durait depuis deux ans, quand, un beau jour de 1520, un aventurier espagnol, Ojeda [2], vint demander l'hospitalité aux dominicains. Ceux-ci payèrent cher leur générosité. Le lendemain, Ojeda s'enfonce dans le pays des *Tageres*, sous prétexte de se procurer du maïs ; il loue 30 Indiens pour apporter à sa caravelle des charges de cette denrée ; les indigènes montent sur le navire, et Ojeda lève l'ancre à l'instant.

1. Herrera, *Dec.* II, IX, 8 et 9. Oviedo y Valdez, *Hist. de las Indias*, l. XIX.
2. On ne sait si c'était le fils ou le neveu du célèbre Alonso de Ojeda.

Comme en 1513, de terribles représailles furent exercées contre les religieux. « Le dimanche 3 septembre, comme les dominicains célébraient la messe, les Indiens Tageres, conduits par leur cacique, entrèrent dans le monastère, sous prétexte qu'ils allaient à l'office, et tuèrent deux religieux qui se trouvaient là, ainsi que neuf personnes qui étaient dans le monastère... Ils saccagèrent et brûlèrent le couvent, tuèrent jusqu'à un cheval, un chien et un mouton qui s'y trouvaient. Il ne s'échappa qu'un Indien de Cubagua, employé au service des Pères, qui se hâta de porter la nouvelle à Antonio Flores, alcalde mayor de cette île [1]. » Et les Auditeurs de Saint-Domingue, en rapportant ces faits au roi, le 14 décembre suivant, demandaient le châtiment des Indiens.

C'est alors que fut décidée la première expédition armée contre les côtes de Cumana (1521). Le commandement en fut confié à *Gonzalo de Ocampo*. On lui recommandait [2] de n'agir qu'avec prudence, ne punissant que les Indiens qui avaient réellement pris part au meurtre des dominicains. Mais Ocampo, tenant peu de compte de ces instructions, se livra sur les indigènes aux plus horribles cruautés, passant les uns au fil de l'épée, pendant ou empalant les autres, et expédiant à la Espanola ses caravelles remplies d'esclaves [3]. En même temps, pour réparer les ruines qu'il avait causées, il jetait les fondements de la ville de *Nueva Toledo*, à une demi-lieue du rio de Cumana. Mais cet établissement ne devait pas durer, car à peine Ocampo était-il parti que les Indiens détruisirent les fondements de la nouvelle ville. Les franciscains de Piritú, qui jusque-là avaient été épargnés, payèrent à leur tour pour les abus commis par Ocampo. Les indigènes fondirent sur leur maison qu'ils incendièrent ; le père Denis fut blessé mortellement ; les autres parvinrent à gagner la côte et purent s'enfuir dans une embarcation qu'heureusement ils trouvèrent ancrée dans la baie de Santa Fé.

Une seconde expédition armée fut décidée, et le commandement en fut donné à *Jacomé Castellon*, qui partit de la Española à la fin de 1521 avec cinq caravelles et trois cents hommes bien armés. Castellon était

1. A sus Majestades los oidores é oficiales reales de santo Domingo, á 14 de noviembre de 1520. *Arch. gen. de Indias*, Séville, Est. 154, caj. 4, leg. 15.

2. Provisión real emanada del Almirante, de la Audiencia é oficiales de Santo Domingo de la Isla Española, á 20 de énero de 1521, dando instrucciones al capitan Gonzalo de Ocampo para la guerra de los Indios. *Arch. gen. de Indias*, Est. 2, caj. 2, leg. 1-14.

3. Herrera, *Dec.* II, IX, 9 et 10.

habile capitaine, et en même temps homme de prudence et de conseil. Après avoir pacifié le pays, il éleva sur le bord de la mer une forteresse destinée bien moins à menacer les Indiens qu'à les protéger contre les incursions des aventuriers européens et des marchands d'esclaves [1] ; et, dans le voisinage de la Nueva Toledo, à l'ouest du cerro Colorado, il éleva la *Nueva Cordoba* qui fut le fondement de la ville actuelle de Cumana.

Cette expédition de Castellon ne fut donc pas aussi infructueuse que l'avait été celle d'Ocampo. Elle fut au contraire féconde en résultats durables ; elle ramena d'une façon définitive la paix dans cette partie de la terre-ferme et laissa debout une ville où bientôt « les indigènes rassurés vinrent se joindre aux Espagnols, et, par la culture de la terre, contribuer à la prospérité du pays [2] ».

Peu de temps après, la Nueva Cordoba changea son nom en celui de *Santa Inez de Cumana* et forma bientôt un gouvernement indépendant à la tête duquel fut placé, en 1585, D. Francisco Vidés.

Outre la culture du sol, qui produisait le maïs, la cassave et le tabac, il existait pour les colons de Cumana une autre source de revenus que, dès les origines, ils essayèrent de mettre à profit. Au sud-est de la pointe qui forme l'extrémité occidentale de la péninsule d'Araya, se trouvaient d'importants marais de sel que Niño et Guerra avaient découverts dans leur expédition de 1500. Mais c'est Diego Fernandez de Serpa qui, en 1570, remarqua l'importance des dites salines. En huit jours, il put avec l'aide de 12 soldats et de 300 Indiens remplir trois navires de plus de 4.000 fanegas de sel, et, émerveillé, il prit possession des salines au nom de la ville de Nueva Cordoba [3].

Cependant l'exploitation des gisements fut longtemps gênée par les incursions des tribus voisines. Garci Gonzalez en 1579 et Cobos en 1585 n'avaient pu les soumettre [4].

En 1634, Urpin, chargé de la conquête des Cumanagotos [5], avait fondé la

1. Cette forteresse fut détruite par le tremblement de terre de 1530 qui anéantit aussi Nueva Cádiz, ville fondée dès les premières années du XVIe siècle dans l'île de Cubagua.

2. A. Rojas, *Estud. hist.*, p. 86-87.

3. *Relación de la gran Salina de Araya* (Bibl. nat. de Madrid, mss. H. 49, f. 90).

4. Oviedo y Baños, l. VI, ch. II à VI. — Baralt y Diaz, ch. XIII.

5. Urpin a laissé lui-même une relation de son œuvre : Exposición que hace al monarca español Don Juan de Orpín, conquistador de los Indios cumanagotos y fundador de Nueva Barcelona. — Bibl. nat. de Madrid, mss. J, 31.

ville de Santa Maria de Manapire, vers l'embouchure du rio Tuy. Puis il était revenu à Caracas chercher des renforts, et, en 1636, il partait de nouveau en campagne, suivi d'Indiens et de nègres libres pour le transport des bagages, et de quatre pièces d'artillerie. Après un rude combat, on entra dans la bourgade indienne de Cumanagoto, « où les Indiens consentirent à devenir les vassaux de S. M. » et apportèrent à Urpin des poulets et des provisions de toutes sortes. A une lieue de Cumanagoto, il fondait, en 1637, au pied du cerro Santo, une cité à laquelle il donnait le nom de *Nueva Barcelona* [1], et dix-sept lieues plus loin une autre ville qu'il appela *Nueva Tarragona*.

La pacification et la conversion des indigènes firent, dit Urpin, de rapides progrès. L'évêque de Puerto-Rico, cédant aux instances du gouverneur, vint, malgré son grand âge, après une traversée périlleuse de trois cents lieues, visiter les nouvelles populations ; « il exposa, après une procession solennelle, le Saint-Sacrement dans l'église paroissiale de Nueva Barcelona ; puis il baptisa et confirma plus de 2.000 Indiens, tant de Barcelona que de Tarragona ou des lieux voisins [2] ».

L'expédition de *Vicente Yanez Pinzon*, en 1500, avait fait connaître les côtes de l'Atlantique, de l'Orénoque à l'Amazone. Les Espagnols ne tardèrent pas à essayer de pénétrer dans l'immense région de la Guyane et de 1530 à 1590 une trentaine d'expéditions eurent lieu, dont quelques-unes très importantes, puisque les relations mentionnent 200, 400, 600, parfois 1.000 hommes, mais toutes sans résultat appréciable ; et ce n'est qu'à la fin du XVIe siècle que l'on put fonder sur l'Orénoque un établissement durable [3].

En 1530, Pedro de Acosta, avec 300 hommes, s'était établi en un lieu appelé Parema, à l'embouchure de l'Orénoque ; mais le poste à peine fondé était détruit par les Caraïbes. En 1531, un certain Conejo remonta le fleuve à quelque distance. Mais la première expédition digne de ce nom est celle de Diego de Ordaz [4]. Cet aventurier, qui déjà s'était rendu célèbre lors de

1. En 1671, sous le gouvernement de D. Sancho Fernandez de Angulo, Barcelona fut transférée sur la rive gauche du Neveri, au site qu'elle occupe aujourd'hui.

2. Relation d'Urpin précitée.

3. V. Hakluyt (R.), *Principal Navigations*. Edinburgh, 1890. V. XV, p. 93-96. — Rodway et Walt, *Annals of Guiana*, 1888, v. I, p. 12. — Raleigh (W.), *Discovery of Guiana*, édité par Schomburgk, Londres, 1848, p. 16 et sqq.

4. Sur Ordaz, v. Las Casas, *Hist. de las Indias*, t. III, p. 119-122. — Herrera, *Dec.* II, 4, 6, et III, 1-5. — Caulin (Fr. Antonio), *Historia de Nueva Andalucia*. Madrid, 1779, l. II, ch. v et vi.

la conquête de Mexico, avait obtenu de Charles-Quint le gouvernement des contrées de la terre-ferme qu'il soumettrait sur un espace de 200 lieues. Il réunit jusqu'à 1.000 hommes, dont 400 étaient des vétérans éprouvés, et partit de San Lucar en 1531. Il relâcha aux Canaries et de là fit voile pour la Bouche du Dragon. Longeant alors la côte jusqu'à l'Amazone, il voulut entrer dans ce fleuve, mais une tempête l'obligea à rebrousser chemin et il revint à la côte de Paria. Là se trouvait un petit fort élevé par Antonio Sedeño, gouverneur de Trinidad. Ordaz, jugeant qu'il était situé sur le territoire de son gouvernement, en prit possession, y établit une petite garnison et s'enfonça dans l'Orénoque, qu'il remonta jusqu'à l'embouchure du Meta, sur une distance de près de 200 lieues. Il ne put aller plus loin à cause des obstacles que présentait le fleuve à la navigation. De plus, les flèches empoisonnées des Indiens éclaircissaient chaque jour davantage le nombre de ses hommes ; les soldats commençaient à murmurer, et, pour prévenir une révolte, Ordaz redescendit l'Orénoque. A peine arrivait-il à la côte de Paria qu'il se voyait emprisonné avec son lieutenant Gonzalez de Avila, sur l'ordre de Sedeño. Conduit à Saint-Domingue, l'Audience le remit en liberté. Il préparait son retour en Espagne lorsqu'il mourut, empoisonné, dit-on.

Le successeur d'Ordaz fut Gerónimo de Hortal, qui l'avait accompagné comme trésorier [1]. Une expédition, dont il confia le commandement à Herrera, remonta l'Orénoque en 1537, et, dépassant le lieu où s'était arrêté Ordaz, s'engagea dans le Meta. Malgré les rudes fatigues du voyage, Herrera poussait toujours plus avant, espérant atteindre la terre enchantée de l'El Dorado, lorsqu'il mourut, frappé d'une flèche empoisonnée. Alors l'expédition revint en arrière, sous la conduite de Alvaro de Ordaz. Hortal, qui avait promis d'attendre ses gens au fort de Paria, était parti pour la Trinidad, impatient d'organiser une autre expédition et de partir lui-même à la suite de son lieutenant. Ordaz et ses hommes souffrirent les maux les plus cruels ; n'ayant rien pour se nourrir, ils mangeaient des herbes, des coquillages et même du cuir, déjà pourri, d'animaux marins ; à la fin ils se livrèrent au commerce des esclaves.

Hortal, accompagné de Sedeño, suivit le même chemin qu'Herrera,

1. Sur Hortal, v. Caulin, *op. cit.*, l. II, c. VII, Herrera, *Dec.* V, V, 6 et VII, III, 15.

sans plus de résultats. Découragé, il quitta le continent et se rendit dans l'île de Cubagua où il se fit marchand d'esclaves.

La première expédition en Guyane qui eut un résultat appréciable fut celle d'Antonio de Berrio. Ce personnage était le gendre et l'unique héritier du conquérant des Muyscas, Gonzalo Jiménez de Quesada, qui, lui-même, avait dépensé 50.000 pesos en des expéditions dans l'intérieur de la Guyane. Désireux de continuer l'œuvre de son beau-père, Berrio partit en 1591 de la Nouvelle-Grenade avec 700 cavaliers, 1.000 têtes de bétail et une troupe d'Indiens esclaves. Passant par le Casanare et le Meta, il entra dans l'Orénoque, et ce fut lui, probablement, qui jeta les bases de la première ville de *Santo-Tomé-de-Guyana* (1592), vers l'embouchure du Caroni.

En 1618, Santo-Tomé était incendiée par le fameux corsaire anglais Walter Raleigh ; ce fut Berrio qui la releva de ses ruines l'année suivante [1]. La Guyane avait dès lors sa métropole, et le gouvernement de cette province, comme celui de Barcelona, fut rattaché au gouvernement de Cumana.

1. Keymis, *Relation of Guiana*, p. 9. — Fr. Pedro Simon, *Noticias*, p. 600.

LIVRE III

LA PÉRIODE COLONIALE

CHAPITRE PREMIER

LA NOUVELLE GRENADE

Organisation administrative des colonies. — Histoire politique de la nouvelle Grenade. — L'Audience. — La Présidence. — La vice-royauté. — Evolution sociale. — La révolte des Comuneros. — Evolution intellectuelle. — L'expédition botanique. — Les cercles. — La presse.

Dès les premières années de la conquête, les Espagnols modelèrent l'administration de l'Amérique sur celle de la péninsule. Le gouverneur représente directement l'autorité du roi ; l'*Ayuntamiento* est l'organe de l'autonomie municipale ; les *Audiencias*, créées seulement dans quelques centres choisis, sont les tribunaux suprêmes de justice, et on ne peut appeler de leur sentence que devant le conseil des Indes; le *Juge de résidence* est le délégué des Audiences ; enfin le *tribunal d'inquisition* veille à l'intégrité de la foi catholique.

Les gouverneurs et leurs lieutenants, en fondant une ville ou un *pueblo*, lui nomment des *regidores*, et ceux-ci élisent tous les ans les *alcaldes* ordinaires.

Les affaires relatives au gouvernement politique étaient du ressort des vice-rois, présidents, capitaines généraux et gouverneurs. Les uns et les autres dépendaient du *Conseil des Indes*, créé en 1542, qui résidait à la cour d'Espagne et étendait sa juridiction suprême sur toutes les Indes Occidentales.

Au sortir de leur charge, les gouverneurs et autres hauts fonctionnaires étaient soumis à un *jugement de résidence*, à moins qu'ils n'en fussent spé-

cialement dispensés par le roi. Le jugement durait 60 jours ; on pouvait appeler de sa sentence au Conseil des Indes, et dans quelques cas spéciaux à l'audience.

La Nouvelle-Grenade dépendit d'abord de la vice-royauté du Pérou, créée en 1544. Elle entra réellement dans la vie administrative coloniale le 7 avril 1550, jour où fut établie l'*Audiencia real* de Santa-Fé, et où le sceau royal fut reçu solennellement dans cette ville. Cartagène dépendit jusqu'en 1556 de l'Audience de Saint-Domingue ; mais à partir de ce moment elle fut rattachée à celle de Santa-Fé, et l'unité administrative de la Nouvelle-Grenade fut un fait accompli.

Ce furent les *Auditeurs* de l'Audience qui, jusqu'en 1564, gouvernèrent la Nouvelle-Grenade. Les premiers auditeurs, *Gongora* et *Galarza*, étaient des jeunes gens instruits, de haute probité, et leur administration fut, selon Acosta, « l'âge d'or de la justice espagnole à Santa-Fé [1] ». Mais bientôt le gouvernement des auditeurs dégénéra en rivalités qui ne tardèrent pas à compromettre la paix de la colonie. Moins de trois ans après la fondation de la Real Audiencia, éclatait à Popayan une insurrection dirigée par *Alvaro de Oyón*, dont le but ne tendait rien moins qu'à s'emparer des colonies au nom de la liberté, et de répudier l'autorité du monarque espagnol. L'Auditeur *Montaño* se mit à la tête de la résistance. Oyon fut pris et la répression fut terrible ; avec trois de ses compagnons les plus compromis il fut écartelé ; 14 furent pendus ; d'autres eurent les pieds et les mains coupés ; les moins compromis furent bannis ou flagellés [2] (octobre 1553).

Le gouvernement de Montano fut une vraie terreur. « Gouverneur sans entrailles, il sema l'effroi parmi ses administrés, disposant à son gré des vies et des biens [3]. » Pendant ce temps les discordes au sein de l'Audience ne faisaient que s'accroître. Les disputes entre Montaño et Briceno devaient aboutir à des jugements de résidence qui les envoyèrent tous deux en Espagne : Montaño subit la peine capitale à Valladolid (1561) ; Briceno fut promu au gouvernement de Guatemala.

D'autres auditeurs arrivèrent avec de bonnes intentions d'abord ; *Angulo* et *Maldonado* s'appliquèrent surtout à améliorer la condition des

1. Joaquin Acosta, *Compendio histórico de Nueva Granada.*

2. V. Henao et Arrubla, *Historia de Colombia*, 2 vol., Bogota, 1911. — V. I, p. 204. — Vergara y Velasco, *Historia de Colombia*. Bogota, 1910, p. 166.

3. Vergara, *loc. cit.*

Indiens et à diminuer leurs tributs. Mais un gouvernement *plural* ne pouvait aboutir à aucune réforme sérieuse ; Philippe II le reconnut, et, en 1564, il créait sous le nom de *Presidencia* une autorité suprême et unique qui assuma la direction de la colonie. La Nouvelle-Grenade était en même temps libérée de la tutèle du vice-roi du Pérou, et entrait comme entité distincte dans l'empire colonial espagnol.

La période du gouvernement de l'Audience ne laissait guère comme souvenirs durables que : la création de l'évêché de Santa-Fé en 1553, et le premier évêque, Fray Juan de los Barrios, construisit la cathédrale pour remplacer l'église de paille construite à la fondation de la ville [1] ; la fondation de *Pamplona* (1554) par le capitaine *Orzua* au pied de gisements aurifères nouvellement découverts, celles de la *Victoria* par Salinas en 1562 et de la *Palma* par Toledo en 1564.

La période dite de la Présidence dura cent soixante-quinze ans, pendant lesquels la colonie progressa lentement. La marche de la colonisation était rendue difficile en effet par l'éloignement de la mère patrie d'abord, puis par le peu de densité et le dispersement des populations blanches, et par le manque de voies de communications. Cependant « un labeur considérable fut réalisé [2] » durant cette période ; la vie municipale s'organisa, les premières routes furent construites, les premières industries nationales, celles de la joaillerie surtout, de la *talla* et du *dorado*, comme on les appelait, furent établies ; des constructions en pierre remplacèrent les cabanes de paille, les Indiens furent civilisés, et la nouvelle population métisse ne fit que s'accroître ; c'est elle qui allait devenir le principal noyau d'opposition contre l'ancien régime.

Le premier des présidents de la Nouvelle-Grenade, Andrés Diaz Venero de Leiva, fit son entrée à Santa-Fé le 21 février 1564. Son autorité devait s'étendre sur les provinces de Santa-Fé, Cartagène, Santa Marta, Tunja, Muzo, Popayan et Antioquia, soit sur environ 1.000 *pueblos*, avec une population d'un peu plus d'un million d'âmes. Son administration fut appelée l'*âge d'or* de la colonie parce qu'il gouverna « avec rectitude et diligence, justice, charité et amour de père, protégeant les pauvres et les

1. V. Fernando Caicedo y Florez, *Memorias para la historia de la metropolitana de Santa-Fé-de-Bogota* (1824).

2. Vergara y Velasco, p. 37.

veuves, aimant les Indiens aussi bien que les Espagnols [1] ». Il se préoccupa surtout de la race indigène, exigea que les *encomenderos* résidassent au lieu de leurs encomiendas, et leur donna des instructions pour le bon traitement des Indiens qui leur étaient confiés ; il créa des interprètes des langues indigènes, et ouvrit des écoles pour enseigner aux Indiens la lecture, l'écriture et le castillan : il défendit que les indigènes fussent employés à porter des charges sur leurs épaules, et exigea que les transports se fissent à l'aide de bêtes de somme.

Venero de Leiva gouverna dix ans, et, à la fin de 1574, il retourna en Espagne où il fut, jusqu'à sa mort, membre du conseil des Indes.

Parmi les successeurs de Leiva, il en est beaucoup qui ne firent que passer à la présidence sans laisser de trace, leur gouvernement ayant duré à peine quelques mois. Nous nous contenterons de faire une mention spéciale de : *Antonio Gonzalez* (1590-97), qui donna une grande impulsion à l'exploitation des mines d'argent de La Manta, Las Lajas et Santa-Ana, près de la ville de Mariquita, et établit l'impôt de *alcabala* sur les échanges et les transactions ; *Juan de Borja* (1605-1618), qui soumit les Pijaos ; *Juan Fernandez de Cordoba y Coalla* (1645-1654), un des meilleurs pour sa justice et des plus populaires par « son caractère affable et courtois et sa grande piété [2] ». Sa bienveillance à l'égard des Indiens était notable. Il favorisa les relations commerciales entre le haut et le bas Magdalena, et veilla au développement et au progrès de la population de Honda.

Francisco Castillo de la Concha (1675-1685), caractère sévère et inflexible, qui mania les deniers publics avec une intégrité peu connue, « ne sachant accepter ni dons ni obséquiosités, et ne se départant jamais de l'application stricte de la justice [3] ».

Son gouvernement et celui de ses successeurs furent troublés par les incursions sur les côtes de la Nouvelle-Grenade des boucaniers et des flibustiers, entre autres le célèbre Français l'Olonais, l'Anglais Morgan. C'était l'époque de la guerre de la Succession d'Espagne. Cartagène devait naturellement à sa position d'être plus exposée que toute autre ville aux attaques des flottes étrangères. Deux fois déjà menacée et secourue victo-

1. Juan de Castellanos, *Historia del Nuevo Reyno de Granada*, cité par Henao et Arrubla, p. 313.
2. Henao et Arrubla, *op. cit.*, I, p. 347.
3. *Id.*, p. 351.

rieusement, elle allait, lors de la présidence de *Gil Cabrera y Davalos*, succomber sous les coups des Français. Le 2 mai 1697, une escadre française composée de 23 navires et de 5.000 hommes, et commandée par le baron de Pointis qui avait comme auxiliaire le pirate Ducasse, s'emparait de la ville, d'où il retira un butin évalué à 5 millions de *pesos*. Les pirates qui entrèrent à la suite de Pointis achevèrent le sac de Cartagène. Parmi les objets volés on cite un magnifique tombeau en argent de la cathédrale, qui fut d'ailleurs rendu plus tard par Louis XIV, et que l'on monnaya en 1815 pour payer les soldats de l'Indépendance.

On dit que dans cette attaque le gouverneur de Cartagène, Rios, se montra *inepto* ou *traidor*. Au contraire, le commandant de la place, D. Sancho Jimeno, se couvrit de gloire. Du 8 avril au 2 mai, il reçut 4.000 balles et 500 boulets qui détruisirent presque entièrement la forteresse, mais il ne se rendit que quand presque tous ses compagnons d'armes furent hors de combat ; et sa conduite excita l'admiration du baron de Pointis à un tel point que, remettant, dit-on, sa propre épée à Jimeno, il lui dit ces mots : « Un cavalier comme vous ne peut être désarmé [1]. »

Cartagène se releva assez rapidement de cette terrible épreuve ; elle devait, quarante-quatre ans après, prendre une glorieuse revanche.

Le gouvernement de *Francisco Meneses* (1713-1715), homme au caractère dur et entier, entra en lutte ouverte d'abord avec l'Église pour des questions oiseuses « de compétences et de prééminences », puis avec l'Audience royale. Il en résulta une crise sérieuse dans le gouvernement, qui se termina par la chute du président, son emprisonnement et son renvoi en Espagne.

De 1715 à 1717 le gouvernement fut exercé par l'Audience royale d'abord, puis par l'archevêque Francisco del Rincon.

En 1718, Philippe V désira créer la vice-royauté de Nouvelle-Grenade, et D. Jorje Villalonga, chevalier de San-Juan, lieutenant général et membre du conseil suprême de guerre, vint du Pérou à Santa-Fé en qualité de vice-roi, chargé d'informer Sa Majesté de l'état du nouveau vice-royaume, et de voir s'il y avait lieu de rendre l'institution définitive. Villalonga se prononça pour le rétablissement de la Présidence comme gouvernement « *menos gravoso* [2]».

1. Cf. Deberle, *Histoire de l'Amérique du Sud*. Paris, F. Alcan, 1897.
2. Henao et Arrubla, *op. cit.*, I, p. 373.

La Nouvelle-Grenade eut donc encore quelques présidents, *Antonio Manso y Maldonado*, les deux *Gonzalez Manrique*, pendant l'administration desquels aucun fait important n'est à signaler.

La vice-royauté fut définitivement établie par cédule royale de 1739[1]. La Nouvelle-Grenade compta douze vice-rois. Le premier en date, *Sébastian Eslava*, arrivait à Cartagène le 24 avril 1740, et c'est dans cette ville qu'il fixa sa résidence. L'année suivante eut lieu le grand fait d'armes qui illustra pour toujours Cartagène et qui lui valut le surnom de *Cartagena heroica*, ce fut sa belle défense contre les Anglais en 1741. L'amiral anglais Vernon, à la tête d'une escadre de 48 navires montés par plus de 30.000 marins et soldats, après s'être emparé facilement de Portobelo, défendu par 30 hommes, vint mettre le siège devant Cartagène, défendue par le gouverneur militaire D. Blas de Leso. Il n'avait avec lui que 3.000 hommes, et Vernon était si sûr de la victoire qu'il avait déjà préparé à l'avance des médailles commémoratives de son triomphe. Le siège fut long et pénible (13 mars-15 mai) ; à diverses reprises, des combats sanglants se livrèrent autour des fortifications, et, à la fin, vaincu et humilié, Vernon dut se replier sur la Jamaïque, après avoir perdu plus de la moitié de ses forces[2].

Durant son administration, Eslava s'occupa activement des travaux publics, fit construire la cathédrale de Santa-Marta, acheva le chemin de Honda, ouvrit la route de Giron à Pedral, répara celle de Quito à Guanacas ; il pacifia le Darien, fonda plusieurs centres de population sur la côte, favorisa l'exploitation des mines, et les revenus annuels du Nouveau-Royaume passèrent de 200.000 à 280.000 pesos.

En 1749 lui succéda *José Alfonzo Pizarro*, qui protégea les missions de la Goajire, organisa la régie des eaux-de-vie, acheva la pacification des tribus chimilas de la Sierra Nevada, et fixa la résidence du vice-roi à Santa-Fé.

Ferdinand VI nomma en 1753 pour lui succéder le noble *D. José Solis Folch de Cordona*. Il continua l'œuvre civilisatrice de ses prédécesseurs, ouvrit au trafic les routes du Carare, de Quindio et d'Antioquia, organisa la *Casa de moneda* de Santa-Fé et envoya des missions de Jésuites et de

1. L'autorité du vice-roi s'étendit sur la Nouvelle-Grenade et sur l'Equateur.

2. Il faut dire pour être juste que la défense de Cartagène fut singulièrement aidée par la dysenterie et le scorbut qui décimèrent l'armée anglaise. — Cf. Henao et Arrubla, I, p. 402 et Vergara y Velasco, p. 199.

Franciscains pour achever la pacification des tribus du Darien, des Chimilas et des Motilones. De caractère fougueux et intègre, il ne sut point se ménager l'amitié des membres de l'Audience ; les *Oidores* adressèrent au monarque des réclamations réitérées contre ce qu'ils appelaient son abus d'autorité, et Solis quitta volontairement le pouvoir. Le 24 février 1761, il prit l'habit de Saint-François aux Récollets de San-Diego : c'est là qu'il mourut après neuf ans d'une vie exemplaire, laissant tous ses biens aux pauvres.

Son successeur, *Pedro Messia de la Cerda*, fut un des vice-rois les plus actifs de la Nouvelle-Grenade. Il organisa sérieusement les postes et les courriers entre les différents centres du royaume, ainsi que les communications entre Cartagène et la Havane, Santa-Marta et Maracaïbo, Santa-Fé et Caracas, via Tunja, Pamplona, Valle de Cucuta, San-Cristobal, Merida et Maracaïbo. Il fit construire de nombreux ponts et viaducs, fonda la fabrique de poudre de Santa-Fé, acheva la statistique du Nouveau-Royaume qu'avait commencée son prédécesseur (Bogota comptait alors 25.000 âmes et Cartagène 5.000), et, pour donner une impulsion salutaire au commerce, demanda, mais en vain, à la cour la franchise des ports de la colonie.

C'est lui qui eut à exécuter la fameuse ordonnance de Charles III, du 27 février 1767, prescrivant l'expulsion des Jésuites de toutes les colonies espagnoles. Cette mesure fut peut-être le plus rude coup porté dans les Indes occidentales à l'autorité de l'Espagne. Les Jésuites, en effet, par l'instruction qu'ils donnaient aux classes élevées des villes dans les collèges et aux populations indigènes dans leurs missions, formaient le grand lien moral entre la métropole et les colonies ; ils étaient aimés pour les services qu'ils rendaient ; aussi le décret d'expulsion causa-t-il, en Nouvelle-Grenade comme ailleurs de la stupeur d'abord, et ensuite, une grande indignation.

Messia de la Cerda, après avoir terminé sa période administrative, en 1773, retourna en Espagne, et mourut à Madrid dans un âge avancé.

D. Manuel de Guirior, qui fut vice-roi de 1773 à 1776, s'appliqua au développement de l'agriculture, favorisant par des exemptions et des dégrèvements l'exploitation des produits du pays ; il établit la régie du tabac, un des principaux revenus de la colonie ; mais c'est surtout à l'instruction publique qu'il donna ses soins.

Il nous paraît nécessaire de jeter ici un coup d'œil rétrospectif sur l'état de l'enseignement public en Nouvelle-Grenade durant l'époque coloniale.

« L'histoire, dit Vergara y Vergara, doit un tribut de louanges aux religieux pour les services qu'ils rendirent aux lettres en Amérique. C'est à eux qu'on doit la conservation des traditions, la formation de grammaires des langues indiennes, la création de collèges, et le travail de l'enseignement durant deux siècles, pendant lesquels ils furent les uniques maîtres et les dépositaires de la civilisation [1]. »

Les Religieux fondèrent dans le Nouveau-Royaume presque tous les collèges qui existèrent durant le régime colonial. L'archevêque de Santa-Fé, Luis Zapata de Cardenas, ouvrit un collège séminaire dans la capitale, sous le nom de *San-Luis*. L'archevêque Bartolomé Lobo Guerrero organisa définitivement (1605) cet établissement par l'ordre du roi, et en confia la direction aux pères Jésuites qui la gardèrent jusqu'en 1767. L'établissement reçut le nom de *San-Bartolomé.* On y enseignait les arts, la grammaire, la théologie. Les Jésuites, dès leur arrivée à Santa-Fé, se consacrèrent plus spécialement à l'éducation des Indiens ; ils fondèrent aussi le collège et l'église *San-Ignacio,* c'est là que s'établit ensuite l'Université privée, connue sous le nom de *Javeriana,* durant cent cinquante ans.

Les dominicains, venus les premiers pour évangéliser et enseigner, donnèrent gratuitement l'instruction dans leur couvent ; puis ils demandèrent un privilège pour fonder eux aussi une université : c'est de là que naquit le collège de *Santo-Tomas* (université Tomistica).

L'archevêque Fray Cristobal de Torres favorisa grandement l'instruction en fondant le collège Mayor de *Nuestra Señora del Rosario* (1653), dont la création fut approuvée par cédule royale. Le prélat chargea de l'enseignement les dominicains et élabora les règlements qui régissent encore le Rosario. Postérieurement, l'archevêque Torres confia le collège aux soins de prêtres séculiers ; le monarque espagnol en assuma le patronage, et c'est de ce droit qu'est né celui qu'exercent aujourd'hui les présidents de Colombie.

Ce sont des collèges de San-Bartolomé et du Rosario que sortirent la plus grande partie des savants et des patriotes qui honorent les annales de la Colombie, ainsi que bien des héros et des martyrs qui contribuèrent à la fondation de l'indépendance.

Le vice-roi Guirior, préoccupé de l'importance que devait avoir l'ins-

1. Vergara y Vergara, *Historia de la literatura en Nueva Granada,* 1905. — Cf. Henao et Arrubla, I, p. 363.

truction « pour la prospérité de l'Etat et la félicité du pays », demanda au roi la création d'une université d'Etat. Mais il se heurta à l'opposition des Dominicains qui jouissaient du privilège d'octroyer les grades, et il dut se borner à faire introduire dans l'enseignement donné aux jeunes gens au Rosario les sciences utiles, telles que arithmétique, algèbre, géométrie et trigonométrie. C'est alors que fut créée la première chaire de mathématiques du collège du Rosario, dont le titulaire fut le *D. Crisanto Valenzuela* [1].

Enfin, ce fut sous le gouvernement de Guirior que fut installée la première imprimerie à Santa-Fé et que fut créée la *Real Biblioteca*, future bibliothèque nationale.

Guirior avait essayé d'apporter quelques adoucissements au régime fiscal institué dans les colonies par le gouvernement espagnol. C'est qu'il sentait grandir le mécontentement contre les impôts écrasants qui grevaient toutes les manifestations de la vie économique et sociale. Et ces impôts ne suffisaient pas toujours. A certains moments, quand il s'agissait de mettre de l'ordre dans les finances de la colonie, la couronne envoyait des mandataires spéciaux, nommés *Visitadores*, et leur mission consistait le plus souvent à augmenter le rendement de la colonie.

C'est ce qui arriva sous le successeur de Guirior, Manuel Antonio Flores. En 1779, le visitador Juan Gutierrez de Piñerez, pour combler le déficit de plus de 100.000 pesos qui s'accusait dans les finances de la Nouvelle-Grenade, éleva la taxe détestée de l'*alcabala*, et remit en vigueur l'ancien impôt de *barlovento*, depuis longtemps aboli, et qui obligeait les colons à acquitter une redevance individuelle assez considérable. Des émeutes commencèrent à se produire parmi les populations grenadines du Nord, qui, jusque-là, avaient joui d'une prospérité relative due à la fabrication des étoffes de coton. Sous l'instigation de Juan Francisco Berbeo et de José Antonio Galan, plus de 80 villages s'insurgèrent en quelques jours. A ce moment, on reçut la nouvelle d'une révolte fomentée au Pérou par l'Indien Tupac. Tout le nord de la Nouvelle-Grenade, jusqu'à Maracaïbo et même Panama, se déclara en rébellion. Un marchand du bourg de Nemocon, Ambrosio Pisco, qui prétendait descendre des anciens zipas, souverains

1. Quelques années plus tard le collège de San-Bartolomé et celui du Rosario devaient être fondus en un seul établissement.

de Cundinamarca (ancien nom de Bogota), fut mis à la tête du mouvement. Le 11 mai 1781, les insurgés, qui se dénommaient eux-mêmes les *comuneros*[1], s'avancèrent, au nombre de plus de 20.000, jusqu'à Zipaquira, à dix petites lieues de la capitale. Le vice-roi Flores était parti pour Cartagène afin d'y surveiller les travaux de défense maritime contre l'Angleterre. Il n'y avait plus de garnison à Santa-Fé ; le Cabildo était hésitant ; quelques-uns de ses membres même étaient près de faire cause commune avec les insurgés. Enfin, sur les instances du visitador Piñerez, on se décida à entrer en pourparlers avec les *comuneros*, et l'archevêque *Caballero y Gongora* s'entremit pour obtenir qu'ils renonçassent au siège de la capitale. Mais les forces dont disposaient Berbeo et Galan les rendaient exigeants ; on dut céder à leurs désirs, et les « Capitulations de Zipaquira », signées le 8 juin 1781, accordaient l'amnistie générale aux insurgés, la suppression des alcabalas et la diminution des autres impôts. En outre, le visitador dut quitter le pays, Les insurgés rassurés se débandèrent[2].

Mais sur ces entrefaites Flores revint de Cartagène. Il déchira le traité et donna l'ordre d'arrêter les promoteurs de la révolte. Berbeo disparut ; Galan tomba dans une embuscade et fut exécuté à Santa-Fé avec trois de ses compagnons (décembre 1782).

Le peuple se souleva de nouveau. Fort heureusement le gouvernement de Flores prenait fin à ce moment. Son successeur, *Diaz Pimienta*, mourut le surlendemain de son installation, et ce fut l'archevêque *Caballero* qui fut nommé vice-roi. Il inaugura sa charge par un indult accordé à tous ceux qui avaient été compromis dans l'insurrection des comuneros, et la paix fut rétablie dans le pays.

La révolte des comuneros, malgré la facilité apparente avec laquelle elle fut apaisée, n'en laissa pas moins en Nouvelle-Grenade des traces profondes. D'après des traditions locales, Berreo réfugié à Curaçao sous le nom de Vicente Aguiar, continua de travailler à la cause de l'indépendance grenadine[3], et l'on dit que plus d'un patriote de 1810 s'inspira de ses principes. En tout cas, l'insurrection des comuneros marque indubitablement

1. Parce que le Cabildo s'appelait aussi *el Comun*, et le mouvement des *comuneros* rappelle en tout point celui des *comunidades* de Castille.

2. V. sur les *comuneros :* Jules Mancini, *Bolivar et l'Emancipation des Colonies espagnoles*, Paris, 1912, p. 40, et les ouvrages cités, surtout : M. Briceño, *Historia de la insurrección* en 1781. Bogota, 1880. — C. Franco, *Los Comuneros*, 1888. — A. M. Galán, *Los comuneros*, 1906.

3. M. Briceño, *op. cit.*, ch. VII, p. 492 et Mancini, p. 43.

dans les masses populaires le commencement d'une évolution sociale grosse de menaces pour l'avenir.

A côté de cette évolution sociale, il s'accomplissait en Nouvelle-Grenade une remarquable évolution intellectuelle. Le nom de l'archevêque vice-roi est intimement lié à l'organisation de la fameuse *expédition botanique* qui fut dirigée par *José Celestino Mutis*. La grande figure de ce modeste savant est restée si populaire et si vénérée en Colombie, et il exerça une si grande influence sur les esprits de son temps, qu'il mérite plus qu'une simple mention. Né à Cadiz en 1732, il fit ses études de médecine à Séville et les perfectionna à Madrid, où il professa un cours d'anatomie. Attiré en Nouvelle-Grenade par le désir d'étudier ses inépuisables richesses naturelles, il vint à Santa-Fé en 1762, au moment où, déjà avant Guirior, le vice-roi de la Cerda méditait la réorganisation du collège du Rosario. Mutis commença immédiatement l'étude des plantes du pays, entra en correspondance avec les grands naturalistes du monde, entre autres avec le célèbre Linné, et sa réputation s'étendit bientôt si loin que l'Académie de Stockolm l'élut comme membre correspondant. En 1772, il reçut les ordres à Santa-Fé et professa au collège du Rosario. « Il avait une forte corpulence, un maintien grave, un visage noble et allongé, un front spacieux, un regard profond et pénétrant, un air quelque peu mystérieux dû à son amour pour la solitude [1]. » Quand il expliquait les sciences, sa figure s'illuminait de joie ; son enseignement plein de clarté et de précision lui gagnait la confiance et l'admiration de ses élèves.

Celestino Mutis fut donc, avec l'archevêque Caballero y Gongora, le promoteur de cette expédition unique dans son genre, qui se donna pour but d'aller sur place étudier la flore de Bogota, de recueillir des spécimens de chaque plante, d'en constituer des herbiers, et de les reproduire en peinture, afin d'en assurer la connaissance pour l'avenir.

Mutis s'adjoignit le prêtre et professeur Eloy Valenzuela, mathématicien et naturaliste, le peintre Francisco Javier Matiz, qui joignait à ses connaissances artistiques une véritable science de naturaliste, et établit son centre d'études à Mariquita d'abord, puis à Santa-Fé même. Là, en une grande maison de la rue de « La Carrera », dans le jardin de laquelle s'éleva plus tard l'observatoire astronomique, Mutis installa un vaste atelier où,

1. Henao et Arrubla, *op. cit.*, I, p. 495.

à partir de 1792, travaillèrent sous ses ordres 12 peintres et de nombreux auxiliaires.

Dans la visite qu'ils firent à Santa-Fé en 1801, les savants Humboldt et Bonpland passèrent bien des heures dans l'atelier de Mutis, et enrichirent leurs collections de dons qu'ils reçurent du savant grenadin [1].

En 1808, l'expédition avait constitué un herbier de 20.000 plantes avec 6.849 peintures [2], de nombreux manuscrits sur la flore, la météorologie, les terrains, de belles collections de bois, de minéraux et de peaux d'animaux, enfin une série de magnifiques tableaux à l'huile, représentant avec leurs couleurs naturelles les principaux animaux du vice-royaume.

C'est qu'une section de zoologie avait été annexée à l'expédition et confiée aux soins de *Jorje Tadeo Lozano*, qui, dans son ouvrage, *La Fauna Cundinamarquesa*, entreprit une description détaillée et une classification savante des animaux de la Nouvelle-Grenade.

Parmi les collaborateurs de Mutis, il faut faire une place spéciale au célèbre *Francisco José de Caldas*, issu de Popayan, qui, versé d'abord dans les mathématiques et l'astronomie, devint l'élève de Mutis et fut un des membres les plus actifs de l'expédition botanique. Ce petit homme bronzé, aux yeux pétillants, travaillait avec une extrême nervosité, déboutonnant et reboutonnant sans cesse sa redingote sombre d'un revers sur l'autre, et mâchonnant toujours un morceau de tabac roulé en ficelle. Il voyagea pour l'expédition de 1802 à 1805, constitua à lui seul pendant ce temps un herbier de 5 à 6.000 plantes, deux volumes de descriptions, de nombreux dessins, rassembla les matériaux nécessaires pour dresser la carte géographique du Nouveau-Royaume, une carte zoologique, releva les altitudes de plus de 1.500 *pueblos* et montagnes. Ajoutons à cela un nombre prodigieux d'observations météorologiques, deux volumes d'observations astronomiques et magnétiques, et nous aurons une idée de l'œuvre colossale de Caldas [3].

Mutis mourut en 1808. Son Institut périclita vite après lui, malgré la bonne volonté de son neveu *Sinforoso Mutis*. En 1817, le gouvernement

1. Dans son *Voyage aux régions équinoxiales*, Humboldt s'exprime ainsi en parlant de ses emprunts à l'œuvre de Mutis : « La découverte de presque tous les genres de quinquinas énumérés dans le supplément est due au savant botaniste de Santa-Fé, et Linné a pu dire en parlant de l'espèce *Mutisia : Nomen immortale quod nulla aetas unquam delebit.* » Cf. Mancini, p. 57 et Henao et Arrubla, I, p. 521.

2. Vergara y Velasco, p. 223.

3. Ces indications sont tirées de la relation que fit Caldas lui-même de ses travaux : *Informe de Caldas al Secretario del Virreinato*, 1808. Cité par Henao et Arrubla, I, p. 502.

espagnol fit transférer au Jardin Botanique de Madrid ce qui appartenait à l'expédition botanique. Une partie des documents sont gardés aux archives nationales de Bogota.

L'archevêque Caballero avait été l'ami des sciences ; le vice-roi *José de Ezpeleta* [1] fut l'ami des lettres et des arts. Il amenait avec lui à Santa-Fé en 1789 un littérateur cubain, *Manuel del Socorro Rodriguez*, qui fonda et dirigea le premier journal proprement dit du pays, le *Papel periódico de Santa-Fé-de-Bogota*, dont le premier numéro parut le 9 février 1791. La presse allait dès lors jouer un grand rôle dans la préparation des idées nouvelles. — Avec le journalisme apparurent les *Guides*, et, en 1793, Joaquin Duran y Diaz publiait le *Guia de Forasteros del Nuevo Reino de Granada*.

C'est à Ezpeleta qu'on doit aussi la fondation du premier théâtre de Santa-Fé, le *Coliseo*, où l'on joua bientôt les grandes œuvres des classiques espagnols et français. C'est sur l'emplacement de l'ancien Coliseo que fut élevé plus tard, sous le président Rafael Nuñez, le *Teatro Colon* actuel, inauguré en 1885 et réputé comme un des meilleurs de l'Amérique du Sud.

L'instruction proprement dite reçut de ce vice-roi, qui fut peut-être le plus progressiste des fonctionnaires coloniaux en Amérique, une forte impulsion. C'est lui qui autorisa à Santa-Fé la création d'un collège supérieur pour les filles, le premier de ce genre qui se fût encore fondé dans la colonie, et dont une femme « illustre tant par la naissance que par la noblesse des sentiments » (c'est ainsi que le vice-roi la qualifiait lui-même), *Doña Clemencia de Caicedo*, dirigea l'organisation. Dans toutes les paroisses importantes, des écoles publiques s'ouvrirent. Les deux collèges de San-Bartolomé et du Rosario fondus en un seul établissement devinrent une véritable université [2] « dont les étudiants, à peine moins âgés que leurs maîtres, composaient une pléiade admirable d'ardeur et d'intelligence qui s'apprêtait à joindre à l'auréole du savoir celle du martyre patriotique. L'histoire a dû se charger de dresser le palmarès immortel de cette jeunesse dans les rangs de laquelle se recruta la majorité des *Proceres*, les grands seigneurs de l'Indépendance [3] .»

1. Caballero avait eu pour successeur en 1789 Francisco Gil y Lemos dont l'administration ne dura que six mois. — Les derniers vice-rois furent Ezpeleta (1789-1797), Pedro Mendinueta y Muzquiz (1797-1803), et enfin Antonio Amar y Borbon (1803-1810).

2. On ne put obtenir du roi pendant toute l'époque coloniale l'autorisation de fonder officiellement une université. — L'université de Bogota est postérieure à l'Indépendance.

3. Mancini, p. 80.

L'évolution des idées fut grandement favorisée par les *cercles* qui se fondèrent à Santa-Fé durant l'administration des derniers vice-rois. Le premier en date est la *Tertulia Eutropelica*, organisée par Manuel del Socorro Rodriguez, dans la bibliothèque royale même dont le vice-roi Ezpeleta l'avait nommé directeur. C'est dans ces réunions que José Maria Grueso composa ses *Noches de Geussor*, à l'imitation de celles du poète anglais Young [1].

Le cercle appelé *Buen Gusto*, littéraire, scientifique et artistique, tenait ses séances dans la maison de *D^a Manuela Santamaria de Manrique*, femme aussi instruite dans les lettres que dans les sciences naturelles. Autour d'elle se groupaient des intellectuels, comme ses deux fils, Tomasa et José Angel, ce dernier auteur des deux jolis poèmes satiriques : la *Tocaimada* et la *Tunjamada ;* José Fernandez Madrid, Francisco Antonio Ulloa, Camilo Torres, Manuel Rodriguez Torices.

Il faudrait citer encore d'autres *compañias de sabios*, présidées par les Restrepo, les Caldas, les Nariño, qui eurent leurs organes, tels que le *Correo Curioso*, journal hebdomadaire de littérature, art et science, dont la publication fut commencée en 1801 par Jorje Tadeo Lozano et Luis Azola, le *Redactor Americano*, dirigé par Socorro Rodriguez, et, le plus célèbre de tous, le *Semanario del Nuevo Reino de Granada*, qui commença à paraître en 1808 sous la direction et l'inspiration de Caldas, revue de géographie, de statistique, de commerce, de botanique, d'astronomie, de physique, de médecine, où se reflétèrent la haute intelligence et le profond savoir de son directeur et de ses collaborateurs, dont les principaux étaient Eloy Valenzuela, Joaquin Camacho, José Manuel Restrepo, etc.

On conçoit que dans un terrain ainsi préparé les idées lancées par la révolution française aient rapidement germé. Les derniers vice-rois, *Mendinueta y Muzquiz* et *Amar y Borbon*, furent impuissants à enrayer l'évolution politique qui devait être l'aboutissement inévitable de l'évolution sociale et de l'évolution intellectuelle ; et les esprits cultivés n'attendaient plus qu'une occasion pour rompre les barrières dans lesquelles le régime colonial les tenait enfermés.

1. Henao et Arrubla, I, p. 512.

CHAPITRE II

LA PROVINCE DE CARACAS

La province de Caracas. Ses premiers gouverneurs. — Osorio de Villegas et le procurateur Simon Bolivar. — La société coloniale aux XVIIe et XVIIIe siècles. — Les competencias. — Evolution intellectuelle au Vénézuéla.

L'année 1578, qui fut celle où Pimentel transféra la capitale du Vénézuéla de Coro à Caracas, marque pour ce pays le commencement de l'époque coloniale proprement dite.

Parmi les raisons qui décidèrent Pimentel à ce changement, il en est une qui domine toutes les autres. Coro semblait à Pimentel dans une dépendance trop étroite vis-à-vis de l'Audience de Saint-Domingue. Changer la capitale, c'était, dans une certaine mesure, rompre le lien qui unissait le Vénézuéla à l'*Audiencia*, et les rapports de Pimentel[1] dévoilent son intention bien marquée de donner à Caracas la plus grande autonomie possible. Il organise le cabildo et réclame pour les habitants le droit de nommer les alcaldes. A maintes reprises, il demande que des relations directes s'établissent entre la métropole et la province, et, ce qui est bien caractéristique, il émet le désir que les cédules royales lui parviennent sans l'intermédiaire de Saint-Domingue ou de Cartagène. Il n'est donc pas étonnant que, sous l'impulsion d'un tel homme, Caracas ait été, dès le début, jalouse de ses droits de capitale[2].

Malheureusement Pimentel eut un successeur incapable, *Luis de Rojas* (1583) qui, sans aucune aptitude pour les affaires, perdit son autorité à se

1. Ils se trouvent aux *Archives des Indes* de Séville, Est. 54, caj. 4, leg. 15 (*Cartas y expedientes de los gobernadores de Venezuela, Ramo secular*).

2. La province de Caracas n'eut d'abord que des *Gouverneurs*. Ce n'est qu'en 1777 que le gouverneur acquit le titre de *Capitaine général*. En 1583, l'évêché qui était à Coro fut transféré à Caracas : il avait alors à sa tête Fr. Juan *Martinez Manzanillo*.

faire l'arbitre des vaines disputes qui commençaient à éclater entre les chapitres civil et ecclésiastique, tandis que le gouverneur de Cumana, sans rencontrer aucune opposition, diminuait l'étendue de la juridiction de Caracas, en englobant dans sa province le pays des Cumanagotos [1].

Heureusement, en 1587, Rojas fut relevé de ses fonctions et remplacé par *D. Diego Osorio de Villegas.* Le nouveau gouverneur est cité dans la Relation sur les services de la famille Villegas [2] comme parent du capitaine général de 1550. N'étant point de sa descendance directe, il ne pouvait être que son neveu, on ne sait à quel degré. C'était un homme de grand talent, doué en même temps d'une droiture d'âme et d'une pénétration d'esprit qui devaient faire de lui un homme d'Etat remarquable. Avec lui arrivait au Vénézuéla un personnage dont le nom, déjà connu par trente années de services en qualité d'*Escribano* de l'Audience de Saint-Domingue, devait, deux siècles et demi plus tard, être illustré à tout jamais par le Libérateur: il s'appelait *Simon Bolivar*, originaire d'une noble famille de Biscaye [3]. Les armes primitives de la maison de *Bolibar* (étymologiquement *prairie du moulin*), représentaient une roue de moulin sur champ d'argent ; elles se trouvent gravées sur une sépulture près de l'église Santo-Tomas de Bolivar. Le moulin avait réellement existé dans la riante prairie qui borde la petite rivière d'Ondarroa, au pied du mont Oiz. Le solar, la « casa Infanzona » des Bolivar, s'élevait dans la bourgade de ce nom, où ils avaient bâti l'église de Santo-Tomas ; composé de maisons dispersées sur les rives de l'Ondarroa, et habité par 600 âmes environ, le pueblo actuel de Bolivar, à sept lieues de Bilbao, fait partie de la *ante-iglesia* de Cenarruza, l'une des 125 petites républiques qui constituaient, avant l'abolition des fueros, le señorio de Biscaye.

Les ancêtres de Simon Bolivar s'étaient distingués au XIe siècle dans les luttes des Biscayens contre les évêques d'Armentia et avaient combattu avec énergie pour le maintien des libertés du peuple basque. Notre personnage fut le premier de la famille qui passa aux Indes. A Saint-Domingue il connut Osorio Villegas qui y remplissait les fonctions de *Juge des Galères ;*

1. Oviedo y Baños, *op. cit.*, liv. VII, ch. VII.

2. Citée plus haut, l. II, ch. III.

3. V. notre étude sur *les Bolivar de Biscaye* (*Origines et Ancêtres du Libérateur*), dans le Journal de la Société des Américanistes de Paris, nouvelle série, t. IX, 1912, pp. 1-17 ; les documents et les ouvrages cités.

une grande intimité s'était établie entre eux, et, quand Osorio fut nommé gouverneur du Vénézuéla, il le suivit en qualité d'*Escribano de residencia*.

Osorio et Bolivar, en esprits pratiques qu'ils étaient, surent se rendre un compte exact des besoins d'une colonie naissante, et c'est à leurs efforts combinés qu'est due la première organisation de Caracas en capitale. Ils élaborèrent un plan de réformes composé de 27 articles, et les principales villes de la province, Tocuyo, Valencia, Barquisimeto, Carora, Maracaïbo, furent invitées par Osorio à envoyer à Caracas des représentants pour élire un *Procurador general* chargé de porter au roi les doléances des Vénézuéliens. Simon Bolivar fut choisi à l'unanimité, et les instructions qu'il devait soumettre au monarque témoignent d'une compréhension parfaite des besoins de la province [1].

On se préoccupait d'abord de la condition des Indiens, et on suppliait le roi d'interdire le *service personnel*, c'est-à-dire le travail forcé des indigènes.

En ce qui concerne les impôts, on demandait pour la province, pendant un certain temps, un régime de faveur : autorisation de ne payer que le 20e de l'or extrait des mines, le 10e des perles au lieu du 5e ; exemption pendant vingt années de droits sur le maïs et autres denrées envoyées des côtes de Caracas à Cumana, à Margarita et aux îles pour l'approvisionnement des canots travaillant à la pêcherie des perles ; enfin réduction à 2 1/2 p. 100 de l'*almojarifazgo* royal, c'est-à-dire du droit d'entrée et de sortie des marchandises.

Pour l'administration, Osorio, digne successeur de Pimentel, demande que le gouverneur ait le droit de pourvoir lui-même au remplacement des fonctionnaires de la *Real Hacienda*, sans l'intermédiaire de l'Audience de Saint-Domingue : qu'il puisse juger en premier ressort les causes civiles et criminelles, et que l'Audience n'envoie des juges de commission que pour les affaires graves et après appel ; que les visites sur le bon traitement des Indiens et l'application des « leyes de Indias » soient faites par le gouverneur lui-même et non par des juges de commission.

Osorio ne perdait pas de vue l'avenir commercial du pays, et il insistait

1. *Instrucción dada à Simon de Bólivar, Procurador general de la governación de Venezuela* (23 mars 1590). *Arch. gen. de Indias*, Séville. Est. 54, caj. 4, leg. 15.

pour que chaque année deux navires de registre fussent envoyés à Caracas de Séville ou de Cadiz. Pour favoriser les trafics, il demandait que les perles fines pussent remplacer la monnaie, en raison de la rareté de cette dernière dans la province.

Nous apprenons par le document que les arsenaux, le fort et les cales du port de la Guayra étaient en voie de construction ; on demandait que les amendes infligées pour les « penas de camaras » fussent employées à leur achèvement.

Simon Bolivar resta plus de deux ans à la cour d'Espagne et fut comblé d'honneurs par le monarque. C'est ainsi que, voulant récompenser son dévouement aux intérêts de la province, Sa Majesté confirma, par cédule royale du 29 juin 1592, le titre de *Contador de la real Hacienda* de Vénézuéla, que Bolivar possédait déjà, et lui concéda celui de *Regidor*, lui donnant le droit d'assister au cabildo, comme s'il était un de ses membres et de voter dans toutes les délibérations.

Les instructions furent-elles toutes approuvées par le roi ? Il est certain que quelques-unes d'entre elles ne furent jamais appliquées ; mais Oviedo y Baños [1] et M. A. Rojas [2] pensent que celles au moins qui avaient trait aux finances entrèrent en pratique dès le retour de Bolivar à Caracas en 1593. Il est certain également que des privilèges, autres que ceux qui avaient été demandés par les députés de la province, furent obtenus, grâce au zèle du Procurador ; c'est ainsi que la ville de Caracas fut autorisée à établir un droit d'*alcabala*, c'est-à-dire une sorte d'octroi sur les denrées venant de l'extérieur de la province et entrant dans les murs de la capitale : cet octroi fut réellement créé le 1er novembre 1593 [3]. Ajoutons que par cédule de 1592 (12 avril) les ports de Vénézuéla furent assimilés à ceux de Cuba et de Puerto-Rico, qui ne payaient que 2 1/2 p. 100 d'almojaritazgo [4].

C'est aussi de cette époque que datent les débuts de l'instruction publique à Caracas. Le 22 juin 1592 le roi adressait à l'évêque une cédule l'autorisant à créer à Caracas un séminaire conciliaire, le « Séminaire Tri-

1. Oviedo y Baños, l. VII, ch. IX.
2. A. Rojas, *Est. hist.*, p. 134.
3. A. Rojas, *Est. hist.*, p. 138.
4. *Archivo del Consulado de Cádiz*. Est. 10, leg. 1, nº 40.

dentino », et, en attendant la fondation de cet établissement avec enseignement complet, le monarque, sur la demande de Bolivar, ordonnait la création d'un enseignement officiel de grammaire castillane [1].

Les travaux publics ne furent point non plus négligés par Osorio Villegas. Nous avons vu qu'il commença la construction du port de la Guayra ; c'est lui aussi qui ouvrit les premières routes partant de la capitale vers les vallées d'Aragua. Enfin il groupa un grand nombre d'Indiens en villages et commença, dès 1594, ces visites à travers le territoire dont il avait demandé à Sa Majesté l'autorisation, comme un privilège réservé au premier magistrat de la province.

C'est pendant une de ces absences d'Osorio qu'eut lieu, en 1595, la prise de possession de Caracas par un corsaire anglais, qu'Oviedo dit être le fameux Francis Drake [2]. Mais M. A. Rojas a établi qu'en juin 1595 Drake était en Angleterre [3], et les historiens anglais Hakluyt et Southey [4], d'accord avec lui, désignent comme les héros de la prise de Caracas les capitaines *Amyas Preston* et *George Sommers*. Le 29 mai 1595, ils tombèrent sur Caracas après avoir gravi jusqu'à 3.000 mètres d'altitude les sentiers de la Cordilière, et ils entrèrent dans la ville sans résistance, car les habitants en état de porter les armes étaient sortis sur le chemin royal de la Guayra, croyant rencontrer les ennemis de ce côté. Les Anglais occupèrent Caracas pendant six jours ; le 3 juin, après avoir incendié quelques maisons, ils se retirèrent par la grand'route, sans avoir pu obtenir de rançon, et le 4 ils regagnaient leurs bateaux.

Cet incident n'eut d'ailleurs pas d'influence sur le développement de Caracas. Osorio revint dans la capitale au commencement de 1596 et y resta jusqu'à l'année suivante, époque à laquelle il fut appelé à présider le gouvernement de Saint-Domingue [5]. Il fut remplacé par *Gonzalo Peña Ludueña*, qui venait de pacifier le pays des Quiriquires et de fonder sur la rive méridionale du lac de Maracaïbo la ville de *Gibraltar*. Ludueña ne se montra pas indigne de son prédécesseur ; cependant, il ne se passa rien de

1. V. nos *Origines vénézuéliennes*, p. 64 et les sources citées.

2. Oviedo y Baños, liv. VII, ch. x.

3. A. Rojas. *Leyendas históricas*, Caracas, 1890, 1re série, pp. 288-303.

4. Hakluyt : *History of the West Indies* (1612), année 1595. — Southey, *Chronological history of the West Indies* (1827), v. I, p. 204-205.

5. Oviedo y Banos, l. VII, fin du ch. x. — Baralt y Diaz, fin du ch. XIII.

remarquable sous son gouvernement, et il mourut en 1600, laissant la place à *D. Alonso Arias Baca.*

Au commencement du XVIIe siècle, l'agriculture était déjà florissante autour de Caracas. La vallée, au dire de Fr. Pedro Simon [1], était semée de froment et d'orge, de canne à sucre, d'anil et de plantes potagères, surtout de choux ; les fruits d'Espagne y abondaient : les figues, les grenades, le raisin, principalement les coings ; on y cultivait le tabac, la salsepareille, et les troupeaux de bétail, déjà nombreux, fournissaient le cuir et le suif. La farine était exportée sur Cartagène, et en 1603 la récolte fut si abondante, que le cabildo fixa à un real le prix du pain de six livres. Les quatre premières *pulperias* [2] de Caracas furent ouvertes en 1599 par autorisation du cabildo. En 1600, Martin de Soler créa la première fabrique de savon, et en 1609 le capitaine « poblador » Juan de Guevara fut autorisé à creuser un canal dans les terrains voisins du Guaire pour y établir une fabrique de sucre de canne ; ce fut le commencement de l'industrie sucrière à Caracas.

Quant à la ville elle-même, elle se réduisait alors à deux rues parallèles, et sa population ne dépassait guère 1.500 habitants. Les deux seuls monuments dignes de remarque étaient les couvents de San-Francisco et San-Jacinto, construits entre 1598 et 1600. La cathédrale métropolitaine fut sans doute commencée vers la fin du XVIe siècle ; mais elle ne devait être achevée que plus tard, en 1636.

La population coloniale formait des classes ou plutôt des castes nettement séparées. Dès les premiers temps de la conquête, Charles-Quint avait créé l'aristocratie coloniale en anoblissant les filles des caciques et ceux qui les épouseraient. Beaucoup de soldats, qui étaient entrés dans la conquête sans titres, sans antécédents de famille, en contractant mariage avec ces Indiennes, acquirent ainsi le droit aux *fueros* ou aux privilèges de la noblesse (administration publique, acquisition des terres, participation aux *encomiendas*). Cette alliance des Castillans avec les indigènes donna naissance à ce qu'on appela le *mantuanismo.*

Mais à côté de cette nouvelle aristocratie figuraient les familles espa-

1. Noticias de Tierra Firme, 1ra parte.

2. *Pulperia*, corruption du mot *pulqueria*, vient du mot mexicain *pulque*, qui signifie : vin tiré de la feuille de l'*agabe*. Dans les premiers établissements de ce nom on ne vendait que du vin de pulque ; mais les Espagnols y ajoutèrent des articles de genres divers, tels que : pain, vivres de toutes sortes, produits pharmaceutiques, bois, faïence, etc.

gnoles qui, avec leurs anciens titres de noblesse, étaient venues s'établir dans la colonie ; elles se croyaient tout naturellement bien supérieures aux autres, mais elles étaient obligées de partager avec les *mantuanos* tous leurs privilèges. Il se forma dès lors dans la société deux cercles différents et cette distinction donna naissance à bien des conflits.

Ces rivalités étaient la grande occupation d'une société qui passait le meilleur de son temps dans la frivolité et l'oisiveté. La vie des Caraquenais au XVIIe siècle (et nous pourrions dire tout aussi bien des Santaféréniens) pouvait, selon l'expression de M. A. Rojas, se résumer en ces simples mots : « manger, dormir, prier et se promener [1] ». Mais ces quatre verbes, ajoute l'écrivain vénézuélien, on les conjuguait à tous les temps. Jusqu'à une heure avancée de l'après-midi, la ville semblait endormie et déserte. En effet, entre l'*almuerzo* de neuf heures et la *comida* de une heure, on ne rencontrait guère dans les rues, à part quelques hommes affairés et quelques señoras pieuses se rendant à la messe, que les esclaves, les négresses surtout, allant aux *ventorillos* faire les provisions. Après la comida, on faisait la sieste jusqu'à trois heures et demie : c'était un repos obligatoire et sacré. A quatre heures, la cité s'animait comme par enchantement ; c'était le moment de la promenade et des visites. La variété et la beauté des costumes jetaient alors à travers les rues une note des plus pittoresques. Les hommes étaient vêtus de la *casaca* ronde aux couleurs diverses, de pantalons courts, de petits souliers surmontés d'une boucle ; ils étaient coiffés d'un tricorne qui, chez les riches, était abondamment orné de broderies, de boucles et de pierres précieuses. Les nobles se drapaient dans la *capa* espagnole ; la classe moyenne avait substitué à ce manteau majestueux, insigne du *mantuanismo*, des *capotes* moins grands et moins amples, mais aux couleurs variées et rutilantes, et même quand la température excluait la *capa* ou le *capote*, la vanité l'exigeait.

Quant aux dames, une riche mantille castillane encadrait leurs traits généralement fins et délicats, faisant ressortir la vivacité de leur regard. Les nobles portaient des *camisones* de soie brochée avec des ornements d'or et d'argent ; quelquefois la *falda* était ramenée gracieusement sur la nuque, sans cacher cependant tout à fait l'opulente chevelure noire.

Les visites se faisaient jusqu'à une heure très tardive, quelquefois même

1. *Leyendas históricas*, II, o.

fort avant dans la nuit ; mais celles que commandait l'étiquette devaient avoir lieu dans l'après-midi. Il était alors d'usage de faire prévenir plusieurs heures à l'avance la famille que l'on allait voir ; celle-ci se préparait à recevoir ses hôtes avec des confitures et des rafraîchissements que l'on servait sur des assiettes ou des plateaux de Chine ou du Japon et dans des vases dorés.

Ces visites ainsi que les réunions du soir, les *tertulias*, étaient les grandes préoccupations mondaines. Mais les principales distractions, c'étaient les cérémonies religieuses. Les jours de grandes fêtes, la ville était dans un état de vertige qu'on ne peut guère comparer qu'à la surexcitation que provoque dans les villes d'Espagne l'annonce d'une grande course de taureaux. « Les dames se paraient de pied en cap et exhibaient leurs plus riches bijoux ; les matrones étaient suivies de leurs queues de femmes esclaves ; les bataillons portaient fièrement leurs armes luisantes et leurs beaux uniformes, tandis que la première autorité de la colonie, gonflée de vanité, attirait les regards contemplatifs des sots, qu'un sourire ou un salut remplissait de béatitude [1] ».

Revenant plus spécialement à Caracas, « il ne faudrait pas croire, dit M. A. Rojas, que dans cette ville, où durant toute l'année les fêtes religieuses succédaient aux fêtes et les processions aux processions, l'humilité était à la hauteur de la dévotion [2]. » Les autorités, civile et ecclésiastique, vivaient comme chiens et chats, se jalousant perpétuellement et se querellant sans cesse pour des questions futiles de préséance, d'escorte ou de prérogatives quelconques, dont elles cherchaient à se dépouiller mutuellement. On peut dire que l'histoire sociale du Vénézuéla, aux XVIIe et XVIIIe siècles, tient tout entière dans le récit de ces *competencias* stériles et sans cesse renouvelées entre autorités civiles et religieuses. On se dispute tantôt au sujet des bancs destinés dans la cathédrale au gouverneur et à l'Ayuntamiento, tantôt au sujet des coussins que doivent avoir Messieurs les Regidores, ou bien encore à propos des pages et des « caudatarios » dont veut se faire suivre l'évêque, ou des parasols au moyen desquels les Pères du chapitre tiennent à se garantir contre les ardeurs de l'astre du jour. Souvent la question s'envenime, et, au lieu de régler le différend en famille, on va jusqu'à

1. A. Rojas, *Leyend. hist.*, II, p. 83.
2. *Id.*, p. 87.

s'adresser au roi. C'est ce que fit par exemple, en 1631, le gouverneur Nuñez Melean, après la fête du dimanche des Rameaux où la suite nombreuse des *caudatarios* de l'évêque l'avait offusqué. Le monarque répondit « qu'il n'avait ni le temps ni la patience d'entendre les niaiseries et les disputes des autorités de Caracas [1] ».

La période la plus troublée par les *competencias* fut l'épiscopat de Mauro de Tovar (1639-1653). Ce prélat, despote intransigeant, inquisiteur tyrannique de la conduite de tous, était animé d'une haine féroce contre le gouverneur *Ruy Fernandez de Fuenmayor.* Par l'intermédiaire d'une de ses créatures, le curé Marcos de Sobremonte, il suscita une véritable émeute, et le dit curé alla jusqu'à exciter le peuple à tuer sur la place le gouverneur en criant à tue-tête : « Tuez-le, tuez-le : *matenlo* ». L'Audience de Saint-Domingue envoya pour rétablir l'ordre un *juez metropolitano.* Celui-ci fut tué de deux coups de couteau par un assassin que l'on pensa soudoyé par Sobremonte [2]. A la suite de ces événements, l'évêque de Tovar dut quitter le siège de Caracas pour celui de Chiapa. Ses successeurs, Diego de Baños y Sotomayor, José Escalona y Catalayud, Valverde, firent oublier son œuvre néfaste.

Le prélat le plus aimé des Caraquenais fut D. Diego Antonio Diez Madroñero (1756-1770). Homme d'une piété même excessive et d'un tact parfait, il s'efforce avant tout de gagner les sympathies des gouverneurs, Estenoz d'abord, puis Solano ; les competencias disparaissent, et l'influence de l'évêque est telle que l'Ayuntamiento rivalise de dévotion sincère avec le clergé lui-même. Bien plus, sur la demande des *Regidores*, le roi Charles III, par une cédule du 27 janvier 1764, décernait officiellement à la capitale du Vénézuéla l'appellation de *Ciudad Mariana de Santiago de Leon de Caracas.*

Une triste circonstance contribua à augmenter le prestige de l'évêque, le tremblement de terre du 21 octobre 1766. Tandis que les édifices publics furent gravement endommagés, « pas une pierre ne tomba de la plus humble chaumière [3] », et on attribua le fait à la sainteté de l'évêque et à la protection de la Vierge Marie.

1. A. Rojas, *Leyend. hist.*, II, p. 87.

2. Lettre du Regidor Villavicencio à S. M., 28 avril 1651. (*Arch. gen. de Indias.* Séville, E. 54, c. 4, l. 17.)

3. D. Blas Terrero, *Chroniques mscrites*, citées par A. Rojas. *Ley. hist.*, II, p. 119.

Un zèle apostolique tel que celui de Madroñero ne pouvait aller sans une légère pointe de despotisme. Il s'appliqua à faire disparaître tout ce qu'il considérait comme un reste de paganisme. Les danses populaires, telles que le *fandango*, la *zapa*, la *mochilera*, lui déplaisaient parce que les danseurs se touchaient les doigts en s'approchant de trop près ; les jeux que nous considérons comme les plus innocents, le colin-maillard et la cachette, lui semblaient contraires aux bonnes mœurs. Mais il est une coutume, le carnaval, à laquelle il s'attaqua par-dessus tout et il eut assez d'autorité pour l'interdire. Rien n'était plus barbare, en effet, que l'ancien carnaval caraquenais. La populace envahissait les rues : c'étaient des batailles sans fin, dans lesquelles on se lançait des projectiles sans nombre de sucre et de pâte ; des groupes armés de seringues arrosaient les passants de liquides de toutes couleurs et aspergeaient les murs des maisons, qui conservaient pour toujours les traces de ces plaisanteries. Mais ce qui excitait la fureur de l'évêque, c'était moins les projectiles et les aspersions que la promiscuité entre les sexes qu'une pareille fête autorisait. « Que se lancen balas si quieren, disait-il, pero que no se acerquen, pués no conviene tanta incongruencia [1]. » Il obtint donc que l'Ayuntamiento interdît les fêtes du carnaval, et il les remplaça par des processions solennelles du Rosaire.

Mais, l'évêque disparu, le peuple revint à ses anciennes habitudes ; batailles et aspersions marquèrent de nouveau le carnaval, et les murs gardèrent leurs souillures jusqu'au 23 juillet 1883, veille du centenaire de Simon Bolivar. Ce jour-là, le gouvernement de Caracas fit blanchir toutes les maisons en l'honneur du Libérateur, et alors seulement s'effacèrent à jamais les traces du carnaval d'antan.

Nous avons déjà dit un mot des rivalités entre les différentes classes sociales. Au Vénézuéla, la *competencia* entre les deux cercles, national et espagnol, s'accrut encore au XVIIIe siècle par celle des différents bataillons de milices. Les milices furent organisées à Caracas en 1759, sous le gouvernement de Ramirez Estenoz, et chaque classe de la société voulut former une compagnie spéciale. A côté de la compagnie des *Nobles aventuriers*, composée des grandes familles, il y eut celles des ouvriers et des artisans. Les couleurs mêmes étaient nettement séparées : il y avait les *Voluntarios blancos*, dont fit partie Simon Bolivar, les *Blancos Isleños*, dont Sébastien

1. A. Rojas. *Ley. hist.*, II, p. 133.

de Miranda, le père du général, fut créé capitaine en 1764. Les officiers de ces divers bataillons se jalousaient terriblement les uns les autres. M. A. Rojas rapporte [1] à ce propos la très curieuse histoire de Sébastien de Miranda, diffamé auprès du gouverneur Solano (1769) par Juan Nicolas de Ponte et Martin de Tovar Blanco, de la compagnie des Nobles Aventuriers, qui représentèrent leur rival au gouverneur Solano comme étant *mulâtre, marchand* et *indigne* de remplir le poste qui lui était confié. Un procès retentissant s'ensuivit ; Miranda eut gain de cause et ses ennemis durent lui faire amende honorable. Mais Sébastien de Miranda, écœuré, donna sa démission ; il envoya son fils Francisco servir en Espagne, et l'offense faite au père ne décida-t-elle pas de la vocation du fils ?

Nous n'avons guère vu jusqu'ici que le côté frivole de la société caraquenaise. Nous allons maintenant la voir sous une autre face, en étudiant les progrès de l'instruction publique.

Dès l'ambassade du Procurateur Bolivar à la cour d'Espagne, en 1592, on avait décidé en principe la fondation d'un séminaire conciliaire à Caracas. Mais cet établissement ne devait s'ouvrir que cinquante ans plus tard. C'est l'évêque Mauro de Tovar qui, en 1641, ordonna la création du séminaire Tridentino ; organisé seulement sous le pontificat de l'évêque Gonzalez de Acuña, en 1673, il fut définitivement constitué en 1682, sous celui de Diego Baños y Sotomayor.

Bientôt la prospérité du Tridentino fut telle que les autorités conçurent l'ambition de le voir transformé en université. Mais le gouvernement d'Espagne résista longtemps à ce désir ; une université existait déjà à Saint-Domingue et l'on craignait que celle de Caracas ne diminuât l'importance de la première.

En 1696, la ville de Caracas adressait au monarque d'Espagne une pétition par laquelle elle sollicitait la création d'une Université dans le séminaire conciliaire. Par cédule du 30 janvier 1698, le roi se bornait à accorder des faveurs pour les boursiers du séminaire. En 1701, le séminaire demanda le droit de concéder les grades et d'éviter ainsi à ses candidats le voyage de Saint-Domingue ; nouveau refus. Cependant le roi devait bientôt céder au vœu général de la population. Plus favorisée que Santa-Fé, Caracas obtenait de Philippe V, le 22 décembre 1721, une ordonnance qui créait l'uni-

1. A. Rojas. *Est. hist.*, p. 291 et sqq.

versité, et le 11 août 1725, elle était solennellement inaugurée dans la chapelle du séminaire, sous la présidence de l'évêque Escalona y Catalayud.

L'enseignement donné à l'université fut d'abord à peu près exclusivement littéraire. L'étude de la grammaire, celle des langues latine et castillane, de la philosophie, de la théologie, du droit civil et ecclésiastique y sont abondamment représentées par 12 chaires ; les sciences en sont totalement absentes.

L'inauguration des études mathématiques au Vénézuéla date de l'année 1760. C'était l'époque du gouverneur Ramirez de Estenoz. Le colonel des troupes du génie, D. Nicolas de Castro, émit le vœu d'établir dans sa maison une académie de géométrie et d'études de fortifications, réservée exclusivement aux officiers placés sous ses ordres, et il adressa une demande en ce sens au gouvernement de Caracas le 24 juillet 1760. Le 25 juillet, Ramirez de Estenoz donnait l'autorisation demandée, et le 16 juillet 1761, la couronne d'Espagne approuvait définitivement la création de cette académie. Elle eut sept ans d'existence, et, en 1768, le colonel Castro quitta Caracas pour aller en qualité de lieutenant du roi à Panama, où il mourut en 1772 [1].

Après le départ de Castro, l'académie qu'il avait fondée disparut, et les études mathématiques étaient retombées dans l'oubli quand, en 1785, le père Andujar, capucin aragonais d'une grande érudition, proposa au capitaine général intérimaire, D. Manuel Gonzalez, de régenter gratis en l'université de Caracas une chaire de mathématiques. Le gouverneur accéda provisoirement à ce désir, sous la réserve de se faire appuyer par le roi d'Espagne. Mais Charles IV refusa l'autorisation, et la chaire fut suspendue.

La municipalité ne se découragea pas. En 1767, elle transforma le *collège des Jésuites* qui avait été fondé en 1731 en un *collège de nobles* où seraient admis, outre les fils des Caraquenais, les jeunes gens de bonne naissance de toutes les provinces. De plus, elle voulut que parmi les études qui devaient figurer dans le nouvel établissement, la préférence fût donnée aux sciences mathématiques et naturelles. Malheureusement le Vénézuéla n'eut point la chance de trouver des Mutis, des Caldas et des Valenzuela, et l'enseignement

1. Parmi les travaux inédits laissés par le colonel Castro figurait son ouvrage intitulé *Maximas de la Guerra*, qui fut imprimé après sa mort. Le général Miranda, en 1810, considérait cette œuvre comme un ouvrage d'un mérite transcendant, digne, comme il l'écrivait, de son savant auteur.

des sciences mathématiques et physiques végéta jusqu'à l'indépendance.

L'enseignement de la médecine avait été introduit à l'université en 1763 sur l'initiative du docteur *Campins y Ballestros*. Pendant six ans, il professa gratuitement, tous les jours, de neuf à dix heures du matin et de quatre à cinq heures du soir, sans compter deux conférences supplémentaires qu'il faisait les mardi et vendredi de chaque semaine. La science du Dr Campins se réduisait à des notions tout à fait élémentaires d'anatomie, de physiologie, de pathologie, conformes à ce qu'on enseignait de ces sciences dans les écoles d'Espagne. Sans modèles, sans estampes, sans musée, sans bibliothèque scientifique, on comprend que l'étude de la médecine ne pouvait être que fort rudimentaire. Elle ne devint véritablement scientifique et transcendantale qu'après la séparation du Vénézuéla et de la Colombie, en 1830 [1].

Un des actes les plus louables du gouvernement de Solano fut la création de la première école de jeunes filles qu'eut la ville de Caracas. Par permission royale du 30 juillet 1768, le licencié Simon Malpica, trésorier de la cathédrale de Caracas, fonda *el colegio de niñas educandas*, plaçant cette œuvre sous la protection de l'autorité civile. Il destina cet établissement à instruire les petites filles pauvres ou orphelines âgées de six à quinze ans, et consacra à son entretien toute sa fortune qui consistait en 14 immeubles situés à Caracas, sans compter celui où il avait institué le collège.

Dans le même temps, Da Josefa de Ponte obtenait également du monarque l'autorisation de créer un couvent de religieuses qui s'occuperaient de l'éducation des jeunes filles, et elle abandonna à cet effet les revenus de tous ses biens.

Malgré le dévouement et la générosité des particuliers qui s'étaient attachés à l'œuvre de l'instruction, l'enseignement public ne présentait encore au Vénézuéla, à la fin du XVIIIe siècle, qu'une organisation bien imparfaite. Mais bientôt le pays allait prendre un contact direct avec l'ancien monde par l'intermédiaire des voyageurs illustres et des naturalistes célèbres qui vinrent en Amérique à la fin du XVIIIe siècle. Le séjour que firent à Caracas Bredmeyer et Schultz en 1786, Humboldt et Bonpland en 1800, éveillèrent, au sein même de l'université, des aspirations jusqu'alors

1. V. nos *Origines vénézuéliennes*, liv. IV, ch. III, pour l'histoire détaillée de l'université de Caracas.

inconnues et qui trouvèrent écho dans l'âme des Montenegro[1], des Marrero, des Escalona.

C'est aussi sous l'influence des idées d'Europe que naquirent au Vénézuéla le théâtre et le journalisme. Les beaux-arts n'avaient guère été cultivés jusqu'en 1770, époque à laquelle Juan Manuel Olivares apporta de Rome un portefeuille de musique classique. Les pianos ne firent leur apparition à Caracas qu'en 1796, et c'est en 1797 que l'Ayuntamiento fit construire le premier théâtre[2]. Le journal n'apparut qu'en 1808 ; le premier numéro de la *Gaceta de Caracas* est du 24 octobre de cette année ; et encore les éditeurs annonçaient-ils qu'ils n'imprimeraient aucun article sans la censure préalable du gouvernement. Quant aux livres et aux journaux étrangers, le Conseil des Indes, les capitaines généraux et l'Audience empêchaient leur introduction par tous les moyens. Et malgré toutes ces entraves, on ne put empêcher au Vénézuéla, pas plus qu'en Nouvelle-Grenade, l'infiltration du courant révolutionnaire de France et des Etats-Unis. Nous allons trouver en 1810-1811 d'opulents hidalgos comme les Tovar Ponte, les Bolivar, les Montillas, les Toros, les Ustariz, prêts à consacrer leurs richesses et leurs vies à la liberté de la nouvelle race américaine, et nous verrons des juristes comme Roscio, Yanes, Sanz, Briceno, Peña, Mendoza, adopter d'emblée les méthodes les plus hardies de penser et de légiférer.

1. La correspondance de Humboldt avec le Dr Montenegro est un témoignage de ces tendances nouvelles. Montenegro demande au savant allemand des indications sur la manière dont on étudie en Europe les mathématiques, la physique, la chimie. Humboldt lui donne de longs détails sur la méthode d'enseignement de ces sciences, et il lui indique les noms des professeurs célèbres d'Allemagne, de France et d'Espagne auxquels il faut recourir.

2. V. Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*. Caracas, 1907, 1909, 2 vol., t. I, p. 90.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

L'évolution économique. — Relations commerciales avec la métropole. — La flotte et les navires de registre. — La Compagnie Guipuzcoane de Caracas. — Révolte de Juan Francisco de Leon. — La liberté du commerce.

Les relations commerciales des colonies espagnoles avec la métropole étaient, comme on le sait, soumises à toutes sortes d'entraves. Pour se réserver la direction du commerce avec le Nouveau-Monde, la Couronne d'Espagne avait ordonné que tout bâtiment chargé pour l'Amérique fût soumis à l'inspection des officiers de la *Casa de contratación* de Séville. C'est la casa de contratacion qui accordait la permission de faire le voyage, et au retour on devait lui adresser un rapport détaillé des marchandises qui formaient la cargaison. Les flottes autorisées à commercer avec les colonies durent partir, d'abord de Séville, puis, dès la fin du XVII[e] siècle, de Cadiz, changement dû principalement à l'influence toujours croissante du *Consulado* de cette dernière ville [1]. Elles comprenaient : la *Flotte* proprement dite (*Flota*), envoyée en Nouvelle-Espagne, et les *Galions* (*Galeones*), destinés à la Terre-Ferme, au Pérou et au Chili. Les galions touchaient d'abord à Cartagène. C'est dans cette ville que se concentrait, à leur arrivée, tout le commerce de la Nouvelle-Grenade. Les navires d'Europe apportaient à la colonie, non seulement des articles de luxe, mais des denrées utiles, telles que le vin, le miel, le savon, les fromages. Ils se chargeaient des produits du pays, cacao, tabac, anil, sucre, maguey, coton, et surtout de minerai d'or [2].

L'industrie de la Nouvelle-Grenade, en effet, durant l'époque coloniale,

1. Les archives de Cadiz enregistrent des départs de galions depuis le 28 septembre 1695. (*Archivo del Consulado de Cadiz*, Est. 10, l. 3, nº 76.)

2. Cf. Henao et Arrubla, *Hist. de Colombia*, I, p. 433.

outre la joaillerie indigène, les fabriques d'étoffes de coton de la région du Nord (la principale était à Tundamo), et la confection des espadrilles dites *alpargatas*, consistait surtout dans l'exploitation des mines d'or, découvertes d'abord dans la vallée dite « *de los osos*, des ours », puis dans le rio Nare, le rio Porse, où se fonda le pueblo de Barbosa au commencement du XVIIe siècle. L'exploitation minière s'accrut durant tout le XVIIe siècle, et la ville d'Antioquia devint le centre des transactions de cette industrie. Par la vallée du Cauca et par le rio de ce nom le minerai était acheminé vers le Magdalena, et de là à Cartagène.

De Cartagène les galions allaient à Porto-Bello pour recevoir les marchandises du Pérou et du Chili. Pendant ce temps, la flotte se chargeait à Vera-Cruz des trésors de la Nouvelle-Espagne ; puis les deux escadres se rejoignaient à la Havane, et de là elles revenaient de compagnie en Europe.

Le commerce de l'Espagne avec l'Amérique, se trouvant ainsi borné à un seul port, était accessible à peu de personnes et devint l'apanage d'un petit nombre de maisons opulentes de Séville et de Cadiz. Elles pouvaient à leur gré hausser le prix des marchandises, et comme elles ne les répandaient en Amérique qu'avec une extrême retenue, les acheteurs se voyaient obligés de se les procurer coûte que coûte, et les négociants de Séville et de Cadiz faisaient sur leurs cargaisons des bénéfices exorbitants. Au milieu du XVIIIe siècle, lorsque ce commerce exclusif était à son plus haut degré de prospérité, les deux escadres unies des galions et de la flotte ne portaient pas plus de 27.500 tonneaux. « Une pareille charge devait être bien loin de suffire aux demandes de ces vastes et nombreuses colonies, qui en attendaient toutes les commodités et la plupart des nécessités de la vie [1]. »

Pour remédier dans une certaine mesure à cet état de choses, on créa, dès la fin du XVIe siècle, les *vaisseaux de registre*. Avec une permission délivrée par le conseil des Indes et achetée chèrement, ils quittaient l'Espagne dans l'intervalle des départs de la flotte et des galions, et ils étaient destinés pour les ports où l'on prévoyait que les besoins étaient les plus pressants. Par ce moyen, le marché d'Amérique fut plus régulièrement alimenté, mais les vaisseaux de registre étant obligés eux aussi de partir du port de Cadiz et d'y revenir, le commerce demeura soumis aux entraves d'un fâcheux monopole.

1. Robertson. *Hist. de l'Amérique*, III, p. 351.

Or, si la Nouvelle-Grenade arrivait, grâce aux galions et aux navires de registre à faire des échanges à peu près réguliers avec la métropole, il n'en était pas de même du Vénézuéla. Il ne communiquait guère avec la mère-patrie que par l'intermédiaire de petits navires venant de Cartagène ou de Saint-Domingue, et, malgré les réclamations réitérées de ses gouverneurs, il languit dans un tel abandon de la métropole que, pendant les 22 premières années du XVIIIe siècle, il ne se fit qu'un seul envoi de vaisseaux marchands d'Espagne à la province de Caracas, et encore par voie indirecte, puisque les mêmes navires devaient d'abord s'arrêter à Honduras, et que, durant ce temps, pas un seul ne partit de Caracas pour l'Espagne [1].

Le Vénézuéla cependant, avec ses vallées et ses plaines arrosées de nombreux cours d'eau, avec ses climats variés, favorables à toutes les productions de l'Amérique, se trouvait doué d'avantages géographiques naturels grâce auxquels il pouvait devenir un centre agricole et commercial de premier ordre. Dans la province de Caracas croissait sans culture un produit supérieur, qui n'avait pas tardé à être apprécié des Européens, c'était le cacao. Mais telle était la négligence des Espagnols que les Hollandais, favorisés par le voisinage de leurs établissements dans les petites îles de Curaçao et de Buen-Aire, s'étaient emparés de la quasi-totalité de ce commerce, et l'Espagne elle-même leur achetait à des prix exorbitants cette production de ses propres colonies.

Le roi Philippe V, en présence d'une situation semblable, se vit forcé, par ordonnances en date du 1er novembre 1717 et du 9 juin 1718, de prohiber en Espagne l'introduction de tous genres de produits des Indes occidentales faite directement par les étrangers [2]. Bien plus, comme malgré cette défense on n'arrivait pas à recevoir de bateau national, une autre cédule royale du 17 septembre 1720 abaissa les droits d'entrée du cacao à 33 maravédis la livre, de 75 qui avaient été exigés jusqu'alors [3]. Et, pour plus grand stimulant, Philippe V émettait, le 1er octobre suivant, une nouvelle ordonnance relevant du droit de tonnage tous les navires qui iraient à Caracas chercher du cacao [4].

Aucune de ces mesures n'eut de résultat, et l'isolement du Vénézuéla

1. V. nos *Origines vénézuéliennes*, p. 80 et sources citées.
2. *Arch. del Consulado de Cádiz* E. 10, l. 4, nos 113 et 115.
3. *Id.*, no 124.
4. *Id.*, no 125.

continuait, lorsque, le 25 septembre 1728, la couronne royale signa un contrat avec la célèbre *Compañía guipuzcoana de Caracas,* créée à Saint-Sébastien, sous l'invocation de saint Ignace de Loyola, et dont la direction générale fut établie à Saint-Sébastien d'abord, puis, à partir de 1751, à Madrid [1].

Le contrat assurait à la compagnie le monopole du commerce avec la province de Caracas. Les navires se chargeraient dans les ports du Guipuzcoa ; ils seraient exempts du droit de tonnage, mais devraient acquitter, avant l'embarquement pour l'Amérique, l'équivalent des droits de douane de sortie et d'entrée que les denrées auraient dû acquitter à Cadiz. A leur retour de Caracas, les navires mouilleraient d'abord à Cadiz, et ils auraient le droit de conduire ensuite au Guipuzcoa une partie de leur chargement. Les escadres de guerre devraient prêter secours aux navires de la compagnie ; les employés du roi ne leur causeraient ni dommage ni retards et les employés de la compagnie jouiraient des mêmes prérogatives que les officiers de la flotte.

Le 15 juillet 1730, les premiers navires de la compagnie, le *San-Ignacio,* le *San-Joaquin,* et les frégates *Guipuzcoana* et *Santa-Rosa,* quittaient le port de Pasages avec un équipage de 700 hommes. Les Vénézuéliens, habitués à la contrebande et au commerce avec les Hollandais, accueillirent d'abord assez froidement les navires nationaux ; la compagnie mit deux ans à trouver assez de cacao pour charger un seul de ses quatre navires, et il leur fallut trois ans avant de se procurer une charge suffisante pour retourner en Espagne. En dépit de ces contrariétés, le cacao amené en Espagne fut vendu par la compagnie 45 pesos la fanega [2] au lieu de 80 que l'on payait avant 1728. La compagnie dans ses deux premiers voyages dépensa 2.861.430 pesos ; elle vendit à la péninsule 80.000 fanegas de cacao pour 3.600.000 pesos, réalisant par conséquent un bénéfice de 738.570 pesos. Ces bénéfices ne firent que s'accroître et les actionnaires purent bientôt toucher chaque année un dividende de 10 p. 100.

La première factorerie de la compagnie fut établie à Caracas en 1730 ; il y en eut bientôt d'autres à la Guaira, à Puerto Cabello, à Barquisimeto, Coro, Maracaïbo, etc.

1. Sur la Compagnie guipuzcoane de Caracas, v. Soraluce y Zubizarreta (Nicolas de). Historia de la real compañia guipuzcoana de Caracas, Madrid 1876 ; et nos *Origines vénézuéliennes*, l. III, ch. II à VI ; sources principales : *Archives du Guipuzcoa* (San-Sebastian et Tolosa). *British Museum,* Londres (papeles tocantes à la provincia de Venezuela).

2. La fanega valait environ 52 litres.

L'existence de la compagnie quipuzcoane fut un puissant stimulant pour les planteurs vénézuéliens. Outre qu'ils trouvaient un débouché de vente plus sûr pour leurs produits, ils reçurent par l'intermédiaire des vaisseaux de la compagnie des bras d'hommes libres et d'esclaves africains (on amena de ces derniers jusqu'à 2.000), ce qui leur permit de donner à leurs cultures une grande extension.

La facilité d'exportation fit prospérer aussi d'autres cultures que celles du cacao. Les plantations de café, inaugurées au Vénézuéla au XVIIIe siècle par la famille française de Bartolomé Blandain, par le curé de Chacao, José Antonio Mohedano et par le Père D. Pedro Sojo, étaient au milieu du XVIIIe siècle à peu près insignifiantes ; elles s'accrurent bientôt au point de produire en 1808 100.000 quintaux [1].

En 1767, la compagnie inaugura les plantations de coton. Elle fit venir et entretint à ses frais un Français de la Martinique expert dans cette culture. L'année suivante, les Basques Orrendain et Arvide commencèrent à cultiver l'anil dans les vallées d'Aragua. De là cette culture s'étendit dans d'autres régions, et l'exportation de l'anil atteignait à la fin du XVIIIe siècle un million de livres par an. La compagnie fit également prospérer l'élevage des troupeaux, l'exportation des cuirs et le commerce du *dividi*, fruit aussi utile pour la teinture que la noix de galle.

L'impulsion donnée au commerce par la compagnie guipuzcoane lésait singulièrement les prérogatives de la classe oligarchique, constituée par les grands propriétaires, descendants des conquistadores et des premiers *encomenderos*. Accoutumés à leur système routinier de culture et de commerce, ils pensèrent que le monopole de la compagnie menaçait celui dont ils jouissaient depuis des siècles. Aussi, dès 1735, essayèrent-ils de tramer un complot contre Nicolas de Francia, facteur principal de la compagnie à Caracas. Ils ne réussirent point, mais une occasion allait s'offrir à eux de fomenter contre la compagnie une véritable guerre civile.

En avril 1749, le gouverneur et capitaine général de Vénézuéla, D. Luis de Castellanos, envoyait Martin de Echeverria pour remplacer D. Juan Francisco de Leon, canarien, *poblador* de la ville de Panaquire, dans la charge de *teniente de justicia* qu'il y exerçait. Une foule de paysans, soulevés par les propriétaires, envahit la maison de Leon, et lui persuadant que sa

1. Cf. Gil Fortoul. *Hist. constitucional*, I, p. 76.

disgrâce est due aux directeurs de la compagnie guipuzcoane, ils le décident à marcher avec eux sur Caracas. A la tête de 800 hommes des régions de Caucagua, Guatire et Panaquire, Leon arrive à Chacao, et de là il écrit au gouverneur que le but de son expédition est « la destruction totale » de la compagnie, et l'expulsion immédiate de tous les Guipuzcoans. L'Ayuntamiento délibère et envoie une députation à Leon. Celui-ci reste ferme dans ses exigences ; il entre dans la capitale avec sa troupe. L'astucieux Castellanos fait semblant de céder ; on convient d'un commun accord que le gendre de Leon, Juan Alvarez de Alvila, partira pour l'Espagne demander au roi la ratification des mesures proposées contre la compagnie. Léon satisfait disperse sa troupe et revient à Panaquire. Sur ces entrefaites, arrive à Caracas un nouveau gouverneur, D. Julian de Arriaga y Rivero, qui publie une amnistie générale pour tous les compromis dans les événements précédents. Mais les employés de la compagnie restent toujours au Vénézuéla. Bien plus, un troisième gouverneur, arrivé en 1751, D. Felipe Ricardos, se déclare ouvertement le protecteur des Guipuzcoans. Leon se soulève de nouveau, et avec lui les notables de Barlovento et d'Aragua. Mais cette fois on n'avait plus affaire à un Castellanos. Avec une activité extraordinaire, Ricardos met en mouvement les troupes vétéranes, lève un escadron de cavalerie et arme les milices de la capitale. Les prisons s'emplissent et on passe par les armes les premières victimes du mouvement révolutionnaire. La tête de Leon est mise à prix, mais il réussit à s'enfuir et à se cacher dans les montagnes. On dut se contenter de raser la maison qu'il possédait place de Candelaria (5 février 1752) et d'en semer de sel l'emplacement en signe d'infamie.

Quelque temps après, Leon et son fils Nicolas se livraient eux-mêmes à leurs ennemis. Embarqués pour l'Espagne, suprême ironie, sur un navire de la compagnie guipuzcoane, ils furent l'objet de la part du roi d'une mesure de clémence ; le monarque leur permit de s'enrôler dans une expédition chargée de réprimer une rébellion en Afrique. Leon mourut à son retour en Espagne, et son fils Nicolas revint au Vénézuéla, où il rentra en possession de ses biens [1].

Certains historiens, M. A. Rojas entre autres, ont voulu voir dans la révolution commandée par Leon un prélude du grand mouvement de 1810,

1. Sur la révolte de Leon, v. A. Rojas. *Est. hist.*, p. 243 et sqq. Gil Fortoul, *Hist. const.*, p. 80-81 et nos *Origines vénézuéliennes*, p. 110 et sqq.

M. Fortoul ne va pas aussi loin. Sans doute Leon a cru de bonne foi lutter contre une tyrannie ; mais en somme il n'était que l'instrument d'un monopole contre un autre monopole, et, en somme, celui de la compagnie guipuzcoane était encore le plus profitable à la colonie.

C'est à la compagnie guipuzcoane en effet « que le Vénézuéla a dû sa relative prospérité économique dans les dernières années de l'époque coloniale [1] ». Son monopole d'ailleurs fut restreint par d'excellentes mesures que prit l'ex-gouverneur de Vénézuéla, Julian de Arriaga, devenu ministre de la marine et des Indes. En 1759, il décrétait que la sixième partie de la capacité de chaque navire de registre serait laissée à la disposition des producteurs et commerçants du Vénézuéla pour qu'ils pussent la remplir librement de cacao sans l'intervention de la compagnie. En même temps la compagnie fut obligée de payer le cacao dans les plantations à raison de 16 pesos la fanega au lieu de 10, et de réserver une partie déterminée de ses actions aux habitants de Caracas.

Mais le règne de Charles III arrivait, qui allait être pour le commerce ce qu'on pourrait appeler le commencement de l'ère moderne. En 1764, ce monarque établissait la poste régulière entre l'Espagne et l'Amérique, en ordonnant que des paquebots fussent expédiés les premiers jours de chaque mois de la Corogne à la Havane et à Puerto-Rico, et que de là des bâtiments légers transportassent les lettres sur le continent américain [2].

En 1765, il ouvrit à tous ses sujets en Espagne le commerce des îles du Vent, Cuba, Española, Puerto-Rico, Margarita et la Trinité, leur laissant le choix des ports, moyennant qu'ils paieraient les droits ordinaires [3].

En 1774, il publiait une real cédula par laquelle il accordait la liberté de commercer entre elles aux quatre provinces du Pérou, Nouvelle-Espagne, Guatemala, Nouvelle-Grenade [4] ; et, en 1776, supprimant complètement la navigation officielle, il autorisait la création des compagnies de commerce particulières, étrangères ou espagnoles, à la seule condition qu'elles soumissent au secrétariat du consulat de Cadiz *copia testimoniada de las escrituras públicas de su establecimiento* [5].

1. Gil Fortoul, *loc. cit.*
2. *Arch. del C. de Cádiz*, E. 10, l. 7, nº 37.
3. *Id.*, nº 48.
4. Robertson, *Hist. de l'Amérique*, III, p. 371.
5. *A. del C. de Cadiz*, E. 10, l. 8, nº 41.

Le monopole de la compagnie guipuzcoane n'avait plus de raison d'être ; aussi une ordonnance du 15 février 1781 supprima les privilèges dont elle jouissait, en l'assimilant à toute autre compagnie commerciale particulière [1]. Enfin, par une dernière cédule royale du 10 mars 1785, la compagnie guipuzcaone était fondue dans la compagnie royale des Philippines [2].

1. *A. de Guipuzcoa*. Tolosa. s. 2, n. 22.
2. *A. de Pasages*. Docum. años 1786-1803.

CHAPITRE IV

LA PROVINCE DE GUYANE

Le Vénézuéla oriental. — La province de Guyane. — Manuel Centurion et la colonisation civile. — Les projets de colonisation d'Inciarte et de Marmion.

Dans les provinces du Vénézuéla oriental[1], l'évolution économique fut plus lente que dans celle de Caracas. Margarita, avec sa population réduite, vivait pauvrement de ses pêcheries mal organisées. Cumana était plus riche, grâce d'abord à l'exploitation de ses salines, ensuite à la culture du tabac et à l'élevage du bétail dans les llanos de Barcelona.

En Guyane, la colonisation du pays fut d'abord l'œuvre des missions des jésuites et des capucins, qui, malgré des difficultés sans nombre, ouvrirent des routes à travers des forêts en apparence impénétrables, établirent des fermes, groupèrent les Indiens en villages, leur apprirent à cultiver le cassave, le maïs, à fabriquer des cordes et différents objets avec les fibres du *curaguate*, espèce d'agavé supérieur au chanvre d'Espagne et aussi beau que le lin. Les capucins de Guyane, dit M. Desdevises du Dézert, plus encore que les jésuites du Paraguay, car ils succombèrent moins que ces derniers aux tentations mercantiles, « ont été en Amérique de courageux pionniers de la civilisation[2] ». Le nombre de

1. Jusqu'en 1762, année où la Guyane fut érigée en gouvernement indépendant, les trois provinces de Nueva Andalucia ou Cumana, de Barcelona et de Guayana formaient le gouvernement de Cumana. Le gouverneur, résidant dans la ville de Santa Inez de Cumana, était subordonné pour les affaires civiles au vice-roi de Santa-Fé. En matière juridique, les provinces de Cumana et de Barcelona dépendaient de l'audience royale de Saint-Domingue, celle de Guayana de l'audience de Santa-Fé. Le Trésor et tout ce qui s'y rapportait était subordonné au trésorier royal de Caracas. Au point de vue religieux, les trois provinces dépendaient, ainsi que Margarita et Trinidad, de l'évêque de Puerto-Rico qui avait un *superintendant vicaire* résidant à Cumana. Le tribunal du Saint-Office de Cartagène avait deux commissaires, l'un à Cumana, l'autre à Barcelona. — (*A. gen. de Indias*, Séville, Est. 56, c. 4 et 6).

2. G. Desdevises du Dézert. *L'Espagne de l'ancien régime*. Paris, 1897. La Société, p. 77.

leurs missions, qui était de 11 en 1755, était de 16 en 1761, et il arriva à 28 en 1788 [1].

Quant à la colonisation civile, elle fut à peu près nulle en Guyane jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle. Mais à cette époque, cette province eut à sa tête les gouverneurs les plus remarquables peut-être qu'ait jamais eus aucune province de Terre-Ferme, et leurs projets, qui, hélas ! ne reçurent jamais d'application, constituent un magnifique programme de colonisation.

Le seul établissement civil que comptât la Guyane au début du XVIII[e] siècle était la ville, ou, comme on disait, le *Presidio* de Santo-Tomé-de-Guayana, désigné plus ordinairement encore sous le simple nom de *Guayana*. En 1720, cette capitale de la Guyane ne renfermait que « 20 ou 25 maisons, et ses habitants étaient éloignés de tout secours humain ». Le gouverneur de Cumana, D. Carlos de Sucre, commença en 1734, la construction du castillo de *San-Francisco-de-Asis*. C'était un quadrilatère irrégulièrement bâti, « avec une grande façade du côté de la rivière, une autre à l'Est, très petite au contraire et si basse qu'on pourrait facilement l'escalader [2] ». On ne tarda pas à constater l'insuffisance de cette forteresse. En 1741, sous le gouvernement de Espinosa, elle ne put résister à l'attaque de corsaires anglais qui mirent à sac le Presidio. D. Diego Tavares, qui succéda à Espinosa en 1746 songea à prévenir le retour d'un tel désastre. Il répara le castillo de San-Francisco, en bâtit un second qui fut appelé *San-Diego* ou *Padrastro* « sur une montagne rocheuse qui domine le fort de San-Francisco [3] », et commença la construction d'une troisième forteresse, celle de *San-Fernando*, du côté opposé au Padrastro, dans une anse appelée *Limones*. Cette dernière ne fut jamais achevée.

En 1760, la ville de Santo-Tomé comprenait 535 habitants et 66 maisons bâties sur un sol fangeux. « Les pluies continuelles, la chaleur et le voisinage des lagunes rendent le climat très insalubre et insupportable pour ceux qui ne sont pas nés dans le pays [4]. » Dès 1724, le gouverneur Tornera avait demandé le déplacement de la capitale. En 1761, le commissaire royal D. José Solano, chargé d'une enquête à ce sujet, adressait un rapport à

1. V. le tableau complet de ces missions dans nos *Origines vénézuéliennes*, pp. 320-321.

2. Memorandum adressé au roi d'Espagne par le gouverneur de Cumana José Diguja Villagomez, le 18 décembre 1761 (*A. gen. de Indias*, 131, 5, 7).

3. Memorandum de Diguja.

4. *Id.*

Sa Majesté constatant que le climat de la région où se trouvait Guayana était des plus malsains, que les maisons aussi bien que l'église étaient construites de bois et de boue et couvertes de chaume, que les murs du fort de San-Francisco n'avaient pas une force suffisante, que le poste du Padrastro pouvait facilement être enlevé par un coup de main, et qu'alors la possession même de la province serait menacée ; que dans ce cas les provinces de Cumana, de Caracas et même de Santa-Fé seraient sans protection ; qu'enfin la trop grande largeur de l'Orénoque en cet endroit facilitait l'accès de la place et constituait un grand danger. En conséquence, il demandait au roi d'ordonner le transport de la capitale à Angostura [1].

L'ordre fut donné le 4 juillet 1762, et en même temps le monarque « considérant l'importance de mettre sur un autre pied le gouvernement de la province de Guyane », l'érigeait « en un commandement séparé, sous l'immédiate subordination du vice-roi de Santa-Fé [2] ». D. Joaquin Moreno de Mendoza fut placé à la tête de la province, et c'est lui qui présida à la construction de la nouvelle capitale. Angostura était admirablement protégée contre les attaques de l'intérieur par d'énormes rochers. Devant la ville, le fleuve mesure 734 mètres d'une rive à l'autre ; des navires ennemis ne se fussent point aventurés dans un tel espace sans s'exposer au feu des deux forts *San-Gabriel* et *San-Rafael* qui furent construits par Mendoza ; mais la largeur était suffisante pour que les vaisseaux d'un fort tonnage pussent arriver jusqu'au port de la capitale. Aussi la Nueva Guayana, à l'abri de toute surprise, devint rapidement un grand entrepôt commercial. En 1773, elle comptait déjà 1.624 habitants ; mais son importance grandit surtout quand les ordonnances de Charles III eurent décrété la liberté des échanges. Angostura entretint alors des relations assidues avec la Nouvelle-Grenade, ainsi qu'avec les colonies hollandaises d'Essequibo et de Demerara et principalement avec l'île française de la Martinique. Du 23 septembre au 11 décembre 1782, 12 navires entrèrent dans son port, et 22 en sortirent. Elle recevait spécialement de la Nouvelle-Grenade de l'argent monnayé, des colonies hollandaises de l'eau-de-vie, et, par voie de la Martinique, elle importait de la toile de Bretagne, des rouenneries (coton, coutil, serge), des dentelles de Bruxelles et des articles de toutes sortes, tels que

1. *Arch. gen. de Indias*, 133, 3, 16.
2. Cf. G. Pariset, *Historique sommaire*, p. 18.

porcelaines, coutelas, feuilles d'étain, chaudronnerie, pierres à feu, chandelles en boîtes, fil retors gris, fine corde, huile de lin. D'autre part, ses bateaux exportaient : chevaux, mules, veaux, porcs, tortues, poulets, fromage, bœuf salé, peaux brutes, suif, tabac en feuilles [1].

A partir de la fondation d'Angostura, la colonisation civile en Guyane prit un rapide essor. Mendoza fonda en 1762 le centre de San-Antonio-de-Upata, où s'établirent dix familles espagnoles ; mais c'est surtout sous le gouvernement de Manuel Centurion, successeur de Mendoza, que s'accrut le nombre des établissements civils en Guyane. Ce Centurion est, entre tous les gouverneurs des provinces de Terre-Ferme, une des plus curieuses figures. Il fut, en plein XVIIIe siècle, un véritable *conquistador*, mais un conquistador doublé d'un habile politique et d'un esprit éminemment pratique. Rêvant de conquérir l'El Dorado, il envoya vers le lac Parime deux expéditions. L'une, conduite par D. Nicolas Martinez, dut revenir par suite de la mort de son chef ; l'autre, que dirigeait D. Vicente Diez de la Fuente, n'était plus qu'à deux journées du lac lorsqu'elle fut assaillie par une bande de Caraïbes qui tuèrent le guide indien ; les Espagnols rebroussèrent chemin et rentrèrent à Nueva Guayana, non cependant sans avoir pacifié plusieurs peuplades indigènes [2].

Ces utopies n'empêchèrent point Centurion de songer à fortifier la puissance espagnole par de solides établissements. Se défiant des missionnaires, et trouvant exagérées leurs prétentions de vouloir « s'arroger l'autorité et du commandant militaire et du corregidor [3] », il veut que la colonisation ait avant tout un caractère civil. Aussi est-ce à jeter les bases de cette nouvelle organisation que tendent tous ses efforts. Il crée d'abord le poste de *Guirior* sur le Caroni, en face de l'embouchure de la rivière Tarasiana ; puis, en 1770, la ville de *Barceloneta*, au confluent du Caroni et de son affluent le Paragua. Rassemblant ensuite 1170 Guaraunos, il fonde, dans la seule année de 1771, les villes de *Borbon* et de *Carolina*, et les villages de *Orocopiche, Maruanta, Buena Vista.*

En 1773, la Guyane comptait 13 établissements civils avec 4.396 habitants, 477 maisons, 633 fermes et 14.781 têtes de bétail.

1. V. nos *Origines vénézuéliennes*, p. 327 et les sources citées.

2. *Arch. gen. de Simancas*, secretaria de guerra. Leg. 7 166. Lettre de Centurion à S. E. D. Julian de Arriaga, secrétaire d'Etat pour le département des Indes (20 septembre 1774).

3. Rapports de Centurion de 1771. *Arch. gen. de Indias*, Séville, 131, 2, 18.

Felipe de Inciarte, qui succéda à Centurion en 1776, continua son œuvre. Le 4 février 1779, il dressait un plan détaillé pour l'occupation de la Guyane, dont il définissait ainsi les limites : « Au Nord, le bas Orénoque ; à l'Ouest le haut Orénoque, le Cassiquiare et le rio Negro ; au Sud, le fleuve des Amazones, et à l'Est, l'Océan [1]. »

Le projet d'Inciarte consistait à accepter 12.000 têtes de bétail offertes par les capucins pour fonder de nouveaux établissements, à attirer les Indiens des missions pour les grouper en villages sous la juridiction de quelques blancs, à offrir un asile aux fugitifs des Guyanes hollandaise et française, à accorder complète exemption d'impôts et de contributions pendant dix ans aux blancs et aux Indiens qui, dans les six premières années, viendraient s'établir dans la région de l'Orénoque. Enfin Inciarte exposait la nécessité de construire sur le haut Pomerun un village fortifié qui porterait le nom de *San-Carlos-de-la-Frontera* [2].

Le roi approuva d'abord ces projets (1er octobre 1780) ; mais il faut croire que de hautes influences durent le faire revenir sur sa décision, car Inciarte dut quitter la Guyane, en 1783, sans que rien n'eût été fait des mesures qu'il avait proposées [3].

Marmion, qui vint après lui, est peut-être, de tous les gouverneurs, celui qui se fit la conception la plus nette des nécessités d'une colonisation qu'il voulait à la fois agricole et commerciale. Se rendre un compte exact des ressources de la Guyane, doter chaque terrain de la culture qui lui convient, se servir des voies fluviales pour faciliter l'échange et l'écoulement des produits, telle est l'œuvre à laquelle il se consacre tout entier. Le long mémoire qu'il adressa le 10 juillet 1788 à D. A. Valdes, secrétaire d'Etat du département des Indes, dans lequel il décrit la province de Guyane et propose les différentes mesures qu'il juge utiles pour développer son commerce et augmenter le bien-être de ses habitants, est un des plus beaux documents de la colonisation espagnole [4].

Dans ce rapport, Marmion relève avec une précision remarquable les productions de chaque région et les profits qu'on en peut tirer. Déjà de

1. G. Pariset, *Historique sommaire*, p. 19.

2. *Arch. gen. de Simancas*, secretaría de Guerra (Leg. 7 305).

3. *Id.*, Carta de D. José Felipe de Inciarte (5 décembre 1783).

4. L'original de ce rapport existe dans les *Archives des Indes* à Séville (Est. 131, caj. 2, leg. 17). Une copie se trouve à l'*Arch. de Simancas* (secretaría de Guerra, leg. 7 241).

nombreux champs de riz s'étendent sur les rives de l'Orénoque ; il sera donc facile de développer cette culture. L'huile que l'on récolte abondamment des œufs que les tortues enfouissent dans le sable pendant les mois de février, mars et avril, pourra devenir la source d'un important commerce. Les terrains qui entourent Upata et la capitale fournissent déjà annuellement 600 charges de tabac. Le Caura est un territoire extrêmement fertile et très propre au labour ; il en est de même des pentes de la sierra Imataca ; pourquoi ne pas introduire dans ces régions la culture du cacao, produit de premier ordre, inconnu en Guyane et qu'il faut aller chercher à Caracas et à Barinas ; du coton, dont il n'existe que quelques plantations isolées, et qui cependant croît naturellement dans quelques parties de la Guyane ; de l'indigo enfin, dont quelques semis ont été faits et ont donné d'excellents échantillons ? D'autre part, la sierra abonde en bois de qualité supérieure qu'il serait facile d'exploiter et de transporter par radeaux à la capitale. Quant à l'élevage, celui des espèces bovines est en pleine prospérité, mais celui des mulets et chevaux est encore trop peu important ; il faut le développer et faire venir des provinces voisines des étalons pour faciliter la multiplication des espèces.

Mais si l'on veut que la colonisation soit efficace, il faut attirer de nouveaux colons qui ne soient pas seulement des déclassés et des fainéants, mais des gens d'une condition plus relevée et amis du travail. Il en viendrait s'ils savaient trouver en Guyane « un établissement et des prérogatives ». Et non seulement on devrait leur octroyer des terres et leur accorder durant dix ans toute exemption d'impôts et de charges, mais pourquoi, pendant les six premiers mois, ne leur fournirait-on pas des matériaux pour bâtir leurs maisons, des semences pour des plantations de cassave, maïs, etc., des instruments d'agriculture, de chasse et de pêche ? Ce serait là pour le trésor un capital bien placé, car il n'est pas douteux que ses recettes ne tarderaient pas à doubler, si toutes les ressources dont dispose la Guyane étaient mises en rapport.

De plus, pour faciliter l'écoulement et l'échange des produits du sol, il est nécessaire de créer des débouchés qui malheureusement n'existent pas. Déjà les habitants de Santa-Fé descendent le Meta avec des chargements de farine, de sucre, d'étoffes de coton et de hamacs. Les bois de l'Apure sont transportés à Guayana sur de grands radeaux. Il faut imiter cet exemple et instituer un trafic actif entre les bassins de l'Orénoque, du Meta, du Caroni

et du Caura. Il faut surtout qu'une fois arrivées à Guayana, les richesses de la Guyane puissent être expédiées en Europe, et pour cela on devra établir avec la métropole des relations directes et fréquentes.

Enfin, pour protéger les colons et prendre possession définitive du bassin du Cuyuni, il est indispensable de construire, au confluent de cette rivière et de son affluent, le Curumo, un fort qui assurera le contrôle de l'Espagne dans toute la région.

La nécessité de cet établissement fut reconnue par la métropole, et, en 1792, les Espagnols en achevaient la construction.

Ce fut la seule des mesures proposées par Marmion qui reçut exécution. Son grand projet de colonisation resta sur le papier. Etait-il trop beau pour qu'on y prêtât attention ? En tout cas, Marmion se heurta, comme cela arriva souvent aux gouverneurs et même aux vice-rois, à l'indolence du pouvoir central. Cet antagonisme entre l'activité des agents particuliers de la couronne et le mauvais vouloir de ses grands mandataires officiels, a été, selon nous, une des principales causes de la faiblesse du régime colonial espagnol.

LIVRE IV

L'EMANCIPATION

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE PÉRIODE. — MIRANDA ET BOLIVAR

Les premiers mouvements révolutionnaires au Vénézuéla. — España et Gual. — L'expédition libératrice de Miranda. — Le 15 juillet 1808 à Caracas. — Le 19 avril 1810. — Simon Bolivar. — Son ambassade à Londres.

Après la reconnaissance de l'indépendance des Etats-Unis en 1783, par le traité de paix que signèrent la France, l'Angleterre et l'Espagne, il ne manqua pas dans la péninsule de gens éclairés qui prévirent la révolution des colonies espagnoles. Le comte de Aranda, ambassadeur de Charles III à la cour de France, diplomate fin et avisé, proposa même à son roi de ne conserver sous sa domination directe que Cuba et Puerto-Rico, et d'envoyer les trois Infants d'Espagne régner sur les possessions des Indes occidentales. En 1806, Charles IV eut une consultation sérieuse avec l'archevêque de Tarragone sur le même sujet : établissement en Amérique de ses deux derniers fils, de son frère, de son neveu l'Infant Don Pedro et du prince de la Paz, avec le titre de vice-rois perpétuels et l'obligation de payer un tribut, puis de prêter à la métropole en cas de besoin le secours de leurs troupes et de leurs vaisseaux. Mais l'archevêque fit entrevoir la crainte « qu'un jour les obligés oubliassent le bienfait, et spécialement leurs descendants ; que ceux-ci n'aspirassent à l'indépendance absolue et ne secouassent le joug féodal auquel leurs ancêtres se seraient librement soumis [1]. » L'idée

1. Cf. Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela*, I, p. 93.

d'Aranda sombra pour toujours, et les Indes occidentales demeurèrent à la merci du destin qui allait les entraîner dans la révolution inévitable.

Les idées de liberté et de droit des hommes, proclamées par la Révolution française, ne pouvaient en effet manquer d'avoir leur répercussion dans les pays de domination espagnole. Ce fut au Vénézuéla que commencèrent les mouvements révolutionnaires. Dès 1795 avait eu lieu un soulèvement de nègres et de métis de Coro, et, deux ans plus tard, on découvrait à Caracas une conjuration plus sérieuse, à la tête de laquelle se trouvaient *D. Manuel Gual*, ancien capitaine du bataillon vétéran de Caracas, et *D. José Maria España, justicia mayor* de Macuto. Ils avaient distribué secrètement un programme de 40 et quelques articles dont voici la substance : les habitants prendraient les armes qu'ils pouvaient avoir à leur disposition afin de déposer tous les Espagnols employés aux finances, à la guerre, à la justice ; dans chaque *pueblo* on constituerait une *junte* de gouvernement provisoire ; dans l'espace de deux mois des députés seraient envoyés à la capitale pour déclarer l'indépendance et établir le gouvernement définitif ; le monopole du tabac, l'impôt sur les comestibles seraient supprimés et les autres contributions réduites d'un quart ; tous les ports seraient ouverts au commerce extérieur ; l'égalité serait proclamée entre blancs, métis, nègres et indiens ; le tribut des indiens et l'esclavage des nègres seraient abolis pour toujours ; on établirait la milice de tous les citoyens de dix-sept à quarante-cinq ans ; la nouvelle République se composerait des quatre provinces de Caracas, Maracaïbo, Cumana et Guayana, et le pavillon national serait blanc, bleu, jaune et rouge, par allusion aux quatre anciennes castes de blancs, métis, nègres et indiens[1]. Comme on le voit, le programme de 1797 contenait en germe celui que les patriotes devaient faire triompher en 1810 et 1811.

Malheureusement le plan révolutionnaire de Gual et España fut découvert par suite de l'indiscrétion d'un des conjurés : plus de cinquante personnes furent arrêtées et envoyées au bagne ; España, condamné à mort, fut attaché à la queue d'une bête de somme, traîné à la potence, puis pendu et écartelé sur la *Plaza mayor* de Caracas[2]. Sa tête sanglante fut hissée sur un poteau à l'entrée du port de la Guayra.

1. G. Fortoul, I, p. 94.
2. Son compagnon Gual mourut à l'île de la Trinité.

En 1799, une nouvelle conspiration échouait également. Son instigateur, *Francisco Javier Pirela*, officier aux milices des mulâtres de Maracaïbo, fut arrêté et condamné le 30 juillet 1800 à la détention perpétuelle avec dix de ses complices.

La sévérité dont on avait usé à l'égard des conspirateurs semblait avoir assuré la paix dans la colonie, lorsqu'en avril 1806 un péril nouveau vint la menacer ; nous voulons parler de l'expédition libératrice de *Francisco de Miranda*.

Né à Caracas le 14 juin 1756, Miranda avait dix-sept ans lorsque son père, D. Sebastian de Miranda, basque d'origine, assigna devant l'Audience certains représentants de l'aristocratie qui lui contestaient le droit nobiliaire de commander l'une des milices créoles. Bien qu'une ordonnance royale en date du 12 septembre 1770 eût donné gain de cause à D. Sebastian, le caractère susceptible du jeune Miranda souffrit de ce procès, et, peu de temps après, D. Francisco quittait sa ville natale pour aller en Espagne où il embrassa le métier des armes. Venu à Paris en 1772, il y fit ample provision d'ouvrages philosophiques, s'affilia à la franc-maçonnerie, et lorsque « les Loges françaises, à la requête de Franklin, envoyèrent des troupes aux philadelphes de l'Amérique du Nord, afin de les aider à chasser l'aristocratie anglaise de leurs villes libérales [1] », Miranda fit partie, en qualité de lieutenant colonel, du corps expéditionnaire espagnol qui concourut, avec celui de Rochambeau, à l'émancipation des États-Unis.

Dès lors, il ne songea plus qu'à une chose, la libération des colonies espagnoles d'Amérique. Cet apôtre qui, selon l'expression de Bonaparte, « avait du feu dans l'âme », parcourt le monde, cherchant des secours financiers et politiques pour sa noble entreprise. Il est reçu à Potsdam par Frédéric le Grand, à Kiev par Catherine de Russie, mais ne retire de ces entrevues que d'incertaines assurances d'appui. Il visite la Hollande, le Danemark, la Suède, la Pologne, l'Italie, la Grèce, la Turquie, l'Asie Mineure, l'Égypte enfin, et reparaît en 1785 en Angleterre, plus aguerri et « mieux conscient de sa tâche, après ce long apprentissage de migrations et d'aventures [2]. »

En 1790, il soumettait au ministre Pitt un « projet de constitution pour les colonies hispano-américaines », pour la réalisation duquel il demandait

1. Paul Adam, *L'Esprit de Miranda*, 1902, cité par J. Mancini, *Bolivar et l'Emancipation des colonies espagnoles*, p. 161.

2. Mancini, *op. cit.*, p. 163.

l'appui efficace de l'Angleterre. Il s'agissait de faire de l'Amérique espagnole un vaste empire qui aurait pour limite septentrionale une ligne allant de l'embouchure du Mississipi jusqu'à sa source, et continuant de là, par le 45e degré de latitude, jusqu'à l'océan Pacifique ; pour limite méridionale le cap Horn, orientale l'océan Atlantique, depuis le cap Horn jusqu'au golfe du Mexique, et de là jusqu'à l'embouchure du Mississipi. L'île de Cuba serait comprise dans cet empire, eu égard au port de la Havane, qui est la clef du golfe du Mexique.

Le gouvernement à instituer serait modelé sur la constitution anglaise. Un Inca héréditaire, avec le titre d'Empereur, représenterait le pouvoir exécutif. La *Chambre Haute*, composée de sénateurs ou *caciques* nommés à vie par l'Inca, et la *Chambre des Communes*, élue par les citoyens de l'empire, auraient des attributions à peu près semblables à celles du parlement anglais. L'Inca nommerait à vie les membres du pouvoir judiciaire. Deux *censeurs*, élus par le peuple et confirmés dans leur pouvoir par l'empereur « veilleraient sur les mœurs des sénateurs et celles de la jeunesse ». Des édiles et des questeurs, nommés pour cinq ans par le sénat, auraient le soin, les premiers des travaux publics, et les seconds des finances [1].

Malheureusement l'attention du ministre anglais était trop absorbée alors par les événements européens, et surtout par la Révolution française, pour songer à loisir à la mise en œuvre de si vastes et si lointaines entreprises. En attendant la réalisation de ses espérances, Miranda allait avoir l'occasion de jouer un rôle sur un champ de bataille où ne pouvait manquer de le lancer sa noble ardeur de défenseur de la liberté.

La France s'apprêtait à lutter contre la coalition. Miranda, arrivé à Paris le 25 août 1792, rejoint Dumouriez le 1er septembre à Sedan, avec le grade de maréchal de camp aux armées de la République. C'est grâce à son sang-froid que put s'effectuer, après la surprise des défilés de l'Argonne, la fameuse retraite des Islettes à Sainte-Menehould, qui sauva l'armée du désastre ; et c'est à lui que se rendit, le 29 octobre 1792, la citadelle d'Anvers. Accusé ensuite d'avoir été complice de la défection de Dumouriez, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire et glorieusement acquitté. Mais, en 1793, il est arrêté de nouveau à cause de ses relations avec les

1. Les documents relatifs à ce projet se trouvent au Public Record Office Chatham de Londres. Ils ont été étudiés par M. Carlos A. Villanueva qui en a transmis la copie à M. Gil Fortoul pour son *Historia Constitucional de Venezuela.* (Cf. Gil Fortoul, I, p. 97 et Mancini, p. 176).

Girondins : pendant dix-huit mois il resta à la prison de La Force, faisant par son stoïcisme l'admiration de ses compagnons de captivité, et ce n'est qu'en décembre 1794 qu'il recouvra la liberté.

Miranda retourne alors à Londres. Pendant plus de dix ans, nous le voyons, avec une inlassable ardeur, essayer d'intéresser l'Angleterre à l'expédition nécessitée par son projet de constitution américaine. On a cru longtemps que Miranda n'avait obtenu du gouvernement anglais qu'un appui moral ; mais les documents étudiés à Londres par M. Carlos A. Villanueva ne laissent aucun doute que le *Précurseur* ait pu se procurer des secours matériels assez importants [1]. C'est donc plein d'espoir que, le 4 novembre 1805, Miranda débarquait à New-York où, grâce à l'aide que lui prêta un riche armateur, Samuel Ogden, il put préparer son expédition.

Le 2 février 1806, sortait du port de New-York la petite corvette de 200 tonneaux, le *Leander*, commandée par le capitaine américain Lewis, ayant à son bord 200 hommes d'équipage, 18 canons montés, 40 pièces de campagne, 1.500 fusils, 6.000 lances et des munitions en assez grande abondance. Pendant le voyage, Miranda put se procurer et adjoindre au Leander deux goélettes, le *Bacchus* et la *Bee* [2] ; et c'est avec ce simulacre de flotte insignifiante qu'il crut pouvoir réaliser ses espérances !

Sa fermeté naturelle et la certitude qu'il avait de trouver ses compatriotes tout prêts à l'indépendance étaient pour lui un puissant réconfort. Mais ses illusions ne devaient pas être de longue durée. La petite division de Miranda ancrait à peine devant Ocumare, le 15 mars, qu'elle se voyait attaquée par deux forts bâtiments de la marine royale, l'*Argos* et le *Zeloso*. Dans cette lutte inégale, la seule chance de salut pour l'escadrille était de fuir. Elle tenta en effet de prendre le large, mais elle fut rejointe aussitôt ; l'ennemi s'empara des deux goélettes et fit prisonniers leurs équipages. Le Leander ne parvint à échapper qu'en jetant à la mer son artillerie et ses munitions [3].

1. M. Villanueva a trouvé par exemple dans le rapport du capitaine John Wight du navire de guerre anglais *Cleopatra*, qui arrêta le *Leander* dans les eaux de Bermuda le 12 février 1806, le passage que M. Gil Fortoul cite ainsi : « Me dijó el general Miranda que salió de Inglaterra con una seis mil libras, y me mostró copia de libranzas giradas desde su llegada a Nueva York por cuatro diferentes cantidades de quinientas libras cada una contra M. Vansittart (ministro del Tesoro) ». Gil Fortoul, *Hist. const.*, I, p. 100.

2. G. Fortoul, I, p. 98 et Mancini, p. 206.

3. G. Fortoul, I, p. 98. — Mancini, p. 208, d'après Francisco Yanes, *Compendio de la Historia de Venezuela*, 1re partie, ch. VII.

On peut s'étonner de ce que, quand la flottille de Miranda se battit à Ocumare, aucun Vénézuélien n'essaya d'intervenir. A Caracas cependant on connaissait fort bien les projets du *Précurseur.* M. Fortoul dit judicieusement à ce sujet : « C'est que la classe dominante savait que Miranda faisait son expédition avec l'or anglais ; que le résultat immédiat du triomphe de son expédition serait la domination de l'Angleterre, et qu'avec elle les créoles perdraient leur prédominance oligarchique. »

L'erreur de Miranda en 1806 fut évidemment de ne pas avoir cherché au préalable l'appui et la collaboration de la classe prédominante dans la colonie, et de ne pas avoir dissipé les scrupules qu'elle pouvait avoir à secouer le joug de la métropole, par crainte de retomber sous la protection d'une autre puissance européenne.

Et cependant l'expédition de Miranda ne fut point tout à fait vaine en résultats. Lorsqu'on vit les exécutions des prisonniers d'Ocumare, quand on connut les détails de la campagne du Leander, l'initiative du Précurseur provoqua une émulation féconde parmi les jeunes patriotes, tourmentés d'ambitions généreuses. Une scène entre autres exaltait les futurs libérateurs. Le 12 mars 1806, à l'approche de la terre américaine, Miranda avait hissé sur le Leander le pavillon bleu, jaune, rouge de la patrie à venir [1]. On se reprochait maintenant de n'avoir rien fait pour aider le Précurseur, et on n'attendait plus pour agir que quelque conjoncture favorable, que l'on espérait devoir surgir bientôt des violents conflits internationaux qui occupaient alors l'attention immédiate des gouvernements européens.

L'occasion espérée ne devait pas tarder à se présenter. Ce fut la nouvelle des événements de Bayonne des 5 et 6 mai 1808, date à laquelle le roi Charles IV et son héritier Ferdinand VII renoncèrent en faveur de Napoléon à leurs droits respectifs à la couronne d'Espagne et des Indes.

Le 15 juillet 1808, le bruit se répandait à Caracas qu'un brick battant

1. Au rouge et au jaune espagnols, Miranda joignait une bande du bleu dont Washington dota l' « Ordre de Cincinnatus ». (Mancini.) D'après certains auteurs, l'intention de Miranda, en choisissant ces trois couleurs, aurait été de symboliser par elles « les champs d'*or* de l'Amérique, que l'*azur* de l'océan sépara de la *sanglante* Espagne ». *Azpurua.* Hombres notables de América. Caracas, 1887, app. du t. IV, p. 7 : El pabellon tricolor de Miranda. — Le drapeau colombien flotta pour la première fois sur le continent américain du 3 au 13 août 1806, à la forteresse de San-Pablo, à la Vela de Coro. Adopté comme emblème national de la Grande-Colombie le 14 juillet 1811, il a été conservé par la Colombie, le Vénézuéla et l'Equateur.

pavillon français venait de mouiller devant la Guayra. Une embarcation avait amené aussitôt à terre deux officiers qui étaient en route pour Caracas. Un instant après, en effet, le commandant de Lamanon et le lieutenant de vaisseau Courtay entraient dans la ville par le faubourg du *Calvario*. La foule qui s'était portée à leur rencontre leur fit escorte jusqu'au palais du gouverneur. Ils venaient annoncer l'abdication de Charles IV, la renonciation au trône de Ferdinand VII et l'avènement de Joseph Napoléon. Tandis que le capitaine général, D. Juan de Casas, conférait avec les magistrats et les principaux fonctionnaires mandés en toute hâte, la foule, avertie des nouvelles qu'apportaient les commissaires, se réunissait en tumulte sous les fenêtres du gouverneur. Près de 10.000 manifestants poussaient des cris frénétiques : Vive Ferdinand VII ! Mort à l'usurpateur ! Casas, qui ne savait pour lequel des deux maîtres il convenait de se prononcer, fut obligé de sortir sur la place et de proclamer Ferdinand VII. Les commissaires français, se sentant peu en sûreté, durent quitter la ville en toute hâte, et ils s'embarquèrent de nuit à la Guayra, pour éviter les Anglais, entre les mains desquels d'ailleurs ils tombèrent presque aussitôt.

Il convient de remarquer que c'est par un cri de loyalisme que commença dans les colonies la première manifestation révolutionnaire. Y avait-il dès ce moment des libéraux qui pensaient à l'indépendance absolue ? C'est l'opinion de M. Gil Fortoul [1], et le fait paraît indéniable, si l'on pense aux premiers mouvements dont nous avons parlé et au projet élaboré par Miranda. Mais le peuple ne vit d'abord en 1808 que l'occasion de prouver son attachement au souverain légitime [2]. Ce n'est que lorsqu'on vit les affaires d'Espagne désespérées, les Français sous les murs de Cadiz, et surtout lorsque les colons s'aperçurent que « leurs intentions n'étaient aucunement comprises par la métropole [3] » que tout le monde, d'un commun accord, travailla à l'émancipation.

La « junta central gubernativa » d'Espagne, installée d'abord à Aranjuez, puis à Séville, eut la maladresse de proclamer, le 22 janvier 1809, que les possessions de l'Espagne dans les Indes n'étaient pas « pro-

1. Gil Fortoul, *Hist. const. de Venezuela*, I, l. II, ch. I.

2. Cf. Carlos A. Villanueva, *Resumen de la Historia general de América*. Paris, p. 219.

3. Carlos A. Villanueva, *loc. cit.*

prement des colonies ou *factorerias* comme celles des autres nations, mais formaient partie essentielle et intégrante de la monarchie espagnole ». Aussi, quand on apprit dans les Indes l'invasion des Français en Andalousie et la dissolution de la *junta gubernativa*, les créoles songèrent à défendre leur autonomie municipale et à préparer ainsi l'indépendance absolue [1].

Le 19 avril 1810, qui était le jeudi de la semaine sainte, l'Ayuntamiento de Caracas entrait en séance à sept heures du matin et députait deux *regidores* au capitaine général, qui était alors le maréchal de camp D. Vicente Emparan, pour l'inviter à venir immédiatement assister à une session extraordinaire. A huit heures, Emparan pénétrait dans la salle capitulaire, et au moment où il prenait place au fauteuil d'honneur, il s'entendit proposer sans préambule l'établissement immédiat d'une « junte de Caracas ». La situation de la métropole était telle « qu'un gouvernement autonome était seul capable de consacrer les droits légitimes du roi Ferdinand VII ». Emparan interdit balbutie que l'affaire est importante, qu'il faut y réfléchir, et, levant la séance, il quitte la salle pour se diriger vers la cathédrale où l'office religieux du jeudi saint va être célébré.

Mais à l'entrée de l'église le patriote D. Francisco Salias saisit le gouverneur par le bras, et, le poignard à la main, le somme de retourner à la *casa consistorial*. Emparan revient à l'Ayuntamiento, et on le somme de consentir à la constitution de la junte. A ce moment, le chanoine Madariaga fait irruption dans la salle avec le prêtre José de Ribas, les docteurs German Roscio et Felix Sosa, et le tribun populaire Felix Ribas. « Pas de subterfuges, s'écrie Madariaga, il n'y a plus de gouvernement en Espagne, le capitaine général n'a plus d'autorité, qu'il s'en aille ; nous voulons un gouvernement composé d'Américains. »

Pendant ce temps, l'émeute grondait sur la place : Emparan se dirige vers la fenêtre pour haranguer le peuple ; il est accueilli par les cris de : « Allez-vous-en ! allez-vous-en ! A mort ! Nous ne voulons plus de vous ! — C'est bien, Messieurs, fit Emparan en se retournant vers les regidores. On ne veut pas que je gouverne, je ne le veux pas non plus. » Ces paroles furent immédiatement transcrites au procès-verbal de la séance

1. *Id.*, p. 215.

du cabildo qui consacrait la déchéance du gouverneur. Emparan, conduit à la Guayra par une escorte d'honneur, s'embarquait le surlendemain pour l'Espagne [1].

Le nouveau gouvernement se donna le nom de *junte suprême conservatrice des droits de Ferdinand VII.* « Mais en réalité, dit M. Gil Fortoul, son dessein était de s'acheminer à l'autonomie absolue, et s'il ne la déclara point tout de suite, c'était, de l'aveu des révolutionnaires eux-mêmes, à cause de la nécessité de ne point alarmer les populations par des changements trop brusques [2]. »

La junte se composa de 23 députés avec quatre secrétaires d'État et un chancelier de gouvernement. Ce dernier fut *D. Carlos Machado*, ex-chancelier de la Real Audiencia. L'armée fut placée sous les ordres du colonel D. Fernando R. del Toro, auquel fut adjoint un lieutenant de milices et une « junte de guerre et de défense des provinces ». La Real Audiencia fut remplacée par un tribunal « d'appels et recours » sous la présidence du marquis de Casa Leon, assisté de 4 ministres et 6 autres fonctionnaires.

La junte prit immédiatement les mesures qui devaient conduire à l'autonomie en abolissant les privilèges de la couronne. Elle supprima le droit d'*alcabala* sur les denrées et objets de première nécessité, ainsi que l'impôt d'exportation ; elle donna libre entrée à certains produits de manufacture étrangère, déclara les Indiens libres de tout tribut et défendit (14 août) le trafic des esclaves.

Glorieuse entre toutes est cette date du 19 avril 1810. C'est de ce jour qu'il faut faire dater l'émancipation générale des colonies espagnoles. Dès le 27 du même mois, en effet, la junte de Caracas lançait un appel à tous les *cabildos* sud-américains pour les inviter à suivre son exemple et « à contribuer à la grande œuvre de confédération américaine espagnole ». Et la proclamation ajoutait : « Les patriotes de Caracas doivent être imités par tous ceux d'entre les habitants du Nouveau-Monde en qui la trop longue accoutumance de la servitude n'a point encore aboli tout espoir de relèvement [3]. »

1. Sur les événements de 1810, v. outre Gil Fortoul, I, I, 1 et Mancini, pp. 284 et sqq. l'ouvrage récent de Andrés F. Ponte, *La Revolución de Caracas y sus Proceres*. Caracas, 1916, rédigé d'après les documents officiels, ch. XVIII, El 19 abril de 1810.

2. Allusion aux discours prononcés au congrès des 3 et 5 juillet 1811 par Tovar Ponte, Roscio et autres députés. Gil Fortoul, I, p. 117.

3. Cf. Mancini, p. 299.

Au Vénézuéla, les villes les plus importantes imitèrent l'exemple de Caracas et se constituèrent en *juntes gubernatives*. Coro et Maracaïbo restèrent en dehors du mouvement : elles devinrent les principaux foyers de résistance du parti que l'on appela dès lors *realista*, par opposition au parti créole dénommé *patriota*.

Pour se procurer des munitions et des armes en cas de soulèvements éventuels, le nouveau gouvernement de Caracas envoya à Washington des ambassadeurs, Juan Vicente Bolivar et Telésforo Orea, chargés d'obtenir du gouvernement fédéral l'autorisation de procéder, dans l'Amérique du Nord, aux achats nécessaires. Mais, au cas d'une agression de la France, dans celui aussi où un revirement heureux dans les affaires de la métropole viendrait ranimer le parti espagnol en Amérique et compromettre la viabilité du régime naissant, il fallait chercher en Europe un puissant appui. Ce fut naturellement à l'Angleterre que l'on songea, et, pour cette mission délicate, la candidature du jeune colonel de milices Simon Bolivar rallia tous les suffrages. C'est la première fois que nous voyons jouer un rôle officiel à celui qui allait bientôt devenir le « Libérateur ».

Simon Bolivar était né à Caracas le 24 juillet 1783 de Juan Vicente Bolivar, colonel de milices et de D[a] Maria Concepcion de Palacios. Il descendait d'ancêtres illustres, les Bolivar, originaires de Biscaye et les Villegas (de Burgos) qui, nous l'avons vu, avaient joué un rôle important dans l'histoire du Vénézuéla à l'époque coloniale [1]. A trois ans, il perdit son père, et ce fut son oncle, le marquis de Palacios qui lui fit donner sa première éducation classique. Il eut un maître, Simon Rodriguez qui, enthousiaste des doctrines françaises et nourri de Rousseau, fit partager à son élève ses aspirations sociales et républicaines [2].

Devenu jeune homme, Bolivar fut envoyé en Espagne pour y compléter son éducation. Il vint d'abord à Bilbao, puis à Madrid, où il suivit des cours de droit. Là, il se maria en 1803 avec la fille du marquis de Ustaritz, Maria Teresa, et revint à Caracas avec sa jeune femme qu'il adorait. Il la perdit

1. V. notre étude déjà citée sur *Les Origines et les Ancêtres de Simon Bolivar*, et dans nos *Origines vénézuéliennes*, p. 71, le tableau de la descendance des Bolivar et des Villegas jusqu'au Libérateur. — Cf. aussi Arbol genealógico del Libertador Simón Bolivar de Andrés F. Ponte. Caracas, 1911.

2. On ne saurait trop insister sur l'influence qu'exerça Rodriguez sur le futur Libérateur. Celui-ci conserva toujours pour son vieux maître la plus grande vénération. V. Mancini, pp. 119 et sqq. et nos *Origines vénézuéliennes*, p. 185.

l'année suivante, et, à dix-neuf ans, Bolivar se trouvait veuf et désespéré. Il repartit pour l'Europe et vint à Paris, où il suivit les cours de l'École Normale et de l'École Polytechnique. Son savoir réel, s'alliant à une amabilité exquise et à la fougue espagnole d'un *caballero* de vingt ans, lui ouvrit tous les salons.

Ce séjour qu'il fit en France décida de sa vocation. Témoin des gloires militaires de l'empire, il se prend à concevoir le dessein d'affranchir son pays de la domination espagnole. Dans un voyage qu'il fait à Rome avec Rodriguez, il monte à l'Aventin, le berceau de la liberté romaine, et, en proie à une émotion surhumaine, il s'écrie en se tournant vers son maître : « Ah ! mon ami, par tous ces immenses souvenirs, par ma patrie et mon honneur, je jure de ne donner de repos à ce bras qu'il n'ait délivré l'Amérique du joug de ses tyrans. »

Après l'Italie, Bolivar visita les Pays-Bas, l'Allemagne, puis il s'embarqua à Hambourg pour les États-Unis, où il compléta, au soleil de l'indépendance nord-américaine, son éducation politique. Vers la mi-février 1807, il arrivait à la Guayra, et, à Caracas, il reprenait son service dans la milice, où il était entré dès 1797 comme cadet [1].

S'il ne se mit point officiellement en avant dans les grands événements qui eurent lieu à Caracas après son retour, il est certain que Simon Bolivar en fut un des grands inspirateurs. On dit qu'un jour, en 1809, il eut l'audace, dans un banquet auquel assistait le capitaine général Emparan de porter un toast à la prochaine indépendance de l'Amérique. Un historien royaliste, Heredia, cité par Fortoul [2], dit formellement que « Bolivar fut un des principaux qui tramèrent secrètement la révolution du 19 avril » ; et un jour que le marquis de Casa Leon (en 1812) essayait de montrer à Bolivar et aux jeunes nobles qui avaient les mêmes aspirations que lui, le danger de la voie où ils semblaient s'engager, Bolivar répondit que « tout cela était très bien dit, mais que lui et ses amis avaient déclaré la guerre à l'Espagne, et qu'on verrait ce qui se passerait [3] ».

Plein de dignité dans sa personne, ses manières étaient empreintes de

1. En 1798 (4 juillet) il était sous-lieutenant, et sa *fiche* militaire était la suivante : Calidad : ilustre ; salud : buena ; valor : conocido ; aplicación : sobresaliente ; capacidad : buena ; conducta : *idem.* — (*Arch. gen. de Simancas*, secretaría de guerra, l. 7 295).

2. Gil Fortoul, I, p. 207 et note 2.

3. Cf. Mancini, p. 311.

décision et de fermeté ; sa voix, généralement douce et voilée, devenait, quand il le fallait, vibrante et sonore. Il avait le visage allongé, le front haut, chargé de rides précoces, la chevelure noire ; son regard, rêveur et mélancolique, s'animait parfois de brillants éclairs et possédait une rare puissance d'attraction. Enfin, il exerçait sur tous ceux qui l'approchaient un tel ascendant moral que, plus tard, les revers même ne devaient jamais nuire à son prestige [1].

C'est donc à Simon Bolivar que l'on eut recours pour « le rôle délicat et savant qu'il s'agissait de jouer à Londres [2] ». On lui adjoignit comme second le député Lopez Mendez et comme secrétaire Andrés Bello.

Les commissaires vénézuéliens, accueillis avec la plus grande sympathie, obtinrent du ministre anglais Wellesley un engagement formel de protection contre la France (9 août). Relativement à l'Espagne, ils ne purent recevoir que des promesses vagues, car l'Angleterre, alliée à l'Espagne, ne pouvait soutenir ouvertement un gouvernement en rébellion directe avec la mère-patrie, et qui refusait de reconnaître le conseil de régence.

Voilà pour la mission officielle. Mais les députés avaient une autre tâche à remplir, toute officieuse, c'était de s'aboucher avec Miranda, qui, après l'insuccès de son expédition, s'était de nouveau fixé à Londres, et de le décider à venir prendre la direction du mouvement en Amérique.

Le succès de cette démarche tenait au cœur de Bolivar plus encore que celui de sa mission officielle. « Une profonde sympathie unit dès leur première rencontre ces deux hommes en qui se résumaient tous les espoirs de

1. On trouvera sur Bolivar de précieux renseignements dans les 14 volumes de *Documentos para la historia de la vida publica del Libertador* réunis par José Felix Blanco et Ramón Azpurua (Caracas, 1876-77), ainsi que dans le *Diario de Bucaramanga* (souvenirs intimes du Libérateur recueillis de sa bouche par Louis Lacroix et publiés par Ollendorff).

On lira aussi avec intérêt la *Vida del Libertador Simón Bolivar*, de Felípe Larazabal, que réimprime la Bibliothèque Ayacucho de Madrid, ainsi que les *Memorias* du général O'Leary, *Bolivar y la emancipación de Sur-America*, 2 vol. (Bibl. Ayacucho), *Ultimos años de Bolivar*, 1 v.

Il faut faire une mention spéciale de l'œuvre magnifique de Jules Mancini : *Bolivar et l'Émancipation des colonies espagnoles*. Dans le 1er volume, *des origines à 1815*, le seul paru, l'auteur fait revivre avec un talent merveilleux la grande figure du héros sud-Américain. L'œuvre de M. Mancini restera, hélas ! inachevée. C'est un devoir pour nous de rendre un hommage ému à la mémoire de ce grand historien enlevé à la science à la fleur de son âge.

Citons encore les recueils publiés par D. Rufino Blanco-Fombona : *Cartas de Bolivar*, 1799-1822 (Louis Michaud, éditeur) et *Discursos y Proclamas de Simon Bolivar* (Garnier, éditeur) ; l'œuvre récente de C. Parra-Pérez : *El Libertador : Contribución al estudio de sus ideas et de sus actos*, et enfin la publication de luxe de l'éminent directeur de la Bibliothèque nationale de Caracas, *Manuel Segundo Sanchez : Apuntes para la Iconografia del Libertador*, où l'auteur a réuni les portraits historiques et artistiques du Libérateur.

2. Mancini, p. 311.

la liberté du Nouveau-Monde [1]. » Le futur Libérateur reçut du Précurseur en personne le suprême degré d'initiation de la « Grande Loge américaine », et leur collaboration fut aussi spontanée qu'active.

Leur plan arrêté, Bolivar prit les devants vers la côte américaine, et Miranda, laissant sa maison de Grafton Square aux soins de Lopez Mendez et de Bello [2], s'embarqua dès les premiers jours d'octobre.

1. Mancini, p. 327.

2. Bello ne revint jamais au Vénézuéla. Ecœuré par les calomnies qui se répandirent au Vénézuéla sur sa conduite le 19 avril, il s'expatria à jamais (V. Mancini, p. 331 et n. 1).

CHAPITRE II

MIRANDA ET MONTEVERDE

La première République de Vénézuéla. — Miranda débarque à la Guayra. — Le 5 juillet 1811 à Caracas. — Miranda et Monteverde. — Le tremblement de terre de 1812. — La capitulation et l'emprisonnement de Miranda.

Cependant les soucis qui, au moment du départ de la mission, préoccupaient déjà les chefs de la révolution vénézuélienne, s'étaient subitement aggravés. Les cabildos de Coro et de Maracaïbo avaient solennellement reconnu le conseil de régence et jeté dans les cachots de la forteresse de Puerto-Cabello les délégués de la junte de Caracas. Les gouverneurs Miyares et Ceballos levaient des milices et envoyaient des émissaires dans toute la région et jusque dans la Guyane. Barcelona et Angostura, qui s'étaient d'abord ralliées à la junte, se prononcèrent contre elle. A Caracas même le parti espagnol relevait la tête [1].

Les patriotes prirent les armes, et un corps de troupe, commandé par le marquis de Toro, marcha contre les gouverneurs de Coro et de Maracaïbo. L'attaque fut vaine, et les patriotes durent se retirer en laissant victorieuse la réaction espagnole.

C'est à ce moment qu'arrivait à la Guayra le sloop britannique l'*Avon* qui avait à son bord Miranda. Bolivar l'avait précédé de dix jours. Le Précurseur avait endossé l'uniforme de 93 qui faisait valoir sa haute taille et sa belle prestance. « Le bicorne à plumes, planté sur la coiffure en catogan, l'habit bleu aux feuilles d'or, l'écharpe aux couleurs républicaines d'où pendait le long sabre courbe battant les jambes moulées dans la culotte

1. Cf. Mancini, pp. 333 et sqq.

blanche, les bottes aux éperons dorés, composaient au vieux général, cravaté de noir, poudré de frais, la bouclette à l'oreille, un appareil impressionnant [1].»

Miranda arrivait plein d'espérance et d'enthousiasme. Mais, dans la maison de Bolivar, quand les Proceres, après l'avoir instruit de la situation, l'eurent laissé à ses réflexions, « l'amertume d'une déconvenue irrémédiable envahit profondément le Précurseur [2] ».

Ses pressentiments ne le trompaient point. Miranda se heurta dès son arrivée à une sourde opposition de la part de la noblesse créole, opposition qui ne fit que s'accroître quand on le vit « organiser un parti formé de métis aspirant déjà à la révolution sociale qui leur donnerait le pouvoir [3] ».

Cependant les nouvelles d'Espagne, où le conseil de Régence, au lieu de chercher un terrain de rapprochement avec les colonies, venait de déclarer « rebelles » les patriotes de Caracas et de décréter le blocus de leurs ports, ramena l'union dans le parti créole. Les élections générales qui eurent lieu dans les provinces qui s'étaient prononcées pour la junte donnèrent la victoire aux libéraux, et les 44 députés élus furent convoqués en congrès le 2 mars 1811 pour résoudre définitivement le sort de l'ancienne capitainerie générale.

Des mois se passèrent en discussions oiseuses jusqu'à ce qu'enfin, sous la pression des patriotes tels que Miranda, Simon Bolivar, Miguel Peña, Muñoz Tebar, Salias, Espejo et autres, s'ouvrit la séance mémorable du 5 juillet où fut proclamée solennellement l'Indépendance du Vénézuéla, tant de la couronne d'Espagne que de toute domination étrangère [4]. L'acte fut rédigé sur l'heure par Roscio et Isnardy, lu à l'assemblée le surlendemain 7 juillet 1811, et signé par les 41 députés présents à la séance. Les corps constitués, les autorités civiles et ecclésiastiques et la garnison de Caracas convoqués sur la Plaza mayor le 14 juillet, en commémoration de la grande date française, reconnurent par des acclamations frénétiques l'indépendance absolue des provinces unies de Vénézuéla. Les couleurs de Miranda, jaune, bleu et rouge, furent adoptées comme emblème du pavillon national, et l'étendard fut remis aux fils de José Maria Espana, à qui l'hon-

1. *Id.*, p. 339.
2. *Id.*, p. 341.
3. Carlos A. Villanueva, *Resúmen de la Historia de América*, p. 221.
4. Sur les documents de 1811 v. l'ouvrage publié par la Academia de la Historia de Caracas en 1903 sous le titre : *Prologo á los Anales de Venezuela.*

neur fut réservé de le présenter aux troupes à l'endroit même où leur père avait été exécuté onze ans auparavant.

Cependant le parti espagnol à Caracas, encouragé par un riche négociant canarien, Don Juan Diaz Florez, organisa, au moment même où l'indépendance était proclamée, une contre-révolution. Les meneurs, assaillis par la foule, furent conduits en prison ; le 15 juillet ils furent fusillés au nombre de seize, et les têtes coupées furent exposées aux carrefours.

Une insurrection beaucoup plus grave éclatait à Valencia, où le clergé régulier, jaloux du mépris où le tenaient les autorités ecclésiastiques, prêchait la guerre sainte contre « les athées et les franc-maçons de Caracas ». Une première expédition sous les ordres du marquis del Toro échoua. On fit alors appel à Miranda, et ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'il obtint le 13 août la soumission des rebelles. Cette campagne coûta 800 hommes et 1.500 blessés à l'armée indépendante.

Les tribulations ne faisaient d'ailleurs que commencer, et l'on apprenait bientôt qu'une expédition royaliste, commandée par le capitaine de frégate Domingo de Monteverde, originaire des îles Canaries, marchait contre Coro. Au lieu d'agir promptement, les libéraux perdirent leur temps à discuter s'il était légitime d'envoyer les soldats de la province ou les troupes fédérales contre Monteverde. Les royalistes profitèrent de ce retard pour soulever le pays ; le 23 mars ils s'emparaient de Siquisique, puis de Carora, dont la population fut passée au fil de l'épée, et ils se mirent en marche vers Barquisimeto.

La nature elle-même semblait condamner la cause de l'indépendance. Le jeudi saint 26 mars 1812, le pays fut secoué par un tremblement de terre épouvantable. Le désastre s'étendit aux provinces de Caracas, de Barinas et de Maracaïbo, jusqu'aux confins de la Nouvelle-Grenade. A l'exception de Valencia, Maracaïbo et Coro, aucune ville ne fut épargnée. La capitale fut la plus éprouvée, et le clergé ne manqua point de signaler la catastrophe comme un châtiment du ciel contre l'œuvre des patriotes. Les moines prêchaient en plein vent et exhortaient les habitants à renoncer à l'indépendance.

Au milieu de la panique, nous retrouvons Bolivar « superbe d'audace, invulnérable, et dont la grande âme planait au-dessus du désespoir de tous[1] ».

1. Mancini, p. 376.

Il parcourt la ville, fait enterrer les morts, luttant victorieusement « contre la coalition exaspérée du fanatisme, de l'ignorance et de la peur [1] ». Un cri de rage sort de sa poitrine : « La nature conspire donc avec le despotisme. Elle prétend nous barrer la route. Eh bien ! nous saurons aussi la vaincre et la forcer à nous obéir [2]. »

La nature en effet servait les royalistes au delà de toute espérance. Monteverde retirait des ruines de Barquisimeto des munitions de toutes sortes ; la trahison lui livrait la ville de San-Carlos le 25 avril, et huit jours plus tard il entrait à Valencia, malgré la défense héroïque du colonel Ustaritz.

Miranda, à la tête d'une armée de près de 5.000 hommes, se hâte pour porter secours aux patriotes, et, le 5 mai, il rejoint au village de Guacara, à environ six lieues de Valencia, les débris de la petite colonne d'Ustaritz. L'importance des contingents dont disposait le généralissime vénézuélien, aurait dû, semble-t-il, le rassurer sur l'issue de la campagne. Mais Miranda n'avait qu'une médiocre confiance dans le moral de ses soldats. L'ennemi fut attaqué mollement : Miranda dut reculer d'abord jusqu'à Maracaï (12 mai), et, à la fin de juin, il s'enfermait à La Victoria. Si le général vénézuélien avait eu plus de décision, s'il avait écouté la supplication que lui adressait à ce moment Bolivar qui commandait la place de Puerto-Cabello et qui lui demandait d'envoyer immédiatement vers cette ville un corps d'armée pour attaquer l'ennemi par derrière, peut-être eût-il pu sauver la situation et battre un ennemi affaibli qui commençait à manquer de munitions. Mais le vieux général était découragé en voyant ses troupes travaillées par la propagande royaliste. Il temporisa, envoya une mission à Londres, une autre aux États-Unis pour demander des secours, et, apprenant que Bolivar venait de perdre Puerto-Cabello dont la forteresse de San-Felipe avait été livrée à l'ennemi par un traître, il se résigna à la capitulation. Elle fut signée à San-Mateo le 25 juillet. Lui-même partit pour la Guayra dans l'intention, pense-t-on, de passer en Nouvelle-Grenade où la cause de l'indépendance semblait mieux assurée. Le 30 juillet, il arrête son passage à bord du navire anglais *Sapphire* qui devait lever l'ancre le lendemain.

Sur ces entrefaites, Bolivar qui avait quitté Puerto-Cabello après avoir

1. *Id.*
2. *Id.*, p. 377.

tiré sa dernière cartouche, était arrivé le 12 juillet à Caracas dans l'intention de rejoindre le quartier général de Miranda. Là il apprend la capitulation de San-Mateo. Son âme ardente se révolte. Est-il possible qu'une armée de 5.000 hommes ait cédé si facilement à une bande d'aventuriers ? Meurtri, « l'esprit et le cœur en loques », comme il l'a dit lui-même, il erre de Caracas à la Guayra, apprenant chaque jour une nouvelle humiliation pour sa patrie. Le 29 juillet Monteverde arrivait aux portes de Caracas. Avant l'entrée de l'ennemi dans la capitale, Simon Bolivar, Juan Paz del Castillo, José Mirés, Manuel Cortés, Tomas Mantilla, José Landaeta et d'autres patriotes (ils étaient onze en tout)[1], se précipitent à la Guayra, et les suggestions du colonel Maria de las Casas, commandant militaire de la place, viennent confirmer leurs soupçons. Le *Sapphire*, sur lequel devait prendre place Miranda, renfermait des marchandises de prix que les commerçants anglais de la région avaient fait embarquer. Le négociant George Robertson avait même remis en espèces au commandant Haynes 22.000 dollars, et comme c'était Casas qui avait dû autoriser l'embarquement de cette somme, il en avait exigé l'acquit de l'Anglais Robertson. Las Casas montre le papier aux patriotes[2] et leur fait voir le Sapphire plein de richesses. La rage monte aux cœurs des patriotes. « Le voilà donc, le prix de la trahison ! Plus de doute, Miranda a vendu sa patrie, il mérite la mort ! »

C'est dans la nuit du 30 au 31 juillet ; il est trois heures du matin. Les patriotes font irruption dans l'appartement où repose Miranda ; Bolivar s'avance le premier et, d'une voix forte, intime au général l'ordre de se constituer prisonnier. Miranda fut conduit au fort de San-Carlos ; Monteverde le fit transférer à la forteresse de Puerto-Cabello, puis à Puerto-Rico. Conduit ensuite en Espagne, il mourut, au bout de quatre ans d'une dure captivité, dans la forteresse de La Carraca à Cadiz, le 14 juillet 1816.

Que penser du rôle de Bolivar en cette circonstance ? Lui qui avait été

1. Mancini, p. 401.

2. Il est bien difficile de saisir les mobiles de la conduite de las Casas. Croyait-il réellement lui-même que l'argent qui lui avait été remis par Robertson appartenait à Miranda ? On lira avec intérêt la longue défense que firent de leur père en 1843 les fils de Las Casas (Documentos para la historia del Libertador, IV. pp. 15 et sqq. : Defensa documentada de la conducta del comandante de La Guaira, señor Manuel Maria de las Casas, en la prision del general Miranda y entrega de aquella plaza a los Españoles en 1812, contra las calumniosas imputaciones que le han hecho los historiadores de la revolución de este pais). En tout cas l'opinion de Baralt y Diaz et de Yanes, suivie par Mancini (pp. 309 et sqq.), d'après laquelle Las Casas aurait agi traitreusement, par haine de Miranda, ne nous semble pas suffisamment démontrée.

le confident, le disciple préféré du Précurseur, n'est-il point odieux de le voir ainsi livrer pour la mort le premier ouvrier de la liberté sud-américaine ? Mais « l'homme du Mont-Sacré, en qui l'amour de la patrie bouillonnait, exclusif et passionné comme tous les grands amours, celui dont l'énergie surhumaine allait secouer tout un peuple de sa torpeur et le mener à la victoire, est-il passible des jugements ordinaires [1] ? »

Au reste, il est hors de doute que Bolivar avait en arrêtant Miranda la certitude absolue de sa trahison, et c'est là certes une circonstance bien atténuante de son acte [2]. La postérité a compris et excusé Bolivar ; elle a lavé également de tout soupçon la mémoire de Miranda [3], et c'est dans une pieuse reconnaissance qu'elle associe les deux noms glorieux du Précurseur et du Libérateur.

1. Mancini, pp. 403, 404.

2. Cf. Blanco Fombona, *Cartas de Bolivar*, p. 63.

3. Sur Miranda, v. *Vida de Francisco de Miranda*, par Ricardo Becerra (1896) et R. Azpurua, *Hombres notables*. Caracas ,1877, t. I, 33. — Le nom de Miranda est inscrit sur le pilier est de l'Arc de Triomphe de l'Etoile parmi ceux des 386 héros reconnus par l'empereur Napoléon comme dignes de cet hommage.

CHAPITRE III

LA NOUVELLE-GRENADE. — NARIÑO

L'indépendance de la Nouvelle-Grenade. — Son Précurseur Antonio Nariño. — Les événements de 1810 à Santa-Fé. — Les juntes rivales. — Centralisme et fédéralisme. — Triomphe des Espagnols.

L'Indépendance de la Nouvelle-Grenade eut son précurseur dans la personne d'*Antonio Nariño*[1]. Né à Santa-Fé en 1765, d'une noble famille originaire d'Andalousie, il fit de remarquables études au collège San-Bartolomé. Le vice-roi Ezpeleta le nomma au poste important de « trésorier des dîmes », et ses compatriotes le choisirent, jeune encore, comme alcalde en second. La surveillance qu'exigeaient ses vastes cultures de tabac, de cacao et de quinquina ne l'empêcha pas de continuer à s'instruire ; il lisait tous les journaux étrangers qu'il pouvait se procurer ; avide de livres nouveaux, il en faisait venir clandestinement d'Europe et eut bientôt une bibliothèque de près de 6.000 volumes parmi lesquels figuraient, outre les vieux classiques, les historiens, les naturalistes, les philosophes et surtout les encyclopédistes français du XVIIIe siècle.

La maison de Nariño devint le rendez-vous de tous les esprits cultivés de Santa-Fé ; on lisait à haute voix et on commentait les littérateurs et les philosophes. Nariño faisait à ses hôtes les honneurs de son laboratoire de physique ou de la petite imprimerie qu'il avait aménagés dans deux cabinets attenant à sa bibliothèque, et il exerçait sur son auditoire, disent ses biographes, un ascendant et un prestige extraordinaires. « De taille moyenne et bien prise, le teint clair, les cheveux entourant, en boucles blondes, l'ovale allongé d'un visage dont les yeux bleus légèrement saillants, les

1. Sur Nariño, v. Vergara, *Vida y escritos del general Antonio Nariño*, Bogota, 1859. — Posada et Ibañez, *El Precursor* (Documents publiés par la Academia de la Historia de Bogota, 1903. — Vergara y Vergara, *Hist. de la Literatura*, ch. XI. — Vergara y Velasco, *Hist. patria*, *passim ;* Henao et Arrubla, *Hist. de Colombia*, pp. 514 et sqq. ; R. Azpurua, *Hombres notables*, I, p. 90 ; Mancini, *op. cit.*, p. 82 et sqq.

lèvres voluptueuses et le menton un peu lourd eussent donné à la physionomie trop de noblesse sans le contraste d'un front large, osseux et la courbure d'un nez fort et volontaire, Nariño s'exprimait avec une éloquence dont la séduction est restée proverbiale[1]. »

Un jour, un officier de la garde du vice-roi prêta à Narino l'*Histoire de l'assemblée Constituante* de Salart de Montjoie qui contenait *in extenso* le texte de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.* Nariño enthousiasmé consigne sa porte, traduit d'un trait les dix-sept articles de la déclaration, puis il se met à son imprimerie, et, en quelques jours, la plaquette tirée à des milliers d'exemplaires était distribuée dans la ville, en province, puis bientôt reproduite à profusion et répandue dans les capitaineries voisines, jusqu'aux confins du Mexique et de la Terre-Ferme.

La portée de l'écrit fut immense, mais la divulgation des 17 articles valut à Nariño, d'après ses propres paroles « autant d'années de Bastille ». Arrêté avec une dizaine de ses amis, parmi lesquels deux Français, Louis de Rieux et Emmanuel de Froës, docteurs en médecine de la Faculté de Montpellier, il se vit condamné par l'Audience à dix ans de *présides ;* ses biens furent confisqués, vendus à l'encan, et sa famille proscrite.

La vie du Précurseur devient dès lors un véritable roman d'aventures et de souffrances. A Cadiz, il réussit à s'enfuir, gagne Madrid et, avec l'aide de parents influents, obtient sa grâce. Il passe en France, et de là se décide à revenir dans son pays. Découvert à Santa-Fé en 1797, il est arrêté de nouveau et renvoyé, sous bonne escorte cette fois, à Madrid où il passe plusieurs années en prison. On le retrouve encore à Santa-Fé en 1809. Dénoncé au vice-roi Amar y Borbon, celui-ci le fait réembarquer pour l'Espagne. Mais sur le Magdalena il s'échappe encore. On le reprend à Santa-Marta et on l'enferme dans les *bovedas* de Cartagène. Le mouvement de 1810 allait lui rendre la liberté.

Quand on apprit à Santa-Fé l'emprisonnement de Nariño, une émotion considérable s'empara des esprits. C'est que déjà, grâce à l'influence des cercles et en particulier de celui de Nariño qui était fréquenté par d'éminents juristes comme Camilo Torres et Joaquin Camacho, par de profonds philosophes comme Felix Restrepo, Santa-Fé était devenu un des principaux foyers de républicanisme du Sud-Amérique. L'esprit autoritaire et aveugle du der-

1. Mancini, *op. cit.*, p. 82.

nier vice-roi, Antonio Amar y Borbon, rendait odieux le régime colonial, et la révolte commençait à gronder même dans les classes inférieures.

En 1809, Camilo Torres avait rédigé sous le titre de *Memorial de Agravios* l'exposé des demandes de réforme présentées par les provinces de Nouvelle-Grenade [1], et après avoir flagellé les duretés du régime, il réclamait l'assimilation loyale des provinces d'outre-mer aux provinces d'Espagne.

Le vice-roi ferma l'oreille aux revendications des patriotes, mais le *Memorial* circula en copies parmi les créoles. D'autres patriotes joignirent leurs efforts à ceux de Torres, et les *Lettres de Suba* de Frutos Gutierrez, les *Petitiones* de Ignacio de Herrera [2] faisaient chaque jour des prosélytes. Quand on apprit la révolution de Caracas, les esprits s'exaltèrent; la municipalité de Santa-Fé était acquise maintenant à la révolution. On envoie requête sur requête au vice-roi pour obtenir le *cabildo abierto*, préliminaire d'une *Junte* de gouvernement. Le vice-roi reste sourd. L'incendie était près d'éclater, il ne fallait qu'une étincelle pour l'allumer. L'étincelle, ce fut le léger incident suivant, préparé d'ailleurs, a-t-on dit, fort ingénieusement par les créoles [3].

Le 20 juillet 1810, le patriote Francisco Morales se présentait dans le magasin d'un négociant espagnol, D. José Llorente, connu pour la haine qu'il portait aux créoles. Il venait, disait-il, se procurer un surtout afin d'orner la table du banquet qu'il se proposait d'offrir aux *chapetones* [4]. A ce mot de chapetones Llorente réplique par une injure ; Morales fait un geste, mais il voit l'Espagnol se précipiter sur lui le poing levé. Le créole pousse des cris, la foule s'ameute, et pendant que Llorente s'enferme dans son magasin, le peuple emplit les rues aux cris de : « On assassine les Américains, mort aux Chapetones ! Cabildo abierto ! Junta ! »

Le vice-roi effrayé convoque l'assemblée extraordinaire pour le soir même. La discussion se prolongea jusqu'à trois heures du matin. L'*Oidor-Presidente* s'opposait de toutes ses forces à la constitution de la junte ; Miguel Pombo lui adresse sa fière interpellation restée célèbre : « Les tyrans périssent, Monsieur, les peuples sont éternels. » Acevedo y Gomez s'ap-

1. V. Quijano Wallis, *Biografia de Camilo Torres*. Bogota, 1910.

2. Ignacio Herrera Vergara devint en 1820 président de la Haute-Cour de Santa-Fé. Il présida le Congrès de 1824, et mourut à Bogota en 1840.

3. Mancini, p. 296.

4. Surnom par lequel les créoles désignaient les péninsulaires.

proche du balcon qui dominait la place où la foule attendait avec calme : « Si vous perdez ce moment, s'écrie-t-il, si vous laissez échapper cette occasion unique, avant douze heures vous serez traités en insurgés. Voyez les cachots et les chaînes qui vous attendent. » Et il montrait la prison [1].

Ce fut alors une clameur immense poussée par dix milliers de voix : « Junta ! junta ! »

Le Cabildo dut voter la constitution de la junte ; les députés dont les candidatures étaient présentées à la foule depuis le balcon furent élus par acclamations. A 3 heures et 1/2 du matin le procès-verbal de la séance était signé, et Santa-Fé, comme Caracas, avait sa junte indépendante. La présidence avait été laissée par mesure politique au vice-roi Amar ; il ne la conserva que cinq jours ; les patriotes l'obligèrent à démissionner, et quelque temps après on le renvoyait en Espagne.

Le 29 juillet 1810, la junte de Santa-Fé (composée de 37 membres) adressait un manifeste aux 22 provinces de la Nouvelle-Grenade, les invitant à envoyer des députés à une junte générale qui réglerait définitivement le gouvernement du pays. Seules 7 villes répondirent à l'appel. La puissante Cartagène, ne voulant point admettre la prépondérance de Santa-Fé, s'érigea en état souverain, et, le 19 septembre, sa junte invitait les provinces à se régir d'après leurs lois propres et à se réunir en congrès fédéral à Medellin (Antioquia). Les villes du Popayan au contraire décidèrent d'envoyer leurs représentants à Cali (Cauca). Une junte s'y tint en effet le 1er février 1811 et dota les habitants du Cauca d'une constitution autonome. C'était, dès le début de l'histoire de la future Colombie, la rivalité entre les deux partis *centraliste* et *fédéraliste*, qui allait si souvent dans le cours du XIXe siècle user les forces du pays en querelles stériles.

Le premier Congrès national (*colegio constituyente*), où étaient représentées les circonscriptions du Socorro, de Pamplona, Mariquita, Neiva et Norita, se réunit à Santa-Fé le 22 décembre 1810. L'ancienne province métropolitaine prit le nom d'Etat de Cundinamarca. La confédération fut proclamée et, le 4 avril 1811, le Congrès publiait une constitution à la fois monarchique et républicaine qui reconnaissait pour souverain Ferdinand VII, à condition qu'il vînt résider dans le pays. En attendant, on élut

1. Cf. Henao et Arrubla, *Hist. de Colombia*, II, pp. 10 et sqq.

comme président, ou plutôt comme *vicegerente* de Ferdinand VII Jorje Tadeo Lozano.

C'était un savant [1] plutôt qu'un homme politique, mais il apportait au service de son pays toute sa bonne volonté, et souhaitait surtout de trouver un accommodement entre les idées de centralisation et de fédéralisme autour desquelles ses compatriotes se livraient bataille. Mais dès le début Lozano se trouva en présence de difficultés qu'il ne put surmonter.

La rivalité des nombreuses juntes qui s'étaient fondées en Nouvelle-Grenade avait plongé le pays dans un état d'anarchie absolue. Le congrès convoqué à Medellin par la junte de Cartagène n'avait pu se réunir ; aussi, dès la fin de 1810, une puissante réaction royaliste était apparue à Santa-Marta, Pasto et Popayan. Bogota avait envoyé au secours des patriotes de Cali un corps de 300 hommes commandés par Baraya, et celui-ci remporta à *Bajo Palacé* la première victoire républicaine (28 mars 1811).

C'est à ce moment qu'arriva au pouvoir Tadeo Lozano. Une réaction dans le sens de la centralisation semblait prendre corps dans les esprits. Nariño, rentré à Santa-Fé, faisait dans son journal la *Bagatela* une ardente propagande contre le système fédéral. Cependant le désordre continuait à régner dans le pays ; les nouvelles reçues des provinces confirmaient que les Espagnols ne désarmaient point. Lozano, se sentant incapable de remédier à la situation, renonça à la présidence, et Nariño lui succéda (11 novembre 1811).

La majorité des membres du congrès n'en restait pas moins fédéraliste, et, le 27 novembre 1811, ils votaient par acclamations l'acte préparé par l'ardent fédéraliste Camilo Torres, de *Fédération des provinces de la Nouvelle-Grenade*.

La nouvelle constitution était calquée sur le modèle de la constitution nord-américaine. Elle marquait un progrès essentiel dans la marche des idées républicaines : il n'y était plus question des droits de Ferdinand VII, mais uniquement des « droits de la patrie ». Santa-Fé prenait définitivement le nom de Bogota.

Les fédéralistes, sous prétexte qu'ils « n'avaient point de garanties à Santa-Fé [2] » firent transférer le congrès à Ibagué d'abord, puis à Leiva et

1. Il avait pris une part active aux travaux de l'*expédition botanique*. — Il fut fusillé pendant la terreur bogotane, le 6 juillet 1816.

2. Vergara y Velasco, *Hist. de Colombia* (*Historia patria*), p. 245.

enfin à Tunja. Le 8 octobre 1812, il conférait à Camilo Torres le titre de Président des *Provinces Unies de la Nouvelle-Grenade* et sommait le gouvernement de Cundinamarca d'adhérer sans retard à l'union fédérale. L'assemblée des notables, réunie à Bogota, s'éleva avec indignation contre « l'inadmissible injure du congrès ». C'était le signal de la guerre civile. Nariño voulut démissionner ; le peuple ameuté sous les fenêtres du palais présidentiel exigea qu'il se mît au contraire à la tête des troupes qui marcheraient contre les congressistes. Il dut céder, et, à la tête de 1.500 hommes, se porta sur Tunja. Vaincu à Ventaquemada, il se replia sur Bogota, mais quelques jours plus tard l'armée des congressistes, qui comprenait 4.000 hommes commandés par Baraya, venait occuper les hauteurs qui dominent la capitale de Cundinamarca. Dans une résolution désespérée, les soldats de Narino se lancent à l'attaque et infligent à leurs adversaires, à San-Victorino, une défaite aussi sanglante que définitive (5 janvier 1813).

La paix fut conclue entre l'assemblée de Tunja et Cundinamarca, mais l'état du pays tout entier n'en resta pas moins des plus critiques. La rivalité entre les provinces avait permis aux royalistes de regagner du terrain, tant au sud que sur la côte, et de menacer sérieusement Cartagène qui avait proclamé sa complète indépendance et s'était donné un président, *Manuel Rodriguez Torices*. Celui-ci était entré en lutte avec Santa-Marta qui était devenue le refuge de tous les Espagnols émigrés de la Nouvelle-Grenade, et une expédition dirigée par Torices contre le port de Ténérife, sur le Magdalena, au centre des lignes ennemies, avait été détruite au commencement de 1812. Les Espagnols avaient traversé le fleuve et, se répandant dans les vallées sud-ouest de Cartagène, isolaient la ville de toute communication à l'intérieur du pays. Un secours inespéré écarta le péril pour un instant. Le capitaine français Pierre Labatut, qui avait été au service de Miranda et qui s'était échappé de La Guayra le 31 juillet précédent, reçut de Torices le commandement des flottilles de la ville, et en trois semaines il se rendit maître de la navigation du bas Magdalena. Mais la situation de Cartagène n'en restait pas moins critique ; les espérances républicaines de la Nouvelle-Grenade semblaient à tout jamais compromises. Il devait être donné à Simon Bolivar de modifier de fond en comble, par un coup de géniale audace, la face des événements.

CHAPITRE IV

DEUXIÈME PÉRIODE. — SUCCÈS ET REVERS

Deuxième période de la lutte pour l'émancipation. — La terreur au Vénézuéla. — Expédition de Bolivar à la Nouvelle-Grenade. — Echec de Nariño. — Expédition triomphale de Bolivar au Vénézuela. — La guerra a muerte. — Entrée du libérateur à Caracas. — Revers. — Bolivar et Mariño. — Boves et les Llaneros. — Chute de la deuxième République de Vénézuéla.

Monteverde avait pris possession de Caracas avec le titre de capitaine général. L'ancien régime était rétabli, et la cause de l'Indépendance semblait à tout jamais perdue. Le nouveau maître qui avait solennellement promis par ses proclamations des 3 et 5 août 1812 de ne point user de violence à l'égard des patriotes, faisait peser sur le pays un véritable régime de terreur. Aidé de ses *godos*, les *goths*, c'est ainsi qu'on appelait les partisans de la cause royale, il traquait tous les individus suspects de libéralisme ; les prisons s'emplissaient et les exécutions se succédaient sans trêve [1]. Les biens de Bolivar comme ceux des principaux patriotes avaient été confisqués, mais le futur Libérateur ne désespérait pas de l'avenir. Un Espagnol qui lui avait gardé son estime, D. Francisco Iturbe, s'interposa auprès de Monteverde pour obtenir en sa faveur un sauf-conduit qui lui permît de gagner Curaçao. Bolivar comparut devant Monteverde : « J'accorde, dit celui-ci, un sauf-conduit à Don Simon de Bolivar pour prix du service qu'il a rendu à Sa Majesté en arrêtant le traître Miranda. — Ce n'est point pour servir le Roi, reprit Bolivar avec vivacité, que j'ai aidé à l'arrestation du général Miranda, c'est parce qu'il trahissait sa patrie. » Cette réponse hautaine faillit tout compromettre.

« Allons ! allons ! dit Iturbe, ne faites pas attention, Excellence, aux

1. V. Laureano Vallenilla Lanz : *Causas de Infidencia* (Documentos inéditos relativos à la Revolución de la Independencia). Caracas, 1917.

propos de ce mauvais sujet. Donnez-lui le papier qu'il demande, et qu'il s'en aille. » Monteverde n'était pas fâché d'ailleurs de se débarrasser de la présence d'un ennemi redoutable, et Bolivar put s'embarquer à la Guayra pour se rendre à Curaçao. A son arrivée les autorités firent mettre l'embargo sur ses bagages qui représentaient toute sa fortune (une dizaine de mille de dollars)[1]. Il ne se laissa point abattre, vendit quelques bijoux qui lui restaient et s'embarqua au commencement de novembre avec Rivas, Pedro Briceño Mendez et quelques patriotes vénézuéliens sur un brick en partance pour Cartagène. Là il est reçu par le président Torices qui lui confirme son grade de colonel et lui confie le commandement du poste avancé de Barranca sur le Magdalena. Tandis qu'il adresse un appel vigoureux aux néo-Grenadins par son célèbre *Manifeste du colonel vénézuélien Simon Bolivar aux habitants de la Nouvelle-Grenade*, il songe aux moyens de prendre immédiatement l'offensive contre les royalistes. « C'est, dit M. Mancini[2], la plus extraordinaire et peut-être la plus émouvante manifestation du génie du Libertador que de s'être contraint à ces débuts ingrats » dans un pays où ce ne sont que forêts vierges, chemins affreux, sentiers à peine dessinés sur le flanc des montagnes et bordés de précipices, avec des soldats qui n'étaient guère que des métis de sac et de corde, des paysans ruinés ou des Indiens à demi sauvages. « Patricien raffiné, accoutumé à toutes les délicatesses du bien-être et du luxe, porté d'instinct aux grandes et retentissantes actions, il se livre corps et âme à l'effroyable vie du guerrillero. Marches et chevauchées interminables, alertes de tous les instants, palpitantes embuscades, combats sans merci, existence enfin de sauvageries obscures et forcenées[3] », sa volonté farouche accepte tout cela, soutenue « par le sentiment inébranlable de ses immenses destinées ».

Il va de succès en succès. Avec 200 hommes pour toute armée, il descend le Magdalena sur une dizaine de ces longs radeaux plats à toit de chaume connus dans le pays sous le nom de *champanes ;* le 23 décembre, il attaque le poste ennemi de Ténérife défendu par 500 hommes, il s'en empare, et ce premier succès, en lui permettant de compléter son armement, lui attire de nouvelles recrues. Sa troupe compte bientôt 500 hommes. Le 26 décembre,

1. Cf. Mancini, p. 446.
2. Mancini, p. 451.
3. *Id.*, p. 453.

il s'empare de Mompos qui accueille avec joie ses libérateurs. Le 1er janvier, il bat Capdevila dans les terres de Chiriguana. Le 6, il occupe Puerto-Réal et le surlendemain entre dans l'importante cité d'Ocaña au milieu des vivats de la population. Le bas Magdalena était débarrassé des Espagnols et la communication avec l'intérieur du pays se trouvait rétablie. Mais le danger n'en restait pas moins terrible sur d'autres parties du pays. Monteverde, qui avait assuré son autorité sur presque tout le Vénézuéla, méditait d'envahir la Nouvelle-Grenade. Près de 5.000 ennemis se trouvaient dans la région de Barinas et les vallées de Cucuta, menaçant les provinces du Socorro et de Pamplona, et le colonel espagnol D. Ramon Correa venait de prendre, au commencement de janvier 1813, ses cantonnements à Rosario de Cucuta.

— C'est ce qui explique que, peu de temps après son arrivée à Ocaña, Bolivar reçut du colonel Manuel Castillo, qui commandait la place de Pamplona, une demande pressante de secours. Bolivar accueillit avec satisfaction cette requête qui lui faisait entrevoir un moyen de ramener l'accord entre les diverses provinces grenadines. Avec l'autorisation du gouvernement de Cartagène et après avoir prévenu le président des Provinces Unies, Bolivar partit le 9 février, laissant la division d'Ocaña sous le commandement de José Felix Rivas. Par des marches pénibles à travers la région accidentée de Salazar de las Palmas, souffrant cruellement de l'air glacé de la Cordillère, il atteignit San-Cayetano sur les rives du rio Zulia, à peu de distance du quartier général de Correa. Le 28 février, les patriotes attaquèrent avec impétuosité ; les royalistes durent abandonner leurs canons et leurs munitions, et Correa s'enfuit vers la Grita [1].

Ainsi que Bolivar l'avait espéré, sa campagne eut la plus salutaire influence sur les dissentiments du congrès et du gouvernement de Cundinamarca. Quelques mois plus tard, des conférences s'ouvraient entre les délégués de Tunja et ceux de Santa-Fé ; la *patria* « *boba* » sentit la nécessité de rompre avec ces mesquineries, ces enfantillages qui ne pouvaient que causer sa ruine ; l'ère des discordes civiles parut terminée et, le 16 juillet 1813, les représentants de Cundinamarca, réunis en assemblée extraordinaire à Santa-Fé, proclamaient l'indépendance absolue vis-à-vis de l'Espagne.

1. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 87.

Bolivar songeait maintenant à préparer la délivrance du Vénézuéla. Voulant n'agir que d'après un mandat officiel des autorités grenadines, il demande au gouvernement de Santa-Fé et aussi à celui de Cartagène de sanctionner sa campagne projetée au Vénézuéla. Bolivar eut la douleur de voir son désir contrecarré par celui même à qui il venait de rendre un signalé service, le général Castillo ; mais, malgré l'opposition de ce dernier, l'ancien colonel vénézuélien obtint le commandement en chef de l'expédition envoyée au Vénézuéla.

A la fin de mai 1813, il part emmenant avec lui un peu plus de 1.500 hommes et d'excellents officiers grenadins, tels que Anastasio Girardot, Luciano d'Elhuyar, Francisco de P. Vélez, José Maria Ortega, Antonio Ricaurte et Joaquin Paris. Francisco de P. Santander fut laissé par le général à la garde des vallées de Cucuta, avec environ 300 hommes des milices de Cartagène.

Les républicains devaient malheureusement bientôt subir de sérieux revers dans cette région, et, en octobre 1813, Francisco de P. Santander était défait par le capitaine espagnol Bartolomé Lizon dans la plaine de Carrillo. En même temps les républicains abandonnaient Pamplona aux royalistes.

La province d'Antioquia alarmée équipe alors une armée (500 hommes environ) qui, sous les ordres du jeune avocat et colonel José Maria Gutiérrez, s'empare de Anserma et de Cartago, et s'avance jusqu'à Cali, rétablissant ainsi l'autorité des patriotes dans la vallée.

Dans le sud, Nariño s'était chargé d'aller lui-même combattre les forces espagnoles commandées par Samano. Parti en septembre 1813 à la tête de 1.400 hommes, il passe la Cordillère, met en déroute une colonne ennemie à Alto Palacé, entre à Popayan et défait l'armée de 2.000 hommes de Samano qui s'était retranchée à Calibio au nord-ouest de Popayan.

Nariño perdit deux mois à Popayan avant de pousser vers Pasto, où l'attendait Aimerich retranché fortement par le cañon du rio Juanambu. Nariño put cependant lui faire lâcher pied, et, le 10 mai, il attaquait Pasto. Il comptait s'en emparer facilement, mais les royalistes firent une résistance acharnée, et leur défensive se transforma en une terrible offensive. L'armée patriote fut coupée en deux colonnes : celle de gauche, dirigée par un chef inhabile, Ignacio Rodriguez, donna le signal de la fuite ; Leiva, qui commandait la seconde, ne put rétablir la situation et se replia sur Popayan

avec 900 hommes. Nariño, après avoir erré trois jours dans la montagne, se livra à un soldat qui le conduisit à Pasto. On dit que le chef espagnol le traita avec déférence. Sur le balcon de la *casa de gobierno*, Nariño se présenta à la foule assemblée qui demandait sa tête : « Vous voulez le général Nariño ? Eh bien, le voici [1] » ! s'écria-t-il. Les royalistes le tinrent prisonnier trois ans en Amérique ; puis il passa quatre ans en Espagne, attaché à un poteau à l'arsenal de Cadiz.

Bolivar s'était mis en marche pour le Vénézuéla le 15 mai 1813. Sa campagne fut une série de triomphes. En trois mois il franchit 250 lieues, de Cucuta jusqu'à Caracas, entraînant à sa suite, par ses vibrantes proclamations, les populations enthousiastes [2] ; et après être entré à Mérida, à Trujillo, où il lança le terrible cri de *guerra à muerte*, à Barinas, à Valencia, à Victoria, après avoir livré à l'ennemi six batailles rangées et un grand nombre de combats importants (principalement à *Agua de Obispos*, près de Carache, où se distingua Girardot, à *los Horcones*, près de Tocuyo, à *Taguanes* surtout, où la déroute des royalistes fut complète), il faisait son entrée le 6 août dans la capitale au milieu d'une multitude frémissante. Bolivar est entouré des notables, on le force à descendre de cheval et on le pousse sur un char semblable aux chars des triomphateurs de l'ancienne Rome. « Douze jeunes filles appartenant à la noblesse de Caracas, jolies et parées à ravir, se sont attelées à ce char, où Bolivar debout, nu-tête, attendri, resplendissant de jeunesse et de gloire, se laisse emmener par les rues jonchées de lauriers [3]. »

Monteverde s'était enfui et s'était enfermé dans la citadelle de Puerto-Cabello. Bolivar partit à la poursuite de son ennemi et mit le siège devant Puerto-Cabello. Mais Monteverde venait de recevoir des renforts sérieux de Cadiz ; les patriotes durent lever le siège sans avoir obtenu de résultat. Les royalistes enhardis sortirent de la place : mal leur en prit ; Bolivar lança sur les hauteurs de Barbula les divisions de Girardot et d'Elhuyar soutenues par une colonne de réserve aux ordres d'Urdaneta. La déroute des Espagnols fut complète, mais les patriotes payèrent cher leur succès ; ils subirent des pertes considérables ; la plus cruelle fut celle de Girardot

1. Henao et Arrubla, II, p. 115. — Vergara y Velasco, p. 249.

2. V. l'intéressant recueil des *Discursos y Proclamas* de Simon Bolivar, publié par M. Blanco-Fombona.

3. Mancini, p. 491.

qui tomba frappé d'une balle au front au moment où il plantait sur la hauteur conquise l'étendard de la légion grenadine (30 septembre). Quelques jours plus tard, le 3 octobre, les patriotes achevaient à las Trincheras la défaite de l'ennemi ; Monteverde grièvement blessé battit en retraite sur Puerto-Cabello. Il y resta jusqu'en 1814 ; ses propres soldats l'obligèrent alors à s'embarquer pour les Antilles.

Bolivar rentrait le 13 octobre à Caracas, rapportant dans une urne d'argent le cœur de Girardot. Les cloches, les canons, les fanfares, mêlèrent une fois de plus leurs voix pour célébrer le général triomphant. Le lendemain 14, la municipalité convoquée en *cabildo* extraordinaire lui décernait le titre de *Libertador* « comme un hommage de la gratitude nationale envers le plus méritant des enfants du Vénézuéla [1] ».

Pendant que les royalistes étaient vaincus à l'ouest du Vénézuéla par Bolivar et ses lieutenants, une autre expédition s'était organisée aux bouches de l'Orénoque pour les chasser du Vénézuéla oriental. Le 2 août, le général *Mariño* était entré à Cumana, tandis que le 19 son lieutenant *Piar* obligeait l'Espagnol D. Juan Manuel de Cajigal, l'ancien capitaine général de Cuba, à évacuer Barcelona, dernier rempart des royalistes dans cette région.

Malheureusement Mariño était plutôt préoccupé de son intérêt personnel que de celui de la patrie : il voyait d'un œil jaloux les lauriers de Bolivar, et, malgré les instances de ce dernier [2], il refusa de se concerter avec lui sur les moyens d'utiliser les résultats de leurs victoires communes au profit supérieur de la République. Les patriotes de Cumana et de Barcelona se laissèrent aveugler par Mariño qui fut proclamé « chef suprême et Dictateur de l'orient du Vénézuéla ». Cette existence de deux gouvernements distincts à l'Est et à l'Ouest fut une des premières causes des malheurs qui allaient de nouveau s'abattre sur le pays.

1. V. *Docum. para la hist. de la vida del Libertador*, t. IV, p. 762 : Titulo de Libertador y Capitan general de los Ejércitos de Venezuela dado al general Bolivar por las autoridades y municipalidad de Caracas, en nombre de los pueblos, y acceptacion de S. E. atribuyendo todo su mérito à sus compañeros de armas.

Bolivar disait dans sa réponse : El honor que se me hace es tan superior à mi mérito, que no puedo contemplarle sin confusion... Los felices resultados de la campaña que han dirigido mis ordenes, es un digno galardon de estos servicios que todos los soldados del ejército han prestado igualmente bajo las banderas republicanas.

2. *Docum.* T. V, p. 27 : Comunicación al general Mariño dirigida por el Libertador sobre la urgente necesidad de la cooperación de las tropas de su mando contra Puerto-Cabello y en el interior de Venezuela.

Une autre cause fut l'entrée en lutte des llaneros à côté des royalistes. Ces habitants semi-barbares des plaines de l'Orénoque et de ses affluents[1], accoutumés dès l'enfance à dompter les chevaux sauvages, à chasser à la lance les bêtes féroces, race intrépide et farouche, pouvaient devenir entre les mains d'un chef habile des guerriers redoutables. Ce chef fut *José Tomas Boves*. Asturien d'origine, condamné comme contrebandier à la prison, puis à l'exil, il avait, en 1811, embrassé la cause de la Révolution, puis était passé, on ne sait trop pourquoi, dans les rangs des royalistes. Aidé par un autre aventurier, Francisco Morales, qui possédait comme lui un don extraordinaire d'autorité sur les populations des llanos, il recrute parmi les llaneros la fameuse *Légion infernale* et, le 3 février, remporte sa première victoire à La Puerta sur les troupes commandées par Campo Elias. (Les royalistes étaient 7.000, et les patriotes 3.000) [2].

La route des vallées d'Aragua était ouverte à l'ennemi. Le 12 février 1814, José Felix Ribas parvient à arrêter Boves à La Victoria. Triomphe éphémère, car bientôt Bolivar est attaqué à San Mateo. Pendant près d'un mois les patriotes résistent avec acharnement, mais le 25 mars, sur le point de succomber, le grenadin Ricaurte qui gardait le parc d'artillerie met le feu à ses caisses de poudre et périt bravement en même temps qu'un grand nombre d'ennemis [3].

Le 30 mars, Boves fait un détour vers la ville de Cura dans l'intention de battre Mariño qui arrivait par le Sud avec 3.500 hommes. Le jour suivant ils se rencontrent à Bocachica, et, après d'impétueuses charges de part et d'autre, ils se retirent tous deux, le républicain à La Victoria, le royaliste sur le chemin de Valencia et bientôt vers Calabozo.

Cependant l'Espagnol D. José Ceballos, parti de Coro, s'était avancé dans l'intérieur du pays, et il se trouvait à San-Carlos au commencement

1. Cette race pittoresque a exercé souvent la verve des écrivains qui ont célébré le costume primitif du *llanero* (chapeau de paille, chemise et large caleçon de toile), ses instincts farouches et son insouciante gaieté qui se traduit par des chansons telles que celle-ci :

Sobre la yerba la palma,
Sobre la palma los cielos,
Sobre mi caballo, Yo,
Y sobre yo mi sombrero.

(V. surtout M. Ovalles, *El Llanero*. Caracas, 1905. — Gil Fortoul, II. l. IV, ch. VII. — Mancini, p. 510-511.

2. Cf. Gil Fortoul, I, p. 227.

3. *Docum.* T. V, p. 70 : La defensa de San-Mateo en 1814. Heroicidad de Ricaurte.

d'avril avec 4.000 hommes. Bolivar somme Mariño de marcher contre lui depuis La Victoria, mais, le 16 avril, Ceballos le défait dans la plaine d'Arao. Le 30, arrive à San Carlos le capitaine général Don Juan Manuel Cajigal, qui, unissant ses troupes à celles de Ceballos (environ 6.000 hommes), marche sur Valencia. Mais Bolivar, avec des forces inférieures en nombre (5.000 hommes), remporte une éclatante victoire à Carabobo le 28 mai.

Malgré l'héroïsme du Libérateur, la catastrophe finale approchait. Boves sort de Calabozo avec 5.000 cavaliers et 3.000 fantassins, et, le 15 juin, il rencontre à La Puerta 2.300 soldats commandés par Bolivar et Mariño qui s'étaient enfin rejoints. Ce fut pour les patriotes un désastre complet. Plus de mille d'entre eux restent sur le champ de bataille : Antonio Muñoz Tebar et Antonio Rafael Mendiri, secrétaires du Libérateur, sont tués ; Bolivar, Mariño et Ribas s'enfuient à Caracas [1].

Boves s'avance sur La Victoria et, détachant une division pour marcher sur la capitale, il revient assiéger Valencia. Du 19 juin au 9 juillet, la garnison, sous les ordres du colonel Juan de Escalona, résiste héroïquement et ne capitule qu'après épuisement complet des vivres et des munitions. Boves fit de la population un massacre horrible qui dura plusieurs nuits.

Le 6 juillet, Bolivar quittait Caracas avec les restes de son armée et suivi d'une foule considérable d'émigrants (10.000 personnes environ), et se retirait à Barcelona. Parmi les émigrants beaucoup gagnèrent la côte de Cumana et s'embarquèrent pour Margarita et les Antilles.

Le 8 juillet, l'avant-garde de l'armée royaliste aux ordres de D. Ramon Gonzalez faisait son entrée dans la capitale. Boves y arriva lui-même le 16 et, sans égard pour les droits de son complice Cajigal, le capitaine général officiel, qui dut se retirer à Puerto Cabello, il s'arrogea le titre pompeux de « Commandant général de l'armée espagnole, gouverneur et intendant des provinces de Cumana et Barcelona ». Le marquis de Casa Leon fut nommé fin juillet gouverneur politique de Caracas, et Juan Nepomuceno Quero gouverneur militaire [2].

A Aragua de Barcelona, Bolivar avait pu reformer une armée de 3.000 hommes ; mais, le 18 août, Boves l'attaquait avec 8.000 hommes.

1. Sur cette période de la guerre de l'Indépendance, v. les belles pages écrites par L. Duarte Level dans son *Historia Patria* (Caracas, 1911) et intitulées *Derrotas*, p. 291 et sqq. — L'ouvrage de Level vient d'être réimprimé dans la Bibliothèque Ayacucho de Madrid.

Cf. Memorias de O'Leary, ch. IX, Boves.

2. Cf. Gil Fortoul, I, 230.

Les patriotes subirent un échec complet : Bolivar échappa avec peine au massacre et gagna la Nouvelle-Grenade.

La cause de l'indépendance vénézuélienne sembla encore une fois désespérée. Cette catastrophe de 1814 comme celle de 1812 « met en relief, comme le remarque fort judicieusement M. Gil Fortoul, un des aspects caractéristiques de la révolution américaine. L'idée de l'indépendance n'avait point, dans les premiers temps, de racines profondes dans les classes populaires... La Révolution fut l'œuvre d'un petit groupe d'hommes instruits et audacieux qui faisaient partie de la classe privilégiée et qui, imbus des idées révolutionnaires d'Angleterre, de France et des Etats-Unis, voulurent les répandre d'un coup dans la masse obscure et passive sur qui pesait depuis trois siècles une dure domination [1] ».

Les armées royalistes ne comprenaient point seulement des Espagnols, et la plus grande partie des soldats de Monteverde, de Cajigal, de Boves étaient tout aussi vénézuéliens que ceux de Bolivar. Les llaneros combattaient pour un chef et non pour une idée ; nous les verrons suivre Paez avec la même ardeur qu'ils ont suivi Boves ; et il semble bien vrai que les gens du peuple ne virent guère d'abord dans le mouvement révolutionnaire qu'une guerre civile [2]. Mais la ténacité, la foi profonde du Libérateur dans les destinées de sa patrie, allaient avoir raison de l'aveuglement des foules, et nous touchons au moment où tous les patriotes comprendront que la lutte contre l'Espagne n'est point une guerre de castes, mais une guerre sacrée d'affranchissement et de liberté.

1. Gil Fortoul, I, p. 231.

2. Cf. l'intéressante étude publiée à Caracas par M. Laureano Vallenilla Lanz : *La guerra de Independencia fué una guerra civil.*

CHAPITRE V

L'INDÉPENDANCE TRIOMPHANTE

Morillo. — La terreur en Nouvelle-Grenade. — Paez ramène les llaneros à la cause de l'indépendance. — Rentrée en scène de Bolivar. — Passage des Andes. — Victoire de Boyaca. — Création de la Grande-Colombie.

En 1815, l'Espagne débarrassée de son conflit avec Napoléon songea à reconquérir le nord de l'Amérique méridionale. Une expédition comprenant une armée de 10.000 vétérans et une flotte de 56 navires, sous les ordres du général Pablo Morillo, apparut sur les côtes du Vénézuéla en avril 1815. Le pays était aux mains des royalistes ; la tâche du prétendu pacificateur était aisée. Aussi, après avoir pris à Caracas quelques mesures destinées à consolider l'autorité de la métropole, telles que la création d'un conseil de guerre permanent pour juger tous les actes d'infidélité qui pourraient se produire [1], celle d'une junte supérieure de séquestre, Morillo partit pour la Nouvelle-Grenade où la guerre civile allait lui faciliter singulièrement la tâche.

Bolivar, après la défaite d'Aragua, était passé en Nouvelle-Grenade et avait repris du service dans les troupes du congrès. Chargé par celui-ci d'obliger par les armes Cundinamarca à s'unir à la Fédération, il marcha sur Bogota qu'il soumit le 12 décembre 1814. Il songea alors à organiser une armée pour soumettre Santa-Marta et demanda à Cartagène des secours en munitions et en équipements. Mais il se heurta à l'hostilité de son ancien rival, le général Manuel de Castillo, commandant des forces de Cartagène. Bolivar n'obtenant rien et voyant que sa personnalité était un obstacle à la réussite de l'expédition, fit le sacrifice de son commandement. Il laissa les troupes fédérales sous les ordres du général caraquenais Florencio

1. Gil Fortoul, I, p. 239.

Palacio et partit pour la Jamaïque où un nègre de ses esclaves, payé par les Espagnols, essaya, sans résultat heureusement, de lui donner la mort [1].

Cependant Morillo arrivait devant Santa-Marta le 22 juillet. Il s'en empara et vint mettre le siège devant Cartagène le 18 août. Après 108 jours d'une lutte héroïque, les survivants de ses trois mille défenseurs, à moitié morts de faim, tentèrent de s'échapper par mer. Quelques-uns seulement purent se sauver, parmi lesquels Antonio José de Sucre, Lino de Pombo et Francisco de Paula Vélez. De 4.000 habitants que comptait la ville auparavant, il en resta 300 [2].

La chute de la citadelle des républicains était le présage des malheurs qui allaient fondre sur la Nouvelle-Grenade. Morillo divisant son armée en colonnes déborda sur tout le pays. Les républicains furent vaincus à Cachiri (Santander), le gouvernement de Santa-Fé s'enfuit au Cauca et le vainqueur entra dans la capitale le 26 mai 1816.

Peu de temps après, les républicains réfugiés à Popayan confiaient le gouvernement à Garcia Rovira ; mais dans les environs mêmes de la ville, à la Cuchilla del Tambo, la dernière armée patriote commandée par Mejia succombait sous les coups des bandes royalistes aux ordres de Samano. Le combat de La Plata acheva la déroute des patriotes. C'en était fait de la République néo-grenadine. Sauf quelques irréductibles isolés dans les llanos, qui cherchaient à donner la main aux insurgés vénézuéliens de l'Apure et de l'Orénoque, le pays courba la tête sous le joug des envahisseurs.

La répression fut terrible. Dans toutes les villes, à Bogota, à Cartagène, à Mompos, à Ocaña, à Tunja, à Leiva, à Popayan, etc., des milliers de personnes furent livrées à l'échafaud sans distinction d'âge ni de sexe ; la fleur de la Nouvelle-Grenade périt [3]. D'autres milliers furent condamnées au *presidio* ou au bannissement, ou furent enrégimentées de force dans les troupes royalistes. Cette période est connue dans l'histoire colombienne sous le nom de « La Terreur ».

Les institutions de l'ancien régime furent rétablies, et les péninsulaires purent croire que les troubles étaient à tout jamais apaisés dans la vice-

1. V. Larrazabal, *Vida del Libertador*, ch. XVI.

2. Vergara y Velasco, *Hist. de Colombia*, p. 255.

3. V. la liste des martyrs de la patrie dans Vergara y Velasco, p. 256, note 3. — Cf. Henao et Arrubla. *Hist. de Colombia*, II, pp. 209-216.

royauté. Le pays était fatigué de l'anarchie fédéraliste et économique, et peut-être n'aurait-il plus songé à la liberté sans la cruauté des nouveaux maîtres.

Mais au moment même où l'autorité de l'Espagne semblait de nouveau solidement assise et en Nouvelle-Grenade et au Vénézuéla, voici que dans le delta de l'Orénoque apparaissait l'étincelle qui allait répandre l'incendie et faire changer la face des événements militaires dans l'Amérique du Sud presque tout entière. Dans l'Apure surgit la grande figure du chef populaire Paez, qui va user l'ennemi par des guerrillas sans cesse renouvelées jusqu'au jour où, à la tête de ses llaneros, il jouera un rôle important à la bataille de Carabobo[1]. A l'est du Vénézuéla, Piar organise les llaneros, que les mauvais traitements des péninsulaires ont converti à la cause de l'indépendance ; c'est avec eux qu'il battit les royalistes à El Juncal d'abord, et qu'il remporta, le 11 avril 1817, la victoire de San-Felix, considérée par les historiens comme une bataille décisive de l'indépendance sud-américaine, parce qu'elle assura la conquête de la Guyane, base future de la réorganisation des armées républicaines.

Cependant Bolivar était passé de la Jamaïque à Haïti où il avait pu réunir une petite armée et une petite flotte (250 hommes et 7 goélettes), et, en juillet 1815, il se trouvait à Carupano prêt à recommencer la lutte. Avec ses lieutenants Mac-Gregor, Soublette, Torres, Briceno, il projette l'invasion des vallées d'Aragua. Le 6 juillet il entre à Ocumare, mais il se heurte à des forces supérieures qui l'obligent à rétrograder ; Mariño et Bermudez provoquent un soulèvement de soldats et de paysans qui force Bolivar à se rembarquer pour Haïti (22 août).

Il reparaît au début de 1817, mais, au lieu de traverser les Andes, il cherche à gagner Caracas en attaquant la serrañia du littoral. Arrêté au site de Clarines par le capitaine royaliste Francisco Jiménez, il est obligé de rétrograder vers Barcelone (9 janvier 1818). De là il passe en Guyane pour tâcher de persuader à Piar de marcher avec lui sur la capitale : mais au lieu de rencontrer un aide loyal, il tombe sur un chef rebelle ; la conduite

1. Paez était né le 13 juin 1790 près de Acarigua (province de Barinas, Vénézuéla). De famille modeste, il ne reçut qu'une instruction des plus élémentaires. A 17 ans il servit comme *peon* dans un vaste domaine des llanos ; puis il se livra pour son compte à l'élevage et au commerce du bétail. Ce genre de vie développa en lui une bravoure extraordinaire et explique l'ascendant qu'il exerça sur les llaneros.
V. O'Leary, *Memorias*, ch. xx : Paez.

de Piar vis-à-vis du Libérateur est telle que celui-ci se voit dans l'obligation de réunir un conseil de guerre, et le vainqueur de San-Felix, condamné à mort, est fusillé [1].

Paez qui, comme nous l'avons dit, harcelait l'ennemi depuis 1813 par une suite de guerrillas presque ininterrompues, avait reconnu l'autorité suprême de Bolivar. Ils joignirent leurs forces et se trouvèrent en tête d'une armée de 4.000 hommes qui, le 24 février 1818, infligeait un échec sanglant à Morillo à Calabozo. Ce succès malheureusement devait être suivi d'un triste lendemain. Surpris pendant leur sommeil au lieu dit *Rincon de los Toros*, le 16 avril suivant, les patriotes furent massacrés ; Bolivar n'échappa qu'avec un petit nombre d'hommes et s'enfuit à San-Fernando, de là à Angostura, tandis que Paez gagnait rapidement Apure [2].

Mais l'âme du Libérateur s'exaltait dans la disgrâce, et sa volonté de vaincre s'affermissait. Il songea alors à frapper un grand coup en allant chercher l'ennemi dans la Nouvelle-Grenade ; mais auparavant, voulant agir au nom d'une nation régulièrement constituée et non plus comme un chef de bande, sans mandat officiel, il organisa un Conseil d'État et convoqua un congrès qui se réunit à Angostura le 15 février 1819 [3]. Bolivar fut nommé président de la nouvelle république ; le Dr Francisco Antonio Zea, grenadin, fut élu vice-président. Bientôt d'ailleurs Bolivar laissa à son second le soin d'exercer la présidence, et lui-même partit pour Apure afin d'organiser l'expédition qu'il projetait. Il s'était fait précéder de Santander qui l'attendait à Casanare avec de l'infanterie. Le 26 mai, Bolivar passait en revue ses troupes à Montecal : 2.100 hommes, Vénézuéliens et étrangers [4], parmi lesquels se distinguait la *Légion britannique* commandée par le colonel Jaime Rook.

Au moment d'entreprendre la plus brillante de ses campagnes, le Libérateur accomplissait sa trente-sixième année ; Rivenga, son secrétaire général, avait trente-sept ans; Soublette, chef d'état-major, vingt-neuf; Santander,

1. Sur Piar, v. O'Leary, *Memorias*, ch. XIX ; Gil Fortoul, I, p. 253.

2. O'Leary, *Mem.*, ch. XXI : *Campaña de 1818*.

3. V. *Docum. para la vida del Libertador*. T. VI, p. 574 : El Consejo de Gobierno instalado en Angsotura. — Su personal y sus actas. — O Leary, *Memorias*, ch. XXIII : El Congreso de Angostura.

4. Sur les campagnes de 1819, v. surtout : O'Leary, *Memorias*, ch. XXIV. — L. Duarte Level, *Historia Patria*, pp. 414 et sqq., et les ouvrages cités de Gil Fortoul, I, pp. 282 et sqq., et de Henao et Arrubla, II, pp. 234 et sqq.

qui commandait l'avant-garde, vingt-huit ; Anzoategui, commandant de l'arrière-garde, trente. Tels étaient les jeunes chefs qui, prêts à tous les sacrifices, allaient, avec un peu plus de deux mille soldats, traverser les Andes.

Après trois semaines de marche pénible à travers la montagne, la victoire commença à sourire aux patriotes dans le défilé de Paya où ils culbutèrent une avant-garde ennemie (27 juin). Du 2 au 6 juillet, ils traversent la région de Pisba, « désert lugubre et inhospitalier », écrit l'un d'eux, où les llaneros presque nus et les impassibles Anglais avançaient sous une bruine continuelle accompagnée de grêle et d'un vent violent. Beaucoup moururent de froid.

Le 6 juillet, ils arrivent à Socha, exténués, sans un cheval, et n'ayant que fort peu de munitions de guerre. Heureusement les habitants des vallées manifestèrent un ardent enthousiasme à l'arrivée des libérateurs [1]. Bolivar obtient d'eux des chevaux et des approvisionnements, et des combats heureux se livrent du 10 au 25 juillet à Corrales, à Gameza, dans le *pantano* de Vargas. L'Anglais Rook, les llaneros Rondon et Carvajal se distinguent par leur courage. Pendant ce temps, des munitions arrivaient du quartier général de Casanare, et, le 7 août 1819, c'était le triomphe de *Boyaca* [2].

Cette célèbre bataille eut lieu sur les rives de la rivière de ce nom, près du pont qui sépare Ventaquemada de Tunja, à 16 kilomètres de cette dernière ville. Bolivar avait disposé ses troupes sur les hauteurs voisines de la rivière, de manière à surprendre l'ennemi au passage du pont. Les corps suivants prirent part à la lutte : *de Barcelona* et *Bravos de Paez*, avec l'escadron de cavalerie *Llano-Arriba* au centre ; les bataillons *Rifles* et une compagnie de la *Légion britannique* à droite ; les bataillons de *Nueva Granada* et Guias réunis à celui de *Cazadores* à gauche. Les 2.000 patriotes anéantirent complètement l'armée de 3.000 royalistes. Le commandant en chef des ennemis, général Barreiro, fut saisi sur le champ de bataille par le soldat *Pedro Martinez* du premier de *Rifles* [3] et fait prisonnier ; son second, le colonel Jiménez, se rendit également, ainsi que tous les commandants et

1. Le désir de l'indépendance prenait de plus en plus corps parmi les classes populaires. Ce qui le prouve, c'est que, de 1818 à 1820, plus de trois mille volontaires arrivèrent aux armées des patriotes, tant au Vénézuéla qu'en Nouvelle-Grenade.

2. V. O'Leary, *Mem.*, ch. XXV, Boyaca. — Henao et Arrubla, II, p. 241 ; G. Fortoul, I, p. 283.

3. V. L. Duarte Level, *Hist. patr.*, p. 327 : Los Batallones de la Guardia : Rifles.

majors des corps, et quantité de sous-officiers et soldats, en tout 1.600. 50 hommes à peine purent s'échapper.

Le 9 août, le vice-roi Samano effrayé s'enfuyait de Bogota, laissant dans la Casa de Moneda plus d'un demi-million de pesos dont s'empara le Libérateur. Sans perdre de temps, il voulut les employer à acheter des munitions de guerre aux Antilles, et confia cette mission au futur maréchal d'Ayacucho, le colonel *Antonio José de Sucre*.

En septembre Bolivar nomma Santander vice-président de la Nouvelle-Grenade [1], et revint à Angostura où l'anarchie commençait à gronder. Le vice-président Zea avait été obligé de céder la place au général Arismendi [2] qui avait chassé les royalistes de Margarita. Mais, au retour de Bolivar, les rivalités s'apaisèrent ; le congrès acclama le Libérateur ; le député Alzuru, grand électeur d'Arismendi et chef de l'opposition, s'écria : « Quoi que nous puissions faire pour manifester notre gratitude à notre ami et concitoyen Simon Bolivar, jamais nous ne pourrons récompenser dignement un héros qui nous a donné la patrie, la vie et la liberté [3]. » Et Arismendi s'empressa de renoncer à la présidence, déclarant qu'il ne s'était déterminé à l'exercer, et nous citons textuellement ses paroles, que « sous l'empire des circonstances, par aveugle obéissance et surtout par véhément désir de servir la patrie [4] ». C'était le 16 décembre 1819. Le lendemain la Grande-Colombie était fondée.

1. *Docum.* T. VII, p. 42, nomination de Santander.

2. *Id.*, p. 46.

3. *Docum.*, I, VII, p. 141 : El Libertador se presenta ante el Congreso de Venezuela reunido en Angostura, sus discursos y contestación del Presidente de la Asamblea.

4. *Id.*, p. 146 : El general Arismendi renuncia ante el Congreso el encargo de Vice-Presidente para que la propia Asamblea le designó en reemplazo de Zea.

LIVRE V

LA GRANDE-COLOMBIE

CHAPITRE PREMIER

LE TERRITOIRE AMÉRICAIN LIBÉRÉ

Congrès d'Angostura. — Bolivar et Morillo. — Trêve de Trujillo. — Victoire de Carabobo. — Libération définitive du territoire américain. — Congrès de Rosario de Cucuta. — Les finances colombiennes. — Zea. — Projet de congrès sud-américain à Panama.

C'est le 17 décembre 1819, au Congrès d'Angostura, que fut scellée l'union de la Colombie et du Vénézuéla, sous le nom de *República de Colombia* [1]. La République devait comprendre trois départements, Vénézuéla, Quito et Cundinamarca, ayant respectivement pour capitales Caracas, Quito et Bogota. (L'appellation de Santa-Fé était supprimée définitivement pour cette dernière ville.) Dans chaque département, il y aurait un chef de l'administration, avec le titre de vice-président, nommé par le Congrès. La capitale de Colombie serait une nouvelle ville que l'on appellerait Bolivar. Le Congrès général se réunirait dans la ville de Rosario-de-Cucuta le 1er janvier 1821, pour élaborer la constitution. Il déciderait quels seraient le pavillon et les armes de la République ; en attendant on adoptait ceux de Vénézuéla.

Le même jour 17, le Congrès élut à l'unanimité Simon Bolivar président de Colombie avec les titres de *Libertador de Colombia, Padre de la*

1. Sur le Congrès d'Angostura, v. *Documentos para la vida del Libertador*. T. VII, p. 161 et sqq. Doc. nos 1620, 1621, 1622. — J. M. Restrepo, *Historia de Colombia*, passim.

Patria, Terror de los tiranos. Zea fut désigné comme vice-président. La vice-présidence de Cundinamarca fut confiée à Santander, et celle de Vénézuéla au Dr Juan German Roscio [1].

Au moment où se réunissait le Congrès d'Angostura, une tâche unique s'imposait au gouvernement, c'était de continuer la guerre qui demandait encore de grands efforts. En effet, le vice-roi Samano dominait le rio Magdalena avec 2.000 hommes, s'appuyant sur la forteresse de Cartagène, et Murillo comptait 12.000 hommes au Vénézuéla, dont la moitié Espagnols, avec la base de Puerto-Cabello, tandis que les républicains ne pouvaient guère réunir dans le pays que 6.000 hommes.

Le sort favorisa l'organisation des patriotes. Au moment où une nouvelle expédition forte de 20.000 hommes allait s'embarquer pour l'Amérique, l'Espagne fut surprise par la révolution dite de *Riego* (1er janvier 1820), parce que le promoteur en fut Don Rafael del Riego, commandant du bataillon des Asturies qui, secondé par Quiroga, rétablit la constitution libérale de Cadiz. Cet événement eut une grande répercussion sur l'Amérique. La nouvelle expédition projetée ne partit pas, et les prisonniers politiques qui se trouvaient à Cadiz, parmi lesquels figurait depuis sept ans le général Nariño, le chef indiscuté des patriotes santaféréniens, furent libérés. Nariño put revenir en Amérique, et dès son arrivée par l'Orénoque, Bolivar lui confia, à titre intérimaire, la vice-présidence que venait de laisser vacante la mort de Roscio [2].

Cependant le vice-président Santander s'était préparé à affronter Samano qui s'était hâté d'envoyer des expéditions sur le Choco, Antioquia et le Magdalena. Ces expéditions heureusement échouèrent et laissèrent au pouvoir de Cordoba et Maza, envoyés de Bogota, la plus grande partie du Magdalena et le bas Cauca jusqu'à Marangué. En même temps, une expédition partie de Margarita, sous les ordres du général Mantilla, avec 14 bateaux et 2.000 hommes, en dépit de l'insubordination de 700 Irlandais, parvenait à prendre Rio Hacha, la vallée d'Upar et Sabanilla. Un port se trouvait ouvert au pays. L'expédition put ensuite pénétrer jusqu'aux *llanuras* de Bolivar, isoler Cartagène et donner la main à Maza et à Cordoba.

1. Le département de Quito ne reçut point de vice-président, non pas parce qu'il était encore occupé par l'ennemi, mais parce que, dès cette époque, on le considéra comme annexé à la Colombie, ayant fait partie de l'ancienne vice-royauté de Nouvelle-Grenade.

2. *Docum. para la vida del Libertador.* T. VII, p. 571, doc. 1779.

Ceux-ci purent alors vaincre à Ténérife (1820) toute la flottille royaliste. Le Magdalena resta libre et les Espagnols réduits à Cartagène et à Santa-Marta. Pendant ce temps, vers le Sud, Soublette poursuivait Calzada qui s'était enfui dans la région de Popayan.

Cependant le Libérateur était passé d'Angostura à Bogota au commencement de mars 1820, et, après un séjour de 20 jours dans cette ville, pendant lesquels il organisa le gouvernement de Cundinamarca et ordonna l'enrôlement de 5.000 esclaves à Antioquia, Choco et Popayan, il passa au nord du Vénézuéla, pour se mettre à la tête de l'armée qui devait attaquer Morillo.

Les troupes royalistes étaient singulièrement démoralisées par la nouvelle de la révolution de Cadiz. Elles reçurent l'ordre de prêter serment à la constitution, et Samano mécontent partit pour la Jamaïque, laissant le général Torres chef de Cartagène. Morillo déclara que l'ordre équivalait au triomphe des indépendants, puisqu'il devait être suivi de la suspension des opérations, afin que les Américains pussent envoyer des députés aux prochaines Cortès.

En juin 1820, Morillo s'adressait donc au général Paez et aux autres chefs de la révolution au Vénézuéla, leur faisant connaître qu'il était autorisé à traiter avec eux, que pour s'entendre il était nécessaire de suspendre les hostilités pendant un mois, et qu'il avait donné des ordres en conséquence aux commandants des forces de terre et de mer. En même temps qu'il envoyait deux commissaires au Congrès d'Angostura [1], il en envoyait deux autres auprès du Libérateur.

Bolivar se trouvait alors dans la ville de Rosario-de-Cucuta. Il répondit aux envoyés de Morillo que les Colombiens étaient résolus à combattre perpétuellement contre la domination extérieure : « Je prends la liberté de faire connaître à Votre Excellence, disait-il, la condition fondamentale qui seule peut servir de base de discussion entre le gouvernement de Colombie et l'Espagne... Un seul cri résonne en Colombie, celui de la nature qui réclame tous ses droits méconnus et foulés aux pieds jusqu'alors par le despotisme qui a converti en vaste désolation ce qui fut domaine espagnol [2]. »

1. *Docum.* T. VII, p. 293.

2. *Id.*, p. 315 : Bolivar contestando a Morillo le remite la Lei fundamental de Colombia, que prescribe las bases únicas sobre que puede tratar su gobierno con España.

Bolivar voulut alors activer la campagne du Magdalena et fit un rapide voyage au littoral de l'Atlantique. Il partit au début d'août par la route de Cucuta à Ocaña, visita Mompos, Barranquilla et le camp du colonel Montilla à Turbaco. Il donna les ordres militaires qu'il jugea à propos et se mit en rapport avec le gouverneur royaliste de la place de Cartagène, au sujet de la paix que consentirait l'Espagne. La vanité burlesque du gouverneur qui aspirait à ce que le vainqueur de Boyaca reconnût gracieusement l'autorité de l'Espagne, arracha à Bolivar cette réponse hautaine : « C'est le comble de la démence, bien plus, du ridicule, que de proposer à la République de Colombie sa soumission à l'Espagne... Comment ? Pourrions-nous oublier les centaines de victoires obtenues sur les armées espagnoles ? Pourrions-nous oublier notre gloire, nos droits et l'héroïsme de nos soldats ? Croyez-vous, Monsieur le Gouverneur, que la vieille Espagne puisse encore dominer le Nouveau-Monde ? Croyez-vous que le gouvernement de cette nation qui a donné l'exemple de tout ce que l'esprit humain peut concevoir de plus absurde, arrive à réaliser le bonheur d'un seul hameau de l'univers ? Dites à votre roi, à votre nation, Monsieur le Gouverneur, que le peuple de Colombie est résolu, pour ne pas souffrir l'opprobre d'être Espagnol, à combattre des siècles et des siècles contre les péninsulaires, contre tous les hommes [1]. »

L'entrevue entre les députés du gouvernement de Colombie et ceux de Morillo n'avait amené aucun résultat. Le Libérateur, qui avait repris le chemin de Rosario-de-Cucuta, envoya, de San-Cristobal, une communication au Pacificateur (c'est ainsi que Morillo se faisait appeler) pour lui exposer nettement la condition à laquelle il accepterait une nouvelle conférence. En attendant, il se mit à la tête de l'armée du Nord qui comptait 5.000 hommes ; il conduisit activement les opérations et occupa Trujillo au mois d'octobre.

Morillo avait son quartier général à San-Carlos quand il reçut les propositions du Libérateur. Sur la demande du général espagnol, des commissaires furent nommés de part et d'autre ; Morillo fit avancer ses troupes jusqu'à Carache, et ses délégués entrèrent à Trujillo où ils furent reçus par ceux de Bolivar. Les conférences s'ouvrirent le 2 novembre 1820, et le 25 était signé le traité d'armistice qui devait durer six mois et s'étendre à

1. O'Leary, *Memorias*, T. II, ch. XXVIII, p. 48.

toute la République [1]. Chaque belligérant conserverait le territoire qu'il occupait ; si la guerre devait se renouveler, avis en serait donné 40 jours avant le commencement des hostilités. Le traité s'occupait aussi du bon traitement des prisonniers et de la sépulture à accorder aux morts. C'était la fin de la terrible *guerra á muerte*.

Après les négociations, Morillo exprima le vif désir de connaître Bolivar et lui demanda une entrevue à laquelle le Libérateur consentit avec plaisir. Le hameau de Santa-Ana, situé à égale distance des deux camps, fut désigné comme lieu de la réunion. Dans la matinée du 27 novembre, le général espagnol se présentait à Santa-Ana, escorté d'un escadron de hussards et d'environ 50 officiers, parmi lesquels le général Latorre. « J'annonçai, dit un témoin oculaire de l'entrevue, O'Leary, que le Libérateur était en route et ne tarderait pas à arriver. Le général me demanda quelle escorte accompagnait le chef de la République ; je répondis qu'il n'avait avec lui que 10 ou 12 officiers. « Comment ! dit Morillo, moi qui croyais mon escorte trop peu nombreuse pour m'aventurer jusqu'ici, et voilà que mon ancien ennemi m'a vaincu en générosité ! » Et il donna l'ordre à ses hussards de se retirer. Il me demanda ensuite quels étaient les officiers espagnols particulièrement odieux au Président, et quand j'eus satisfait à sa réponse, il observa qu'aucun d'eux n'était présent [2]. »

Cependant le cortège du Libérateur apparut sur la colline qui domine le hameau de Santa Ana. En apercevant Bolivar, Morillo s'écria : « Comment ! c'est ce petit homme à la redingote bleue, en bonnet de campagne, et monté sur une mule ! » Il n'avait pas achevé de parler que déjà le petit homme était à son côté. Les deux généraux mirent pied à terre et se donnèrent une accolade étroite et cordiale. Ensuite ils se dirigèrent vers la meilleure maison du pays où Morillo avait fait préparer un modeste repas en l'honneur de son hôte illustre. Durant le repas et au cours de la journée on parla de la guerre, et les deux interlocuteurs firent assaut de générosité et de tolérance. « On put, dit le témoin que nous avons cité, concevoir l'espérance que jamais aucun incident malheureux ne les obligerait à recommencer les hostilités [3]. »

1. *Docum.* T. VII, p. 475, doc. 1748, Las Transacciones de Trujillo.
2. O'Leary, *Memorias*. T. II, p. 64, Entrevista de Bolivar y Morillo.
3. O'Leary, *loc. cit.*

Le général Morillo proposa l'érection d'un monument à l'endroit même où il avait embrassé son rival, afin de « rappeler aux générations futures la sincérité avec laquelle les belligérants, représentés par leurs chefs respectifs, avaient dès le premier moment d'apaisement relégué dans l'oubli leurs rancœurs personnels et l'antipathie nationale ». Cette idée fut accueillie par Bolivar avec plaisir, et immédiatement une grande pierre carrée fut amenée à l'emplacement indiqué pour servir de base à la colonne projetée. Sur cette pierre les deux chefs renouvelèrent leurs vœux ardents de concorde et d'humanité. Le jour s'acheva dans la joie et les deux généraux passèrent la nuit sous le même toit. Le lendemain Morillo accompagna le Libérateur jusqu'à l'endroit où ils s'étaient rencontrés pour la première fois ; et là ils se séparèrent pour jamais.

Morillo, avant même le traité de Trujillo, avait obtenu du gouvernement espagnol d'être relevé de son commandement en Amérique. D. Miguel de Latorre, maréchal de camp, fut désigné pour le remplacer. En décembre 1820, Morillo s'embarquait pour l'Espagne avec quelques officiers [1].

Après avoir réglé les dispositions relatives à l'armistice, Bolivar s'était rendu d'abord à la ville de San-Cristobal, puis à Bogota (janvier 1821). Là il choisit deux commissaires, José Rafael Revenga, membre du ministère, et José Tiburcio Echeverria, gouverneur politique de la province de Bogota, pour aller en Espagne traiter de concert avec les commissaires espagnols la question de la paix sur la base expresse de la reconnaissance de l'indépendance de la Colombie. Revenga et Echeverria arrivèrent à la péninsule où on ne voulut leur reconnaître aucun caractère officiel. Leur mission resta donc infructueuse ; l'Espagne était irréductible sur la question de l'indépendance.

Le 28 avril 1821, les hostilités recommençaient. Latorre avait concentré ses troupes autour de Valencia. Bolivar, à la tête de 6.500 hommes, marcha contre l'ennemi, et, secondé merveilleusement par Paez et les llaneros, il remportait le 24 juin dans la plaine de *Carabobo* une splendide victoire qui donna définitivement la liberté au Vénézuéla et consacra l'existence de la

1. D. Pablo Morillo, comte de Cartagène et marquis de la Puerta, devint capitaine général de Madrid et de Nouvelle-Castille. Il mourut en France, à Barèges, en juillet 1837. Toute sa vie il resta grand admirateur de Bolivar, et le général O'Leary qui le visita en 1835 à La Corogne, reçut de lui de nombreux documents pris sur les champs de bataille du Vénézuéla.

République de Colombie [1]. A la suite de cet exploit le Libérateur occupait Caracas et Cumana se rendait aux républicains [2].

La nuit même de la bataille de Carabobo un fait d'armes de grande signification s'accomplissait dans la cité de Cartagène, occupée par les royalistes. Le général Mariano Montilla qui tenait la place assiégée dirigea une opération aussi hardie qu'heureuse. A minuit, le colonel José Padilla, profitant du moment où la ronde espagnole se retirait de la baie, fit avancer ses bateaux en silence pour attaquer l'arsenal. En même temps, le colonel suédois Frédéric Alderkreutz, à la tête des troupes républicaines, simulait de marcher par terre à l'assaut de la place. Les royalistes trompés employèrent tous leurs efforts à repousser l'attaque par terre, et pendant ce temps Padilla tombait avec son escadrille sur celle de l'ennemi avec une telle impétuosité que 11 navires et de nombreuses pièces d'artillerie restèrent en son pouvoir. Les assiégés furent coupés de la communication avec Bocachica, et la baie de Cartagène fut bloquée par les bateaux de la République.

Cependant le gouverneur espagnol de la place, Brigadier Gabriel de Torres, voulut à tout prix la défendre ; mais la faim et les opérations des républicains l'obligèrent à accepter la honteuse capitulation que lui imposa le général Montilla, et, le 1er octobre 1821, le drapeau tricolore de Colombie, arboré sur la forteresse, fut salué pour la première fois par les troupes espagnoles.

C'en était fait de la domination de l'Espagne en Colombie, et les quelques mouvements isolés des royalistes dans la province de Rio-Hacha, à Ocaña, dans la vallée d'Upar et à Santa-Marta furent vite réprimés. Bientôt la victoire du fameux lieutenant de Bolivar, le général Antonio de Sucre, à *Pichincha* (1822) [3], l'œuvre de San Martin en Argentine et au Pérou [4], celle d'Artigas en Uruguay [5], les victoires enfin de Bolivar lui-même à Junin et de Sucre à Ayacucho (1824) allaient assurer bientôt l'indépendance de l'Équateur, du Pérou, des régions de La Plata et consommer l'indépen-

1. O'Leary, *Memorias*. T. II, ch. xxx : Carabobo. — *Docum*. T. VII, p. 634 : La memorable bataille de Carabobo.

2. O'Leary, *Memorias*. T. II, ch. xxxi. Después de Carabobo.

3. V. Laureano Villanueva : *Vida de D. Antonio J. de Sucre, grand mariscal de Ayacucho.*

4. Carlos A. Villanueva : *Bolivar y el General San Martin.*

5. Hugo D. Barbagelata : *Artigas y la Revolución Americana.*

dance définitive du continent sud-américain. Les derniers péninsulaires quittèrent Callao le 23 janvier 1826, trois cent trente-trois ans après la découverte de l'Amérique par Colon.

Le 6 mai 1821, se réunissait à Rosario-de-Cucuta le Congrès constituant de Colombie sous la présidence de Nariño. Le Congrès sanctionna l'union des deux Républiques sous la condition expresse qu'elles seraient régies par un gouvernement représentatif et populaire [1]. Il abolit l'esclavage et décréta la liberté des fils d'esclaves qui naîtraient à l'avenir ; il abolit le tribunal de l'Inquisition, accorda aux étrangers la liberté religieuse, supprima les impôts les plus impopulaires, établit des écoles primaires dans tous les centres de population, jeta les bases de l'administration politique et judiciaire. Son œuvre, qui s'inspira des principes de la Révolution française, peut par son importance être comparée à celle de l'Assemblée Constituante de France.

La charte fondamentale de la Grande-Colombie fut sanctionnée et promulguée le 30 août. L'indépendance de la nation se trouvait définitivement consommée. Malheureusement la masse de la population n'avait pas l'éducation civique nécessaire pour régir ses destinées : elle n'allait pas tarder à devenir la victime des politiciens de profession ; et comme le nouveau code colombien était déclaré intangible pour dix ans, c'était la porte ouverte aux plus graves révoltes politiques, aux guerres civiles qui allaient bientôt désoler le pays.

Les élections ordonnées par le Congrès pour le président et le vice-président de la République eurent lieu le 7 septembre. Le Libérateur fut élu président à la presque unanimité ; pour le second, les voix se divisèrent entre Nariño et Santander, et ce dernier fut élu par les deux tiers des suffrages. Les deux magistrats suprêmes prirent possession de leur charge le 3 octobre, jour où le président ordonna la mise à exécution de la nouvelle Constitution. Le Congrès désigna comme capitale Bogota.

Le 28 novembre 1821, l'Isthme de Panama proclamait son indépendance, et les provinces de Panama et de Vera-Cruz étaient incorporées dans la République de Colombie. Le 29 mai 1822 avait lieu l'annexion des provinces de Quito, Cuenca et Loja sous le nom de Département de l'Equateur,

1. *Docum.* T. VII, p. 587, doc. 1795.

avec Sucre pour gouverneur, et en juillet suivant, après les fameuses entrevues de Bolivar et de San-Martin à Guayaquil[1], la Grande-Colombie s'accroissait encore de la province de Guayaquil.

Pendant que les bases de l'indépendance américaine étaient consolidées par le génie de Bolivar, on songeait à l'organisation politique de la République. Le vice-président constitutionnel Santander, en l'absence du président, gouvernait depuis Bogota. Il déploya de grandes qualités d'homme d'État. Une de ses premières mesures fut de nommer, en vertu d'une autorisation reçue du Congrès de Cucuta, un magistrat qui dirigeât le Vénézuéla : il choisit le général Soublette. La constitution de Colombie fut jurée à Caracas le 1er janvier 1822 ; mais la charte élaborée à Cucuta ne fut jamais bien vue par les Vénézuéliens, entre autres motifs parce que la capitale avait été fixée à Bogota, Caracas se trouvant reléguée au rang de cité de deuxième ordre.

Les espérances que les patriotes fondaient sur la marche prospère de la République ne pouvaient guère, hélas ! se réaliser, par suite de l'état des finances dont la ruine était le mal le plus profond qui affligeât le pays. Le trésor était vide et les agents de l'Espagne, avant de partir, avaient par anticipation recouvré presque partout les contributions. Les revenus étaient loin d'arriver à couvrir les dépenses les plus urgentes qui s'imposaient au gouvernement, enfin les employés de *hacienda* manquaient de la compétence nécessaire dans une branche aussi délicate ; aussi le Secrétaire des finances du général Santander pouvait-il en toute vérité en 1820 déplorer la « confusion, le désordre et la ruine inévitables » du trésor de la République, car, ajoutait-il, « c'est une chose bien différente de diriger les finances dans une nation constituée et tranquille où toutes les affaires suivent leur cours, que de les organiser au moment où un gouvernement subit une transformation absolue, au milieu des soucis de la guerre ».

Pour faire face aux dépenses toujours croissantes que demandait l'entretien des armées, le gouvernement dut faire appel à des ressources extraordinaires, telles que l'augmentation du prix du papier timbré, les emprunts aux provinces et aux particuliers et l'établissement d'une contribution

1. V. Carlos A. Villanueva, *Bolivar y el General San-Martin* (6e partie). — Hugo D. Barbagelata : *Bolivar y San-Martin*.
Cf. Herrao et Arrubla, II, 305 et sqq.

individuelle variant de un real à vingt pesos. Ces mesures allégèrent momentanément la situation du trésor, mais un plan net et fixe manquait dans l'organisation de la *Hacienda*. Le Congrès, dans un esprit de générosité louable mais quelque peu inconsidérée, avait déclaré abolis en Colombie le droit de *sisa* (impôt sur les denrées), et l'impôt de 5 p. 100 qui se recouvrait sur tous les produits transportés de province à province, de territoire à territoire, de pueblo à pueblo, sans parler d'autres moins considérables, et le vide ainsi fait fut loin d'être comblé par l'établissement d'une contribution sur les revenus ou les gains des citoyens.

La République avait songé à contracter un emprunt en Europe, et le Libérateur Président nomma en décembre 1819, dans la ville d'Angostura, D. Francisco Antonio Zea agent diplomatique de Colombie en Europe, avec la double mission d'obtenir la reconnaissance de la République par les gouvernements étrangers et de contracter un emprunt.

L'envoyé colombien, en dépit de ses brillantes qualités, manquait de « dons diplomatiques ; sa candeur, son enthousiasme ne pouvaient cadrer avec la dissimulation et l'astuce ; de plus c'était un novice en matière de finances et de commerce [1] ». Le crédit de la République était d'ailleurs ruiné à l'étranger, et la Colombie était redevable au commerce britannique d'environ un million de livres sterlings pour les secours que le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade avaient reçus antérieurement en bateaux, armes et munitions. Zea ébaucha un projet d'emprunt de 2 millions de livres si désavantageux pour la Colombie que le gouvernement colombien ne voulut point le sanctionner, ce qui, on le comprend, ne contribua point à augmenter le crédit de la nouvelle République. La mission financière de Zea échoua donc lamentablement. Zea étant mort en Angleterre, à Bath, le 22 septembre 1822, on envoya à sa place José Rafael Revenga qui ne fut pas plus heureux que son prédécesseur.

Sous le rapport diplomatique, Zea n'avait guère mieux réussi. Expulsé de la métropole qui ne reconnut l'indépendance de ses anciennes colonies d'Amérique que soixante ans plus tard, il n'obtint d'aucune cour européenne la reconnaissance qu'il sollicitait. La France avait été la première

1. Marco Fidel Suarez, *Biografia de Zea*. Bogota. 1883. — Henao y Arrubla. II. p. 312.

à reconnaître par la voix de l'empereur Napoléon l'existence comme État indépendant du Vénézuéla dès août 1811, mais la chute de la première république vénézuélienne, la restauration des Bourbons remirent tout en question, et ce n'est qu'en septembre 1830 que la France reconnut officiellement l'indépendance américaine. L'Angleterre l'avait reconnue le 1er janvier 1825, et le Saint-Siège le fit implicitement au début de 1828, lorsqu'il nomma les premiers évêques d'accord avec les candidatures proposées par les gouvernements républicains.

Les États-Unis n'attendirent pas si longtemps pour reconnaître l'existence politique des nouveaux États. Le Congrès de Washington la proclama le 28 mars 1822, et, le 4 mai suivant, il autorisait un crédit de 100.000 dollars pour l'établissement de légations dans les capitales hispano-américaines. Alors vint à Bogota le premier ministre des États-Unis, M. Ricardo C. Anderson.

De son côté le gouvernement colombien voulut cultiver d'étroites relations d'amitié avec les pays de l'Amérique espagnole nouvellement nés à la vie indépendante. En 1821, le Libérateur nomma deux ministres plénipotentiaires de la République, l'un pour Mexico, Don Miguel Santamaria, et l'autre pour le Pérou, le Chili et les Provinces Unies du Rio de la Plata, Don Joaquin Mosquera. L'objet de ces missions était de former une ligue offensive et défensive avec ces Républiques et de conclure des traités de commerce. L'année suivante, Mosquera contractait un pacte d'alliance entre la Colombie et les Républiques du Pérou, du Chili et des Provinces de La Plata.

Enfin Bolivar caressait la grandiose idée, et ce fut une des plus hautes conceptions politiques de son génie, de réunir à Panama un congrès dans lequel auraient des représentants tous les peuples libres hispano-américains, afin qu'ils établissent une confédération, dans le but de défendre leur indépendance contre toute tentative de reconquête européenne et d'établir un contre-poids à toute ambition éventuelle des États-Unis. Et à cette fin il les invita en 1821. Panama était pour le Libérateur l'emporium de l'univers [1]. « Ses canaux raccourciront les distances du monde, resserreront les liens conventionnels entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie et apporteront à cette heureuse région

1. F. Cf. Garcia-Calderon, *Les démocraties latines de l'Amérique*, p. 61.

les tributs des quatre parties du monde. » Quant à l'assemblée internationale, elle « servirait, disait Bolivar, de conseil dans les grands conflits, de point de contact dans les périls communs, de fidèle interprète des traités publics, et de juge arbitre et conciliateur dans les disputes et les différents » [1].

1. Le Congrès de Panama ne devait se réunir que cinq ans plus tard. Il tint ses séances du 11 juin au 15 juillet 1826, mais il n'aboutit malheureusement qu'à un traité d'union théorique entre les quatre Etats représentés. Colombie, Mexique, Guatemala, Pérou.
V. O'Leary, *Memorias*. T. II, ch. III, El Congreso de Panama.

CHAPITRE II

1823-1826. — SANTANDER ET PAEZ

Congrès de 1823. — Mort de Nariño. — Recensement de la République. — Vice-Présidence de Santander. — Rébellion de Paez. — Bolivar quitte le Pérou. — Sa rentrée à Bogota le 14 novembre 1826.

Selon la charte de Cucuta, le premier Congrès constitutionnel de la République devait se réunir à Bogota le 2 janvier 1823 ; mais les événements de la guerre empêchèrent différents sénateurs et représentants d'arriver en temps opportun à la capitale. C'est en avril seulement que le corps souverain put commencer ses sessions avec 15 sénateurs et 46 représentants [1]. Il dura jusqu'au premier jour d'août. Les secrétaires d'État de l'intérieur, des affaires étrangères, de *Hacienda*, de guerre et de marine présentèrent leurs mémoires. Le vice-président Santander, chef du pouvoir exécutif, appela l'attention des représentants du peuple sur la nécessité de développer l'instruction publique, le commerce, l'agriculture et l'industrie minière comme sources principales de la richesse nationale ; surtout il fit ressortir l'état désastreux des finances.

Les principaux actes du corps législatif furent les suivants : permission accordée au Libérateur de diriger la guerre au Pérou avec pension annuelle de 30.000 pesos ; désapprobation des négociations fiscales de Zea ; autorisation accordée au gouvernement de contracter à des conditions moins onéreuses un emprunt de 30 millions de pesos à l'extérieur et un autre de 1.500.000 à l'intérieur, pour subvenir aux dépenses les plus urgentes de l'État ; suppression de la contribution directe créée par le Congrès de Cucuta, contribution qui fut remplacée par une autre qui se recou-

1. *Docum.* T. VIII, p. 646, doc. 2169 : Instalación del primer Congreso constitucional de la República de Colombia en Bogota el dia 8 de abril de 1823.

vrerait en une seule fois selon une répartition équitable ; privilèges exclusifs pour la navigation du Magdalena et de l'Orénoque et pour la pêche des perles sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique ; facilité de naturalisation accordée aux étrangers auxquels on concéderait des terres incultes ; création à Bogota d'un musée, d'une école de mathématiques et de mines, et enfin approbation des traités conclus par D. Joaquin Mosquera avec le Chili et le Pérou.

Le Congrès de 1823 fut malheureusement attristé par un pénible incident, prélude des rivalités de partis qui, depuis lors, devaient être un sérieux obstacle aux progrès du pays. Les sénateurs Diego Fernando Gomez, Vicente Azuero et Francisco Soto lancèrent des imputations mensongères contre Nariño, pour l'empêcher d'occuper son poste de sénateur de Cundinamarca, l'accusant de malversation des fonds de la *tesoreria de diezmos* qu'il avait administrée à l'époque coloniale, de trahison envers la patrie pour s'être rendu aux Espagnols à Pasto dans la campagne de 1813 ; on ajoutait enfin qu'il n'avait vécu si longtemps loin de son pays que pour ne pas servir sa patrie, et qu'il n'avait pas le temps de résidence voulu en Colombie pour être sénateur.

La réplique du Précurseur fut digne et vigoureuse. Un républicain distingué, tout jeune alors, qui assistait à la mémorable session où Nariño confondit ses accusateurs, s'exprime ainsi : « Jamais, dit-il, ne s'est effacée de ma mémoire, après tant d'années, la profonde impression que produisit dans nos âmes la voix puissante du doyen des *Proceres* de notre Indépendance. Les cicatrices que les chaînes des tyrans avaient laissées aux jambes du vaillant soldat étaient encore mal fermées ; aussi pouvait-il à peine marcher, et chaque pas qu'il faisait était un éloquent démenti aux calomnies de ses ennemis. Le Sénat entier, gagné par l'émotion, s'inclinait devant lui au fur et à mesure qu'il parlait, en signe d'assentiment et de respect. Nous autres, attendris, enthousiasmés, nous versions des larmes et nous applaudissions à tout rompre [1]. »

Nariño triomphant de ses ennemis mais durement éprouvé se retira dans la ville de Leiva, où il mourut le 13 décembre suivant. Les dernières paroles du grand homme furent les suivantes : « J'ai toujours haï par instinct les tyrans ; en luttant contre eux j'ai perdu tout ce que j'avais,

1. Mariano Ospina Rodriguez : *El general Nariño*. Bogota, 1849.

j'ai perdu jusqu'à la patrie ! Quand apparut enfin cette liberté pour laquelle j'avais tant souffert, la première chose qu'elle fit fut d'essayer de m'étouffer de ses propres mains... Tous m'ont donné des chaînes, tous m'ont calomnié. Cependant je n'ai pas haï ceux qui m'ont persécuté. La seule épitaphe que je désire est celle-ci : *J'aimai ma patrie ; combien grand fut cet amour, l'histoire le dira un jour.* Je ne puis laisser à mes enfants que mon souvenir ; à ma patrie je lègue mes cendres [1]. »

Le Congrès colombien se réunit régulièrement les trois années qui suivirent. Le territoire national fut organisé en départements, provinces et cantons [2] ; des traités d'amitié et de commerce furent conclus avec les États-Unis, l'Angleterre et la Suède ; on songeait même déjà à mettre en communication les deux mers, soit par un chemin de fer dans l'isthme de Panama, soit par un canal.

En 1825, le gouvernement fit faire le recensement de la République qui accusa une population de 2.583.799 habitants. Ce chiffre était au-dessous de la réalité, car les gouverneurs informèrent que les habitants refusaient de s'inscrire, craignant que le recensement n'eût pour but d'augmenter les contributions ou de faire des levées de troupes. La population de la Grande-Colombie en ce temps peut être évaluée à environ 3.000.000 d'âmes.

La paix régnait dans le pays, et la situation financière elle-même semblait en voie d'arrangement. Un emprunt de 20 millions de pesos à 6 p. 100 avait pu être conclu avec une grande maison commerciale de Londres en 1824, avec hypothèque des revenus du tabac. Malheureusement cette maison fit banqueroute peu de temps après, et toutes les espérances furent déçues.

En 1825 eut lieu un incident qui fut pour la République un sombre

1. *Id.* Nariño fut enseveli dans l'église San-Agustin de Leiva. Ses restes furent exhumés en 1857 par deux de ses descendants et transportés à Bogota. En 1911, ils furent placés dans un magnifique mausolée en marbre blanc, dans la chapelle de Sainte-Isabelle, de la Basilique mineure.

2. Les douze départements et les provinces étaient en 1826 : *Maturin*, composé des provinces de Margarita, Cumana et Barcelona ; *Orinoco*, avec celles de Guayana, Apure et Barinas ; *Venezuela*, avec celles de Caracas et Carabobo ; *Zulia*, avec celles de Maracaïbo, Coro, Trujillo et Merida ; *Boyaca*, avec celles de Casanare, Pamplona, Socorro et Tunja ; *Cundinamarca*, avec celles de Bogota, Neiva, Mariquita et Antioquia ; *Magdalena*, avec celles de Cartagena, Santa-Marta et Rio-Hacha ; *Istmo*, avec celles de Panama et Veraguas ; *Cauca*, avec celles de Choco, Popayán, Buenaventura et Pasto ; *Ecuador*, avec celles de Pichincha, Imbabura et Chimborazo ; *Azuay*, avec celles de Cuenca, Loja, Jaen et Mainas ; et *Guayaquil*, avec celles de Manavi et Guayaquil.

présage. Un colonel, Vénézuélien d'origine, Leonardo Infante, mis en jugement à la suite de la mort violente du lieutenant Francisco Perdomo, à Bogota, avait été condamné à la peine capitale. Le ministre de la Haute-Cour de Justice, Don Miguel Peña, Vénézuélien lui-même, refusa de signer la sentence de mort que signèrent les autres ministres, et, mis en accusation pour ce fait par la Chambre des Représentants devant le Sénat, il fut condamné à un an de suspension de sa charge. Le magistrat vénézuélien, de caractère violent et orgueilleux, retourna dans son pays, portant dans son cœur la haine et la vengeance.

Les mécontents se groupèrent autour de lui ; les censures adressées au gouvernement se firent de plus en plus nombreuses, et tout un parti commença à parler de fédération. Le mouvement séparatiste s'accentua bientôt et, en 1826, éclata un conflit entre les pouvoirs civil et militaire qui ne fut rien moins que le prélude de la dislocation de la Grande-Colombie.

Le vice-président Santander avait ordonné en août 1824, en exécution d'une loi votée en 1821, l'inscription sur les rôles militaires de tous les citoyens de seize à cinquante ans. A Caracas, le commandant général qui était Paez, donna des ordres pour mener à bien l'enrôlement. Bien que les citoyens eussent été convoqués par deux fois, ils se présentèrent peu nombreux. Une troisième convocation ayant eu lieu en janvier sans plus de résultat, le général Paez ordonna que des patrouilles de soldats sortissent de la cité pour conduire de force à l'enrôlement tous les hommes qu'elles rencontreraient. L'Intendant de Vénézuéla informa de l'événement le pouvoir exécutif, le qualifiant de scandaleux et de contraire à l'esprit de la loi. De son côté, la municipalité de Caracas se plaignit à la Chambre des Représentants, peignant l'événement comme un acte arbitraire. Des nouvelles postérieures exagérèrent ce qui était arrivé ; les députés s'exaltèrent, demandèrent des informations au vice-président Santander qui déclara sans ambages à la Chambre que les documents qu'il avait reçus ne lui semblaient pas suffisants pour mettre en accusation le général Paez. Il conseillait la prudence, rappelant les grands mérites de l'inculpé, qui par son passé avait tous droits à la confiance et à l'estime publiques. Malgré cela, l'accusation fut admise par le Sénat, et le général Paez, suspendu de ses fonctions, fut sommé par le Congrès de venir devant lui expliquer sa conduite. Le fameux *llanero* fit mine d'obéir, se démit de son commandement militaire,

et alla jusqu'à préparer son cheval pour se mettre en chemin. Mais en même temps, il suscitait par-dessous main un mouvement militaire à Valencia qui le remettait en possession de son commandement, le déclarait chef civil et militaire de Vénézuéla et acclamait la Fédération, au lieu du centralisme qui régissait la République [1].

Bolivar était en ce moment au Pérou dans l'apothéose de son triomphe. Il avait reçu à Lima une députation de Vénézuéliens inspirée par Paez et commandée par Don Antonio Leocado Guzman qui venait offrir au Libérateur la couronne comme Empereur de Colombie. Bolivar avait protesté avec énergie, et il écrivait à Paez le 6 mars 1826 : « Une telle proposition me paraît indigne de ma gloire ; le titre de Libérateur est supérieur à tous ceux qu'a jamais reçus l'orgueil humain ; il est impossible d'y rien ajouter. Ce projet ne convient ni à vous, ni à moi, ni au pays [2]. »

Plein d'inquiétude sur la tournure que menaçaient de prendre les événements à la suite de l'accusation portée contre Paez, il résolut de quitter le Pérou et, avant son départ, il envoya son aide de camp O'Leary pour préparer les Vénézuéliens aux réformes qu'il projetait. Bolivar en effet nourrissait l'idée d'implanter au Vénézuéla la constitution dite Boliviana qu'il avait élaborée pour la République de Bolivie et à l'adoption de laquelle il travaillait au Pérou quand lui vinrent les nouvelles de la tourmente déchaînée en Colombie [3].

Déjà le Libérateur avait de sombres appréhensions sur la fragilité de l'union qu'il avait rêvée entre les pays qu'il avait arrachés à la domination espagnole. Le Congrès de Panama (11 juin-15 juillet 1826) n'avait abouti à aucune convention sérieuse, et voilà que dans son propre pays la lutte des partis allait compromettre cette liberté pour laquelle il avait tout sacrifié. Aussi, sans attendre de voir au Pérou le résultat de ses efforts politiques, Bolivar quittait Lima en septembre 1826 : il s'arracha à Guayaquil et à Quito aux ovations de la foule des citoyens, et le 14 novembre il entrait à Bogota, après s'être fait précéder d'un message dans lequel il déplorait la discorde civile qui désolait les Colombiens et annonçait qu'il venait pour la

1. Sur la rébellion de Paez v. Henao et Arrubla, II, *La Republica*, ch. III. — Gil Fortoul, I, I, l. III, ch. II. — *Docum.* T. X, p. 615 et sqq. — O'Leary, *Memorias*, II, ch. LVI.

2. V. O'Leary, *Memorias*, II, ch. LVII : Bolivar rechaza la corona.

3. Sur la constitution bolivienne v. Gil Fortoul, II, l. III, ch. II. — Henao et Arrubla, II, p. 358.

réconciliation de tous [1]. Accueilli par de vives démonstrations d'affection, il répondit aux acclamations qui accompagnèrent son arrivée au palais législatif par ces paroles : « Vive la République de Colombie, vive la Constitution, ce *livre sacré, cet évangile du peuple colombien.* » Le général Santander, accompagné des hauts fonctionnaires publics, lui souhaita la bienvenue avec une émotion qui trahissait une certaine gêne, et Bolivar s'exprima ainsi : « Permettez-moi, Messieurs, en voyant divisée la famille colombienne, de m'intituler son père et de vous convier à oublier vos ressentiments et à vous réunir cordialement pour élever notre chère patrie au degré le plus élevé de félicité. J'ai consacré mes services à l'indépendance et à la liberté de la Colombie ; je les consacrerai toujours à l'union, et au respect de la loi. »

Parmi les décrets que le Libérateur signa durant son court séjour à Bogota, il en est un qui est un signe bien expressif de l'état des esprits : il ordonnait que les employés publics et les corporations s'adaptassent dans l'exercice de leurs fonctions à ce que prescrivaient les lois et les résolutions du Pouvoir exécutif, interdisant toute réunion sauf celles que permettaient les lois ; et, si l'on concédait aux citoyens le droit de pétition, ils ne pouvaient exercer ce droit en juntes populaires comprenant plus de dix individus : cette défense s'étendait aux militaires, et des peines sévères, telles que la destitution ou les travaux forcés devaient s'appliquer aux infracteurs [2].

1. *Docum.* T. X, p. 700, doc. 2939 : Entrada del Libertador en la capital de Colombia, el 14 de noviembre de 1826.

2. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 362.

CHAPITRE III

DICTATURE DE BOLIVAR

Retour de Bolivar au Vénézuéla. — Paez apaisé. — Rupture entre Bolivar et Santander. — La Convention d'Ocaña. — La Dictature de Bolivar et la nuit du 25 septembre 1828.

Le 25 novembre, le Libérateur se mettait en marche pour le Vénézuéla. De Maracaïbo il adressa aux Vénézuéliens une proclamation pour les engager à mettre un terme à la discorde, leur promettant de hâter la convocation d'une grande Convention, afin que le peuple, disait-il, « dictât les lois, le peuple qui seul connaît son bien et est maître de son sort, car ni un potentat, ni un parti, personne sinon la majorité du peuple n'est souverain ; c'est un tyran celui qui se substitue au peuple, et son pouvoir est une usurpation [1] ».

Quand on apprit l'arrivée du président, la révolution perdit la plupart de ses partisans ; Paez lui-même lança un manifeste, invitant les populations à recevoir le Père de la Patrie, avec amour et confiance. De Puerto-Cabello [2] Bolivar expédia un décret d'amnistie par lequel il confirmait à Paez le titre et l'autorité de chef civil et militaire que lui avaient conférés les conseillers municipaux au commencement de la révolution. Bolivar et Paez se rencontrèrent le 4 janvier 1827 dans les environs de Valencia, au pied du cerro de Naguanagua, et s'embrassèrent avec les démonstrations de la plus grande cordialité [3].

Quand on apprit ces événements à Bogota, le parti de l'opposition eut beau jeu pour censurer la conduite du Libérateur. Le général Santander se

1. *Docum.* T. XI, p. 57, doc. 3023.
2. *Id.*, p. 74, doc. 3035.
3. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 365.

plaça ouvertement à la tête des mécontents, et dans la *Gaceta* mit en garde la population contre les projets qu'il prêtait au Libérateur : présidence à vie, dictature et confédération de la Colombie avec le Pérou et la Bolivie. Les docteurs Vicente Azuero et Francisco Soto attaquaient chaque semaine dans *El Conductor* le système politique de Bolivar.

Dans les villes de Caracas et de Cartagène combattaient dans le camp opposé, avec une égale ardeur, différents journaux, et dans la seconde de ces villes le général Mariano Montilla dirigeait une forte opposition contre le général Santander et ses amis politiques. Les attaques réciproques augmentaient de jour en jour l'exaltation. Pour la première fois on vit l'armée intervenir dans la lutte politique, et ce fut un précédent qui, dans l'histoire des républiques sud-américaines, devait se renouveler mainte et mainte fois. De nombreux militaires de la garnison de Bogota adressèrent au gouvernement un manifeste dans lequel ils renouvelaient leur serment de fidélité à la charte de Cucuta, et leur attitude fut hautement approuvée par Santander. Ce n'était là qu'un commencement : le 26 janvier 1827, la troisième division colombienne qui tenait garnison à Lima se soulevait à l'instigation du colonel José Bustamante ; les insurgés, acclamant les mêmes principes que la garnison de Bogota, emprisonnèrent les chefs et officiers de la troisième division qui ne pensaient pas comme eux, puis les embarquèrent à Callao et les envoyèrent en Colombie. Le général Santander passa pour avoir provoqué par-dessous main l'insurrection ; d'ailleurs il se mit à la tête de la manifestation qui, à Bogota, célébra le délit de Bustamante en parcourant les rues musique en tête avec des acclamations et des hourras.

Quand le Libérateur apprit cette immixtion de l'armée dans la politique, et surtout la conduite du gouvernement de Bogota en cette circonstance, il la désapprouva avec énergie et vit dans cet événement une preuve de la « décadence morale du gouvernement... Quel gouvernement, s'écria-t-il, que celui qui ne devra son soutien qu'aux baïonnettes qui le défendront !... Quelle va être la dégradation de la Colombie [1] ! »

C'était cette fois la rupture ouverte entre Bolivar et Santander. Au Congrès de mai 1827, le Libérateur offrit sa démission de président ; par 50 voix contre 24 la démission fut refusée. Il en fut de même de Santander,

1. *Docum.* T. XI. p. 173, doc. 3092.

dont la démission de vice-président ne fut appuyée que par 4 voix. Les Santandéristes étaient triomphants.

Le grand fait du Congrès de 1827 fut le décret de convocation d'une Convention nationale qui se réunirait à Ocaña le 2 mars 1828. Elle se réunit effectivement le 9 avril dans l'église de San-Francisco sous la présidence de José Maria del Castillo y Rada, député de la province de Cartagène. Andrés Navarte, député de Caracas, en fut le vice-président. Il s'agissait d'examiner les réformes qu'il était nécessaire d'apporter à la constitution dans les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire [1].

Ce fut tout simplement une lutte entre les partisans de Santander et ceux de Bolivar. Les premiers, qui se qualifiaient de *libéraux*, voulaient enlever au pouvoir exécutif la plupart de ses prérogatives, ne lui accordant guère que le droit de présenter des projets de lois aux chambres, et lui refusant toute intervention dans la nomination des magistrats des tribunaux et des juges. Les seconds au contraire, traités par les autres de *serviles*, voyaient dans les garanties accordées au pouvoir exécutif le gage le plus certain de force et de stabilité gouvernementales. Ils proposaient entre autres que le président, aidé par un Conseil d'État qui comprendrait tous les secrétaires d'État et, de plus, six citoyens désignés par le président avec l'approbation du Sénat, pût nommer tous les employés de l'administration et choisir les magistrats des tribunaux ; que la durée de la période présidentielle fût de huit ans, sans préciser si le président pourrait être ou non réélu ; qu'au cas où le pouvoir exécutif s'opposerait à une loi, celle-ci restât sans effet jusqu'à la prochaine législature qui l'examinerait de nouveau.

Les Santandéristes se récrièrent contre un tel projet qu'ils jugeaient plus monarchique encore que la Constitution de Bolivie et qui, selon eux, n'avait pas d'autre but que d'organiser et de perpétuer le despotisme de Bolivar. Malgré l'intervention de citoyens modérés, amis de la concorde, tels que Joaquin Mosquera, Andrés Navarte et Juan de Dios Aranzazu, qui voulaient que l'on organisât des conférences particulières en dehors des séances pour chercher un terrain d'entente, les exaltés des deux partis ne voulurent rien entendre ; les députés peu à peu désertèrent les séances, et, le quorum ne pouvant plus être atteint, la Convention d'Ocaña se

1. Sur la convention d'Ocaña v. O'Leary, *Ultimos años de la vida pública de Bolivar*. pp. 185 et sqq. ; *Docum*. T. XII, pp. 452 et sqq.

sépara, laissant le pays à l'anarchie et Bolivar obligé d'assumer la dictature.

Les conséquences de la dissolution de la Convention furent en effet des plus graves. A Bogota, le 13 juin 1828, l'Intendant de Cundinamarca, General Pedro Alcantara Herran, invita le peuple à se réunir pour assumer le gouvernement, puisqu'il n'y avait plus rien à espérer de la Convention. De nombreux citoyens répondirent à son appel, signèrent un acte par lequel ils révoquaient les pouvoirs des représentants du département et conféraient à Bolivar le pouvoir suprême, avec mission de revenir à la capitale et d'organiser le gouvernement à sa volonté, en attendant qu'il estimât opportun de convoquer la représentation nationale. Sur tous les points du pays, les autorités politiques et militaires, informées de ce qui avait lieu à Bogota, prenaient des résolutions analogues.

Le 24 juin, Bolivar faisait son entrée dans la capitale et commençait à exercer le gouvernement qui lui était conféré. Une de ses principales mesures fut de réunir plusieurs départements sous une seule autorité civile et militaire, établissant des chefs supérieurs avec pouvoirs extraordinaires; ensuite il lança le fameux décret du 27 août qui devait servir de loi constitutionnelle à la Colombie jusqu'en 1830, par laquelle était réglementée la dictature, organisé le Conseil d'État et supprimée la vice-présidence de la République. Dans une proclamation, le chef suprême de l'État exposait les raisons qui l'avaient décidé à accepter le mandat : « Colombiens, disait-il, je ne vous parlerai pas de liberté, parce que, si j'accomplis mes promesses, vous serez plus que libres, vous serez respectés ; d'ailleurs, sous la dictature, qui peut parler de liberté ? Ayons compassion mutuellement et du peuple qui obéit et de l'homme qui commande seul [1]. »

Bolivar s'était plu à répéter souvent qu' « un pays qui dépend de la vie d'un homme court autant de péril que si tous les jours son existence était jouée à coup de dés ». Et voilà qu'il assumait la dictature ! Voulait-il, comme ses adversaires l'ont pensé, satisfaire enfin une ambition cachée ? Lui prêter cette pensée serait le mettre en désaccord complet avec ses paroles, avec tous ses actes. Le Libérateur, c'est la personnification de l'amour le plus désintéressé de la patrie qui fut jamais. S'il accepta la dictature, c'est parce qu'il voyait là, pensons-nous, le seul moyen de sauver

1. *Docum.* T. XII, p. 663.

sa patrie. Nous croyons fermement que le seul désir du chef suprême était en ce moment de prévenir la terrible convulsion qui menaçait le pays et de le préparer à recevoir des lois constitutionnelles qu'il se donnerait par le vote de la nation dans des circonstances plus propices. « Non, jamais sa pensée ne fut de faire du colosse de la dictature un système de gouvernement [1]. »

Les ennemis des idées politiques de Bolivar ne jugèrent pas ainsi. Un complot se trama contre la vie du Libérateur. Le palais de San-Carlos qu'habitait Bolivar devait être attaqué par une brigade d'artillerie ; une autre se dirigerait vers les casernes du bataillon Vargas et l'escadron de Granaderos irait mettre en liberté le général José Padilla que le Libérateur avait fait incarcérer à la suite d'une sédition militaire analogue à celle de la garnison colombienne de Lima. Cet ancien général rebelle était choisi pour être le chef du mouvement. Un grand nombre de conspirateurs se trouvaient réunis aux premières heures de la nuit du 25 septembre en la maison de Luis Vargas Tejada, ex-secrétaire de la Convention de Ocaña, et attendaient le signal convenu pour agir.

Cependant Bolivar était dans sa maison présidentielle, seul avec son amie Manuela Saënz, à la présence d'esprit de laquelle il dut sans doute la vie, et qui raconta plus tard elle-même la scène [2]. Le général avait, comme de coutume, pris son bain pendant lequel il entendit une lecture que lui fit Manuela ; il s'était couché et dormait profondément. Ses aides de camp, malades tous deux, étaient absents ; les gardes ordinaires étaient à la porte. Vers le milieu de la nuit, on entendit les aboiements prolongés des chiens de Bolivar, et un bruit étrange comme de lutte avec les sentinelles. Réveillé, le Libérateur sauta sur son épée et son pistolet et voulut d'abord ouvrir la porte de sa chambre à coucher. Mais il se contint, se vêtit avec sérénité et promptitude et revint à la porte. Mais Manuela l'arrêta et lui montra la fenêtre. Au moment même où on forçait la porte, Bolivar sautait par la fenêtre, vêtu de son dolman militaire et en pantoufles pour ne pas faire de bruit. A ce moment passait son chef d'office qui sans mot dire accompagna Bolivar, et tous deux se réfugièrent sous le pont du rio San-Agustin, appelé *El Carmen*, où ils restèrent jusqu'à quatre heures du matin, entendant des

1. Henao et Arrubla, II, p. 386.

2. Lettre adressée de Paita au général D. F. O'Leary par Manuela Saënz le 10 août 1850 et publiée dans la *Bibliotecca popular* de Bogota. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 388.

coups de feu et des cris, sans rien savoir de ce qui se passait réellement.

Les conjurés avaient été fortement déçus en ne trouvant dans la chambre du Libérateur que Manuela et la fenêtre ouverte. Ils coururent à la rue où une première bagarre eut lieu par suite de l'arrivée de l'aide de camp de Bolivar, le colonel anglais William Fergusson, qui cherchait à se faire un chemin, pistolet en main, vers le palais, et qui fut tué lui-même par un coup de fusil. Pendant ce temps, les forces du gouvernement accoururent, et les conjurés, sans avoir pu réussir non plus dans leur projet d'attaque des casernes et de mise en liberté de Padilla, s'enfuirent en déroute, cherchant un refuge dans les maisons et en dehors de la cité.

Des cris répétés de *Viva el Libertador!* arrivaient aux oreilles de Bolivar, et les vivats se rapprochaient du pont El Carmen. Entendant des pas de chevaux, le compagnon fidèle de Bolivar sortit avec prudence de sa cachette pour voir ce que c'était ; il reconnut des cavaliers dont la présence était un gage de salut. Le général Rafael Urdaneta, avec différents chefs et officiers, arriva bientôt ; Bolivar mouillé, glacé de froid, monta sur le cheval qu'on lui offrit, et, à pas précipités, se dirigea suivi des siens, vers la place principale où les démonstrations d'allégresse, les embrassements, les vivats et les larmes le touchèrent tellement que, près de s'évanouir, il dit d'une voix enrouée : « Voulez-vous me tuer de joie après m'avoir vu tout près de mourir de douleur? »

A l'attentat succéda le châtiment qui fut terrible. Les jours suivants, plusieurs conspirateurs perdirent la vie au gibet, et le nombre total des fusillés s'éleva à 14, dont Pedro Celestino Azuero, Horment y Zulaivar. Carujo obtint la commutation de la peine de mort parce qu'il dénonça ses complices, et Vargas Tejada qui réussit à échapper à la persécution se noya dans un rio de la région de Casanare. Le général Padilla fut également exécuté.

Quant à Santander, il fut jugé et condamné à mort comme responsable de la conspiration ; mais on ne put découvrir qu'il eût eu aucune participation dans l'attentat, c'est pourquoi le Conseil de Gouvernement jugea qu'on pouvait commuer sa peine en celle de bannissement. Cet avis fut partagé par Bolivar. Santander fut dirigé sur Cartagène et pendant plusieurs mois enfermé dans la forteresse de Bocachica. A la fin, on lui permit de passer en Europe.

CHAPITRE IV

1828-1830. — LE CONGRÈS ADMIRABLE

Guerre entre la Colombie et le Pérou. — Révolte de Cordoba. — Projets monarchiques. — Le Congrès « admirable » de janvier 1830. — Bolivar dépose ses pouvoirs. — L'assassinat du Général Sucre.

A la fin de 1828, le gouvernement du Libérateur fut troublé non seulement par les ennemis de son pouvoir absolu, mais encore par le double scandale d'une guerre civile et d'une guerre internationale avec le Pérou, ancien allié et protégé de la Colombie.

Les colonels José Maria Obando et José Hilario Lopez, à la nouvelle de l'attentat de septembre, se soulevèrent en armes dans la province de Popayan, proclamant la constitution de Cucuta et déclarant guerre ouverte à Bolivar. Le mouvement révolutionnaire s'étendit avec tant de rapidité qu'au milieu de novembre les insurgés occupaient Popayan, après avoir mis en déroute la garnison dans les environs de Ladera. Toutefois les révolutionnaires ne restèrent pas longtemps à Popayan, mais ils furent défaits, les uns à Pasto par le général Tomas Heres, les autres en différentes rencontres, et Popayan fut repris par le général José Maria Cordoba qui, avec des forces suffisantes, était venu de Bogota pour contenir le mouvement. Les révolutionnaires se trouvèrent réduits à quelques bandes, maintenues seulement par l'espérance de voir triompher les Péruviens qui avaient commencé la guerre contre la Colombie en envahissant son territoire.

Dès 1827, le Pérou s'était plaint de l'existence de troupes auxiliaires colombiennes en Bolivie, et, cette même année, le général Agustin Gamarra avait réuni une armée qui, sous prétexte d'observer les mouvements des troupes colombiennes en Bolivie, avait envahi le territoire de cette république. Le gouvernement péruvien retardait sans cesse par

des atermoiements et des prétextes sans fondement le règlement amical de ses limites avec la Colombie, en même temps que la liquidation de la dette résultant du secours que la Colombie lui prêta dans la guerre de l'Indépendance. Après avoir adoré le Libérateur comme un dieu, il s'opposait maintenant à ses plans de politique interaméricaine et suscitait contre l'œuvre de Bolivar toutes les entraves possibles, encourageant des rébellions telles que celle de la 3e division colombienne dont nous avons parlé. A la fin, le Congrès péruvien en arriva à autoriser le président La Mar, dès le 17 mai 1828, à se mettre à la tête de l'armée et à envahir le territoire colombien. Le 20 juillet, le gouvernement de Colombie publia un manifeste, justifiant de son côté sa prise d'armes contre le Pérou ; mais il envoya cependant un commissaire à Lima, le colonel O'Leary, afin de tenter un dernier effort en vue de la paix [1]. Quand O'Leary arriva à Gũayaquil, déjà La Mar avait commencé la guerre et se refusait à tout accommodement. Mal lui en prit. Le 27 février 1829, les deux armées se rencontraient dans le *Portete de Tarqui* qui est une colline élevée, défendue d'un côté par des ravins escarpés et de l'autre par un *cerro* couvert de bois impénétrables. L'armée péruvienne comptait 8.000 hommes ; les Colombiens n'étaient que 3.600, mais ils étaient commandés par le grand maréchal de Ayacucho. En deux heures de combat les Péruviens furent mis en complète déroute et laissèrent sur le champ de bataille 1.500 morts et 1.000 blessés, pour 154 morts et 206 blessés de Colombie.

Sur le champ de bataille même, Sucre offrit à La Mar une capitulation honorable pour sauver les restes de son armée, et le lendemain fut signé dans la localité voisine de *Giron* un accord dont les principales stipulations furent les suivantes : les forces militaires du nord du Pérou et du sud de la Colombie seraient réduites à 3.000 hommes ; les limites des deux Républiques seraient fixées par une commission qui tiendrait compte de la division des anciennes vice-royautés de Nouvelle-Grenade et du Pérou en 1809 ; les mêmes commissaires liquideraient la dette contractée par le Pérou et qui devrait être payée dans un délai de dix-huit mois ; aucun des deux États ne pourrait intervenir dans les affaires domestiques de l'autre ; le Pérou paierait à la Colombie 150.000 pesos dans le délai d'un an pour satisfaire les dettes contractées par son armée et par son escadre en

1. O'Leary, *Ultimos años de Bolivar*, pp. 450 et sqq. : Mi msiión cerca del gobierno del Peru.

envahissant les provinces de Guayaquil et Asuay ; enfin le territoire colombien devrait être évacué dans le délai de 20 jours. Le maréchal d'Ayacucho ne voulut pas imposer au vaincu de dures conditions, pour prouver, disait-il, « que la justice de Colombie était la même après qu'avant la victoire ».

L'accord de Giron fut confirmé par un traité définitif de paix qui fut signé à Bogota le 22 septembre suivant.

Il était dit que l'ordre et la paix ne régneraient jamais au sein de la Colombie. Le traité avec le Pérou n'était pas encore conclu que le général José Maria Cordoba, le brillant second de Sucre à Ayacucho, qui, au début, avait été partisan convaincu de la dictature de Bolivar, qui venait même de mettre fin à la révolte d'Obando et de Lopez, se souleva tout à coup au milieu de septembre 1828 contre « la tyrannie de Bolivar », contre le projet de monarchie qui semblait prendre en Colombie de plus en plus de consistance, et en faveur de la « Constitution de Cucuta » à laquelle, hélas ! personne ne pensait plus. Le 17 octobre, les troupes de Cordoba se rencontraient avec les forces gouvernementales près du hameau dit *El Santuario*, à 40 kilomètres de Medellin. Ces dernières étaient commandées par le général O'Leary, le colonel Castelli et les commandants Crofton et Hand. Dans un court combat les insurgés furent défaits, et Cordoba qui s'était réfugié dans une maison avec quelques soldats fut tué de deux coups de sabre que lui porta le commandant Hand [1].

Avec la victoire du Santuario la rébellion était étouffée, la province d'Antioquia entièrement pacifiée. Tous les compromis dans les révoltes dont nous avons parlé furent graciés par O'Leary d'abord et ensuite par Bolivar. C'en était fait, semblait-il, de la guerre civile, mais en réalité l'esprit d'anarchie acquérait de nouvelles forces, en raison de la prochaine réunion du Congrès constituant [2].

Le projet d'ériger la Colombie en monarchie constitutionnelle avait eu des partisans dès le lendemain de la révolution de 1811, et certains esprits considéraient cette solution comme le seul remède à la profonde perturbation qu'avait causée le passage de l'absolutisme espagnol à la Répu-

1. Hand fut mis en jugement à Cartagène pour ce fait en 1831. Condamné à 10 ans de forteresse d'abord, puis à mort, il put s'enfuir et se réfugia au Vénézuéla dont le gouvernement refusa son extradition.

2. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 410 et Gil Fortoul, I, p. 449.

blique. En 1825, Paez rêva de constituer au Vénézuéla un véritable empire napoléonien ; il écrivit en ce sens au Libérateur qui s'éleva énergiquement, nous l'avons vu, contre un tel projet [1]. On pensa alors à offrir la couronne à un prince européen qui régnerait après la mort de Bolivar. Le Libérateur dont la santé s'affaiblissait, et qui, après la tentative d'assassinat de la nuit de septembre, voyait avec dégoût l'esprit d'ambition de ses lieutenants, ne fut pas éloigné de donner son approbation à cette solution. Le conseil des ministres de Colombie résolut, par décret du 3 septembre 1829, d'ouvrir des négociations avec les agents diplomatiques d'Angleterre et de France accrédités à Bogota sur les points suivants : 1° Nécessité de fonder une monarchie constitutionnelle en Colombie ; 2° Bolivar exercerait le pouvoir durant sa vie avec le titre de *Libertador*, et son successeur prendrait le titre de *Roi ;* 3° les gouvernements d'Angleterre et de France reconnaîtraient par une déclaration officielle l'existence du royaume colombien. et on comptait sur leur collaboration efficace pour soutenir la nouvelle monarchie. En même temps, on laissait entrevoir à l'agent français que le roi, successeur de Bolivar, serait un prince de la maison royale de France, le duc d'Orléans.

Le projet n'aboutit pas. La France savait que l'Angleterre avait déclaré en 1820, lorsqu'il s'était agi de donner la couronne de l'Argentine au même duc ou au duc de Luca, qu'elle ne permettrait jamais qu'un Bourbon fût couronné en Amérique ; elle ne voulut pas entrer en conflit avec sa voisine, et le plan des ministres colombiens fut abandonné [2].

Cependant l'époque approchait que Bolivar avait fixée pour la réunion du *Congrès Constituant* qu'il dénommait lui-même le « *Congrès admirable* ». Le Libérateur voyait avec une tristesse croissante l'agitation des partis qui ne laissait plus de doute sur la dislocation de la Grande-Colombie. C'est l'amertume au cœur et les larmes aux yeux qu'il installa lui-même dans la capitale le Congrès Constituant, le 20 janvier 1830 [3]. Le grand

1. Cf. J. M. Restrepo. *Historia de Colombia*. IV, 416. Il dit de Bolivar : « Jamas quisó la monarquia, á pesar de que amaba el poder vitalicio y el mando sin estar sujeto á leyes. »

2. Sur les projets d'établissement de monarchies en Amérique, voir la série de volumes si bien documentés de M. Carlos A. Villanueva. formant la collection : *La monarquia en América :* 1° *Bolivar y el general San-Martin* (déjà cité) ; 2° *Fernando VII y los Nuevos Estados ;* 3° *La Santa Alianza ;* 4° *El Imperio de los Andes*.

3. *Docum*. T. XIV, p. 118, doc. 4437 : El Congreso Constituyente de Colombia. El admirable, se instala en Bogota el dia 20 de Enero de 1830.

maréchal d'Ayacucho fut élu président et l'évêque de Santa-Marta, Dr José Maria Esteves, vice-président. Le même jour, Bolivar déposait tous ses pouvoirs devant l'assemblée, et les mots dont il se servit sont un témoignage des tourments de son âme [1]. « Tous mes concitoyens, disait-il, jouissent de l'inestimable fortune d'être à l'abri des soupçons. Moi seul, on me soupçonne d'aspirer à la tyrannie. Citoyens, montrez-vous dignes de représenter un peuple libre en écartant toute idée qui me suppose nécessaire à la République. Si un homme était indispensable pour soutenir un État, un tel État serait indigne d'exister, et, en fait, il cesserait bientôt d'exister. Entendez mes supplications ; sauvez la République, sauvez ma gloire qui est celle de la Colombie ; aujourd'hui cessent pour toujours mes fonctions publiques. »

Et de fait le Libérateur s'opposa de toutes ses forces à ce qu'aucun membre du Congrès votât pour lui aux élections d'avril qui donnèrent la présidence de la République à Joaquin Mosquera et la vice-présidence au général Domingo Caicedo. Bolivar se retira au domaine de Fucha voisin de la capitale.

Peu de temps après la retraite du Libérateur, un autre voyageur illustre, le grand maréchal d'Ayacucho, quittait aussi Bogota pour retrouver les douceurs de la vie privée et rejoindre sa femme et ses enfants qui résidaient à Quito. Il ne devait pas y arriver, et, le 4 juin 1830, Sucre était lâchement assassiné dans le bois de *Berruecos*. Cette mort est restée un mystère. « Sans doute la résolution de Sucre de se retirer dans la vie privée était-elle sincère... Mais il ne comptait que trente-cinq ans d'âge ; il allait se fixer à Quito, aux portes de la Colombie ; ni Obando, ni Flores, ni d'autres ne pouvaient croire sans doute que le maréchal d'Ayacucho, le disciple préféré du Libérateur, le jeune héros favori de la victoire, pût se résigner à assister impassible à la dissolution de ce faisceau d'Etats que les deux Libérateurs vénézuéliens avaient constitué depuis la Guyane jusqu'au haut Pérou... Et l'envie politique et la vengeance personnelle se donnèrent rendez-vous dans le bois de Berruecos [2]. »

1. *Id.*, p. 122, doc. 4439 : El Libertador dirije á los Colombianos su proclama de despedida del Mando Supremo de la República.

2. Gil Fortoul, I, p. 485. — Sur la mort de Sucre v. surtout Laureano Villanueva. *Vida de Don A. J. de Sucre*, pp. 437 et sqq ; les *Memorias historico-politicas* de Posada Gutierrez ; E. Irisari :

Historia critica del asesinato cometido en la persona del gran Mariscal de Ayacucho ; et Manuel Segundo Sanchez, *Los restos de Sucre*, pp. 4 et sqq.

Les restes de Sucre, recueillis pieusement par sa veuve dona María Carcelen y Larrea, furent cachés par elle d'abord dans le couvent de San Francisco de Quito, puis dans l'église del *Carmen-Moderno.* Découverts en 1900, ils furent transférés dans la chapelle de Almas de l'église métropolitaine de Quito, et reposent dans un mausolée qui fut béni solennellement en 1917. — Le Vénézuéla, patrie de Sucre (il était né à Cumana le 3 février 1795), a demandé à plusieurs reprises que les restes du grand maréchal fussent transférés au Panthéon de Caracas, et le récent opuscule de M. Manuel Segundo Sanchez, *Los restos de Sucre* (Caracas, 1918) est un ardent plaidoyer en faveur de cette translation. La Bolivie a plusieurs fois manifesté un désir analogue, et c'est une rare gloire pour le grand maréchal d'Ayacucho que trois nations se disputent l'honneur de veiller sur ses cendres.

CHAPITRE V

EXIL ET MORT DE BOLIVAR

Le Congrès de Valencia de mai 1830. — Exil de Bolivar. — Sa mort. — La séparation du Vénézuéla et de la Colombie.

Le Congrès Constituant de Bogota avait eu beau consacrer à nouveau l'existence de la Grande-Colombie, les séparatistes ne désarmèrent pas, et, après le départ du Libérateur, ses ennemis s'acharnèrent contre son œuvre. Ils obtinrent qu'un congrès vénézuélien réuni à Valencia en mai 1830 « exigeât du gouvernement de Bogota la reconnaissance immédiate de la séparation et de la souveraineté de Vénézuéla, l'avertissant que le refus serait considéré comme une déclaration de guerre [1] ». Les députés Quintero et Osio surtout se firent remarquer par leurs attaques violentes contre le Libérateur et demandèrent « l'expulsion du général Bolivar de tout le territoire de Colombie ». Malgré l'opposition ardente des deux députés Dr Vargas et Manuel Urbina, le Congrès se prononça définitivement le 28 mai pour l'ostracisme du Libérateur.

C'était l'anarchie déchaînée en Colombie, et le gouvernement de Mosquera ne tarda pas à disparaître devant l'insurrection militaire. Le 26 août, le colonel vénézuélien Florencio Jiménez, à la tête du bataillon Callao, mettait en déroute les troupes constitutionnelles et occupait la capitale Bogota le 28. Mosquera abandonna le pouvoir suprême.

Son successeur, le général Rafael Urdaneta, impuissant lui aussi à rétablir l'union, fit appel au Libérateur. C'était le 2 septembre ; Bolivar était alors à Cartagène. Dans un élan spontané de son âme, il répondait le 18 à Urdaneta qu'il « contribuerait de toutes ses forces au rétablissement de l'ordre, à la réconciliation de frères ennemis ». Mais son découragement

1. Proposition des députés Fortigue et Ayala. V. Gil Fortoul, I, p. 487.

reprit le dessus, et, le 25 septembre, dans une lettre adressée au ministre Vergara, il laissait libre cours à son amer désespoir. « Je plains, disait-il, le général Urdaneta, je vous plains vous-même et tous mes amis, qui vous voyez compromis sans espérance de salut ; mais ne comptez en rien sur moi, je suis trop désabusé ! Je n'ajouterai qu'un mot pour justifier ma décision : toutes mes raisons se fondent en une seule, *je n'espère pas de salut pour la patrie.* Ce sentiment, bien plus, cette conviction intime étouffe en moi toute initiative et me livre au plus cruel désespoir. S'il n'y avait à faire qu'un sacrifice, fût-ce celui de ma vie, de mon bonheur, de mon honneur même, croyez que je n'hésiterais pas à le faire ; mais je suis convaincu que ce sacrifice serait inutile. » Et le 27 octobre il écrivait : « Je suis désespéré des hommes et des choses, surtout en voyant que ce que je ne puis faire, ne pourrait le faire davantage le plus grand des hommes : la restauration de la Colombie [1]. »

Les souffrances morales ajoutées aux douleurs physiques allaient bientôt terrasser le Libérateur. Son plus grand désir eût été de s'embarquer pour l'Europe, pour la France sans doute qu'il admirait de plus en plus ; mais le manque de ressources pécuniaires s'opposait à ce qu'il entreprît un long voyage. Bolivar avait dépensé sa fortune pour son pays. Quand il renonça à la présidence, le congrès de Bogota confirma un décret de 1823 qui lui accordait une pension de 30.000 pesos ; il les refusa et ne voulut point non plus profiter de l'offre généreuse que lui fit en juin 1830 son oncle maternel Don Esteban Palacios qui mettait à sa disposition 10.000 pesos qu'il avait en dépôt en Europe.

A la fin de septembre, Bolivar passe de Cartagène à Soledad et à Barranquilla. Le 1er décembre, il arrive par mer à Santa-Marta ; comme il ne pouvait marcher, on le descendit à terre dans une chaise à bras. « Je lui trouvai, écrit celui qui dès lors fut son médecin, le corps maigre et exténué, le visage empreint de douleur, la voix enrouée, une toux profonde, accompagnée d'expectorations visqueuses et verdâtres, la digestion laborieuse et une inquiétude d'esprit constante [2]. »

1. *Docum.* T. XIV, p. 357.

2. Dr. Alexandre Prosper Révérend (*Docum.* T. XIV, p. 464, doc. 4557, Diario sobre la enfermedad postrera del Libertador).

Le Dr. Révérend (ou plus exactement Le Révérend) naquit à Falaise, en France, en 1796 : il étudia la médecine à Paris, vint à Santa-Marta en 1824 et fut nommé vice-consul de France en cette ville. Le gouvernement de Vénézuéla lui assigna une pension pour les soins qu'il donna au Libérateur. Il mourut à Santa-Marta en 1881.

Le jour suivant le médecin français Révérend et le chirurgien Mac-Night, d'une frégate nord-américaine, diagnostiquèrent une tuberculose pulmonaire. Le 6 décembre, on le transporta à la ferme voisine de San Pedro Alejandrino, propriété de l'Espagnol D. Joaquin Mier y Benitez dont Bolivar était resté l'ami. C'est là que l'illustre patriote passa les dernières semaines de sa vie sans autre distraction que la visite de quelques amis, parmi lesquels, outre le Dr Révérend, le commandant général du département, Mariano Montilla, le commandant d'armes de Santa-Marta, général José Maria Carreño, le général José Laurencio Silva, et ses fidèles aides de camp, le colonel José de la Cruz Paredes, le colonel Wilson et le capitaine Andrés Ibarra. C'est devant eux qu'il dicta au notaire José Catalino Noguera et qu'il signa de sa main sa dernière proclamation aux Colombiens :

« Colombiens ! J'ai consacré mes efforts à implanter la liberté où régnait auparavant la tyrannie. J'ai travaillé avec désintéressement, sacrifiant ma fortune et aussi ma tranquillité. J'ai quitté le pouvoir quand je vis que ma conduite excitait votre défiance ; mes ennemis abusèrent de votre crédulité et foulèrent aux pieds ce qui m'est le plus cher, ma réputation et mon amour de la liberté. Je leur pardonne... Au moment de disparaître du milieu de vous, ma tendresse pour vous me dit que je dois vous exprimer mes derniers désirs. Je n'aspire à aucune autre gloire qu'à la consolidation de la Colombie. Tous, vous devez travailler pour ce bien inestimable qu'est l'union : les peuples, obéissant au gouvernement actuel pour se délivrer de l'anarchie, les ministres du sanctuaire élevant leurs prières au ciel, et les militaires employant l'épée pour défendre les garanties sociales. Colombiens ! mes derniers vœux sont pour la félicité de la patrie. Si ma mort contribue à faire cesser les discordes et à consolider l'union, je descendrai tranquille au tombeau [1]. »

Quelques jours avant de mourir, il dit au Dr Révérend : « Docteur, qu'êtes-vous venu chercher dans ce pays ? — La liberté. — Et vous l'avez trouvée ? — Oui, mon Général. — Vous êtes plus heureux que moi... Retournez donc dans votre belle France où flamboie le glorieux drapeau tricolore ; ici, dans ce pays, on ne peut pas vivre. » Et la nuit, pris de délire, il croyait se trouver au milieu de ses soldats qui l'adoraient. « Partons !

1. *Docum.* T. XIV, p. 460, doc. 4553 : La última proclama del Libertador, seis dias antés de su muerte.

partons ! On ne nous aime pas dans ce pays ! Allons-nous-en, *muchachos !* Que l'on porte mon bagage à bord de la frégate [1] ! »

Bolivar reçut les derniers sacrements des mains du curé de Mamatoco, humble hameau d'Indiens voisin de Santa-Marta, et il expira le 17 décembre 1830, jour anniversaire de la promulgation de la Loi fondamentale d'Angostura, à une heure de l'après-midi. Voici comment le Dr Révérend raconte ses derniers moments : « Je m'assis à son chevet, tenant dans ma main celle du Libérateur qui ne parlait plus que d'une manière confuse. Ses traits exprimaient une complète sérénité ; aucune douleur, aucun signe de souffrance ne se reflétait sur son noble visage. Quand je remarquai que la respiration devenait difficile, le pouls presque insensible, et que la mort était imminente, je me mis à la fenêtre de la chambre, et, appelant les généraux, aides de camp et autres qui composaient la suite de Bolivar : « Messieurs, m'écriai-je, si vous voulez assister aux derniers moments du Libérateur, il est temps. » Immédiatement le lit de l'illustre malade fut entouré, et quelques minutes après il rendait le dernier soupir [2]. »

Ainsi disparut, à l'âge de quarante-sept ans, quatre mois et vingt-trois jours, cet homme, un des plus grands qui fut jamais, parce que toutes ses pensées, tous ses actes ne furent inspirés que par un seul sentiment : l'amour de la patrie.

Le Dr Révérend ajoute dans sa relation que la pauvreté du Libérateur était telle que pour le vêtir on lui présenta une chemise déchirée, et il dut en attendre une autre appartenant au général Silva. Le cadavre embaumé resta exposé au public dans la maison de la douane de Santa-Marta jusqu'à la célébration des funérailles qui eurent lieu le 20, à l'église cathédrale [3]. Le corps fut déposé dans un des caveaux de cette église et y resta pendant douze années, jusqu'à ce que, en 1842, le gouvernement de Vénézuéla voulut réparer la grande injustice commise envers le Libérateur et envoya des commissaires au gouvernement de la Nouvelle-Grenade pour exhumer les cendres et les ramener à Caracas. En présence des autorités civiles et ecclésiastiques, du Dr Révérend, d'un grand concours de peuple et des commandants et officiers des bateaux de guerre que la France, l'Angleterre

1. *Id.*, p. 471, doc. 4558 : Simon Bolivar en el lecho del dolor (Relation du Dr. Révérend).
2. *Docum.* T. XIV, doc. 4558 cité plus haut.
3. *Docum.* T. XIV, p. 475. Ultimos honores hechos al Libertador de Colombia.

et la Hollande avaient envoyés pour rendre hommage au Libérateur, les restes furent exhumés. Après la cérémonie présidée à la cathédrale de Santa-Marta par l'évêque Luis J. Serrano, les honneurs furent rendus par un bataillon de milices, et le cercueil du *Père de la Patrie* fut placé sur un bateau de guerre vénézuélien, *Constitucion* qui, escorté par les navires étrangers cités plus haut, quitta le port de Santa-Marta le 22 novembre, salué par des salves d'artillerie [1]. Le 17 décembre, jour anniversaire de la mort de Bolivar, on lui fit à la cathédrale de Caracas de splendides funérailles ; les restes furent déposés dans la chapelle de la Trinité du dit temple, où l'on éleva plus tard un beau mausolée de marbre. Ils reposent aujourd'hui au Panthéon national de la capitale vénézuélienne.

Les vœux suprêmes du Libérateur ne devaient point, hélas ! se réaliser, et l'opposition au gouvernement de Urdaneta ne tarda point à se faire sentir. Les villes de la vallée du Cauca refusèrent de reconnaître l'autorité de Urdaneta ; les provinces de Buenaventura, Choco et Magdalena suivirent cet exemple, et l'ancien vice-président qui avait quitté le pouvoir en même temps que Mosquera, le général Domingo Caicedo, fut déclaré chef légitime, en même temps que des insurrections militaires éclataient sur différents points du territoire, à Ubaté, sous le commandement du colonel Juan José Neira, et dans le Sud, sous les ordres des généraux José Maria Obando et José Hilario Lopez, qui avaient recruté ce qu'ils appelaient *El ejército de la Libertad*.

En présence d'un tel état de choses, Urdaneta se résolut à quitter le pouvoir, et après avoir, dans l'entrevue qu'il eut avec Caicedo à Apulo (14 avril 1831), fait le sacrifice de son ambition personnelle et cherché, de concert avec son rival, un remède à l'exaltation des partis, il se retira au Vénézuéla où il fut accueilli avec la déférence due aux services éminents qu'il avait rendus lors de la guerre de l'Indépendance [2].

Caicedo, aidé par le général Lopez, put un instant tenir tête à trois armées révolutionnaires, mais il dut renoncer au pouvoir devant la Convention qui se réunit le 20 octobre 1831 [3]. Il fut remplacé par le général

1. V. *Documentos para los Anales de Venezuela* (publiés par la Academia de la Historia de Caracas), 3e période. T. I, p. 169 : Descripción de los honores fúnebres consagrados á los restos del Libertador, en complimiento del Decreto Legislativo de 30 de abril de 1842.

2. Le général Rafael Urdaneta remplit au Vénézuéla les fonctions de sénateur et de ministre d'Etat. Envoyé comme plénipotentiaire en Espagne, il mourut à Paris en 1845. (Il était né à Maracaïbo en 1789.)

3. V. Henao et Arrubla, *Hist. de Colombia*, II, pp. 459 et sqq.

José Maria Obando, et, après un court régime de terreur pendant lequel furent bannis 230 militaires, partisans du Libérateur, la scission entre les trois groupes de nations qui formaient la Grande-Colombie fut définitivement proclamée le 10 novembre. Les départements du Sud (Ecuador, Azuay, Guayas) formèrent la République de l'Équateur ; ceux du centre (Cauca, Cundinamarca, Boyaca, Magdalena et Panama) celle de Nouvelle-Grenade, et ceux de l'Est (Zulia, Caracas, Orinoco et Apure) celle de Vénézuéla.

Les trois républiques promirent solennellement de respecter leur indépendance mutuelle, et les dettes qu'elles avaient contractées en commun furent réparties entre chacune d'elles. La convention de Bogota du 25 avril 1838 consacra définitivement cette répartition proportionnelle entre les trois États, soit 50 p. 100 pour la Nouvelle-Grenade, 28 1/2 pour le Vénézuéla et 21 1/2 pour l'Équateur. Le chiffre total de la dette extérieure et de la dette intérieure, avec les intérêts respectifs, se montait à 103.398.000 pesos [1].

1. Carlos A. Villanueva, *Resúmen de la Historia de América*, p. 304.

LIVRE VI

ÉPOQUE CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER

LA COLOMBIE

La République de la Nouvelle-Grenade. — Présidence de Santander. — Présidence du Dr Marquez. — Révolution de « los Supremos ». — Congrès de 1841. — Présidence de Pedro Alcantara Herran. — Tomas Cipriano de Mosquera. — José Hilario Lopez. — José Maria Obando. — Constitution de 1853. — Triomphe des conservateurs. — Présidence de Mariano Ospina Rodriguez. — La Confédération grenadine proclamée (1858). — Présidence de Mosquera. — Sa dictature. — Les Présidents de 1860 à 1880. — Rafael Nuñez. — La République de Colombie. — Les successeurs de Nuñez. — La séparation de Panama. — Le général Rafael Reyes. — Le général Ramon Gonzalez Valencia. — Carlos D. Restrepo. — José Vicente Concha. — Marco Fidel Suarez.

La République de Nouvelle-Grenade constituée, la Convention élut comme président le général Francisco de P. Santander qui, depuis le fameux attentat de 1828, était en exil. Bien des patriotes craignaient que la personnalité de Santander ne contribuât à creuser encore la division entre les partis. Mais le souvenir de ses grands talents et de son expérience politique, son énergie pendant les derniers événements qui avaient amené la dissolution de la Grande-Colombie, ses voyages dans divers pays d'Europe et aux États-Unis, semblaient justifier suffisamment le choix de la Convention. C'est à New-York que Santander apprit son élection, et en attendant son retour, le vice-président José I. de Marquez fut chargé du pouvoir.

A peine constitué, le nouvel État de Nouvelle-Grenade se trouva menacé de désagrégation territoriale. A l'instigation du général Flores, les provinces de Popayan, de Choco, de Pasto et de Buenaventura s'annexèrent à l'Équateur, et la guerre commença entre les deux républiques sœurs. Grâce à l'action énergique de Lopez, les deux premières de ces provinces rentrèrent promptement dans le sein de la Nouvelle-Grenade. Pour obtenir le retour des deux autres, on tenta d'abord une mission pacifique composée de l'historien José Manuel Restrepo et de l'évêque de Santa-Marta, José Maria Esteves, et qui n'aboutit à rien. Le général Obando partit alors avec une force de 1.500 hommes, entra sans résistance à Pasto (septembre 1832) et offrit la paix à l'Équateur, à condition que les territoires disputés fussent rendus à la Nouvelle-Grenade.

Le président Marquez commença à organiser toutes les branches de l'administration publique, installa le conseil d'État, la trésorerie générale, la cour suprême de justice, organisa les tribunaux de district et nomma les gouverneurs de provinces. Enfin, il pourvut à l'organisation de l'instruction publique et fonda à Bogota le collège de La Merced pour jeunes filles.

Le président Santander débarqua à Santa-Marta au milieu de juillet 1832, et, le 7 octobre, il prenait à Bogota possession de la première magistrature. Il fut assisté dans sa charge par D. Joaquin Mosquera, ex-président de Colombie, élu vice-président de la nouvelle république. Santander arrivait avec un vaste programme d'organisation et de conciliation. Il faisait appel à tous les partis pour consolider les institutions. « Tous mes efforts, disait-il dans son discours d'installation, tendront au bien-être et au bonheur de la Nouvelle-Grenade, bonheur qui résultera d'un gouvernement conforme aux lois, de l'obéissance des citoyens à ces lois, du respect des droits communs et individuels, de la conservation de l'ordre et de la tranquillité [1]. »

L'administration de Santander fut, on ne peut le nier, « économe, ferme et ordonnée » [2]. Les finances devaient nécessairement attirer son attention. La situation fiscale ne s'était pas améliorée, et les économies

1. Cf. Henao et Arrubla, II, p. 470. — Le gouvernement colombien a commencé la publication des documents officiels se rapportant à Santander sous ce titre « *Archivo de Santander* ». Cette importante collection sera une source précieuse pour l'étude de l'œuvre de cet homme d'État dont le grand principe était le *respect de la loi*, et que l'on s'est plu à surnommer à juste titre : *El hombre de la ley*.

2. Henao et Arrubla, *loc. cit.*

s'imposèrent pour pouvoir équilibrer les budgets. Le manque de confiance pour se lancer dans des entreprises, l'absence de capitaux, l'intérêt élevé de l'argent et l'exportation réduite motivaient le bas prix des produits nationaux ; de là la pauvreté générale.

En 1833, Santander commença la liquidation de la dette colombienne. Le 14 décembre de la même année, un traité d'amitié, alliance, commerce, navigation, fut conclu entre la Nouvelle-Grenade et le Vénézuéla, et les douanes furent sérieusement organisées aux frontières [1], avec règles bien déterminées pour le recouvrement des droits d'importation des marchandises. Enfin le président fixa particulièrement son attention sur l'instruction publique et le développement des sciences et des lettres. Il rétablit l'Académie nationale qui avait déjà existé à l'époque de la Grande-Colombie ; le Musée fut organisé ainsi que l'Observatoire astronomique, et ces deux établissements furent placés sous l'habile direction du célèbre historien et homme de sciences Joaquin Acosta. L'instruction primaire prospéra et, en 1834, le pouvoir exécutif dans son message au Congrès constatait un résultat des plus flatteurs pour l'époque ; il y avait alors dans le pays un peu plus de 500 écoles élémentaires fréquentées par 17.000 élèves des deux sexes ; les Universités de Bogota, Cartagène et Popayan, les 18 collèges publiques et privés des provinces comptaient en tout 1.700 étudiants.

L'administration de Santander fut dans ses débuts entourée de popularité et appuyée par les hommes influents du pays. Malheureusement, en dépit de ses promesses, Santander n'apporta pas dans son gouvernement la *tolérance* que les circonstances réclamaient pour apaiser les divisions et ouvrir les voies à la concorde. L'exclusion des anciens Boliviens des fonctions publiques, la manie qui s'affirma de qualifier d'ennemis du régime ceux qui, même avec raison, censuraient les actes du gouvernement, l'attitude arrogante de la presse officielle, tout cela produisit un malaise qui dégénéra bientôt en furieuse opposition.

Des complots se tramèrent contre le Président ; le plus important fut celui du général Sarda. Santander eut, à temps, connaissance de la conspi-

1. Malheureusement la question des limites fut soulevée de nouveau dès l'année suivante par le Congrès vénézuélien. Elle ne fut jamais réglée. En 1881, les deux Républiques soumirent le différend à la reine d'Espagne Marie-Christine. Les commissaires nommés à la suite de sa sentence arbitrale ne parvinrent pas à s'entendre sur la démarcation des territoires. Aujourd'hui le litige est soumis à l'arbitrage de la Suisse.

ration suscitée par ce général et qui devait éclater dans la nuit du 23 juillet 1833. La répression fut terrible ; 46 conspirateurs furent condamnés à mort ; Sarda put s'échapper, et l'on offrit une forte somme à qui indiquerait son refuge. Pendant un an, Santander ne sortit plus, ne dormit plus qu'entouré de gardes armés, et ce n'est qu'au bout de ce temps que Sarda fut découvert. Santander oubliant qu'il avait été lui-même un conspirateur gracié, fut sans pitié pour un général qui, dans la guerre de l'Indépendance, avait rendu de grands services, et Sarda fut exécuté.

La mort de Sarda exaspéra les mécontents, et l'opposition grandit contre Santander. Quand il sortit de charge, en 1837, le candidat qu'il présentait pour lui succéder et qui n'était autre qu'Obando, fut battu à une forte majoritté par le Dr Marquez.

Le nouveau président, homme d'une rare intelligence, s'était déjà distingué dans de hautes fonctions publiques. Choisi par Bolivar comme procureur fiscal de la cour suprême de justice, il avait été à vingt-cinq ans député au Congrès constituant de Cucuta. Président de la Convention de Ocana, il s'était rangé nettement parmi les ennemis de la dictature, et après le rétablissement du régime légal, considéré comme le chef du parti conservateur, il était devenu vice-président de la Nouvelle-Grenade. Au début de sa présidence, on put croire un instant que la Nouvelle-Grenade allait entrer dans une ère de calme et de prospérité · l'industrie commençait à prendre de l'essor ; les fabriques de faïence, de cristal et de papier de Bogota, celles de ferronnerie de Pincho donnaient les plus belles espérances ; l'état des finances s'améliorait, les recettes augmentaient sensiblement, et le secrétaire des finances affirmait qu'en quelques années la dette intérieure arriverait à s'éteindre.

Mais des causes profondes de désorganisation travaillaient le pays, et un motif des plus futiles suffit pour le lancer dans une des guerres les plus longues et les plus singulières de l'histoire de Colombie. Le Congrès de 1839 décréta la suppression des couvents presque déserts de San-Francisco, La Merced et San-Agustin de Pasto, affectant une partie de leurs biens et revenus au développement des missions de Mocoa, et l'autre aux établissements d'éducation de la province de Pasto. Cette mesure, approuvée par l'évêque même de Papayan, fit jeter des cris d'indignation aux membres de l'opposition, c'est-à-dire aux amis de Santander, connus déjà sous le nom de progressistes. Le Congrès de 1840 fut témoin de scènes houleuses

où la personne de Santander fut violemment attaquée. Le colonel Eusebio Borrero retraça la biographie de l'ancien président sous des couleurs si noires que Santander, voulant répondre, se trouva suffoqué au point de ne pouvoir prononcer une parole. Il quitta la séance pour se coucher dans son lit de mort, car il succombait quelques jours après d'une crise du foie (6 mai 1840).

Cependant la révolution qu'on a appelé *Revolucion de los supremos* battait son plein, alimentée par plusieurs gouverneurs fédéralistes qui ne voulaient pas recevoir d'ordres de l'administration centrale. Le gouvernement, qui dut même un instant abandonner la capitale, fut sauvé d'abord parl'action engagée contre les révolutionnaires à Buenavista par le colonel Juan José Mira, puis par la campagne du général Mosquera au nord de la République, qui mit en déroute à Aratoca les révolutionnaires du centre, et arrêta à Tescua (avril 1840) l'invasion de ceux du littoral, conduits par le général Carmona.

On était encore en pleine guerre lorsque se réunit le Congrès de 1841 qui élut comme président de la République le candidat conservateur, général Pedro Alcantara Herran. Il mit fin à la guerre en infligeant aux bandes révolutionnaires de Lorenzo Hernandez une défaite sanglante à Ocaña (9 septembre 1841), et put travailler aux réformes qu'il croyait urgentes. La constitution qu'il promulgua le 20 avril 1843 eut pour principal objet de renforcer le pouvoir exécutif en lui accordant la liberté, sans responsabilité, de nommer ou de révoquer les gouverneurs de provinces, qui devinrent les agents immédiats du président. La religion catholique devint religion d'État, et les Jésuites expulsés d'Amérique par Charles III furent rappelés. Ces réformes conçues dans le sens centraliste le plus outré accentuèrent le fossé entre les deux partis *conservateur* et *libéral* dont la lutte est toute l'histoire de la Colombie.

A Herran succéda en 1845 le général Tomas Cipriano de Mosquera, une des personnalités dominantes de la Colombie au XIXe siècle, et qui eut pendant plus de vingt ans, de 1845 à 1867, une influence prépondérante sur la politique de ce pays. Son gouvernement, de 1845 à 1849, se distingue par un intense développement des richesses nationales ; il construit le chemin de fer de Panama, organise la navigation à vapeur sur le Magdalena, trace les premières grandes routes nationales, pose la première pierre du Capitole de Bogota, introduit dans la République le système métrique décimal,

fonde la première école militaire et prépare l'œuvre de la mission *corographique* du savant vénézuélien Codazzi, qui fut officiellement chargé de relever la carte générale de la République et les cartes particulières de chaque État [1].

D'abord conservateur, Mosquera incline de plus en plus vers le libéralisme. Il appelle les libéraux aux fonctions publiques et présente au Congrès des lois qui inquiètent ses anciens partisans : abolition des *diezmos*, dîmes payées à l'Église, diminution du protectionnisme douanier. Nous le verrons même plus tard devenir un chef violent de libéraux et de démocrates.

Les élections du 7 mars 1849 furent un triomphe pour le parti libéral dont le candidat, général José Hilario Lopez, passa à une énorme majorité. Il continua la réaction commencée par Mosquera contre le système conservateur de Herran : décentralisation de l'administration et autonomie des communes, expulsion des Jésuites, abolition de l'esclavage, ouverture de la navigation fluviale à tous les pavillons, suppression de la peine de mort pour délits politiques, liberté de la presse, institution du jury dans les tribunaux, suffrage universel direct, instruction publique gratuite et obligatoire, liberté des cultes, soumission de l'Église à la juridiction ordinaire, tels furent les principaux actes du gouvernement de Lopez. Et comme l'archevêque de Bogota, Dr Manuel José Mosquera, s'opposait à l'exécution des mesures qu'il jugeait contraires aux intérêts de l'Église, un arrêté d'expulsion fut pris contre lui, et, dès ce moment, le clergé devint et resta toujours l'ennemi irréconciliable du parti libéral dont la devise pouvait se résumer ainsi : « fédération, pouvoir exécutif faible, État laïque, commune puissante. »

Ce fut encore le parti libéral qui l'emporta aux élections de 1852 ; le général José Maria Obando fut élu président, et le Dr Manuel Maria Mallarino vice-président. Un nouveau parti se crée parmi les libéraux, parti *radical* que le peuple appela du nom symbolique de *golgotha,* tandis que les libéraux modérés prennent celui de *draconiens*. « Dans leurs guerres civiles, les catholiques choisissent Jésus Nazaréen comme patron. Le radicalisme lui-même aspire à la consécration religieuse ; c'est un anarchisme chrétien.

1. Les documents relatifs à cette mission sont conservés à la Bibliothèque nationale de Bogota. C'est d'après les travaux de Codazzi que Paz a publié en 1880 son *Atlas geográfico histórico de Colombia*.
Cf. Henao et Arrubla, II. p. 537.

comme celui des primitives communautés évangéliques. Il prêche, contre le pouvoir, la fraternité et la liberté [1]. »

Un tel rationalisme ne pouvait qu'être dangereux pour une République naissante. Agitée par des révolutions elle a besoin d'un gouvernement fort, et le radicalisme le détruit. « La vie provinciale n'existe pas et il crée la commune omnipotente ; il tend à supprimer l'armée dans une démocratie menacée par la guerre civile et étrangère ; il établit les jugements par des jurys dans un pays où pullulent les illettrés et prodigue les libertés à un peuple révolutionnaire [2]. »

La constitution de 1853 fut nettement doctrinaire et radicale, proclamant les libertés de la presse et de la pensée, la séparation de l'Église d'avec l'État, ordonnant l'élection par le peuple des magistrats de la cour suprême, du procureur de la nation et des gouverneurs de provinces, et donnant aux provinces « le pouvoir municipal dans toute son amplitude » avec liberté complète pour s'organiser (art, 10 et 48).

Cette charte libérale ne pouvait manquer d'engendrer de longues querelles. Les États se donnent des constitutions opposées : « Il en est de conservatrices qui renforcent l'autorité, de radicales qui fondent une démocratie anarchique, de libérales qui étendent le suffrage, de modérées ou de conciliatrices où se réunissent en un instable équilibre les idées de tous les partis. Dans un pays déjà divisé par les questions religieuses, cette variété de statuts crée un perpétuel désordre [3]. »

L'opposition en profita. En 1854, le général José Maria Melo soulève la garnison de Bogota, arrête Obando, dissout les Chambres, et assume la dictature. Le pays se révolte contre sa tyrannie ; les armées combinées de Mosquera et de Lopez renversent l'usurpateur, mais déposent Obando et confient le gouvernement au vice-président Mallarino (janvier 1855), homme de bonne volonté et de conciliation qui gouverna avec beaucoup d'économie.

Les conservateurs triomphèrent aux élections de 1856, et le président élu fut le Dr Mariano Ospina Rodriguez, homme respecté pour ses talents et ses vertus civiques. Il essaya de ramener l'union en appelant aux fonc-

1. F. Garcia Calderón. *Les Démocraties latines de l'Amérique* (Paris, 1912), p. 181.
2. *Id.*
3. *Id.*, *op. cit.*, pp. 181-182.

tions gouvernementales des membres des divers partis politiques, mais il eut à faire face à de graves complications extérieures et intérieures : rupture de relations avec l'Angleterre d'une part, et d'autre part querelle avec les États-Unis au sujet de l'affaire appelée des « réserves » de la Compagnie New-Yorkaise qui avait construit le chemin de fer de Panama [1]. L'affaire fut solutionnée par le traité de Washington qui accorda aux États-Unis une indemnité pour ses réclamations et une station de charbon [2].

A l'intérieur, malgré l'honnêteté politique du président, la paix ne se faisait point. La constitution du 22 mai 1858 proclama la *Confédération grenadine* [3]. Les centralistes répondirent par la guerre, à la tête de laquelle se plaça Mosquera qu'aidèrent les anciens présidents Lopez et Obando, auparavant ses ennemis acharnés. La lutte fut longue et sanglante ; c'est ainsi qu'à la bataille de *Subachoque* la moitié des combattants restèrent sur le champ ; à la *Concepcion*, tous furent tués ou blessés.

Enfin, le 18 juillet 1861, Mosquera entrait à Bogota. D'abord président provisoire, il convoque un Congrès de plénipotentiaires afin de donner un caractère légal à son gouvernement. Ledit Congrès, réuni à Bogota le 20 septembre suivant, confirme à Mosquera ses pouvoirs et consacre la Fédération en appelant le pays *États-Unis de Colombie*.

Dès lors Mosquera va imposer sa volonté omnipotente et gouvernera par-dessus les lois et par-dessus les hommes. Les Jésuites, rappelés par son prédécesseur, sont de nouveau expulsés, les évêques exilés, les biens des couvents confisqués. Sans autorisation du pouvoir exécutif, les prêtres ne peuvent plus exercer de fonctions religieuses ; le pouvoir civil est le pouvoir suprême, l'Église et ses ministres lui sont soumis.

Imposant sa politique par la terreur, Mosquera fusille impitoyablement ou emprisonne ses ennemis ; il intronise le militarisme, et des armées fidèles le suivent pour faire respecter ses ordres. Il aspire à restaurer la Grande-Colombie et à imposer l'hégémonie de sa patrie à d'autres peuples. Mais il se heurte à l'opposition de l'Équateur. Le président Flores, à la tête de 6.000 hommes, envahit la région de Pasto. Avec 4.000 hommes, Mosquera

1. V. Henao et Arrubla, *Hist. de Colombia*, II, p. 561.
2. Carlos A. Villanueva, *Resúmen*, p. 342.
3. Cf. Vergara y Velasco, *Hist. de Colombia*, p. 292.

marche contre l'envahisseur, et, après une rapide et brillante campagne terminée à *Cuaspud* (6 décembre 1863), il lui inflige un désastre complet. Mosquera eut le bon sens de conclure la paix sans imposer de dures conditions aux frères vaincus : le statu quo antérieur fut simplement rétabli.

En 1864, un autre libéral, le Dr Manuel Murillo Toro succède à Mosquera. Pour apaiser les esprits, Toro essaie de consacrer ses efforts au développement économique du pays : il fonda le grand marché du tabac, denrée qui constituait la plus importante richesse de la Colombie, et établit la première ligne télégraphique de la capitale à Ambalema [1].

Malgré l'œuvre pacificatrice de Toro, les conservateurs tentèrent une insurrection qui fut vite réprimée. Ne pouvant se débarrasser de Mosquera, qui intervenait dans toutes les affaires, le président lui confia une mission près des gouvernements d'Angleterre et de France, mais l'influence de Mosquera resta telle qu'en son absence il fut élu président (1866).

A son retour, il s'arroge la dictature par un véritable coup d'État (23 mai 1867) ; il viole la Constitution et les lois, intervient dans la lutte des États, ambitionne l'autorité absolue et irresponsable. Ses propres partisans conspirèrent contre lui, et, le 30 septembre, le Sénat le condamnait à la peine du bannissement [2]. Il avait alors soixante-quinze ans.

Après le long empire, pourrait-on dire, de Mosquera, gouvernent des présidents civils et des présidents militaires qui modèrent les ambitions libérales : général *Santos Gutiérrez* (1868), connu par sa lutte avec le gouverneur de Cundinamarca, Ignacio Gutiérrez Vergara, qu'il dut déposer ; *Eustorgio Salar* (1870), qui sut d'abord se concilier les sympathies générales par sa bonne administration, mais qui ensuite, en consacrant aux dépenses ordinaires un emprunt conclu pour le chemin de Buenaventura, sema le germe de nouvelles révoltes dans le Cauca ; *Murillo Toro*, élu pour la seconde fois (1872), dont la présidence fut une période de calme et de progrès économique pour le pays, grâce surtout à l'élévation du prix de la quina, abondante dans les Andes colombiennes; *Santiago Pérez* (1874) continua l'œuvre civilisatrice de son prédécesseur. Mais le

1. C'est Toro qui fonda le Diario oficial (1er novembre 1865).

2. Il se retira à Lima. Revenu quelques années après en Colombie, il remplit les fonctions de président du Cauca et de sénateur du même Etat. Il mourut dans son domaine de Coconuco, près de Popayan, en 1878.

calme fut de nouveau troublé sous *Aquileo Parra* (1876) qui eut à tenir tête à une révolution conservatrice provoquée par les cléricaux à la suite de la promulgation d'une loi sur l'enseignement laïque. Il en triompha par la bataille de *Garrapata*, « une des plus sanglantes qu'ait jamais vues la Colombie [1] ».

Ce fut le président Parra qui signa avec M. de Lesseps le contrat pour la construction du canal de Panama. En 1878, il fut remplacé par le général *Julian Trujillo*, qui lui-même, en 1880, dut céder la présidence à *Rafael Nuñez*, un des hommes qui exerça le plus d'influence sur la politique de son pays.

Il fut dans toute l'acception du mot, ce que nous aurions appelé à ce moment en France, « un opportuniste ». Il pensait en effet qu'il n'y a pas en politique de vérités absolues et que « tout peut être mauvais ou bon suivant l'*opportunité* et la *mesure* [2] ». Il ne se fera donc aucun scrupule de modifier ses opinions selon les circonstances, et l'honnêteté politique sera sa ligne de conduite. D'abord radical, il devient conservateur libéral et défend contre l'anarchie le principe d'autorité, « premier instrument destiné à la longue et lourde tâche de civiliser l'espèce humaine ». Diplomate avisé, il obtient enfin de l'Espagne l'acte définitif de reconnaissance de l'Indépendance. Convaincu que « la politique est indissolublement unie au problème économique », il introduit des économies dans les finances et fonde une banque nationale. Il réforme l'université et songe comme Bolivar à convoquer un Congrès de plénipotentiaires à Panama.

En 1882, le Dr *Francisco Javier Zaldira* succède à Nunez, mais celui-ci est réélu en 1884, et son évolution vers le parti conservateur s'accentue de plus en plus. Une révolte des libéraux est vite apaisée. Alors Nuñez s'allie ouvertement avec les cléricaux et fait de l'Église catholique l'auxiliaire puissante de son autorité. Il exerce une véritable dictature morale, et la nouvelle constitution promulguée le 5 août 1886 consacre définitivement le triomphe des conservateurs. La nation est constituée en forme de République unitaire, et le nom officiel de *États-Unis de Colombie* est remplacé par celui de *République de Colombie*. Les États qui composent l'Union

1. Vergara y Velasco, *op. cit.*, p. 296.

2. Rafael Nuñez : *La reforma politica en Colombia*. Bogota, 1885. Cf. F. Garcia Calderon, *op. cit.*, p. 186.

prennent le nom de *départements*[1] ; l'Église catholique devient religion nationale et l'instruction publique sera organisée de concert avec elle. Le président de la République nomme librement les gouverneurs des départements qui deviennent agents du gouvernement central.

Nuñez, réélu en 1886 pour six ans, est réélu en 1892. Obligé de résider pour sa santé à Cartagène, il n'exerce le pouvoir que par intervalles et les vice-présidents désignés le remplacent. Les deux plus célèbres furent *Carlos Holguin*, sous la vice-présidence duquel s'introduisit dans la République le cours forcé du papier-monnaie, ce qui « équivalut à élever une muraille de Chine entre la Colombie et le reste de l'humanité et corrompit le pays jusque dans ses entrailles[2] » ; et *Miguel Antonio Caro*, homme de lettres remarquable dont le gouvernement fut malheureusement troublé par un soulèvement armé que Caro réussit à réprimer en 1895.

Pour la période suivante, furent nommés *Manuel Antonio Sanclemente* président et *José Manuel Marroquin* vice-président. Leur administration vit en 1899 une nouvelle révolution libérale, une des plus puissantes qui

1. C'est de la constitution de 1886 que date la division actuelle de la *République de Colombie* en 26 départements, un district fédéral, une intendance et un territoire.

Ce sont :

District Capital.	chef-lieu	Bogota.
Département d'Antioquia	—	Antioquia.
— de Barranquilla	—	Barranquilla.
— de Bucaramanga. . . .	—	Bucaramanga.
— de Buga.	—	Buga.
— de Cali	—	Cali.
— de Cartagena	—	Cartagena.
— de Cucuta	—	Cucuta.
— de Facatativa	—	Facatativa.
— d'Ibagué	—	Ibagué.
— d'Ipiales	—	Ipiales.
— de Jerico	—	Jerico.
— de Manizales	—	Manizales.
— de Medellin.	—	Medellin.
— de Mompos.	—	Mompos.
— de Neiva	—	Neiva.
— de Pasto	—	Pasto.
— de Popayan.	—	Popayan.
— de Quibdo	—	Quibdo.
— de Santa-Marta	—	Santa-Marta.
— de Santa-Rosa	—	Santa-Rosa.
— de Sincelejo	—	Sincelejo.
— de Sonson	—	Sonson.
— de Tumaco	—	Tumaco.
— de Tunja.	—	Tunja.
— de Zipaquira	—	Zipaquira.
Intendance de la Goajira.	—	San-Antonio.
Territoire du Meta.	—	Villavicencio.

2. Vergara y Velasco, p. 297.

aient ensanglanté la Colombie, car la guerre dura trois ans et demi, et il s'y livra des batailles de quinze jours, comme celle de Palonegro. La révolution politique se compléta d'un soulèvement militaire à la suite duquel le président Sanclemente fut déposé, et Marroquin prit sa place (31 juillet 1900). Il put mettre fin à la lutte, mais le pays était ruiné et Marroquin dut faire une émission de 600 millions en papier-monnaie qui éleva, par suite du manque de monnaie métallique, le change colombien au chiffre fabuleux de 20.000 p. 100.

C'est sous le gouvernement de Marroquin qu'eut lieu un événement qui fut une dure leçon pour la Colombie. Le 3 novembre 1903, une révolution éclatait à Panama à la suite du soulèvement de la garnison. L'indépendance de l'Isthme était proclamée, et les troupes gouvernementales envoyées à Colon durent se rendre, par suite de l'intervention du vapeur de guerre nord-américain *Nashville.* Dix jours après, le président des États-Unis reconnaissait formellement comme République indépendante l'ancien département colombien et recevait un agent accrédité par Panama auprès de lui comme ministre plénipotentiaire. A la fin de l'année, la chancellerie américaine déclarait qu'elle ne permettrait en aucune manière l'occupation du territoire panaménien par les troupes colombiennes. Le gouvernement de Colombie eut beau envoyer une mission spéciale à Washintgon pour protester de ses droits, la démarche fut sans effet et la séparation resta définitive.

Le 7 août 1904, le gouvernement passait aux mains du général *Rafael Reyes,* candidat conservateur qui, par la fermeté qu'il avait montrée en défendant la légitimité dans les guerres civiles antérieures, semblait le seul homme capable de tirer le pays de l'abîme où il gisait. Jamais peut-être en effet la situation n'avait été plus désastreuse. « L'autorité était ébranlée, les finances dans le chaos, l'administration municipale et les services publics en plein désordre, l'agriculture ruinée, le commerce paralysé, les voies de communication négligées, des localités entières réduites en cendres, des régions autrefois florissantes converties en déserts, sans autre vestige humain que les ossements des victimes immolées à la haine des partis, avec la perspective des indemnités énormes à payer, tant aux étrangers qu'aux nationaux, pour les préjudices subis [1]. »

1. Henry Jalhay, *La République de Colombie*, p. 12.

Le général Reyes arrivait avec un programme de *Reconstruction nationale* et une politique de conciliation ouvrant la représentation parlementaire aux minorités. En quelques années le budget était à peu près équilibré, l'émission de papier monnaie avait cessé, et le crédit de la Colombie était rétabli à l'étranger par la reprise du paiement de la dette ; les services administratifs étaient réorganisés, le commerce et l'industrie relevés, les richesses minières exploitées, le réseau télégraphique établi et de grandes lignes de chemin de fer construites, celle du Cauca surtout, et celle de Girardot destinée à mettre en communication la capitale avec le haut Magdalena [1]. La réforme de l'armée fut confiée à une mission chilienne.

Malheureusement, comme tous les réformateurs à grandes idées, Reyes devait être conduit à faire abus de son autorité et de la force gouvernementale. Il se fit proroger ses pouvoirs pour dix ans, et son administration ne tarda pas à se transformer en dictature. Une opposition se forma à la tête de laquelle la jeunesse universitaire. La réforme fiscale n'avait pu se faire sans une augmentation des impôts, et l'on se plaignit de voir se rétablir dans le pays les *derramas* et les monopoles de l'époque coloniale. Des complots se tramèrent contre la vie du président qui dut abandonner la Colombie, laissant provisoirement le pouvoir au général Jorje Holguin.

Le Congrès élut en 1909 pour l'année qui manquait au sexennat présidentiel le général *Ramon González Valencia*, sous la courte administration duquel le clergé et surtout les Jésuites acquirent une influence toute puissante sur l'éducation de la jeunesse. Pour donner une idée de cette omnipotence, nous citerons le contrat publié par le *Diario oficial* du 18 mai 1890, contrat passé entre le ministre de l'instruction publique Davila Florez et les Jésuites, par lequel les magnifiques bâtiments de l'ancien séminaire de San-Bartolomé étaient abandonnés pour une durée de dix-huit ans et avec une allocation de deux mille dollars par mois aux Jésuites qui « y don-

1. La Colombie qui, en 1904, n'avait que 565 kilomètres de voies ferrées, en compte aujourd'hui environ 1.200 avec une vingtaine de lignes dont les plus importantes sont : outre la ligne de Girardot (132 km.) et celle du Cauca (82 km.), le chemin de fer du Nord (152 km.) qui unit la capitale aux riches mines de sel de Zipaquira et de Nemocon et exploite une grande partie de la Savane ; celui d'Antioquia (120 km.) qui relie Medellin à Puerto Berrio sur le Magdalena ; celui de Cartagena (100 km.) qui met en communication Cartagène avec Calamar, sur le Magdalena ; la ligne de Santa-Marta à Fundación (105 km.) qui exploite la riche vallée d'Upar ; le chemin de fer de Cucuta (71 km.), celui de Honda à Ambalema (82 km.), etc.
(V. notre étude sur les chemins de fer de Colombie et de Vénézuéla Revue *France-Amérique*, septembre 1912.)

neront l'enseignement à l'aide des textes qu'ils jugeront les plus convenables ; le gouvernement n'interviendra en aucune manière ni dans l'enseignement ni dans le régime de l'établissement et laissera aux Révérends Pères la plus complète indépendance ».

La jeunesse universitaire de Bogota fut unanime à protester contre ce décret au sujet duquel le journal *El domingo* du 29 mai suivant s'exprimait ainsi : « Renoncer à tout droit d'inspection sur les collèges privés est une mesure que ne prend aujourd'hui aucun gouvernement ; peut-elle s'expliquer vis-à-vis d'un établissement auquel l'État alloue des bâtiments et des rentes ? Quant aux textes dont se servent les Jésuites, leur histoire par exemple condamne l'émancipation des colonies espagnoles et anathématise la République. Et le gouvernement se croise les bras ! »

L'allocation de deux mille dollars par mois accordée au dit Institut, alors que l'on ne faisait rien pour le peuple des campagnes qui manquait d'écoles, et à un moment où le rapport du ministre du Trésor à l'assemblée nationale accusait dans le budget un déficit de deux millions de pesos, contribuait à exaspérer les libéraux, et c'est ce qui explique l'acharnement des partis à la veille de l'élection du 15 juillet 1910.

Le général Quintero Calderon, homme d'une honorabilité incontestée et d'un grand talent, fut d'abord choisi comme le porte-drapeau de l'anticléricalisme. Mais, vu la grande influence des cléricaux, et en raison de l'hostilité manifeste de Quintero Calderon vis-à-vis de l'Église catholique, le groupe *Unión Republicana* fit bloc au dernier moment sur le nom de M. Carlos E. Restrepo qui, sans être un ennemi déclaré du catholicisme, était opposé à l'immixtion du clergé dans les affaires politiques et personnifiait assez bien ce que l'on appelle en Colombie le « Conservateur moderne ».

Le nouveau président voulut faire de son gouvernement « un gouvernement respectueux de tout droit et de toute légitime liberté, un gouvernement d'équité et de justice, fermé aux exclusivismes et aux rancunes »[1]. Il y réussit. Une de ses premières mesures fut le rétablissement des assemblées départementales, supprimées sous la présidence du général Reyes. En rendant ainsi une certaine indépendance à la vie administrative de chaque région, le président donnait satisfaction aux aspirations particu-

1. *Gaceta Republicana* du 20 février 1911.

lières des provinces ; aussi la réforme fut-elle accueillie avec joie par les provinces.

Après la réforme administrative, l'organisation de l'instruction publique s'imposait comme une des nécessités les plus urgentes. Secondé par son ministre de l'instruction publique, Pedro M. Carreño, le président Restrepo prit un certain nombre de mesures qui préparaient les voies à un enseignement vraiment national. Un décret du 18 octobre 1910 soumettait l'enseignement à tous les degrés au contrôle de l'État et créait un poste d'inspecteur général de l'instruction publique nationale. Deux autres décrets datés du 24 octobre ordonnaient, le premier que dans tous les établissements d'instruction l'enseignement de l'histoire et de la géographie nationale fût donné par des professeurs colombiens, le second que tous les collèges départementaux publics et privés fussent rattachés à l'Université nationale. En même temps, on rétablissait le conseil universitaire, chargé d'élaborer les programmes.

Mais c'est surtout sur la question financière que se portèrent les efforts du président Restrepo. Par suite de la suppression de nombreux emplois inutiles, grâce à l'augmentation croissante des revenus de la mine d'émeraude et des douanes colombiennes, le ministre de Hacienda, Dr Eastmann, pouvait annoncer pour l'exercice de 1911 un excédent de près de 2 millions de pesos de recettes sur les dépenses [1].

En mai 1914, M. Restrepo rentrait dans la vie civile « avec l'orgueil et la satisfaction d'avoir rempli son devoir loyalement et honorablement », après avoir déclaré « qu'il n'interviendrait en rien dans le débat électoral et garantirait d'une façon absolue les droits de tous les citoyens ». Son successeur, *M. José Vicente Concha*, fut élu sans concurrent libéral. Le parti libéral colombien, ainsi que le déclarait à la veille des élections de 1914 un de ses principaux organes, « a surtout en vue d'agrandir la patrie et de collaborer efficacement aux débats publics qui pourront tendre à cet agrandissement ; c'est pourquoi, sacrifiant ses intérêts de parti, il emploiera sans réserve tous ses efforts à ce que la candidature du Dr Concha, acclamée par les Conservateurs, le soit par le pays tout entier, afin que le nouveau président se voie entouré d'une atmosphère vraiment nationale ».

C'est donc sous les plus heureux auspices que s'ouvrait la présidence du

1. Exactement : recettes : 9.779.500 pesos ; dépenses : 7.937.688 pesos.

Dr Concha. Diplomate éminent, ayant représenté la Colombie en France en qualité de ministre plénipotentiaire, puis associé de très près comme président du Sénat colombien à la sage politique du président Restrepo, il semblait tout préparé à répondre aux espérances que le pays fondait sur lui. Et de fait, il fut un président d'une « élévation morale et d'une probité politique » reconnues de tous. Malheureusement, sous son gouvernement, la Colombie, comme tous les autres pays d'Amérique, sentit la répercussion de la grande guerre mondiale, et elle en souffrit durement. Les produits dont le pays regorge, le café surtout, ne purent plus être exportés ; les importations n'arrivèrent plus, par suite plus de recettes pour la douane qui est le principal aliment du trésor colombien. La situation fiscale du pays est devenue effrayante, et la trésorerie générale de la République constatait au début de 1918 un déficit de 7 millions de pesos. Pour parer aux nécessités les plus pressantes du trésor, le président lança un projet d'emprunt de 3 millions de pesos ; le projet a échoué lamentablement, et le président Concha laissait à son successeur, en 1918, une succession des plus lourdes.

M. Marco Fidel Suárez, élu en mai 1918, a pris possession de la présidence le 7 août. C'est une des personnalités les plus éminentes de la République. Juriste distingué, il a été, depuis bien des années déjà, associé d'une façon intime à la vie politique de son pays comme député au Congrès et président du conseil d'État. C'est lui qui, en qualité de ministre des affaires étrangères, a renoué les relations avec les États-Unis interrompues depuis la séparation de Panama. Son élection, bien accueillie par la majorité du pays, n'a pas laissé cependant de faire quelques mécontents. C'est que M. Suárez, en sa qualité de chef du parti conservateur, est un lutteur actif de ce parti ; c'est un catholique fervent, et cela suffit pour éveiller la défiance de certains libéraux. Mais M. Suárez est un homme de tact et d'une grande probité politique qui saura, nous l'espérons, se concilier la bienveillance même de ses adversaires. Lourde est la tâche qu'il aura à accomplir, car le triste état des finances a entraîné en Colombie la désorganisation à peu près complète des services publics. Mais la crise n'aura qu'un temps, et la paix mondiale ramènera en Colombie les capitaux étrangers nécessaires à l'exploitation des mines, des gisements de pétrole et des produits de toutes sortes qui font du sol de ce pays un des plus riches du monde.

CHAPITRE II

LE VÉNÉZUÉLA

Paez, créateur du Vénézuéla moderne. — Sa présidence. — Le Dr José Vargas. — Carlos Soublette. — Le général José Tadeo Monagas et son frère José Gregorio. — La dynastie des Monagas. — La révolution de Julian Castro. — Convention de Valencia. — Présidence de Julian Castro. — Révolution conservatrice. — Batailles de Santa-Inès et de Coplé. — Manuel Felipe de Tovar président. — Dictature de Paez. — Présidence du général Falcon. — Antonio Guzman Blanco et son œuvre. — Juan Pablo Rojas. — Andueza Palacio. — Joaquin Crespo. — Ignacio Andrade. — Cipriano Castro. — Sa dictature. — Révolution « Libertadora ». — La présidence du général Juan Vicente Gomez. — Le Dr Marquez Bustillos.

Deux grandes figures dominent l'histoire du Vénézuéla au XIXe siècle : Paez et Guzman Blanco. Le premier dirigea presque à lui seul la politique vénézuélienne pendant plus de trente années. Né en 1790, et métis d'origine, nous l'avons vu, durant les guerres de l'Indépendance, entraîner les llaneros et seconder avec ardeur Bolivar. Mais, ennemi de toute discipline, son orgueil ne veut accepter aucune tutelle. Parfois il veut que Bolivar soit chef absolu, d'autres fois il se révolte contre lui. En 1821, il entre en lutte avec Santander ; Bolivar intervient pour renforcer l'union colombienne, mais il est forcé de céder à Paez. En 1826, celui-ci conseille au Libérateur de se faire couronner, puis il vote son exil. En 1830, il rompt l'unité colombienne. Le Congrès constituant réuni à Valencia le 6 mai 1830 créa l'État de Vénézuéla [1] et en donna la direction civile et militaire au

1. Au moment où fut signée la Constitution de 1830, le territoire vénézuélien était divisé en 11 provinces, à savoir : Cumana, Barcelona, Margarita, Caracas, Carabobo, Coro, Maracaïbo, Merida, Barinas, Apure et Guayana. — La division territoriale subit de fréquents changements dans le courant du XIXe siècle. Le 28 avril 1856, fut promulguée la « ley de division territorial » qui enlevait aux provinces une grande partie de leur autonomie : ce fut une des causes principales de la révolution fédérale de 1858. La Constitution du 28 mars 1864 créa les Etats-Unis de Vénézuéla et donna au pays un régime mixte de fédéralisme et de centralisme. (Cf. Gil Fortoul, II, p. 24). — La dernière Constitution, du 13 juin 1914, consacra l'autonomie économique et administrative des dits Etats, qui sont actuellement au nombre de 20 Etats proprement dits, deux Terri-

général Paez. Le 25 mai, Caracas était désignée comme capitale de la République.

Les provinces orientales ne voulurent pas tout d'abord accepter la séparation. Le général Tadeo Monagas prit les armes en faveur de l'union colombienne et de l'autorité de Bolivar ; mais, quand il connut la mort du Libérateur, il tenta de former un État composé des provinces de Cumana, Margarita, Guayana et Barcelona. Paez fut assez habile pour le dissuader de donner suite à son projet ; un accord intervint entre Paez et Monagas et l'unité du pays fut définitivement maintenue [1].

En 1831, 24 mars, un nouveau Congrès confirma au général Paez la présidence constitutionnelle de la République ; le Dr Diego Bautista Urbaneja fut élu vice-président.

L'ancien guerrillero nomade doit alors organiser le pays, lui donner stabilité et continuité. « Son esprit souple s'adapte très vite à de nouvelles fonctions... Sans renier son passé démocratique, il fréquenta des lettrés et des oligarques. Sa présidence, de 1831 à 1834, amena la paix intérieure, un ordre sévère dans les finances, la conciliation politique et le progrès économique [2]. »

En 1834 s'ouvrit la période électorale pour le choix d'un nouveau président. Le docteur José Vargas, candidat du parti civil, fut élu contre les candidats présentés par le parti militaire. Mais une conspiration fut ourdie contre le nouveau président presque dès son avènement ; elle avait pour instigateur Pedro Carujo, un ancien conjuré de Bogota, qui avait essayé à la nuit de septembre 1828 d'attenter à la vie du Libérateur et qui avait été gracié par Paez. Vargas indécis, impuissant, a recours à Paez pour rétablir l'ordre et le nomme chef de l'armée. Mais le 8 juillet, Vargas est assailli dans sa propre maison et arrêté ; les révolutionnaires, commandés par le

toires Fédéraux et un District Fédéral. Ce sont : les Etats de Anzoategui, capitale Barcelona ; Apure, c. San-Fernando-de-Apure ; Aragua, c. La Victoria ; Bolivar, c. Ciudad-Bolivar (l'ancienne Angostura) ; Carabobo, c. Valencia ; Cojedes. c. San-Carlos ; Falcón, c. Coro ; Guarico, c. Calabozo ; Lara, c. Barquisimeto ; Merida, c. Merida ; Miranda, c. Ocumare-del-Tuy ; Monagas, c. Maturín ; Nueva-Esparta, c. La Asunción : Portuguesa, c. Guanare ; Sucre, c. Cumana ; Tachira, c. San-Cristobal ; Trujillo, c. Trujillo ; Yaracuy, c. San-Felipe ; Zamora, c. Barinas ; Zulia, c. Maracaïbo ; — le Territoire Fédéral de Amazonas, c. San-Fernando-de-Atabapo, et celui de Delta-Amacuro, c. Cristóbal-Colón. Le District Fédéral se compose de deux départements : Libertador, formé par la ville de Caracas, capitale de la République ; Vargas, formé par le port de La Guaira et les îles voisines de la mer des Antilles.

1. V. Francisco González Guinán : *Historia contemporanea de Venezuela.* Caracas, 1910, t. I.

2. F. Garcia Calderon, *Les démocraties latines de l'Amérique*, p. 85.

général Mariño, l'éternel insurgé, embarquent le président pour l'étranger et proclament Paez chef de la révolution. Voilà donc Paez investi des deux commandements rivaux. Il se prononce pour la cause constitutionnelle, et en une courte campagne il rétablit le gouvernement légal dont il reste le *Protector* [1].

Le Conseil de gouvernement réuni le 28 juillet désigna son vice-président, général José Maria Carreño, pour exercer provisoirement la présidence jusqu'à ce que le président Vargas et le vice-président Navarete revinssent de l'étranger. Ceux-ci étaient de retour le 20 août.

Vargas croyait compter sur l'appui de Paez ; mais en vertu de cette indiscipline et de cet illogisme qui étaient le fond de son caractère, Paez ne voulut point lui prêter son aide, estimant qu'il avait assez fait en rétablissant la paix. Vargas laissa le pouvoir aux mains du vice-président Navarete et renonça à la présidence [2]. Le 24 mars 1836, le Congrès accepta cette renonciation en même temps qu'il décrétait d'offrir à Paez une riche épée en or avec le titre de *Ciudadano Esclarecido*.

Le général Carlos Soublette, l'ami et le candidat de Paez, fut élu président. Il était en ce moment en mission diplomatique en Europe, et, en attendant son retour, le vice-président du conseil de gouvernement, général Carreño, fut chargé du pouvoir exécutif.

Soublette prit possession du gouvernement le 20 mai 1837 et l'exerça jusqu'en janvier 1839, au milieu de la paix la plus complète. Son administration fut particulièrement libérale et civilisatrice [3].

Paez fut élu pour lui succéder. Sous son gouvernement « le crédit extérieur augmente, le service de la dette est assuré, le progrès continue dans l'ordre [4] ». Cependant certains patriotes voyaient avec regret l'influence de Paez tourner peu à peu à la dictature. L'ancien « chef des plaines » représentait d'ailleurs toujours la force brutale militaire, et, ne pouvant pas le combattre par les armes, on eut recours à la tribune, au journal. De là, la fondation de *El Venezolano*, rédigé par Don Antonio Leocadio Guzman, et la création d'un nouveau parti qui s'appela *libéral* et qui forma

1. V. Gil Fortoul. *Historia constitucional de Venezuela*, t. II, l. IV, cap. VII.
2. Gil Fortoul, II, IV, VIII. — Cf. Francisco González Guinán, *Hist. contemp.*, t. II.
3. Gil Fortoul, II, p. 172.
4. F. Garcia Calderón, *op. cit.*, p. 86. — Cf. Guinan, t. III, ch. XXXI et XXXII.

l'opposition [1]. Une réaction puissante contre le clan conservateur s'organise. On demande des hommes nouveaux et des institutions démocratiques ; la masse obscure des « *pardos* », mulâtres et métis, des prolétaires de tout genre opprimés par les privilégiés, attaque la caste intronisée. Leocadio Guzman, en brillant démagogue, offre au peuple la liberté des esclaves, la répartition des terres.

En 1843, les libéraux ne s'étaient pourtant point encore sentis suffisamment organisés pour affronter la lutte, et ce fut Soublette qui triompha avec l'appui de Paez. Son gouvernement fut « d'ordre, de garanties, et se distingua spécialement dans le maniement des finances publiques [2] ». Homme probe et confiant par-dessus tout dans la « vertu de la loi », il aspire « à ce que tous les organes de l'opinion publique fonctionnent sans entraves, à ce que la presse soit libre, le Congrès indépendant, et indépendant aussi le pouvoir judiciaire [3] ». Mais, tandis que ses amis censurent sa mansuétude, ses adversaires l'accusent de tyrannie. Et pourtant, jamais, comme le dit M. Gil Fortoul, le Vénézuéla ne vit, durant le XIXe siècle, un gouvernement plus soucieux de respecter la liberté individuelle [4].

Aux élections de 1846, les libéraux présentèrent comme candidat Leocadio Guzman, et Paez lui opposa la candidature du général *José Tadeo Monagas*, le grand « caudillo oriental [5] ». Une entrevue eut lieu à La Victoria entre les deux rivaux dans le but de chercher une candidature de transaction. Mais les libéraux de Caracas ne veulent rien entendre ; on cherche à tout prix à renverser les *goths oligarques* du pouvoir ; Guzman est obligé de revenir à Caracas avant que la conférence de La Victoria ait abouti : il est arrêté et un jugement est ouvert contre lui au moment même où Monagas est élu président. Le 21 mars 1847, Guzman est condamné comme

1. V. Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela*, II, l. IV, cap. IX ; *El Gobierno y la Oposición*. — Guinan, t. III, ch. XXXVI.

2. Carlos A. Villanueva, *Resumen*, p. 422.

3. Gil Fortoul, II, p. 189.

4. C'est sous la présidence de Soublette que, le 30 mars 1845, l'Espagne reconnut l'indépendance du Vénézuéla, après de laborieuses négociations habilement conduites par le Dr Angel Cesar Rivas.

5. *José* (ou plus exactement *Judas*) *Tadeo Monagas*, né en 1784 à Maturín, était entré dans l'armée de Bolivar en 1813 avec le grade d'*alférez de caballeria*, et avait pris une part active aux campagnes du Libérateur. (V. Ramon Azpurua, *Hombres notables de Hispano-América*, t. III, pp. 49 et sqq.).

conspirateur à la peine de mort. Le président commua le 2 juin suivant cette peine en celle d'expulsion à perpétuité du territoire [1].

Les conservateurs restent donc victorieux, mais un libéralisme modéré va s'infiltrer dans le sein même du groupe conservateur. La présidence de Monagas fut en effet une sorte de compromis entre les deux partis. Désireux de s'affranchir de la tutelle de Paez, le président gouverne avec les libéraux et les conservateurs et fonde un régime personnel. Les conservateurs mécontents obtiennent que le Congrès demande la mise en accusation de Monagas mais le peuple défend le dictateur contre le Congrès. De là le conflit sanglant connu dans l'histoire du Vénézuéla sous le nom de : *jour du 24 janvier* 1848 [2]. Le Congrès est dissous au milieu des cadavres, le pouvoir exécutif triomphe et avec lui le personnalisme. Mais deux influences comme celles de Monagas et de Paez ne peuvent pas coexister ; le vieux *chef des plaines* se met à la tête d'une révolution ; mais il ne peut grouper qu'un petit nombre de partisans, et il se voit forcé d'abandonner le pays [3].

En 1849, il revient avec une expédition mieux organisée, mais il n'est pas plus heureux. Vaincu par Monagas, il capitule à Macapo, et on l'enferme dans une forteresse. Il en fut tiré en 1850 et embarqué pour les États-Unis.

Le président Monagas se donna pour successeur, en 1850, son frère le général *José Gregorio Monagas*, qui triompha de la candidature d'Antonio Leocadio Guzman. Celui-ci en effet était rentré au pays et était même devenu vice-président de la République.

Les frères Monagas forment à partir de ce moment une sorte de dynastie étrange constituée par le passage successif et répété du pouvoir de l'un à l'autre. Les partisans de Guzman et ceux de Paez s'unissent et se soulèvent en 1853 et 1854 contre le gouvernement ; celui-ci est vainqueur et affranchit les esclaves en 1854 [4].

En 1855, José Gregorio Monagas repasse le pouvoir à son frère José Tadeo. La Constitution, réformée en 1857, étendit la période présidentielle à six années et permit la réélection du président en fonctions. Cette réforme

1. V. Gil Fortoul, II, l. IV, cap. XI et XII.

2. Gil Fortoul, II, IV, c. XIII. — Guinán, t. IV, c. VIII.

3. Gil Fortoul, II, l. V, cap. I.

4. *Id.*, II, l. V, cap. III (El Libertador de los esclavos). — Une loi du 3 avril 1849 avait aboli la peine de mort pour délits politiques.

fut promulguée le 18 avril, et, le 20, Monagas était réélu. On choisit comme vice-président le colonel Don Francisco de Oriach, neveu et gendre du général José Tadeo.

L'année suivante, 5 mars, éclata à Valencia une formidable révolution dirigée par le général *Julian Castro*, gouverneur de la province de Carabobo, qu'appuyaient des libéraux aussi bien que des conservateurs [1]. Monagas, préférant la paix à la guerre, déposa ses pouvoirs devant le Congrès le 15 mars 1858. Castro entrait à Caracas le 19 avril. Il assuma le pouvoir qui lui confirma le 5 juillet suivant la *Convention de Valencia* en le nommant *Jefe Provisional* de l'État. En même temps la Convention de Valencia promulguait une Constitution libérale établissant l'autonomie des provinces avec gouverneurs et Congrès qui leur soient propres, instituant le système des jurés et affaiblissant le pouvoir exécutif en souvenir du personnalisme de Monagas [2].

Castro s'appuyant sur les Conservateurs, la guerre civile recommença, fomentée par les libéraux qui proclamèrent la fédération et prirent pour chef le général Juan Crisostomo Falcon. Mais le grand *caudillo* de cette lutte fut le général *Ezcquiel Zamora* [3]. Castro ne sut d'abord quelle attitude prendre devant le conflit politique et militaire. Un moment il se retira de la présidence, la confiant au vice-président *D. Manuel Felipe de Tovar*, conservateur, puis il s'en chargea de nouveau et nomma un ministère libéral. Ce furent alors les Conservateurs qui décidèrent de l'arracher au pouvoir : ils y réussirent, et, le 1er août 1859, l'emprisonnèrent. Le pouvoir passa au Dr Pedro Gual, désigné en second.

Le 9 décembre 1859, le général Zamora remportait sur les conservateurs la fameuse bataille de *Santa-Inés*. S'avançant ensuite vers le centre, il trouva à San-Carlos une résistance inattendue et lui-même fut tué. Le général Falcon continua l'attaque et prit la place. Il marcha ensuite contre Valencia dont il ne put obtenir la reddition. Rétrogradant vers les llanos, il est défait par le général Cardero à la bataille de Coplé. Les fédéraux se mirent alors à la lutte de guerrillas, et la guerre dura longtemps encore [4]

1. V. surtout sur cette période l'ouvrage du Dr. Lisandro Alvarado : *Historia de la revolution federal en Venezuela*. Caracas, 1909. — L. I. la revolución de Marzo. — Cf. Gutnán, t. VI, c. XLVI.

2. Gil Fortoul, II, V, VII : *La Convención de Valencia.*

3. V. L. Alvarado, l. III. — Guinán, t. VI, c. XV.

4. Gil Fortoul, II, V, VIII : *Santa Inès y Cople.* — L. Alvarado, l, V.

Après la déposition de Castro, le Congrès de 1860 avait nommé président le *Dr Manuel Felipe de Tovar*, vice-président, le *Dr Pedro Gual*. Le général Leon de Febres Cordero fut désigné en second.

En mars 1861, Paez réapparaissait au Vénézuéla, revenant des États-Unis. Tovar, qui avait été impuissant à rétablir la paix, le nomme chef de l'armée, puis il renonce à la présidence qui passe, le 20 mai, au Dr Pedro Gual. Mais le vieux llanero veut être seul à gouverner ; le 29 août, il fait arrêter Gual, et, le 10 septembre, il inaugure sa dictature. « Octogénaire, il réunit dans ses mains tremblantes tout le pouvoir, triste symbole de l'oligarchie épuisée en lutte contre l'envahissante démocratie. En vain accumule-t-il les décrets tyranniques, il ne peut empêcher le triomphe de la fédération [1]. »

Le général Falcon venait d'envoyer en effet son secrétaire général, *Guzman Blanco*, pour diriger les opérations militaires dans les provinces centrales. Chef habile, il sut grouper les guerrilleros, principalement de Carabobo et d'Aragua, et, formant un corps d'armée, il réussit à envelopper le dictateur. C'est alors qu'eut lieu, à la ferme de *Coche*, dans les environs de Caras, la fameuse conférence du 23 avril 1863, entre Guzman Blanco et le Dr Pedro José Roias, conseiller de Paez, qui mit fin en même temps à la guerre qui durait depuis cinq ans et à la dictature de Paez [2]. L'action du grand *caudillo* des llanos, fondateur du Vénézuéla, était terminée [3]. Mais déjà se dessinait pour le remplacer la grande figure d'*Antonio Guzman Blanco*.

Il était le fils d'Antonio Leocadio Guzman, chef du parti libéral, juriste habile, diplomate avisé ; il voyagea aux États-Unis, et, de retour au Vénézuéla, nous venons de le voir diriger les opérations militaires contre Paez. « Conducteur d'hommes impétueux et tenace [4] », il atteignit en 1862 le grade de général en chef de l'armée, et, après l'accord de Coche, l'Assemblée générale réunie le 17 juin 1863 à La Victoria, qui élut président *Provi-*

1. F. Garcia Calderon, p. 89. — V. sur la dictature de Paez L. Alvarado, liv. IX. — Gil Fortoul, II, p. 414.

2. Gil Fortoul, II, p. 432.

3. Paez s'embarqua le 13 août à La Guaira pour Philadelphie. Il résida cinq ans aux Etats-Unis, puis, de 1868 à 1872, voyagea en Uruguay, en République-Argentine, en Bolivie, au Pérou, à Panama, bien accueilli partout en raison de sa renommée légendaire de *héros* de l'Indépendance. Il mourut à New-York le 7 mai 1873, à l'âge de 83 ans.

4. F. Garcia Calderon, p. 89.

sional de la République le général Falcon, confia la vice-présidence à Guzman Blanco [1]. Ce fut ce dernier qui, par suite des absences répétées du président Falcon en 1865 et 1866, dut exercer réellement le pouvoir. Il le fit avec un grand tact politique. Après avoir contracté à Londres un emprunt d'un million et demi de livres sterlings, il introduisit dans les finances de sévères économies. Dans l'ordre politique, malgré le triomphe des fédéraux, il demanda qu'on renforçât le pouvoir central contre l'anarchie des provinces autonomes.

Malheureusement l'activité de Guzman Blanco n'était nullement secondée par le président, dont l'impopularité s'accroissait de plus en plus. Alors éclata la révolution conservatrice dite de *los azules*, les *bleus*, à la tête de laquelle nous retrouvons le vieux général José Tadeo Monagas. Caracas fut mise à feu et à sang (juin 1868), et le général Monagas se chargea une fois de plus de la présidence. Mais il meurt peu de temps après, laissant le pays en état de complète anarchie.

Le Congrès se réunit cependant et nomme à la présidence le général *José Ruperto Monagas*, fils du président défunt. Le Dr *Guillermo Tell Villegas* est désigné en second. Mais les troubles continuent. Guzman Blanco est l'ennemi du président qui l'exile après une attaque nocturne à sa maison, le 14 août 1869.

Guzman arrive à Curaçao où il prépare une nouvelle révolution. Il rentre triomphant à Caracas en avril 1870 et assume la dictature. Attaquant énergiquement ses adversaires, il fait des prodiges de stratégie ; les *bleus* reculent devant ses *jaunes* et perdent successivement Valencia, Trujillo, Maracaïbo. Le général Matias Salazar, ami pourtant du dictateur et chef libéral, est reconnu coupable de sédition et fusillé. C'est par des supplices, des exils, des confiscations de biens que Guzman au Vénézuéla, tout comme Porfirio Diaz au Mexique, arrive à mater l'anarchie.

En 1872, il peut enfin commencer la transformation matérielle du pays. « Il aspire à la reconstitution du Vénézuéla dans l'ordre intérieur et extérieur contre l'anarchie des factions et l'agiotage européen [2]. » Il est nationaliste contre les pressions et les menaces étrangères, et les conflits diplomatiques qui surgissent avec les États-Unis, la Hollande, l'Angle-

1. Gil Fortoul, II, p. 433.
2. F. Garcia Calderon, p. 91.

terre, la Belgique le laissent indifférent. Dans les finances, il introduit de sévères économies, réduit les droits d'importation, annule ceux d'exportation, fonde une compagnie de crédit qui émet des bons garantis par le gouvernement, et amortit la dette publique. Il est impitoyable pour ses ennemis politiques et n'accorde aucune amnistie. L'archevêque refuse de célébrer par un *Te Deum* le triomphe de la Révolution libérale, il l'exile. Il essaie alors de fonder une Église vénézuélienne avec un archevêque libéral et des curés élus par les fidèles ; il supprime les congrégations et convertit leurs biens en propriétés nationales. Protecteur de l'instruction, il veut « une école dans chaque rue » et fonde des musées nationaux. Il réforme les codes civil et pénal, établit le mariage et le registre civils. Dans l'ordre économique, il stimule les industries par un fort protectionnisme. Il favorise le développement matériel du pays par la construction de chemins de fer, de routes, d'édifices publics, par la transformation et l'embellissement de la capitale. « Des statues, des rues portant son nom, des médailles, les titres pompeux d'*Illustre Américain* et de *Régénérateur de Vénézuéla,* rien ne lui est refusé par des députés serviles et prodigues [1]. »

Mais, d'un exclusivisme à outrance, il tient à l'écart des esprits distingués qui commencent contre l'autocrate une sourde opposition. Le Dr *Laureano Villanueva,* patriote éminent, entreprend par ses fameux articles : *¿ Cual es la revolución ?* dans son journal *El Democrata* une campagne contre le dictateur, et prépare la candidature du général Francisco Linares Alcantara aux élections de 1877. Guzman emprisonne Villanueva, mais, sous la pression de l'opinion publique, est forcé de le remettre en liberté. Alcantara est élu ; il entre en possession de la présidence le 2 mars 1877, donne le portefeuille de l'intérieur à Villanueva et celui des affaires étrangères au Dr Raimundo Andueza Palacio qui, lors de l'emprisonnement de Villanueva, avait repris la rédaction de *El Democrata.* Guzman Blanco dut partir pour l'Europe.

Durant son absence, les statues du dictateur sont renversées, et on annule les décrets par lesquels on lui avait conféré les honneurs. « La démocratie instable brûle ce qu'elle avait adoré [2]. » Alors commence dans toute la nation une propagande effrénée pour la candidature à la présidence du

1. F. Garcia Calderon, p. 92.
2. *Id.*, p. 93.

Dr Andueza Palacio durant la période 1879 à 1881. L'opposition acharnée des *réformistes* qui voulaient travailler à la réélection d'Alcantara obligèrent Andueza Palacio à s'embarquer pour l'Europe en août 1878. En décembre suivant, le président Alcantara mourait et Villanueva fut chargé de la présidence par le conseil des ministres. Mais il refusa de poser sa candidature aux élections de 1879, et ce fut *José Gregorio Valera,* frère naturel d'Alcantara, qui fut élu.

Le peu de popularité du nouveau président, l'anarchie toujours croissante, favorisèrent la nouvelle révolution guzmaniste, appelée la *Reivindicación,* qui ramena Guzman Blanco au pouvoir en 1880. Depuis ce moment jusqu'en 1887 son influence sera prépondérante, son pouvoir presque absolu. Il quitte le pays, il y revient, mais c'est lui qui, de près ou de loin, dirige le développement du Vénézuéla. En 1884, il impose comme son successeur le général Joaquin Crespo et se fixe à Paris ; mais, en 1886, il est forcé de revenir appelé par les *acclamations* de ses compatriotes et, le 15 septembre, il se charge de nouveau personnellement de la présidence. C'est la période connue sous le nom de *la Aclamación.* « Son gouvernement autoritaire, essentiellement personnel et trop violent par occasions, arriva à se mettre en contradiction ouverte avec les idées dominantes à l'intérieur et au dehors du pays, avec les aspirations généreuses de la jeunesse indépendante et éclairée, et même avec les hommes dont l'influence sur la politique des localités fédérales était prépondérante [1]. »

La presse protesta contre la rigueur de son administration. Villanueva, dans *El Deber,* puis dans *El Pais,* fit une campagne courageuse en faveur des libertés publiques et travailla à la formation d'un nouveau parti, *el cívico.* Le dictateur comprit qu' « il était devenu incompatible avec les nécessités et exigences de cette époque de rénovation [2] » ; le 8 août 1887, il se retirait volontairement du pouvoir et, le 10, s'embarquait pour la France.

Malgré ses défauts, Guzman Blanco a laissé dans son pays, même à ses adversaires, le souvenir d'un « civilisateur et d'un grand patriote », et, à Paris, où il vécut ses dernières années [3], « au milieu de ses richesses et de son opulence aristocratique, il avait conservé intacte son âme de Vénézuélien [4] ».

1. Gonzalo Picon-Febres, *La Literatura venezolana en el siglo diez y nueve.* Caracas, 1906, p. 174.
2. *Id.*
3. Guzman Blanco mourut à Paris en 1899 ; il était âgé de 70 ans.
4. Carlos A. Villanueva, *Resúmen,* p. 430.

Avant de quitter le pays, Guzman Blanco s'était donné comme successeur le Dr *Juan Pablo Rojas* qui exerça la présidence de 1888 à 1890. Animé d'un grand sens politique, le nouveau président chercha à se placer entre les deux forces en opposition, à savoir le pays et Guzman Blanco, et il appela à son côté les hommes de valeur que le dictateur avait tenus à l'écart des affaires, les *eclipsados*, comme Villanueva, Arismendi Brito, Saluzzo, Pachano, Casanas [1]. L'administration de Rojas fut « parfaite », suivant l'expression de M. Carlos A. Villanueva ; malheureusement il eut la faiblesse de soutenir, en 1890, contre la candidature de Villanueva qui avait pour elle la majorité du Congrès, celle de *Andueza Palacio* dont la présidence (1890-1892) se termina par un désastre. En 1892, en effet, Villanueva que l'État de Carabobo avait choisi comme président allait être élu par le Congrès président de la République, lorsque Palacio voulut effectuer une réforme constitutionnelle qui permît au président exerçant de rester en fonctions. C'est ce que les Vénézuéliens appellent le *continuismo*. Le Congrès s'opposa à cette mesure : il fut dissous ; d'où la révolution commandée par Crespo et connue sous le nom de *legalista*.

La présidence de *Crespo* ne fut qu'une dictature militaire, période d'obscurantisme et d'engourdissement politique, pendant laquelle aucun progrès ne se réalise, aucune énergie ne se manifeste pas plus dans le domaine administratif que dans le domaine intellectuel.

En 1898, Crespo imposa comme son successeur le général *Ignacio Andrade*, dont le gouvernement commença avec la révolution du général Josué Manuel Hernández, chef du parti nationaliste, et qui avait été le compétiteur d'Andrade aux élections. Crespo, nommé commandant en chef de l'armée, est tué au combat de la *Carmelera*, sans que d'ailleurs Hernández puisse profiter de sa victoire. Il tombe en effet au pouvoir de ses ennemis et est enfermé dans une forteresse.

Le général Ramón Guerra, qui essaya de fomenter une autre révolte, fut obligé de se réfugier en Colombie, et Andrade, se croyant tout-puissant, voulut se faire réélire malgré la constitution. C'est alors qu'eut lieu la révolution du général *Cipriano Castro*, qui chassa Andrade en 1899 et se fit proclamer chef de l'État.

Sa présidence fut une dictature néfaste qui se prolongea pendant

1. *Id.* C'est sous le gouvernement de Pablo Rojas que fut réglé le conflit anglo-vénézuélien relatif aux limites de la Guyane (V. Pariset : *Arbitrage anglo-vénézuélien de Guyane*).

dix ans au milieu de troubles sans cesse renouvelés. Castro rompit les relations du Vénézuéla avec presque tous les gouvernements européens, et, en 1902, le pays fut victime d'une agression allemande qui faillit lui coûter cher. Les Allemands qui étaient les maîtres du commerce au Vénézuéla avaient également la haute main sur les opérations de banque, sur les chemins de fer, les canaux, les ports, les magasins, les abattoirs, et pour toutes leurs opérations ils se faisaient donner en garantie des hypothèques sur les douanes. C'était l'accaparement par l'Allemagne de la fortune de l'État. Quand ils jugèrent que le pays se trouvait à leur merci, les Allemands prirent pour prétexte des réclamations de quelques-uns de leurs nationaux « à propos de chiens, d'ânes et de porcs qu'ils auraient perdus dans les troubles civils [1] » et ils envoyèrent une escadre bombarder les côtes vénézuéliennes. Le mobile secret de leur agression n'était autre que l'acquisition de la belle île vénézuélienne de Margarita qui, située sur le chemin de Panama, pouvait leur servir de station de charbon et, avec le temps, de point d'appui pour des opérations sur la côte et sur les ports vénézuéliens.

Mais l'Allemagne avait compté sans les États-Unis, et, sur l'intervention énergique de la chancellerie de Washington, elle dut retirer ses vaisseaux.

Le rôle de la France lui gagna la sympathie et la reconnaissance des Vénézuéliens. « Bien qu'elle eût rompu avec nous ses relations diplomatiques, dit M. Carlos A. Villanueva [2], et qu'elle eût aussi des revendications à présenter, non seulement elle refusa de prendre l'attitude d'une ennemie, mais elle prit position diplomatique à côté des États-Unis, et, grâce à ce rôle d'amitié, elle nous aida par son action à sortir heureusement du cruel embarras où nous avait mis l'empereur germanique. »

Les relations diplomatiques un instant rétablies avec la France étaient de nouveau, quelques mois après, interrompues par le président Castro. Coupant brutalement toute communication commerciale entre la France et le Vénézuéla, Castro cherche à s'appuyer sur l'agresseur de la veille et crée une légation à Berlin dont il confie la direction au consul général à Paris, M. Gil Fortoul, qui venait de recevoir ses passe-ports.

Mais la politique extérieure de Castro n'eut guère d'approbateurs au

1. Carlos A. Villanueva dans le *Bulletin de la Bibliothèque américaine*, octobre 1915.
2. Bulletin cité plus haut.

Vénézuéla, pas plus d'ailleurs que sa politique intérieure. La révolution dite *libertadora* et commandée par le général Antonio Matos fut, il est vrai, vaincue par le dictateur, mais il ne put arrêter le mouvement de l'opinion qui se déchaînait contre lui. Laureano Villanueva, l'*ami du peuple*, qui, retiré de la vie politique, venait d'écrire dans la retraite son beau livre, *Vida del gran mariscal de Ayacucho*, reparut à la tête des libéraux, et son journal *El Patriota* se dressa contre la tyrannie de Castro. Le dictateur s'écria un jour plein de colère : « Il ne peut y avoir dans le pays deux présidences, la mienne et celle de Villanueva », et il ordonna en même temps la suspension de *El Patriota* et l'emprisonnement de Villanueva. Mais l'intervention des amis de ce dernier empêcha l'arrêt d'être exécuté. L'évolution de l'opinion s'accomplit. Castro, sentant grandir son impopularité, prétexta une maladie et s'embarqua pour l'Europe. Ce fut le vice-président *Juan Vicente Gómez* qui demeura chargé du pouvoir exécutif. Depuis cette époque, la personnalité du général Gomez a dominé la politique de son pays.

Né à San-Antonio-del-Tachira le 24 juillet 1859, et fils d'un riche agriculteur, il consacra sa jeunesse à l'exploitation de ses propriétés. En 1892, sous la présidence du Dr Andueza Palacio, il fit, avec le général Cipriano Castro dont il était l'ami, la campagne des Andes contre les forces révolutionnaires de Crespo. A la suite du triomphe de Crespo, Gomez suivit Castro dans sa retraite en Colombie ; ils en sortirent en 1899, et c'est au bras de son lieutenant que Castro dut la plus grande partie de ses victoires. Durant la présidence de Castro, c'est encore Gomez qui triompha de la révolution de Matos. A son retour dans la capitale, Castro l'appelait publiquement « El Salvador del Salvador ». C'est ainsi que Gomez devint d'abord gouverneur du district fédéral, puis vice-président de la République. Dans l'exercice de ces fonctions, il ne craignit pas de s'opposer aux mesures violentes du tyran, et c'est à lui que bien des adversaires de Castro, le général Rolando par exemple, durent de ne pas être exécutés.

Après la fuite de Castro, le général Gomez, sous la pression de l'opinion publique, ne tarda pas à prendre le contre-pied de la politique de son ancien ami. Le Congrès prononça la déchéance de Castro, et, le 19 décembre 1908, le général Gomez devenait *Presidente Provisional* de la République. Un de ses premiers soins fut de renouveler avec l'étranger les rapports si malheureusement interrompus, et de soumettre à l'arbitrage de La Haye

les questions délicates, telles que le litige entre le Vénézuéla et la compagnie américaine de navigation de l'Orénoque. Le règlement des questions pendantes avec la France par suite des préjudices causés à nos nationaux pendant la présidence de Castro fut mené à bonne fin par le tact diplomatique des envoyés du Vénézuéla tels que M. Grisanti, et le Vénézuéla fut représenté en France par des diplomates distingués, Barnabé Planas, José Cardenas, Carlos A. Villanueva. Le ministre actuel est M. Gil Fortoul, l'éminent historien, que Castro avait envoyé en Allemagne et qui, après avoir rempli à Caracas les hautes fonctions de ministre de l'Instruction publique et de président du Sénat et du Conseil de Gouvernement, est revenu à Paris où il n'avait laissé que d'excellents souvenirs durant son premier séjour.

Le général Gomez sut s'entourer de personnalités de haute valeur, comme le jurisconsulte Abel Santos, le Dr Piétri, Samuel Dario Maldonado, Gil Fortoul, Alcantara, Olivares, Pimentel, etc., et il eut l'habileté de grouper dans un Conseil d'État les anciens révolutionnaires les plus à craindre : le général Hernândez, Matos, Rolando, etc., qui devinrent les soutiens et les amis du nouveau président. Aussi, aux élections de 1910, la candidature du général Gomez réunit-elle l'adhésion à peu près unanime de tous les cercles politiques.

On ne peut nier que l'avènement de Gomez n'ait marqué le début d'une ère de progrès matériel sérieux pour le pays. On en aura une idée par ce seul fait que, pour l'amélioration et la construction des voies de communication à l'intérieur du pays, les gouvernements antérieurs, durant la période de trente-six années comprise entre 1874 et 1909, avaient dépensé la somme totale de 14 millions de bolivars, tandis que dans les sept ans compris entre 1910 et 1916, 20 millions de bolivars ont été consacrés à cette branche essentielle par le gouvernement de Gomez [1].

1. Huit grandes routes ont été construites de 1910 à 1916 : la *Gran carretera central del Tachira*, celles reliant Caracas à Valencia, à La Guaira, à Guatire, à Charallave, remplaçant des chemins impraticables aux voitures, celles de Maracaï à Ocumare, de Maturín à Caño-Colorado, de Turmero à Ortiz. De nombreuses autres voies ont été réparées et améliorées ; une dizaine sont en construction, entre autres de Valencia à Puerto-Cabello, de Cumana à Cumanacoa, de Coro à Barquisimeto, etc. (V. la publication : Carreteras de Venezuela (La obra maxima del general Juan Vicente Gómez), Caracas, Lit. del Comercio, 1917.)

Le réseau des chemins de fer a été aussi fort amélioré sous le gouvernement actuel par la mise en exploitation du Ferrocarril de Puerto-Cabello à Valencia (prolongement du gran Ferrocarril de Venezuela), du Ferrocarril central de Caracas à Santa-Lucía, de celui de Santa-Barbara a El Vigia (exploitation de la région sud de Cumana). — Aujourd'hui le Vénézuéla compte environ 1.000 ki-

En 1914, Gomez fut de nouveau désigné comme président élu, mais, par respect pour la constitution, un président *Provisional* a été nommé, le Dr *Marquez Bustillos*. Le général Gomez n'en reste pas moins le maître de la politique de son pays. Faut-il voir dans cette continuité de son autorité un personnalisme menaçant pour l'avenir ? Tout ce que l'on peut affirmer pour le moment, c'est que le gouvernement de Gomez, « El Gobierno de la Rehabilitación nacional », comme on l'appelle, ressemble peu aux dictatures qui l'ont précédé. Gomez est avant tout, d'après les paroles mêmes de Matos, son ancien ennemi, « un homme de travail, respectueux de son crédit et de celui d'autrui »[1]. La liberté d'opinion, aussi bien au point de vue religieux qu'au point de vue politique, semble devenue une réalité dans le pays, La situation actuelle est le résultat de la lente évolution d'un peuple qui prend conscience de lui-même, de ses forces et de ses ressources, et nous ne saurions mieux terminer cette étude qu'en citant ce passage du beau discours que prononça à Caracas l'écrivain illustre, M. Gonzalo Picón Febres, lors de la célébration de l'Indépendance, le 19 avril 1910[2], discours qui fut acclamé par des milliers de poitrines vénézuéliennes :

« Ne sont-ce pas nos Libérateurs qui nous ont construit notre foyer ? Conservons donc ce foyer avec son blason, son étendard, à force de raison et de caractère, à force d'abnégation qui régénère et de confraternité qui purifie. Nous envenimer de haine, c'est nous diviser par la lutte éternelle et inféconde ; nous prostituer dans l'anarchie, c'est courir à l'abîme, renoncer à la beauté dans l'ordre qui est le centre de la vie, l'harmonie de l'univers, c'est profaner notre cœur et notre intelligence. »

lomètres de voies ferrées avec 12 lignes principales : le Ferrocarril de la Guaira à Caracas (36 km.), une des merveilles de l'industrie humaine ; le Gran Ferrocarril de Venezuela, qui relie Caracas à Valencia, la plus longue ligne de la République (179 km.) et la plus importante par son trafic, grâce à l'extension que prend dans les vallées d'Aragua l'élevage du bétail et la culture du coton ; la ligne de Valencia à Puerto-Cabello (55 km.), le Ferrocarril Bolivar (176 km.) ; ceux du Tachira (114 km.), de la Ceiba (81 km.) ; le Ferrocarril Central de Venezuela (56 km.) ; le Ferrocarril de Carenero (54 km) ; ceux de Guanta à Naricual (36 km.), de Santa-Barbara à El Vigia (60 km.), de La Vela à Coro (13 km.), de Maiquetia à Macuto (7 km.).

V. notre étude sur Les chemins de fer de la Colombie et du Vénézuéla dans la Revue *France-Amérique*, sept. 1912 et Los Ferrocarriles de Venezuela en 1914. *Publicacion del ministerio de obras públicas*. Càracas, 1915.

1. *Universal* (journal de Caracas), 1er fév. 1910.

2. *Universal* du 20 avril 1910.

TABLE DES MATIÈRES

PLANCHES HORS TEXTE :

65 60

Dominique
St Pierre
Martinique
Fort de France
Ste Lucie
Barbade
St Vincent
PETITES ANTILLES
Iles sous le Vent
Los Testigos
Grenade
Tobago
OCÉAN ATLANTIQUE
Pen de Paria
Trinité
G. de Paria
10
Boca de Sierpes
Pta Bajo
Maturin
Delta de l'Orénoque
Tucupita
Fl.
Soledad
Boca de Navios
Guayana Vieja
S. Delta
Sierra de Imataca
R. Yuruari
Caroni
L A
Sa de Rincote
Caroni
GUYANE
Monte Roraima
5
Paragua
hiaty
Pacaraimra
ANGLAISE
Pic Ferdinand de Lesseps
0
R É S I L
Fl. des Amazones
5
65 60



COLOMBIE ET VENEZUELA

FRANCE-AMÉRIQUE

Le Comité France-Amérique, *qui édite la Bibliothèque à laquelle cet ouvrage appartient, a été fondé, il y a dix ans, par un grand nombre de personnalités qui ont lancé l'appel suivant, résumant le programme du Comité :*

Les Français qui signent cet appel viennent de fonder une institution qui se consacre à une œuvre urgente de rapprochement et de sympathie entre la France et les nations américaines : c'est le Comité *France-Amérique.*

Travailler au développement des relations économiques, intellectuelles, artistiques, etc., entre les nations du nouveau monde et la nation française ; fonder une Revue mensuelle et y coordonner les renseignements les plus complets sur la vie économique et intellectuelle des peuples américains ; attirer en France des étudiants et des voyageurs des deux Amériques et leur préparer un accueil cordial ; encourager toute œuvre ou toute action qui fera connaître l'Amérique en France ou la France en Amérique : telle sera la direction donnée à nos efforts.

Les soussignés font appel au concours généreux et au dévouement actif de ceux qui, en France, s'intéressent aux Amériques et de ceux qui, dans les Amériques, s'intéressent à la France.

Cette fondation a été accueillie avec tant de faveur que, trois ans après, le nombre de ses membres actifs et de ses adhérents

dépassait le millier. A cette date, après avoir organisé en France une base solide, il a commencé à fonder des Comités correspondants en Amérique.

Dans l'Amérique du Nord, les Comités suivants fonctionnent sous la présidence : à Montréal, de l'Hon. sénateur Raoul Dandurand, ancien président du Sénat fédéral ; à Québec, de M. Ferdinand Roy ; à New-York, du Dr. Nicholas Murray Butler, président de l'Université Columbia ; à la Nouvelle-Orléans, de l'Hon. Juge Bréaux, ancien président de la Cour Suprême de la Louisiane ; à Los Angeles, de M. L. N. Brunswig ; à San Diego, de M. Eugène Daney, ancien président de la California Bar Association ; à Seattle, de M. R. Auzias de Turenne ; à Salt Lake City, du Major Richard W. Young, etc., etc. La Société « The Friends of France », de San Francisco, est également affiliée au Comité France-Amérique de Paris.

Des Comités ont été constitués à Rio de Janeiro (président : M. Antonio Azeredo, président du Sénat fédéral) ; Sao Paulo (président : sénateur Jorge Tibiriça, ancien président de l'Etat de Sao Paulo) ; Montevideo (président : M. Juan Zorilla de San Martin, ancien ministre de l'Uruguay à Paris) ; Santiago du Chili (président : M. Maximo del Campo) ; Panama (président : Dr. Pablo Arosemena, ancien président de la Republique de Panama) ; La Havane (président : Dr. Cosme de la Torriente, sénateur) ; La Paz (président : Dr. Carlos Calvo, ancien ministre de l'Instruction publique) ; San José de Costa Rica (président : Léonidas Pacheco, ancien ministre de l'Instruction publique). D'autres sont en voie de formation à Buenos-Aires, Mexico, Lima, Bogota, Quito, etc.

Le Comité de Sao Paulo, notamment, a organisé en 1913 une brillante Exposition d'Art français, dont la section d'art rétrospective a servi à constituer le premier Musée d'Art français permanent en Amérique du Sud.

D'autre part, en France, une section spéciale, dite Ligue française de propagande, *a organisé un service de renseignements et de*

propagande en Amérique, touchant le tourisme en France, l'enseignement français, l'art français et les produits de l'industrie française.

Le Comité central de Paris, qui a son siège social 82, Champs-Elysées, se compose d'un Bureau, d'un Conseil de direction, de membres actifs et d'adhérents. Le Bureau de France-Amérique *est actuellement formé des personnalités suivantes :*

Président du Comité : M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française, ancien ministre des Affaires étrangères ; *président de la Ligue française de propagande :* M. HEURTEAU, délégué général du Conseil d'administration de la Compagnie d'Orléans ; *président de la section France-Amérique latine :* M. François CARNOT ; *président de la section France-États-Unis :* M. Alexandre MILLERAND ; *président de la section France-Canada :* vicomte R. DE CAIX DE SAINT-AYMOUR ; *président d'honneur de la Ligue française de propagande :* M. Georges PALLAIN, gouverneur de la Banque de France ; *président de la Commission de l'Enseignement :* M. Alfred CROISET, de l'Institut, ancien doyen de la Faculté des Lettres de Paris ; *président de la Commission des Beaux-Arts :* M. François CARNOT, président de l'Union des Arts décoratifs ; *président de la Commission de l'Industrie et du Commerce :* M. Paul TEMPLIER, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie de Paris ; *président de la Commission du Tourisme :* M. Edmond CHAIX, président de la Commission du Tourisme de l'Automobile-Club ; *trésorier :* comte R. DE VOGUÉ ; *directeur :* M. G. LOUIS-JARAY, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Le Comité publie, le 5 et le 20, deux Revues mensuelles : l'une, France-Amérique, *avec ses livraisons* France-Amérique latine *et* France-Canada ; *l'autre,* France-Etats-Unis, *avec texte français-anglais et un supplément* France (*chronique illustrée du mois en anglais*), — *qui sont la propriété du Comité. Ces revues étudient la vie des nations américaines dans toutes leurs manifestations : politiques, nationales, économiques, financières, sociales, intellectuelles, artistiques, etc. Elles publient régulièrement des articles et chroniques des auteurs les plus connus et les plus compétents. Ce sont des revues de luxe paraissant sur une cinquantaine de pages de grand format, et qui donnent chaque mois des gravures ou cartes en planches hors texte sur papier couché.*

Le numéro (France et Etranger) : 2 fr. 50.

FRANCE-AMÉRIQUE

Abonnenent annuel pour chaque Revue : 28 *francs* (*France*); 30 *francs* (*Amérique*) ; 32 *francs* (*autres pays étrangers*).

France-Amérique *paraît depuis le* 1er *janvier* 1910*; chaque année est envoyée franco contre* 25 *francs.*

Le Comité publie en outre un journal illustré mensuel, L'Amérique, *sur papier glacé, qui donne plus spécialement le compte rendu des diverses manifestations, initiatives et organisations du Comité.* (*Le numéro* 0 *fr.* 60. *Abonnement annuel : France*, 6 *francs; Amérique*, 8 *francs.*)

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY